

# revue d'histoire de l'amérique française

Fondée en 1947 par Lionel Groulx  
Publiée par l'Institut d'histoire de l'Amérique française (1970)

volume 39, no 3  
hiver 1986



<i>Lise St-Georges</i> : Commerce, crédit et transactions foncières: pratiques de la communauté marchande du bourg de l'Assomption, 1748-1791 .....	323
<i>André Cellard et Dominique Nadon</i> : Ordre et désordre: le Montreal Lunatic Asylum et la naissance de l'asile au Québec .....	345
<i>Claude Couture</i> : La Conquête de 1760 et le problème de la transition au capitalisme .....	369
<b>Note de recherche</b>	
<i>Yves Beauregard et al.</i> : Famille, parenté et colonisation en Nouvelle-France .....	391
<b>Note critique</b>	
<i>Allan Greer</i> : Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840 .....	407

## institut d'histoire de l'amérique française (1970)

### Conseil d'administration

ANDRÉE DÉSILETS, *présidente*  
RÉAL BÉLANGER, *vice-président*  
FERNANDE ROY, *secrétaire*  
JOSÉ E. IGARTUA, *trésorier*

Brigitte Caulier  
Serge Courville  
René Hardy  
Mario Lalancette  
Jacques Rouillard  
Lise St-Georges  
Pierre Tousignant

### Directeur scientifique

John A. Dickinson

### Secrétariat

JULIETTE RÉMILLARD  
*responsable de la*  
*documentation et relationniste*

LISE McNICOLL  
*chef du secrétariat*

### Centre de bibliographie

#### directeurs

PAUL AUBIN  
PAUL-ANDRÉ LINTEAU

#### collaborateurs

Denys Chouinard  
Louis-Marie Côté  
Fernand Harvey  
Guy Laperrière  
Antonio Lechasseur  
Donald Smith

**Textes:** Les articles parus dans la RHAF sont répertoriés dans *Périodex*, *Index analytique de périodiques de langue française*; dans *RADAR*; dans *HISCABEQ*; dans *America: History and Life*; aussi dans *Institute for Scientific Information*.

Numéro international normalisé des publications en série ISSN 0035-2357.

**Abonnement** à la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (revue trimestrielle) à partir du volume 39:

	CANADA	AUTRES PAYS
Individus	30,00\$	34,00\$
Étudiants (avec pièce justificative)	14,00\$	18,00\$
Institutions	30,00\$	34,00\$
Abonnement de soutien	50,00\$	54,00\$

(Tout abonnement comprend la cotisation annuelle de membre de l'IHAF)

### Vente au numéro:

7,50\$: le numéro courant

8,00\$: le numéro antérieur

550,00\$: collection de la Revue de «Juin 1947 à Décembre 1985» sur dix bobines de microfilms, comprenant le numéro spécial et les trois index.

750,00\$: collection complète de la Revue depuis 1947, y compris le numéro spécial et les trois index.

### Photo de la couverture

L'Asile de Beauport, fin 19e siècle  
Archives nationales du Québec à Québec  
Coll. «L'ivernois», CM 154, N875-95

# revue d'histoire de l'amérique française (1947)

COMITÉ DE RÉDACTION

Richard JONES, directeur

Jean BLAIN

Yves ROBY

COMITÉ CONSULTATIF

René DUROCHER  
Jean HAMELIN  
Pierre SAVARD

Normand SÉGUIN  
Nicole THIVIERGE  
Mare VALLIERES

**Volume 39, no 3**

**Hiver 1986**

## SOMMAIRE

Lise St-Georges: <i>Commerce, crédit et transactions foncières: pratiques de la communauté marchande du bourg de l'Assomption, 1748-1791</i> .....	323
André Cellard et Dominique Nadon: <i>Ordre et désordre: le Montreal Lunatic Asylum et la naissance de l'asile au Québec</i> .....	345
Claude Couture: <i>La Conquête de 1760 et le problème de la transition au capitalisme</i> .....	369
<b>Note de recherche</b>	
Yves Beauregard et al.: <i>Famille, parenté et colonisation en Nouvelle-France</i> ..	391
<b>Note critique</b>	
Allan Greer: <i>Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840</i> .....	407
Comptes rendus .....	415
Bibliographie .....	446
Chronique d'archives .....	472
Politique de la RHAF .....	488

*Publiée par*

**l'Institut d'histoire de l'Amérique française (1970)  
261, avenue Bloomfield  
Outremont, Québec  
H2V 3R6  
Téléphone: 271-4759**

Courrier de la deuxième classe — enregistrement no 0859

Cette revue reçoit l'aide financière du ministère  
des Affaires culturelles du Québec et du Fonds FCAC.

## COMPTES RENDUS

Dubé, Jean-Claude, <i>Les intendants de la Nouvelle-France</i> (Louis Lavallée) .....	415
Stanley, George F. G., <i>The War of 1812. Land Operations</i> (Roch Legault) .....	417
Akensou, Donald H., dir., <i>Canadian Papers in Rural History</i> (Chad Gaffield) .....	418
Krech III, Shepard, ed., <i>The Subarctic Fur Trade. Native Social and Economical Adaptations</i> (John A. Dickinson) .....	420
Pouyez, Christian, Yolande Lavoie et al., <i>Les Saguenayens: Introduction à l'histoire des populations du Saguenay. XVIe-XXe siècles</i> (Chad Gaffield) .....	422
Laforee, Héléne, <i>Histoire de la sage-femme dans la région de Québec</i> (Audrée Lévesque) .....	424
Führer, Charlotte, <i>The Mysteries of Montreal. Memoirs of a Midwife</i> (Hélène Laforce) ..	425
Charland, Jean-Pierre, <i>Histoire de l'enseignement technique et professionnel</i> ; Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge, <i>Bibliographie de l'enseignement professionnel, 1850-1980</i> (Yves Gingras) .....	427
MacEwan, Grant, <i>French in the West! Les Franco-Canadiens dans l'Ouest</i> (Jean Pariseau) .....	430
Ramirez, Bruno, <i>Les premiers Italiens de Montréal. L'origine de la Petite Italie du Québec</i> (Yves Frenette) .....	432
Granatstein, J. L., <i>A Man of Influence: Norman A. Robertson and Canadian Statecraft, 1919-68</i> (Robert H. Keyserlingk) .....	434
Holmes, John W., <i>The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957: vol. II</i> (Richard Jones) .....	436

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Pellens, Karl, Siegfried Quandt et Hans Sussmuth, dir., <i>Geschichtskultur - Geschichtsdidaktik: Internationale Bibliographie</i> (Christian Laville) .....	439
Aubin, Paul et Louis-Marie Côté, <i>Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1976-1980. Tomes I et II</i> (Richard Jones) .....	439
Boglioni, Pierre et Benoît Lacroix, éd., <i>Les pèlerinages au Québec</i> (Piene Savard) ..	440
Montbarbut, Johnny, <i>Les colons de l'Aunis et de la Saintonge au Canada. Régime français, 1608-1763</i> (André Prévos) .....	441
Pilcher, Edith, <i>Castorland: French Refugees in the Western Adirondaks, 1793-1814</i> (John A. Dickinson) .....	443
Saint-Pierre, Jocelyn, texte établi par, <i>Débats de l'Assemblée législative du Québec: 1897-1898</i> ; Marc-André Bédard, texte établi par, <i>Débats de l'Assemblée législative du Québec: 1899</i> (Andrée Désilets) .....	443
Beaulieu, André, Jean Hamelin et al., <i>La presse québécoise, tome VI: 1920-1934</i> (Andrée Désilets) .....	444
Lebel, Maurice, <i>Association canadienne d'éducation de langue française, 35e anniversaire, 1947-1982: Souvenirs historiques</i> (Richard Jones) .....	444
Lambert, Ronald D., <i>The Sociology of Contemporary Quebec Nationalism. An Annotated Bibliography and Review</i> (Andrée Désilets) .....	445

## BIBLIOGRAPHIE

par le Centre de bibliographie historique de l'Amérique française .....	446
---	-----

## CHRONIQUE D'ARCHIVES

Gilles Janson: Archives nationales du Québec - Archives publiques du Canada - Bibliothèque nationale du Québec - Centre de recherche en civilisation canadienne-française - Centre universitaire de Moncton - Congrès juif canadien - Division des archives de l'Université Laval - Division des archives de la ville de Québec - Service des archives de l'Université du Québec à Montréal .....	472
Politique de la RHAF .....	488

## NOTE AUX AUTEURS

Nous encourageons les auteurs à soumettre leurs textes à la *Revue* sous forme électronique. En plus d'accélérer les révisions, ceci nous permet de réduire les frais de composition. Vous êtes priés de communiquer avec l'Institut pour obtenir les détails techniques nécessaires.

# COMMERCE, CRÉDIT ET TRANSACTIONS FONCIÈRES: PRATIQUES DE LA COMMUNAUTÉ MARCHANDE DU BOURG DE L'ASSOMPTION, 1748-1791<sup>1</sup>

LISE ST-GEORGES  
Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal

## INTRODUCTION

L'étude des marchands ruraux, dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, permet de saisir un aspect important du développement du capitalisme commercial dans les campagnes québécoises. La plupart de ces marchands résident dans les villages dont plusieurs se forment d'ailleurs à cette époque. L'historiographie s'est surtout intéressée à l'analyse des activités commerciales, financières et foncières de certains de ces marchands ruraux<sup>2</sup>. Pour notre part, nous voulons appréhender l'action marchande par le biais d'un groupe, d'une collectivité plutôt qu'au moyen d'études individuelles. Cette approche repose, à l'instar des enquêtes individuelles, sur l'exploitation des archives notariales. Elle se distingue cependant par la méthodologie utilisée. Nous avons dépouillé systématiquement non seulement tous les actes concernant les marchands demeurant au bourg de l'Assomption entre 1748 et 1791, mais également ceux contractés par les autres villageois. De plus nous avons constitué des séries complètes d'obligations, de mutations foncières et d'inventaires après décès paysans, dans l'ensemble de la région pour certaines années. Cette méthode nous permet à la fois d'identifier les activités des commerçants et de les comparer, dans les domaines du crédit et de la propriété foncière, à celles des autres groupes sociaux. Cette approche nous permet ainsi de mieux circonscrire l'étendue et le poids de l'intervention marchande dans la région rurale.

Entre 1748 et 1791, une importante communauté marchande se forme et prospère au bourg de l'Assomption. Centre de pouvoirs reli-

<sup>1</sup> Cet article est la version remaniée d'une partie d'un mémoire de maîtrise intitulé «Le village de l'Assomption, 1748-1791» (mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, département d'histoire, 1984). Il reprend le texte d'une communication présentée au congrès de la Société historique du Canada, à Montréal, en mai 1985. Je remercie mes co-directeurs, messieurs Richard Chabot et Jean-Claude Robert, de leurs conseils judicieux et de leur disponibilité.

<sup>2</sup> A titre d'exemples, les articles de Louis Michel, «Un marchand rural en Nouvelle-France: François-Augustin Bailly de Messein 1709-1771», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33, 2 (septembre 1979): 215-62; «Le livre de compte (1784-1792) de Gaspard Massue, marchand à Varennes», *Histoire sociale*, 13, 26 (nov. 1980): 369-98.

gieux et civils, lieu d'échange de biens et de services, ce village constitue un mode d'insertion pour les marchands dans le monde agricole. Du bourg, ils exercent leurs activités économiques et leur influence sur un vaste espace rural regroupant les territoires des seigneuries de Saint-Sulpice, Lachenaie<sup>3</sup>, Lavaltrie et Repentigny. La dynamique de l'échange marchand, à l'instar de celle de l'ensemble de l'économie villageoise, demeure cependant tributaire du développement de l'économie agricole et de l'expansion démographique de cette zone rurale.

## A - LE VILLAGE DE L'ASSOMPTION

### I - Formation et développement

Situé à quelque 40 kilomètres au nord-est de Montréal et occupant une presqu'île créée par un des méandres de la rivière l'Assomption, le village de l'Assomption se forme au cœur d'un réseau hydrographique composé des affluents de cette rivière. Ces cours d'eau constituent des axes privilégiés de pénétration de peuplement vers l'intérieur des terres<sup>4</sup>. Cette situation stratégique confère au bourg un rayonnement au-delà de la seigneurie de Saint-Sulpice<sup>5</sup> dont il fait partie.

Malgré la construction d'une église en pierre dès 1749 et l'obtention, en 1754, d'une reconnaissance officielle<sup>6</sup>, le village de l'Assomption ne progresse que très lentement entre 1748 et 1769. Cette période de latence résulte principalement du climat d'instabilité sociale et économique qui sévit tout au long de la guerre de Sept Ans et qui perdure au cours des premières années du régime anglais. Cette période est vécue dans l'incertitude par les Sulpiciens qui, seigneurs et ecclésiastiques, craignent la spoliation de leurs biens<sup>7</sup>.

Le retour d'une relative stabilité, vers 1769, se manifeste par la reprise des concessions dans les secteurs ruraux et villageois de la seigneurie de Saint-Sulpice. Au cours des décennies 1770 et 1780, le village de l'Assomption et la zone rurale environnante se développent rapidement. Ainsi entre 1765 et 1791, la population du bourg augmente

<sup>3</sup> Selon les époques, cette appellation regroupe également les fiefs Martel, Bailleul et la seigneurie de l'Assomption.

<sup>4</sup> R. Harris, *The Seigneurial System in Early Canada* (Québec, Presses de l'Université Laval, 1968), 127.

<sup>5</sup> Cette seigneurie est concédée en 1640 au Séminaire de Saint-Sulpice de Paris par la Compagnie de la Nouvelle-France.

<sup>6</sup> «Ordonnance qui établit un village à l'Assomption, de deux (sic) arpens et demi de front sur sept arpens de profondeur, sur une terre appartenant au curé; du dix-huitième mars, mil sept cens cinquante quatre», signée par Duquesne et Bigot, *Edits, ordonnances royaux au Canada*, tome 2 (Québec, R. Fréchette, 1855), 415.

<sup>7</sup> O. Maurault, *Nos Messieurs* (Montréal, Éditions du Zodiaque, 1936), 28-29.

de plus de 368%<sup>8</sup> comparativement à 228% pour la région immédiate<sup>9</sup> et à un accroissement de 131%<sup>10</sup> pour l'ensemble de la colonie. La forte croissance obtenue par le village s'explique par le caractère embryonnaire qu'il possède encore en 1765 alors que la zone rurale accueille déjà des habitants depuis plusieurs décennies. Ces accroissements de la population participent au mouvement de colonisation et d'expansion démographique que connaît alors l'ensemble de la plaine de Montréal.

**TABLEAU I**  
**Ventilation socio-professionnelle des résidents**  
**du bourg de l'Assomption en 1781 et en 1791**

Catégories	Nombre de chefs de ménage	
	1781	1791
marchands	12	15
artisans : bois et construction	11	17
métaux	7	5
cuir	5	6
vêtement	3	4
alimentation	1	1
divers	2	2
professions libérales	5	6
habitants	4	2
rentiers	5	7
autres	3	6
indéfinis	7	11
<b>TOTAUX</b>	<b>65</b>	<b>82</b>

Source: Fichier-ménage pour le village de l'Assomption.

<sup>8</sup> A savoir 10 ménages en 1765, 73 en 1784 et 82 en 1791. Nombres établis à partir de notre fichier-ménage qui regroupe l'ensemble des renseignements concernant chaque résident et/ou propriétaire du bourg de l'Assomption entre 1748 et 1791. Nous avons établi des fiches à partir du dépeillement systématique des archives seigneuriales et des greffes des notaires ayant pratiqué dans la région. Nous y avons également inscrit les informations recueillies dans l'histoire locale et les registres paroissiaux.

<sup>9</sup> La région regroupe les paroisses de Saint-Pierre-du-Portage, de la Purification-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie de Repentigny, de Saint-Antoine-de-Lavaltrie, de Saint-Paul-de-Lavaltrie, de Saint-Jacques-de-l'Achigan et de Saint-Roch-de-l'Achigan. La population de cette région se chiffre en 1765 à 2 391 individus, en 1784 à 5 168 personnes et à 7 853 en 1791. «Recensements de 1765 et 1791», *Recensements du Canada 1665-1871*, vol. IV; «Recensement de 1784», cité dans F. Ouellet, «Libéré ou exploité: le paysan québécois d'avant 1850», *Histoire sociale*, 13 (1980): 339-368.

<sup>10</sup> F. Ouellet, *Le Bas-Canada 1791-1840. Changements structureux et crise* (Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1980), 23.

## **2 - Les villageois : ventilation socio-professionnelle**

L'essor démographique et économique de la région de l'Assomption s'accompagne d'une augmentation de la demande pour les biens et les services. Au village résident principalement des artisans et des marchands (tableau I). Ainsi retrouvons-nous plusieurs artisans oeuvrant dans les secteurs du bois, de la construction et à l'accomplissement de divers travaux publics, dont la construction de l'église en pierre au bourg de l'Assomption. L'augmentation de la population accroît également les demandes pour les produits de consommation domestique tels les chaussures, les vêtements et autres.

La communauté marchande profite aussi de cet accroissement du marché rural qui lui procure des revenus substantiels. Elle constitue en fait le groupe social le plus fortuné à l'Assomption, dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle. L'augmentation démographique offre également une clientèle potentielle aux membres des professions libérales (notaires, médecins) dont le nombre apparaît relativement important. D'autre part, le bourg n'accueille que peu de cultivateurs, qu'ils soient retraités ou actifs, et de rentiers. Au 18<sup>e</sup> siècle, ce village se caractérise donc particulièrement par ses fonctions d'échange.

### **B - LA COMMUNAUTÉ MARCHANDE DE L'ASSOMPTION**

#### **1 - L'effectif et l'ethnicité**

Entre 1748 et 1791, la communauté marchande regroupe plus de 15 pour cent des chefs de ménage, soit 25 des 165 qui résident au bourg de l'Assomption. Leur nombre croît principalement à partir des années 1770. Au moment de la Conquête, cinq villageois se déclarent commerçants; en 1771, l'effectif se maintient à six alors qu'en 1781, il grimpe à 12 et en 1791, à 15. Les périodes d'activité de ces commerçants varient énormément. Certains, souvent parmi les plus prospères, y exercent pendant toute leur carrière. A ce noyau s'ajoutent des marchands qui, commerçant déjà dans la région montréalaise et attirés par la croissance du village, viennent s'y installer définitivement dans les années 1770. D'autre part, certains jeunes commerçants, souvent apparentés à un marchand de l'Assomption, ont de la difficulté à s'imposer et quittent rapidement le bourg pour tenter leur chance dans le secteur rural environnant ou dans une autre région.

Les membres de la communauté marchande se distinguent entre eux par diverses caractéristiques dont l'ethnicité, la nature de leurs activités économiques, le niveau de fortune et le prestige social. A la douzaine de Canadiens francophones<sup>11</sup> s'ajoutent cinq Français de naissance, six commerçants d'origine britannique et deux individus dont nous ignorons l'ethnicité. Alors que les Français s'installent à l'As-

<sup>11</sup> Trois marchands sont nés au bourg, six proviennent de l'île de Montréal, deux de la rive sud de Montréal et un de la ville de Québec.

somption au cours de la dernière décennie du régime français, les marchands britanniques s'y établissent surtout durant les années 1780. Leur venue est principalement motivée par le commerce des fourrures. D'ailleurs, certains d'entre eux sont liés à la compagnie du Nord-Ouest dont George McBeath<sup>12</sup> et David McCrae<sup>13</sup>. A ces derniers, s'ajoutent toutefois certains francophones, entre autres: André Blondeau-Drézy<sup>14</sup> et à la fin du 18e siècle, des enfants des marchands villageois de la première génération: François-Antoine Larocque fils et Laurent Leroux<sup>15</sup>.

## 2 - Les activités commerciales et les niveaux de fortune

Entre 1748 et 1791, l'activité principale de la majorité des marchands de l'Assomption demeure néanmoins le commerce de détail de produits locaux ou importés. Ce type d'échange donne lieu à une concurrence vive entre les marchands villageois dans l'espace rural environnant. L'étude des obligations, contractées envers ces derniers par les résidents de la région de 1782 à 1791, livre une image partielle de cette concurrence (voir Tableau 2). Ce reflet demeure limité car seulement une partie des comptes courants sont transformés en obligations. Cette analyse permet cependant de circonscrire la «spécialisation» territoriale qui s'établit entre certains marchands prospères du bourg.

Ainsi, nous constatons le poids exercé par Germain Leroux, sur les créances du bourg et de la zone rurale de la seigneurie de Saint-Sulpice. Installé au village depuis la fin des années 1750, il oppose une forte compétition aux nouveaux détaillants qui tentent de s'établir dans les années 1770 et 1780. Ces derniers s'implantent d'ailleurs avec plus d'aisance dans les seigneuries de Lachenaie, Lavaltrie et Repentigny, secteurs plus éloignés du village où ils subissent cependant la concurrence des marchands des côtes.

L'existence de la concurrence entre les commerçants de détail et l'étendue du territoire concerné, soit un rayon d'une vingtaine de kilomètres, nous incitent à nuancer l'image du marchand général sédentaire approvisionnant de son magasin, voisin de l'église, une clientèle rurale captive. Afin de rejoindre plus de paysans, le détaillant villageois doit sans doute trouver une façon de solliciter la clientèle soit directement à domicile, soit en déléguant un commis ou encore en établissant des comptoirs dans la zone rurale. Cependant à l'Assomption au 18e siècle, aucune source ne révèle l'existence de tels comptoirs.

<sup>12</sup> F. Ouellet, «George McBeath», dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 (Québec, Presses de l'Université Laval, 1983), 563.

<sup>13</sup> ANQM, minute J. Beek, *assignment*, 11 octobre 1787, no 320.

<sup>14</sup> ANQM, minute J. Raymond, *engagement*, 20 février 1786, no 321.

<sup>15</sup> Ces derniers seront également membres co-fondateurs de la Banque de Montréal en 1819. A Lamalicc, «François-Antoine Larocque» dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 (Québec, Presses de l'Université Laval, 1977), 501-502.

**TABLEAU 2**  
**Répartition géographique des obligations contractées envers des marchands de l'Assomption,**  
**par lieu de résidence du débiteur, 1782-1791**  
**(en nombre d'obligations et en pourcentage)**

	Bourg du Portage	Seigneurie de St-Sulpice	Seigneurie de Lachenaie	Seigneurie de Lavaltrie	Seigneurie de Repentigny	Autres seigneuries	Lieux de résidence indéfinis	Total
LEROUX, Germain	18 (47,4)*	65 (63,1)	26 (32,5)	8 (19,5)	2 (33,3)	2 (28,57)	2 (33,3)	123 (43,8)
LAROCQUE, François- Antoine	11 (28,9)	24 (23,3)	38 (45,0)	17 (41,4)	4 (66,7)	2 (28,57)	1 (16,7)	97 (34,5)
VIGIER, Joseph	5 (13,2)	4 (3,9)	2 (2,5)	12 (29,3)	-	1 (14,33)	1 (16,7)	25 (8,9)
BRUGUIÈRE, Jean- Baptiste	3 (7,9)	6 (5,8)	7 (8,8)	2 (4,9)	-	1 (14,33)	-	19 (6,8)
CORRY, Thomas	1 (2,6)	3 (2,9)	5 (6,2)	2 (4,9)	-	1 (14,33)	2 (33,3)	14 (5,0)
Autres marchands	-	1 (1,0)	2 (2,5)	-	-	-	-	3 (1,0)
TOTAL	38 (100)	103 (100)	80 (100)	41 (100)	6 (100)	7 (100)	6 (100)	281 (100)

\* Pourcentage d'obligations signées envers ce marchand dans ce secteur géographique.  
 Source: 281 obligations signées par des résidents du bourg et de la région de l'Assomption.

Au commerce de détail, s'ajoutent également ceux du bois, des céréales et des fourrures. De ces activités commerciales, découlent parfois des interventions dans le domaine du crédit et de la propriété foncière rurale. Certains individus s'engagent dans plusieurs secteurs d'activités alors que d'autres se restreignent à un ou deux champs d'intervention économique. Tous ne profitent pas également de ces différentes activités. Ainsi les inventaires après décès témoignent des écarts de fortune existant parmi la communauté marchande.

Durant la période observée, dix de nos marchands villageois sont soumis à un inventaire après décès de leurs biens. Les renseignements relatifs aux âges recueillis dans les contrats de mariage et dans les registres d'état civil révèlent, qu'au moment de la rédaction de l'inventaire après décès, la plupart d'entre eux se situent en pleine période d'activité soit entre 40 et 50 ans.

Les fortunes possédées par les marchands de l'Assomption excèdent de beaucoup celles des autres villageois. La moyenne des actifs mobiliers et immobiliers détenus par les commerçants est d'environ 45 000 livres<sup>16</sup>, soit cinq fois supérieurs à la moyenne des actifs possédés par les membres des professions libérales et plus de dix fois supérieurs à ceux appartenant aux autres résidents du bourg<sup>17</sup>. Les marchands se distinguent à tous les niveaux: biens de consommation, instruments de production, créances et immeubles. Leur statut privilégié se reflète également dans leurs résidences qui sont souvent plus vastes et mieux aménagées que celles des autres villageois.

Néanmoins, il existe des disparités entre les marchands au niveau de la composition et de la valeur des actifs mobiliers (Tableau 3). Cette valeur connaît des écarts de l'ordre de 1 à 50. Ainsi, Pierre-Médard Pétrimoult (M-4) représente le cas extrême d'un commerçant, possédant peu de marchandises et aucune créance, et agissant probablement à titre d'intermédiaire ou de commis pour un autre marchand local ou forain. Par contre, les François-Antoine Larocque (M-8), Thomas Corry (M-9) et Germain Leroux (M-10) ont des fortunes reflétant la prospérité de leurs activités commerciales et financières: marchandises et créances importantes et dans le cas de Leroux, la possession d'un numéraire, soit 12 152 livres, dépassant celui détenu par l'ensemble des autres marchands inventoriés. Cependant, malgré les écarts de fortune séparant ses membres, la communauté marchande demeure le groupe social villageois le plus fortuné. Le moins prospère des marchands inventoriés, Pierre-Médard Pétrimoult (M-4), jouit néanmoins d'une fortune

<sup>16</sup> Toutes les valeurs monétaires exprimées dans cet article le sont en livres ancien cours.

<sup>17</sup> Soit une moyenne de l'actif des biens meubles et immeubles des membres de professions libérales de 9 114 livres; des artisans de 1 000 livres; des habitants de 888 livres; et des indéfinis de 419 livres. L'unique rentier pour lequel nous avons un inventaire possède un actif évalué à 1 882 livres.

**TABLEAU 3**  
**Composition de la fortune de dix marchands ayant résidé à l'Assomption**  
**entre 1748 et 1791**

	Biens de consommation	Instruments de travail, cheptel et marchandises	Numéraire	Créances	Immeubles	Actif	Dettes passives	Bilan
Marchand-1	778	9 532	-	31 931	14 000	56 241	?	?
Marchand-2	1 469	8 896	-	3 000	12 275	25 640	3 586	22 054
Marchand-3	2 590	5 707	3 600	-	18 200	30 097	7 536	22 561
Marchand-4	369	306	73	-	1 041	1 789	814	875
Marchand-5	3 430	6 519	-	8 916	9 600	28 465	?	?
Marchand-6	2 588	1 312	268	4 028	2 100	10 296	9 185	1 111
Marchand-7	2 677	4 146	162	9 748	1 300	18 033	26 483	-8 450
Marchand-8	2 117	33 837	1 334	38 595	26 466	102 340	76 374	25 974
Marchand-9	4 555	12 361	469	59 940	17 508	94 833	51 707	43 126
Marchand-10	4 637	10 283	12 152	37 424	18 500	82 996	-	82 996
Moyennes	2 521	9 290	1 806	19 358	12 099	45 074	21 961 (8/10)	23 781 (8/10)

Source: 10 inventaires après décès de marchands, 1767-1792.

supérieure à celle de la majorité des villageois qui ne sont ni marchands, ni professionnels.

### **3 - Le prestige social**

Au pouvoir économique des marchands correspond un prestige social qui se concrétise par le cumul de diverses charges civiles. Ne subissant pas la compétition du seigneur qui, dans la seigneurie de Saint-Sulpice, est une communauté religieuse, les commerçants occupent différentes tâches civiles et juridiques qui contribuent à consolider leur influence. Ainsi, François-Antoine Larocque, d'abord juge de paix, est élu député du comté de Leinster en 1791. Après son décès l'année suivante (31 octobre 1792)<sup>18</sup>, c'est un autre marchand, George McBeath qui le remplace en 1793<sup>19</sup>. Ce dernier est défait le 20 juillet 1796 par un autre marchand du bourg: Joseph Viger, membre du Bloc canadien<sup>20</sup>. Le fait que les trois premiers députés du comté de Leinster soient des commerçants de l'Assomption témoigne de l'importance de ce bourg et de sa communauté marchande dans la région environnante.

Pour sa part, Germain Leroux occupe les postes de juge de paix et de commissaire de la Cour de requête, fonction qu'il partage, en 1791, avec les commerçants George McBeath et Toussaint Pothier<sup>21</sup>. Les marchands demeurent cependant absents des fonctions paroissiales. Les postes de syndic ou de marguillier sont plutôt comblés par certains artisans villageois ou par des paysans aisés<sup>22</sup>. Néanmoins, au village de l'Assomption, durant toute la seconde moitié du 18e siècle, la communauté marchande prédomine socialement grâce à sa puissance économique.

## **C - RAPPORTS ÉCONOMIQUES ENTRE LES MARCHANDS ET LES PAYSANS : CRÉDIT ET TRANSACTIONS FONCIÈRES**

### **1 - Structure de l'endettement paysan 1765-1769, 1775-1779 et 1785-1789**

L'importance du prélèvement marchand dans l'endettement paysan transparaît de l'étude des dettes passives inscrites dans les inventaires après décès paysans de la région de l'Assomption pour les années 1765-1769, 1775-1779 et 1785-1789 (voir tableau 4). Tout au cours de ces trois périodes quinquennales, les créances réclamées par les marchands des côtes et du bourg représentent au moins le tiers des dettes

<sup>18</sup> M. Fournier, *La représentation parlementaire de la région de Joliette* (Joliette, Société historique de Joliette, 1977), 164.

<sup>19</sup> *Ibidem*, 181.

<sup>20</sup> *Ibidem*, 219.

<sup>21</sup> ANQM, minute B. Faribault, demande d'un règlement de police pour le bourg de l'Assomption, 1er juillet 1791.

<sup>22</sup> Roy, *Histoire de l'Assomption*, 80.

**TABLÉAU 4**  
**Ventilation, par catégorie de créanciers, des dettes passives recensées dans**  
**cent-sept inventaires après décès de ménages paysans de la région de l'Assomption**  
**1765-1769, 1775-1779 et 1785-1789 (en livres)**

Periodes	Nombre	Seigneurs	Fabriques paroissiales	Bedaux, Fossyeurs et autres	Notaires Arbitres, priseurs, criers et autres	Medecins et autres	Famille	Marchands du bourg	Autres villageois	Marchands d'ailleurs	Autres créanciers*	Total
1765-1769	22	800 (8,71)	407 (4,43)	27 (0,29)	700 (7,62)	45 (0,49)	173 (1,88)	2 381 (25,91)	202 (2,20)	937 (10,2)	2 395 (26,06)	9 189 (100%)
1775-1779	43	798 (3,81)	641 (3,06)	55 (0,26)	2 586 (12,33)	247 (1,18)	2 037 (9,71)	3 800 (18,13)	741 (3,53)	3 308 (15,77)	6 144 (29,3)	20 970 (100%)
1785-1789	42	2 167 (6,94)	1 149 (3,68)	24 (0,08)	4 241 (13,59)	322 (1,03)	2 525 (8,09)	10 660 (34,16)	367 (1,18)	3 462 (11,1)	5 417 (17,36)	31 205 (100%)

\* Ces derniers ne sont identifiables à aucune autre des catégories de créanciers.

Sources: 107 inventaires après décès paysans des seigneuries de Saint-Sulpice, Lachenaie, Lavaltrie et Repentigny pour les périodes 1765-1769, 1775-1779 et 1785-1789 retrouvés dans les greffes des notaires ayant pratiqué dans la région de l'Assomption.

passives. La part des marchands villageois varie entre 18 et 34 pour cent alors que celle des autres commerçants oscille entre 10 et 16 pour cent.

Alors que le volume de l'endettement paysan fluctue selon les conjonctures économiques, sa structure varie peu. Tout au plus remarquons-nous que les arrérages seigneuriaux sont mieux acquittés en période de stabilité économique, telle celle de 1775-1779. A l'inverse, une période de mauvaises récoltes, telles les années 1785-1789, voit la part relative des marchands augmenter dans les dettes paysannes, résultant de l'incapacité croissante de plusieurs familles paysannes à acquitter rapidement leurs dettes de consommation. Cette hausse de la part marchande s'accompagne de la diminution de celle de la catégorie «autres créanciers». La diminution de la production comme celle du revenu agricole n'encouragent nullement l'engagement de main-d'oeuvre supplémentaire ou l'achat de terres, composantes importantes des dettes recensées dans cette catégorie.

## **2 - Obligations consenties à des marchands du bourg 1753-1791**

Du commerce de détail exercé par des marchands de l'Assomption découlent souvent des comptes courants impayés dont les créanciers exigent la transformation en obligations. Le paiement de la dette est alors garanti par la présence d'une hypothèque générale et/ou spéciale. Elle s'accompagne également, dans la majorité des cas, de l'octroi de l'intérêt légal de 6%. La presque totalité des obligations signées par les habitants de la région envers les marchands du bourg le sont d'ailleurs pour marchandises vendues.

La figure 1 représente les nombres annuels d'obligations signées à des marchands de l'Assomption entre 1753 et 1791. Nous remarquons que les mouvements de cette courbe sont interprétables à partir des différentes conjonctures régionales ou coloniales. Ainsi la faiblesse du marché des obligations avant la fin des années 1760 manifeste le caractère embryonnaire du village et l'instabilité du climat politique et économique de la colonie.

Si l'on accepte que «le mouvement annuel des obligations a une signification économique»<sup>23</sup> et qu'en période de crise, l'augmentation de leur nombre résulte d'un accroissement de l'endettement rural, nous pouvons présumer que 1767, 1768 et 1769 sont des années de conjoncture défavorable dans la région de l'Assomption. La hausse du prix du blé confirme cette hypothèse. Dans les paroisses de Berthier, de Lache-

<sup>23</sup> Serge Dontenwill, «Rapports ville-campagne et espace économique microrégional. Cherlieu et son plat-pays au XVIII<sup>e</sup> siècle», dans Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, *Villes et campagnes XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* (Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1977), 151.

naie, de Repentigny, de l'Île Dupas et de l'Assomption, le minot de blé atteint le seuil de 6 livres en 1769 alors qu'auparavant il se maintenait à environ 3 ou 4 livres<sup>24</sup>. Cette augmentation témoigne-t-elle réellement des conditions néfastes vécues sur la rive nord de Montréal durant ces années ou plutôt d'une hausse de la demande de blé consécutive aux mauvaises récoltes dans la région de Québec<sup>25</sup>?

D'autre part, la reprise du mouvement de colonisation dans les années 1770 favorise l'augmentation de la production agricole et stimule les échanges commerciaux sans toutefois alourdir l'endettement paysan. Cette période de bonne conjoncture, commune à l'ensemble de la colonie, profite également de l'ouverture des marchés extérieurs au blé canadien<sup>26</sup>.

La hausse du nombre des obligations au début de la décennie 1780 résulte d'une succession de mauvaises récoltes que connaît le Québec entre 1780 et 1784<sup>27</sup>. Les paysans doivent alors ajouter à leurs achats habituels des quantités additionnelles de denrées alimentaires et de grains de semence. Ne pouvant rembourser leurs achats en raison de la baisse de la production agricole, ils s'endettent envers les marchands ruraux qui, talonnés eux-mêmes par leurs fournisseurs, exigent de leur clientèle la signature d'obligations. Ainsi, à l'Assomption, 15 des 25 obligations consenties à Joseph Viger le sont en 1783, année où ce négociant doit établir une cession de ses biens en faveur de ses créanciers montréalais<sup>28</sup>.

La fin de la décennie 1780 connaît également de mauvaises récoltes et conséquemment, une hausse des prix céréaliers. De 1788 à 1789, le prix du minot de blé dans la paroisse de l'Assomption augmente de 3 livres 16 sols à 10 livres<sup>29</sup>, témoignant d'un malaise évident dans la production agricole. Tout comme en 1784, Germain Leroux attend, en 1789, au lendemain de la crise, pour exiger la signature d'obligations par ses clients. Il incite alors certains paysans dont les comptes sont

<sup>24</sup> F. Ouellet en collaboration avec J. Hamelin et R. Chabot, «Les prix agricoles dans les villes et les campagnes du Québec d'avant 1850: aperçus quantitatifs», *Histoire sociale*, 15, 29 (mai 1982): 117.

<sup>25</sup> F. Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec: 1760-1850*, tome 1 (Montréal, Fides, 1971), 83.

<sup>26</sup> F. Ouellet, *Le Bas-Canada 1791-1840. Changements structureux et crise* (Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1976), 11.

<sup>27</sup> Ouellet, *Histoire économique...*, 111.

<sup>28</sup> En 1783, J. Viger doit établir un acte de cession de ses biens ou acte d'attribution en faveur de ses créanciers envers lesquels il est redevable de plus de 30 100 livres. Tout en demeurant propriétaire de ses biens, J. Viger doit soumettre la gestion de ces derniers à la tutelle d'un syndic nommé par ses créanciers. Il doit obtenir leur autorisation avant d'effectuer un nouvel investissement ou une vente de ses biens. D'autre part, jusqu'à ce que la dette soit résorbée, les créanciers peuvent exiger en tout temps la vente partielle ou totale des biens du débiteur.

<sup>29</sup> Ouellet, «Les prix agricoles...», 117.

fermés ou limités chez les autres marchands à s'approvisionner, en période de crise, à son magasin de l'Assomption<sup>30</sup>.

Indicateur utile pour identifier les fluctuations de l'économie régionale, les obligations doivent néanmoins être utilisées avec prudence. Entre autres, elles ne dévoilent que l'aspect officialisé de l'endettement dans une région. Parallèlement subsistent plusieurs formes de transactions économiques sous seing privé dont nous ne pouvons évaluer l'importance: compte courant, billet, promesse verbale et autres. Ainsi Thomas Corry, qui dispose pourtant d'un des plus forts actifs au sein de la communauté marchande<sup>31</sup>, ne se classe que cinquième au chapitre des obligations avec seulement 5,4% de la valeur totale des 408 obligations (voir tableau 5). Ce phénomène s'explique partiellement par le fait que le marchand transige à la fois dans le commerce de détail et dans celui des fourrures. Aussi présumons-nous que T. Corry ne recourt pas à l'obligation pour les dettes contractées par les clients qui sont également ses engagés à titre de voyageurs. Le marchand n'a alors qu'à prélever directement sur leurs gages le montant de leurs achats à son magasin.

D'autre part, la comparaison entre marchands, à partir des obligations, doit tenir compte de la période d'activité de l'individu. Le poids relatif de Jean-Baptiste Durocher est amoindri par le fait que son action marchande intervient au tout début de la formation du village et qu'elle est en bonne partie perturbée par la guerre de Sept Ans. Si nous le comparons aux autres marchands de son époque, nous constatons qu'il concentre à lui seul 49 des 91 obligations signées entre 1753 et 1777.

### **3 - Prélèvement marchand dans l'endettement rural en 1784 et en 1787**

Afin de mieux observer les fluctuations du crédit marchand villageois, selon les conjonctures, par rapport à l'ensemble du crédit rural, nous avons dépouillé pour 1784 et 1787 toutes les obligations contractées par les résidents de la zone d'influence du bourg de l'Assomption. Nous pouvons ainsi comparer le poids de l'intervention marchande villageoise à celle des autres groupes de créanciers ruraux. L'année 1784 est caractérisée par de mauvaises récoltes, une épidémie et un prix relativement élevé du blé<sup>32</sup>. De plus, elle est, à l'Assomption, une année-

<sup>30</sup> Cette opération est rendue possible par le fait que ce marchand de l'Assomption n'est nullement talonné par ses fournisseurs. Au contraire, il est le seul marchand à posséder, au moment de son décès en 1792, un compte excédentaire avec John McKindlay, négociant montréalais et principal fournisseur des marchands de l'Assomption.

<sup>31</sup> Il possède alors un actif mobilier et immobilier évalué à 94 833 livres auquel se greffe un passif de 51 707 livres. ANQM, minute B. Faribault, inventaire après décès, 1er octobre 1792 au 21 février 1793.

<sup>32</sup> Ouellet, *Histoire économique...*, 129.

**TABLEAU 5**  
**Obligations consenties aux marchands du village de l'Assomption,**  
**1753-1791, en nombre et en valeur**  
**(en livres françaises)**

Noms	Nombre d'obligations	Valeur	% valeur totale
Larocque, F.-A. (1780-1791)	114	63 114	34,8
Leroux, G. (1762-1791)	156	59 552	32,8
Durocher, J.-B. (1753-1777)	49	15 211	8,4
Viger, J. (1782-1789)	25	13 358	7,4
Corry, T. (1775-1791)	17	9 854	5,4
Bruguière, J.-B. (1783-1791)	19	5 958	3,3
Chastelain, A. (1766-1767)	3	4 859	2,7
Thibaudeau, F. (1763-1769)	5	3 162	1,7
Olivier, L. (1766-1776)	6	2 766	1,5
Larocque, A. (1772-1776)	8	2 459	1,4
Bruguière, C. (1782)	2	621	0,3
Baubin, C. (1785)	1	347	0,2
Richotte, P. (1753-1755)	3	250	0,1
TOTAUX	408	181 511	100

Sources: 408 obligations, 1753-1791

record pour le nombre d'obligations signées envers des marchands du bourg. Si nous acceptons qu'en période de crise, l'endettement paysan croît, alors 1784 devrait être l'année la plus susceptible de nous présenter la part maximale des marchands dans le crédit rural. Par contre, une année de prospérité comme 1787<sup>33</sup> devrait témoigner d'un marché financier plus calme où les paysans souffrent moins des pressions marchandes.

Les résultats obtenus nous obligent cependant à nuancer quelque peu ce raisonnement (voir tableau 6). En effet, seule la valeur absolue des créances marchandes villageoises croît en année de crise et non leur poids relatif. La part des commerçants de l'Assomption est toujours légèrement supérieure à 50% tant en 1784 qu'en 1787. Les gros paysans, tout en quadruplant la valeur de leurs prêts notariés, profitent moins largement que les autres créanciers d'une période de crise. Ce

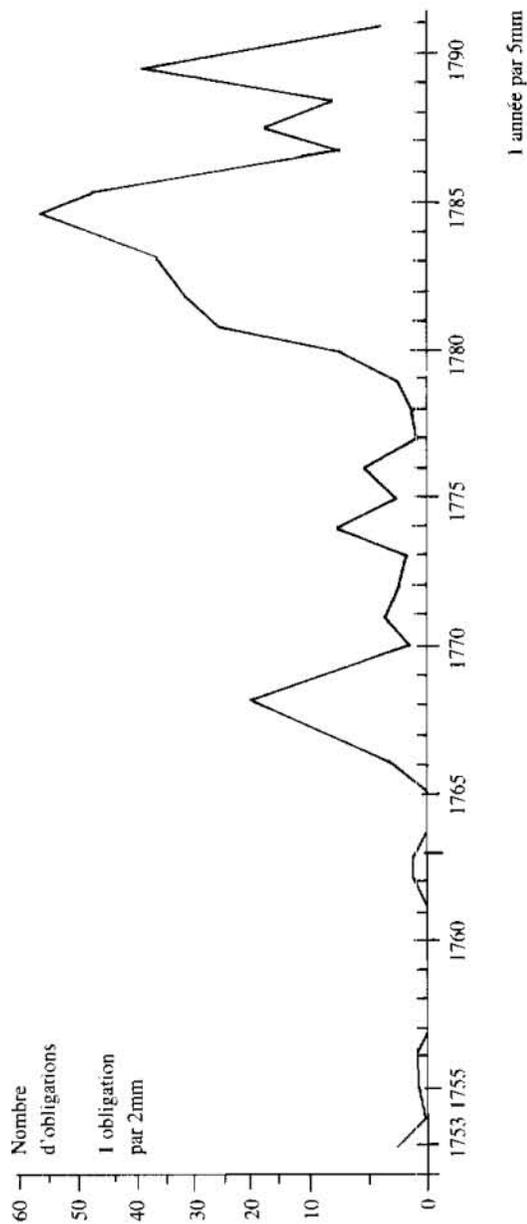
<sup>33</sup> 1787 est caractérisée par des conditions favorables et des prix céréaliers relativement bas. Ouellet, *Histoire économique*... 130.

**TABLEAU 6**  
**Répartition des obligations signées par les résidents de la région de l'Assomption**  
**en 1784 et 1787, par groupe de créanciers**  
**(en livres françaises)**

Année	Marchands du Bourg		Autres marchands		Paysans		Fabriques paroissiales		Total	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
1784	55	24 836	25	14 331	17	7 894	1	597	98	47 658
	(56,12)	(52,11)	(25,51)	(30,07)	(17,35)	(16,57)	(1,02)	(1,25)	(100%)	(100%)
1787	10	4 332	2	1 773	5	1 956	1	344	18	8 405
	(55,56)	(51,54)	(11,11)	(21,09)	(27,78)	(23,27)	(5,55)	(4,1)	(100%)	(100%)

Sources: 116 obligations signées par des résidents de la région de l'Assomption en 1784 et 1787.

**FIGURE I**  
**Nombre annuel d'obligations signées à des marchands de l'Assomption,**  
**1753-1791 (408 obligations)**



comportement reflète peut-être le choix des paysans prospères d'investir dans le marché foncier et de consolider leur patrimoine immobilier plutôt que d'intervenir dans le domaine du crédit, moins rentable à long terme<sup>34</sup>. Pour leur part, les marchands des côtes profitent de la rareté et de la cherté des grains pour augmenter leur emprise à l'endroit d'une clientèle rurale possédant de moins en moins de revenus et contrainte alors à s'endetter.

#### **4 - Formes de paiement, hypothèques et clauses spéciales**

La presque totalité des obligations signées envers les marchands de l'Assomption réclament un paiement en «espèces sonnantes». A l'occasion, le remboursement est exécuté sous une forme mixte : argent et céréales, numéraire et transport d'une dette due par un tiers. Le rachat de certaines obligations adopte la forme du travail non-rémunéré exécuté par le débiteur en faveur du créancier. En 1786, Joseph Pepin dit Moreau, cordonnier au bourg, signe une reconnaissance de dette pour un montant de 132 livres au marchand G. Leroux. Il s'engage auprès de ce dernier à le rembourser en travaillant pour lui «de son métier de cordonnier» à raison de 2 livres par jour. Le marchand fournit le matériel et accorde à l'artisan «en sus de la dite somme mentionnée le quart de son gain pour faire subsisté (sic) sa famille»<sup>35</sup>. Joseph Pepin se transforme ainsi en engagé de G. Leroux jusqu'à l'extinction de sa dette. Parfois même, les marchands se remboursent à la source en prélevant le montant de leurs créances sur les gages ou les salaires à venir des débiteurs.

Toutes les obligations sont garanties par une hypothèque générale s'appliquant à l'ensemble des actifs mobiliers et immobiliers des débiteurs. Elle est souvent accompagnée d'une hypothèque spéciale, identifiant, dans le cas des propriétaires ruraux et villageois, un bien foncier spécifique. Les non-propriétaires engagent, en caution, différents avoirs mobiliers: droits de succession, animaux, instruments de transport, et autres. Les artisans et les engagés hypothèquent parfois leur salaire ou leurs instruments de travail. Pour leur part, des métayers soumettent en caution leur part de fermage sur les récoltes et les animaux.

Des clauses spéciales s'ajoutent parfois aux hypothèques. Certaines stipulent le moment où s'effectuera une saisie ou une mise en location d'un bien hypothéqué à défaut du paiement. D'autres ressemblent à des hypothèques supplémentaires. Le débiteur s'engage alors à «conserver comme appartenant» au créancier des meubles, des instruments de travail ou des animaux. Le marchand F.-A. Larocque utilise beaucoup ce type de réserve sur les animaux lors de la crise de 1784.

<sup>34</sup> Voir infra, tableau 7, concernant le marché foncier en 1784 et en 1787.

<sup>35</sup> ANQM, minute J. Raymond, obligation, 29 mai 1786, no 884.

Ainsi, afin de garantir une obligation de 998 livres payable à ce négociant, Charles Chalue, habitant du ruisseau Saint-Pierre, hypothèque la terre de 90 arpents où il réside. Il s'engage également à «garder et à conserver exactement comme appartenant» à F.-A. Larocque: trois chevaux, deux vaches, deux boeufs, deux génisses, cinq cochons et six moutons. Le paysan ne peut ni vendre ni échanger ces animaux sans le consentement du créancier<sup>36</sup>. En période de crise prolongée, alors que les débiteurs sont incapables d'acquitter leurs obligations, le marchand pourra alors se prémunir de cette clause de réserve pour s'approprier officiellement le cheptel. Dans certains cas, ce dernier sera même confié à ferme chez son ancien propriétaire<sup>37</sup>.

Cependant, toutes ces modalités spéciales de paiement, d'hypothèque et de réserve demeurent marginales. La majorité des obligations répondent au modèle-type à savoir: paiement en numéraire et hypothèque spéciale adoptant la forme d'un bien foncier. Ces particularités nous révèlent cependant l'étendue des possibilités que détiennent les créanciers villageois pour récupérer leurs dûs sans recourir nécessairement à la vente par adjudication d'une propriété immobilière.

### 5 - *Activités foncières des marchands villageois dans le terroir rural de l'Assomption, 1784 et 1787*

L'historiographie établit fréquemment un lien entre le phénomène de l'endettement paysan et celui de l'appropriation du sol rural par des non-exploitants. Elle propose alors un mécanisme où des paysans, incapables de rembourser leurs dettes envers des créanciers villageois ou citadins, voient ces derniers acheter ou forcer la vente de la terre qu'ils avaient hypothéqué. L'exploitant rural perd ainsi son bien foncier qui est souvent son principal moyen de subsistance alors que les bourgeois augmentent leur emprise sur la zone rurale. Plusieurs études françaises<sup>38</sup> se sont intéressées de cette manière à la question de l'emprise bourgeoise du sol pour la période pré-industrielle. Provoquant un drainage d'une part des revenus ruraux et une transformation de l'agriculture, l'action foncière des bourgeois témoigne alors de l'introduction du capitalisme dans le monde rural<sup>39</sup>. Certains auteurs, dont Robert Laurent et Pierre de Saint-Jacob, attribuent même à l'appropriation bour-

<sup>36</sup> ANQM, minute J. Raymond, obligation, 4 mai 1784, no 465.

<sup>37</sup> Dans la liste recensant le nom des paysans chez qui F.-A. Larocque a des animaux à ferme lors de son décès en 1792, nous retrouvons les noms de deux signataires d'obligations contenant cette clause de réserve sur les animaux. ANQTR, minute A.-I. Badeaux, 12 au 16 novembre 1792, no 111.

<sup>38</sup> Entre autres celles de G. Cabourdin, *Terres et hommes en Lorraine 1550-1635* (Nancy, Université de Nancy, 1977); S. Doutenwill, «Rapports ville-campagne...»; G. Roupnel, *La ville et la campagne au XVIIIe siècle. Étude sur les populations du pays dijonnais* (Paris, Belles-Lettres, 1960).

<sup>39</sup> Pour une critique de cette idée, lire F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe-XVIIIe siècles*, tome 2 (Paris, Armand Colin, 1979), 287.

geoise du terroir rural la prolétarianisation des paysans, étape nécessaire à la révolution industrielle<sup>40</sup>. Cependant, nous pouvons nous interroger sur la pertinence d'accepter ce modèle comme étant explicatif de la réalité québécoise de la fin du 18<sup>e</sup> siècle.

Aussi, afin de vérifier si une filiation peut être établie entre l'endettement paysan et l'activité foncière villageoise dans la région de l'Assomption, nous avons opéré des dépouillements systématiques pour les années 1784 et 1787. Nous avons retenu tous les actes d'achat relatifs aux terres des seigneuries de Saint-Sulpice, de Lachenaie, de Lavaltrie et de Repentigny et qui se retrouvaient dans les greffes des notaires régionaux. Nous avons conservé les mêmes années-témoins que pour notre étude de l'endettement afin de mieux identifier les conséquences des périodes de crise et de prospérité sur le marché foncier. Ces actes de mutations foncières regroupent des ventes de gré à gré, représentant 79,1% des transactions en 1784 et 78% en 1787; des ventes de parts de succession dans une proportion de 19,5% en 1784 et de 22% en 1787, et finalement une seule vente forcée faisant suite à un jugement obtenu en 1784 par le marchand F.-A. Larocque contre un de ses débiteurs<sup>41</sup>.

Le tableau 7 ne dévoile aucun signe d'appropriation marchande villageoise d'une part importante du terroir rural de la région de l'Assomption en 1784 et/ou 1787. La propriété paysanne prédomine largement tant en période de crise qu'en période de relative prospérité. La mauvaise conjoncture de 1784 s'accompagne, au niveau foncier, d'une augmentation de la quantité et de la valeur des terres vendues<sup>42</sup>. Les marchands, principaux créanciers de la région, ne profitent cependant pas du gonflement du marché foncier en 1784 pour augmenter leur part relative. Seuls les paysans capables non seulement de conserver leur patrimoine immobilier mais également de l'agrandir intensifient leur action foncière.

#### 6 - Les marchands villageois et la propriété rurale

Les marchands de l'Assomption apparaissent témoigner peu d'intérêt pour l'acquisition de terres rurales en vue de la constitution d'un important patrimoine foncier. Souvent, ils se départissent assez rapidement des terres qu'ils acquièrent. Ils ne conservent alors qu'une ou deux exploitations, le plus souvent situées à proximité du bourg et baillees à ferme.

Entre 1748 et 1791, peu de motivation existe, dans la région de l'Assomption, pour justifier des investissements marchands importants

<sup>40</sup> R. Laurent, *Les vigneron de la Côte d'Or au XIX<sup>e</sup>* (Paris, Belles-Lettres, 1957), 45; P. de Saint-Jacob, *Les paysans de la Bourgogne du nord au dernier siècle de l'Ancien Régime* (Paris, Belles-Lettres, 1960), 569.

<sup>41</sup> ANQM, minute F. W. Gray, vente par adjudication, 30 septembre 1784, no 143.

<sup>42</sup> La valeur moyenne d'un arpent transigé voisine les 22 livres en 1784 alors qu'elle n'est que de 14 livres en 1787.

TABLEAU 7

Répartition des achats de terres rurales transigées en 1784 et 1787 dans la région de l'Assomption par catégorie d'acheteur (superficie en arpents, valeur en livres françaises)

	Nombre d'actes		Superficie		Valeur	
	%		%		%	
	1784	1787	1784	1787	1784	1787
Paysans	63 (87,5)	26 (76,48)	3 386,5 (86,4)	1 373,5 (73,9)	75 325 (88,12)	16 441 (62,08)
Marchands villageois	5 (6,94)	3 (8,82)	265 (6,76)	165 (8,88)	6 105 (7,14)	1 200 (4,53)
Autres villageois	4 (5,56)	-	268 (6,84)	-	4 050 (4,74)	-
Autres marchands*	-	3 (8,82)	-	167,5 (9,01)	-	6 600 (24,9)
Artisans des côtes	-	2 (5,58)	-	152,5 (8,21)	-	2 250 (8,49)
<b>TOTAUX</b>	72 (100%)	34 (100%)	3 919,5 (100%)	1 858,5 (100%)	85 480 (100%)	26 491 (100%)

\* Il s'agit de deux marchands des côtes et d'un négociant de Montréal.

Sources : 81 actes de vente en 1784 et 37 actes en 1787 relatifs à des terres rurales des seigneuries de Saint-Sulpice, Lachenaie, Lavaltrie et Repentigny.

dans le secteur foncier. La spéculation est impossible à cause de l'abondance des terres disponibles. De même, dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, les marchands ne possèdent aucun intérêt à s'impliquer directement dans la production de céréales destinées à la vente. Le blé et les autres grains achetés des paysans suffisent alors amplement aux demandes locales et extérieures, souvent instables.

Tout en adoptant diverses formes - achat de part de succession, échange avec ou sans soulte, donation à rente viagère et autres - les transactions foncières des marchands villageois de l'Assomption n'occupent qu'une faible place dans leurs pratiques économiques. Ainsi malgré sa longue carrière (1759-1792) et sa fortune évaluée à 83 000 livres au moment de son décès<sup>43</sup>, G. Leroux n'achète, en tout ou en partie, que huit terres et quatre lopins ruraux. Ces achats de propriété, le plus souvent suivis d'une revente, recouvrent à peine une superficie de 300 arpents. Pour sa part, Jean-Baptiste Durocher est plus actif dans le domaine foncier. Il acquiert et revend, entre 1752 et 1777, vingt-sept

<sup>43</sup> ANQM, minute J. Papineau, inventaire après décès, 22 octobre 1794, no 2189.

terres ou lopins de terre situés dans la région de l'Assomption. Néanmoins, ce marchand fait figure d'exception puisque la majorité des commerçants du bourg ont une action foncière limitée entre 1748 et 1792. Les revenus rentiers assurés par les fermes ou les profits procurés par la vente des tenures rurales ne justifient pas d'ailleurs, au 18<sup>e</sup> siècle, de la part de la communauté marchande de l'Assomption, l'investissement de sommes importantes dans le domaine foncier plutôt que dans les secteurs commercial et financier.

### **CONCLUSION**

Le bourg de l'Assomption abrite, dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, une importante communauté marchande. Celle-ci étend son influence sur une vaste zone rurale située sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent. Les marchands villageois concentrent principalement leurs actions dans le commerce de détail, des grains, du bois et des fourrures. Ces relations d'échange tissent des liens de dépendance financière entre les marchands, devenus créanciers, et leurs débiteurs, les paysans de la région. D'autre part, l'action marchande demeure marginale au niveau foncier qui ne constitue qu'un moyen parmi d'autres pour récupérer des créances douteuses.

Du pouvoir économique détenu par les marchands découle leur influence sociale. Ils occupent le premier rang au sein de la société villageoise et assument la presque totalité des charges civiles. Ils demeurent toutefois absents des postes paroissiaux. Cependant l'essor de l'activité marchande, au village de l'Assomption au 18<sup>e</sup> siècle, demeure totalement tributaire de la vitalité de l'économie et de l'expansion démographique dans la zone rurale environnante. Ces facteurs, présents dans les décennies 1770 et 1780, contribuent fortement au développement du bourg de l'Assomption et assurent, du même coup, la formation et la consolidation de sa communauté marchande.

L'intervention de cette dernière dans les secteurs commercial et financier, dans la région de l'Assomption, supprime largement celle des négociants de Montréal, des marchands des côtes et des gros paysans. La prospérité de la communauté marchande villageoise repose d'ailleurs sur la place privilégiée qu'elle occupe dans la dynamique des échanges entre la ville et la campagne.



# ORDRE ET DÉSORDRE: LE MONTREAL LUNATIC ASYLUM ET LA NAISSANCE DE L'ASILE AU QUÉBEC<sup>1</sup>

ANDRÉ CELLARD

Département d'histoire  
Université d'Ottawa

DOMINIQUE NADON

École de médecine  
Université d'Ottawa

«...there are some points brought under my notice by Sir John Dorrat, to which I think it is important that the attention of Your Majesty's Government should be directed without delay. I advert to the want of any public establishment for the reception of insane persons either in Lower or Upper Canada.» (Lord Durham)<sup>2</sup>

Il est généralement reconnu que l'asile de Beauport, qui ouvrit ses portes en 1845, fut le premier asile au Canada français et qu'il s'agissait de la première institution du genre au Québec<sup>3</sup>. Dans leur ouvrage *Essais pour une préhistoire de la psychiatrie au Canada (1800-1885)*, André Paradis et ses collaborateurs font néanmoins état, de façon très brève, de l'existence du Montreal Lunatic Asylum puisqu'ils ont trouvé quelques maigres documents à son sujet: un énoncé des règlements de l'institution, une loi accordant des crédits à l'asile et un rapport d'une

<sup>1</sup> Ce texte est le résultat de la mise en commun de deux recherches. Dominique Nadon s'est d'abord intéressé aux aspects institutionnels et thérapeutiques du Montreal Lunatic Asylum. André Cellard, quant à lui, s'est surtout penché sur l'étude des divers facteurs sociaux, politiques et économiques qui conduisirent à la fondation de cet asile et à la place qu'il occupe dans l'évolution de la psychiatrie asilaire au Québec. Nous tenons à remercier MM. Toby Gelfand et André LaRose, du département d'histoire de l'Université d'Ottawa. Les nombreux conseils qu'ils nous ont prodigués nous ont été vraiment utiles. Nos remerciements vont aussi à l'Institut Hannah, pour l'histoire de la médecine, pour l'aide financière qu'il a généreusement accordée aux deux signataires de cet article.

<sup>2</sup> (John George Lambton), Earl of Durham, «Report on the Affairs of British North America...», dans *Irish University Press of British Parliament Papers, Colonies, Canada*, vol. 2, *Session 1839* (Shannon, 1968), 49.

<sup>3</sup> Voir H. Hurd, *The Institutional Care of the Insane in the United States and Canada* (Baltimore, John Hopkins University Press, 1916), 129-132; M. E. Abott, *History of Medicine in the Province of Quebec* (Montreal, McGill-Queen's University Press, 1931), 77-79; V. E. Appleton, «Psychiatry in Canada a Century ago», *CPCJ*, 12 (août 1967): 345-361; A. Paradis et al., *Essais pour une préhistoire de la psychiatrie au Canada (1800-1885), suivi d'une anthologie de textes*, (Université du Québec à Trois-Rivières, département de philosophie, 1977), coll. «Recherches et Théories», no 15; et plus récemment, F. Boudreau, *De l'asile à la santé mentale* (Montréal, Éditions Saint-Martin, 1984) 21-33.

page, imprimé dans la *Montreal Medical Gazette* de 1844. Étant donné le peu de renseignements dont ils disposaient, les auteurs ont qualifié l'institution d'énigmatique, se bornant à dire à ce propos:

En effet, bien que partout et toujours Beauport soit présenté comme le premier asile ayant existé au Bas-Canada, nous avons la preuve qu'avant 1845 un autre asile avait pignon sur rue à Montréal (...) Le silence total observé au sujet de cet asile nous fonde à croire qu'il s'agissait d'une institution à caractère d'abord privé, d'une part. D'autre part, comme le gouvernement lui octroie une subvention, au moins une fois, nous pouvons en déduire qu'il hébergeait probablement certains cas que l'assistance publique lui envoyait.<sup>4</sup>

Les Archives publiques du Canada renferment pourtant un grand nombre de documents permettant de mieux connaître cette institution qui a jusqu'ici paru mystérieuse. Il est donc possible d'affirmer que le Montreal Lunatic Asylum fut le premier asile établi au Québec. Destiné à la garde et au soin des aliénés, cet asile était public et entièrement subventionné par l'État. Il ouvrit ses portes le premier novembre 1839 et, à l'instar d'autres asiles de l'époque, avait été aménagé dans l'édifice même de la prison commune de Montréal<sup>5</sup>. Aux yeux des autorités, il s'agissait-là d'une solution provisoire, en attendant la construction d'un asile d'une centaine de lits en périphérie de la ville. Toutefois, ce second projet n'eut pas de suite; s'il avait abouti, le premier asile permanent au Québec aurait été public et situé à Montréal et non à Beauport<sup>6</sup>.

L'étude du Montreal Lunatic Asylum est d'autant plus intéressante qu'elle constitue plus que l'histoire d'une institution en particulier; elle permet en définitive de voir sous un jour tout à fait nouveau les divers mécanismes qui marquèrent au Québec la prise de gestion directe du traitement des aliénés par les autorités civiles. A vrai dire, l'apparition, en 1839, d'un asile au Bas-Canada n'avait rien de fortuit et ce n'est certes pas un hasard non plus si c'est pratiquement en même temps que les autorités gouvernementales du Haut-Canada décidaient elles aussi de s'équiper d'institutions de ce genre<sup>7</sup>. Nous croyons que c'est suite

<sup>4</sup> Paradis et al., *Essais pour une préhistoire...*, 162.

<sup>5</sup> A cette époque, l'asile de Toronto, par exemple, était situé dans l'ancienne prison de la ville de York (1841-1846). Voir Hurd, *The Institutional Care...*, 129-132, et D. Francis, «The Development of the Lunatic Asylum in the Maritime Provinces» in S. E. D. Short, ed., *Medicine in Canadian Society - Historical Perspectives* (Montreal, McGill-Queen's University Press, 1981), 93-114. La «Montreal Geol» ou prison «Au pied du Courant», quant à elle, fut le site de l'exécution de 12 patriotes en 1838. Elle avait été bâtie quelques temps auparavant et complétée vers 1838, alors qu'elle servit à l'incarcération de plusieurs centaines de prisonniers politiques de l'insurrection de 1837-38.

<sup>6</sup> Archives publiques du Canada (ci-après APC), Fonds Lunatic Asylum, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44.

<sup>7</sup> T. Brown, «The Origins of the Asylum in Upper Canada, 1830-1839», *Bulletin canadien d'histoire de la médecine*, 1,1: 27-59.

aux bouleversements engendrés par la crise économique et par les pressions démographiques qui menèrent aux Rébellions de 1837-38 que naquit l'institution asilaire au Bas-Canada. Les Britanniques imposèrent en quelque sorte l'asile aux Bas-Canadiens - qui jusque-là faisaient figure de retardataires en ce qui concerne le traitement des maladies mentales - parce qu'ils voyaient dans l'implantation d'une telle institution l'une des solutions aux causes des désordres récents. L'histoire de l'asile, que ce soit ici, en Europe ou dans le reste de l'Amérique du Nord, est donc indissociablement liée à divers facteurs économiques et sociaux qui en favorisèrent l'apparition. Il convient donc, avant de retracer la brève histoire du Montreal Lunatic Asylum, d'effectuer un survol des principaux courants qui entraînent la naissance de l'asile en Occident et au Québec. Cela devrait nous permettre de mieux comprendre les mécanismes internes et externes qui régissent, au cours de ses six années d'activité, la vie de la première institution asilaire bas-canadienne et qui finalement conduisirent à sa fermeture en 1845 lors de la fondation de l'asile de Beauport.

## ***I - L'AVENEMENT DE L'ASILE***

### ***a - L'Occident et le Québec***

Les premières mesures importantes à l'égard des malades mentaux furent prises en Occident au cours de la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle, alors que les monarchies - de plus en plus centralisatrices - entreprirent, avec l'appui de la bourgeoisie naissante, d'enfermer les fauteurs de troubles, les déviants et les improductifs qui peuplaient leurs royaumes. C'est ce que Foucault a appelé «le grand renfermement», renfermement qui allait se concrétiser en France par l'ouverture d'hôpitaux généraux et en Angleterre par la fondation de *workhouses* et d'*almhouses*<sup>8</sup>. Enfermés avec les vagabonds, les prostituées et les criminels, les malades, les infirmes et les orphelins, les «fous» quittèrent alors un univers flou et indéfini pour accéder à celui de la criminalité et de l'indigence. Jusqu'à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, le traitement des «insensés» allait ainsi relever de l'incarcération plutôt que de la thérapeutique. A cette époque cependant, l'Anglais Samuel Tuke et le Français Philippe Pinel «libérèrent» les malades mentaux en inventant, chacun à leur façon, l'asile et le traitement moral, qui devinrent rapidement la nouvelle panacée occidentale contre la folie. L'asile était une institution complètement réservée aux aliénés, qui y étaient «soignés» sans cachots ni chaînes, par le traitement moral, une sorte de thérapie des mœurs qui avait pour but de permettre aux patients de se comporter à nouveau selon la norme. C'est ainsi qu'entre 1815 et 1830, l'Angleterre s'équipa d'un réseau national d'asiles tandis que plus près de nous, les Américains attendirent les années 1830 avant de faire de même.

<sup>8</sup> M. Foucault, *Histoire de la folie à l'âge classique* (Paris, Pion, 1960).

L'apparition de l'asile au tournant du 19<sup>e</sup> siècle n'est cependant pas accidentelle; elle ne résulte pas non plus uniquement de la générosité désintéressée des «philanthropes» de l'époque. En effet, la naissance de l'asile en Occident est liée à l'accroissement de l'indigence urbaine engendrée par l'industrialisation et la transition au capitalisme. Effrayés par les masses ouvrières venues s'entasser dans les villes et par le nombre toujours croissant de défavorisés que laissait derrière elle chaque fluctuation du nouvel ordre économique, les mieux nantis entreprirent d'ordonner et de catégoriser le monde de la misère urbaine, afin d'exercer, sur les «classes dangereuses», un contrôle plus efficace. C'est ainsi qu'en même temps que l'asile furent mis sur pied les pénitenciers, les maisons de redressement et autres institutions dites «de charité», qui avaient pour fonction d'isoler les différentes catégories de déviants - source de désordre et d'inquiétude - dans le but de faire de ces individus des êtres moraux et productifs.

En comparaison avec les services déjà disponibles dans la plupart des pays occidentaux, le Québec de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle réservait quant à lui un sort bien peu enviable à ses malades mentaux, en matière de soins et d'installations. En effet, la situation des aliénés canadiens n'avait pratiquement pas évolué depuis 1717, époque à laquelle quelques loges - sortes de cachots individuels - avaient été aménagées dans l'enceinte de l'Hôpital général de Québec.

Certes, on avait discuté dès 1793 à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada d'un «Acte pour soulager les familles du soin de pourvoir pour les foux (sic) et les gens en démence»<sup>9</sup> mais, il faut tout de suite préciser que cette loi n'entretenait aucun rapport avec les réformes de Pinel et de Tuke et les quelques cellules de l'édifice qui fut construit à cette époque près de l'Hôpital général de Montréal ne servirent qu'à l'internement d'un petit nombre de malades, détenus sans aucun traitement; en 1830, du reste, on n'y comptait plus que deux insensées, enfermées depuis 1793 et 1796 respectivement<sup>10</sup>. Malgré la décision, en 1801, du Conseil législatif de venir en aide financièrement aux communautés religieuses pour la garde des insensés et des enfants abandonnés et la nomination, par la suite, de commissaires chargés de la supervision de ce programme, les efforts des pouvoirs politiques de l'époque n'allaient servir, en définitive, qu'à perpétuer ici un mode de traitement d'Ancien Régime<sup>11</sup>.

En 1823, par suite d'une dispute en Chambre d'assemblée concernant le montant des subsides accordés à l'entretien des aliénés, le Con-

<sup>9</sup> *La Gazette de Montréal*, 21 mars 1793.

<sup>10</sup> Sir John Doratt, «Observations... on the Custody of the Insane, and the Expediency of a Public Asylum», Appendice A du rapport Durham, *op. cit.*, 9-10.

<sup>11</sup> Sur cette question, voir A. Paradis et al., «L'émergence de l'asile québécois au XIX<sup>e</sup> siècle», *Santé mentale*, 2,2 (nov. 1977): 1-8.

seil Législatif décida de faire enquête sur leur situation et sur celle des enfants abandonnés au Bas-Canada. En 1824, le comité nommé à cette fin critiqua fortement dans son rapport le système des loges destiné à la garde des insensés<sup>12</sup>. On déplorait surtout «qu'on ait employé dans les différents Districts, pour ces misérables expédiens (sic) (l'internement dans les loges), des sommes si considérables qu'elles auraient suffi à former un asile pour les Lunatiques ...»<sup>13</sup>. Le rapport recommandait vivement la construction d'un asile d'une soixantaine de places au moins, «afin de combiner l'utilité générale avec l'économie...»<sup>14</sup>. Cette solution avait en effet l'avantage, selon les auteurs du rapport, de s'avérer, à moyen terme, beaucoup moins coûteuse que le système des loges. Le rapport resta toutefois lettre morte.

En fait, les conditions de détention des aliénés au Bas-Canada eurent plutôt tendance à se détériorer par la suite. A partir de 1831, par exemple, les religieuses de l'Hôpital général de Montréal refusèrent de prendre soin des malades mentaux de la région; ceux qui ne pouvaient être gardés à la maison se retrouvaient donc enfermés à la prison commune<sup>15</sup>. Dans les villes de Trois-Rivières et de Québec par ailleurs, il n'y avait qu'une vingtaine de places tout au plus qui étaient spécifiquement destinées à la garde des insensés dans les hôpitaux locaux. Il semble cependant que le sort des «bénéficiaires» qui en faisaient usage n'était en rien enviable à celui des malades qui devaient se contenter de la prison. A titre d'exemple, on pourrait citer les conditions misérables dans lesquelles étaient entretenus ces patients à l'Hôpital général de Québec. A l'intérieur de minuscules cellules - la plupart d'entre elles mesuraient huit pieds de long sur sept pieds six pouces de large et huit pieds de haut - le malade se retrouvait dans un isolement complet. Quelquefois enchaîné, il ne sortait de son réduit qu'une fois tous les huit jours pour être conduit dans une autre cellule tandis qu'on nettoyait la sienne<sup>16</sup>. En 1845, le *Grand Jury* de la ville et du district de Québec s'indignait après une visite effectuée aux loges de cette institution:

<sup>12</sup> «Rapport du Comité Spécial nommé pour s'enquérir et faire rapport sur les établissements de cette Province, pour la réception et la guérison des Personnes dérangées dans leur esprit, pour la réception des enfants trouvés, et pour le soulagement et la guérison des Personnes malades et infirmes, avec les Dépenses d'iceux défrayés à même le Revenu Provincial etc.... *Journal du Conseil Législatif*, 1824, Appendice 1.

<sup>13</sup> «Rapport du Comité Spécial... Appendice A (no 1). Il est à noter cependant que le Rapport fait mention à quelques reprises de six «cellules morales» à l'Hôpital général de Québec. Destinées, semble-t-il, au soin thérapeutique des aliénés qui pouvaient présenter quelque espoir de guérison, elles avaient été bâties vers 1818. C'est le Dr Hackett, médecin de l'institution, qui avait été le principal promoteur de cette initiative locale. Voir «Rapport du Comité spécial...», Appendice D (no 3), ainsi que P. Keating, «L'émergence de l'asile au Québec (1800-1845)», communication présentée à la réunion annuelle de la Société Canadienne pour l'Histoire de la Médecine, Montréal, mai 1985.

<sup>14</sup> «Rapport du Comité Spécial...», Appendice A (no 1).

<sup>15</sup> Paradis, *art. cit.*, 1-8; aussi, APC, RG 4 C1, vol. 8, doc. 1369, les commissaires à Mnrdoch, 31 mars 1840.

<sup>16</sup> Hurd, *The Institutional Care...*, 252-255.

The misery endured by its outcast and infortunate inmates is extreme. Their filthy cells are even in this hot season quite damp and unfit for the habitation of even animals much less of human beings who in addition to an afflicting visitation of providence are then left in a continually putrid atmosphere, and with hardly a ray of light of Heaven to pine away and suffer an unmerited punishment which an incarceration in their horrible dungeons certainly is.<sup>17</sup>

Parce que la prise en charge directe de la garde des aliénés à l'intérieur d'institutions spécifiquement destinées à cette fin n'avait pas encore été jugée nécessaire, ni par le gouvernement, ni par la population en général, le Bas-Canada accusait donc en cette première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, un certain retard par rapport aux réformes européennes et américaines en ce qui a trait au traitement de la maladie mentale. Reste à savoir pourquoi.

### *b - Les pressions économiques et sociales: ferment de l'asile*

Tel qu'indiqué précédemment, l'apparition de l'asile n'est pas le fruit d'une évolution scientifique rationnelle; en d'autres mots elle ne survint pas de façon automatique, suivant la «marche du progrès», comme il serait si facile de le croire. Elle correspond plutôt à l'évolution de certaines conditions socio-économiques qui rendirent l'avènement d'une telle institution désirable aux yeux de certains groupes sociaux. Encore à l'âge du mercantilisme, le Bas-Canada n'offrait pas, dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les conditions socio-économiques propices à l'érection d'asiles. L'industrialisation n'avait pas encore eu prise dans cette société où près de 80% de la population habitait la campagne et où le réseau des solidarités familiales et villageoises arrivait encore à absorber les indigents. De plus, l'élite canadienne-française, principalement composée de membres des professions libérales pratiquant hors de la ville, avait, de façon générale, les yeux tournés surtout vers la campagne, là où au Bas-Canada s'étaient maintenues les structures traditionnelles<sup>18</sup>. Elle ne voyait donc pas la nécessité de construire des asiles - institutions essentiellement urbaines - et c'est sans doute pourquoi le rapport de 1824 n'eut aucune suite. En somme, rien à ce moment-là ne semblait inciter les Canadiens - les Canadiens français, en particulier - à la construction d'asiles «modernes» pour le soin des aliénés.

Les conditions sociales, économiques et politiques allaient toutefois évoluer au Bas-Canada en cette première moitié du 19<sup>e</sup> siècle et c'est une crise économique et démographique grave - celle-là même qui

<sup>17</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44, le *Grand Jury* de la ville et du district de Québec à la Cour des Sessions de la paix du district de Québec, juillet 1844.

<sup>18</sup> Pour une analyse de la structure sociale bas-canadienne, voir F. Ouellet, *Histoire économique et sociale du Bas-Canada* (Montréal, Fides, 1966), ainsi que *Le Bas-Canada. changements structurels et crise* (Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976).

mena aux Rébellions de 1837-38 - qui permit l'émergence des conditions sociales et psychologiques favorables à l'érection d'asiles<sup>19</sup>. En effet, ce n'est pas l'industrialisation, mais bien la crise agricole, qui privait les Canadiens français de terres et forçait l'exode d'une partie d'entre eux vers les villes, d'une part, et l'arrivée massive d'immigrants britanniques, d'autre part, qui allaient, de concert, faire croître la misère et l'indigence urbaines de façon spectaculaire. Or ces perturbations mirent fortement à l'épreuve le réseau d'institutions de «bienfaisance», déjà jugé insuffisant. Les désordres résultant de l'évolution de la conjoncture suscitèrent l'inquiétude de la bourgeoisie citadine, d'origine britannique en grande partie. Mais les Rébellions de 1837-38, en réduisant à néant l'influence de l'élite canadienne-française du parti Patriote, permirent à l'élite anglophone de réaliser certains de ses objectifs les plus pressants en matière de contrôle social, et ce, par le biais du gouvernement britannique qui assumait désormais directement le pouvoir politique au Bas-Canada.

En 1838, Lord Durham fut envoyé par Londres dans les Canadas afin de trouver des solutions aux problèmes qui s'y posaient. L'assimilation des Canadiens français constituait l'une des mesures proposées par Durham dans son fameux rapport. Selon ce gouverneur anglais, il suffirait pour y parvenir de noyer les Canadiens français sous le flot des immigrants britanniques qui débarquaient année après année au port de Québec. Or, comme les nouveaux arrivants ne trouvaient pas au Bas-Canada les structures et les institutions auxquelles ils étaient habitués dans la mère patrie, nombre d'entre eux partaient pour le Haut-Canada et de là, pour les États-Unis, déçus qu'ils étaient par la situation dans les colonies britanniques. Pour freiner cette saignée, Durham joignit sa voix à celle des pétitionnaires effrayés par les troubles récents<sup>20</sup> et réclama, entre autres mesures, la construction d'asiles publics dans le Haut et le Bas-Canada<sup>21</sup>.

Bien souvent, en effet, ce sont, des préoccupations de la sorte - généralement enrobées de considérations philanthropiques - que l'on retrouvait à la base des revendications de ceux qui désiraient au Canada la construction d'asiles. L'accroissement du nombre d'insensés démunis, conséquence de l'immigration massive des dernières années, et l'obligation pour plusieurs d'émigrer aux États-Unis afin d'y faire soigner les leurs incommodaient ces pétitionnaires, en très grande majorité issus de la classe supérieure anglophone. Ceux-ci ne pouvaient concevoir que le Bas-Canada, en dépit de son statut de colonie britannique,

<sup>19</sup> Pour une étude des divers facteurs qui entraînèrent les Rébellions de 1837-38, voir F. Ouellet, *op. cit.*, et «Les insurrections de 1837-38: un phénomène social», dans *Éléments d'histoire sociale au Bas-Canada* (Montréal, Hurtubise HMH, 1972), 351-379.

<sup>20</sup> APC, Archives du Secrétaire Provincial, Canada-Est, RG 4 C 1 et RG 4 B 65. Voir aussi Brown, «The Origins of the Asylum...»

<sup>21</sup> Durham, *Report on the Affairs...*, 49.

soit privé d'un type d'institution commun à tout pays «civilisé»<sup>22</sup>. On s'inquiétait aussi des désordres que pouvaient causer les insensés dans la population et à l'intérieur des prisons, comme en fait foi le texte d'une pétition datée du 16 février 1839:

That for a number of years past, the peace of the said dictrict (celui d'Ottawa) has been repeatedly disturbed and the moral feelings of its inhabitants shocked, by the appearances among them of maniacs, and insane persons, *for the most part strangers to the country, or to the district*. That although the magistrate have in every case, promptly, interfered both to protect the public, and to secure the unfortunate beings in question, yet their measures have been unavoidably attended with great public expense and inconvenience, owing to the necessity of confining and maintaining the deranged persons in the Common Gaol of the District.

...that it has become a solemn and imperious duty on the part of the Legislature to provide for the reception and accomodation of insane destitute persons of the Province, one large establishment worthy of the public character of Upper Canada, and of so just and philanthropic a cause.<sup>23</sup>

Pour en revenir à Durham, il nous apparaît tout à fait cohérent d'ailleurs que l'érection d'asiles ait été suggérée dans un rapport destiné à trouver des remèdes aux désordres qui secouaient le Haut et le Bas-Canada, puisque l'ordre, la sécurité, la moralité et l'humanité représentaient - dans l'ordre - les principaux arguments des promoteurs de l'asile, du pénitencier, des maisons de correction et autres institutions «de charité». C'est en tout cas ce qui ressort du rapport de Sir John Dorrat, qui avait été mandaté par Durham afin de faire enquête sur les «institutions charitables» du Bas-Canada. Dans un plaidoyer en 13 points, intitulé «Observations (...) on the custody of the Insane, and the Expediency of a Public Asylum (in Lower Canada)», le commissaire, qui recommandait vivement la construction d'un asile public au Bas-Canada, allait jusqu'à faire le lien entre les Rébellions et la présence de lunatiques en liberté parmi les Canadiens français:

The great extent of forming the province of Lower Canada, and the number of lunatics dispersed over its surface without any prospect of relief, either temporarily or permanently, *producing the worst influence over the moral character of society at large particularly in the more popular districts, inhabited principally by*

<sup>22</sup> APC, RG 4 B 65, vol 2. Il s'agit plus particulièrement de deux pétitions présentées au gouverneur général par des citoyens de la ville de Montréal en juillet 1842 et en décembre 1844. Une étude de quelque 1 100 noms contenus dans ces deux pétitions nous a révélé que plus de 95% d'entre eux étaient de consonnance anglophone. Par ailleurs, la quasi-totalité des individus dont nous avons pu retracer la profession - qu'ils soient hommes d'affaires, marchands, avocats, médecins ou autres - faisaient partie de l'élite de la société montréalaise de l'époque.

<sup>23</sup> Cité dans R. Splane, *Social Welfare in Ontario, 1791-1893* (Toronto, University of Toronto Press, 1965), 203-304.

*Canadians*, require the most serious consideration of the Legislature.<sup>24</sup>

## 2 - LE MONTREAL LUNATIC ASYLUM (1839-1845)

### a - Solution provisoire et projet d'établissement permanent

Le Rapport Durham fut publié le 11 février 1839 et le nouveau gouverneur général des Canadas, sir John Colborne, et son Conseil spécial furent priés par Londres de tout mettre en oeuvre afin que certaines recommandations du rapport fussent appliquées dans les plus brefs délais. Les choses n'allaient pas traîner en ce qui concerne l'établissement d'un nouvel asile d'aliénés au Bas-Canada. En effet, le 28 avril 1839, un mois après avoir essuyé le refus des gouverneurs du Montreal General Hospital d'ériger un asile sur leur terrain<sup>25</sup>, Colborne - qui par le passé ne semble pas avoir été particulièrement intéressé par la question<sup>26</sup> - accordait au Secrétaire de la province une somme de 2 000 livres, puisée à même les fonds publics, pour la mise sur pied au Bas-Canada d'un asile temporaire destiné au soin des insensés, en attendant la construction d'un établissement permanent<sup>27</sup>. Deux semaines plus tard, le 11 mai, une loi similaire était promulguée dans le Haut-Canada<sup>28</sup>.

Le 27 juin 1839, une commission était mandatée afin de mettre le projet à exécution<sup>29</sup>. Il est intéressant de noter que chaque groupe ou sous-groupe qui avait un intérêt particulier à la construction d'asiles y était représenté, soit qu'il visait l'ordre public, ou qu'il escomptait un profit immédiat en termes d'emplois<sup>30</sup>. Composée de neuf membres, la Commission comptait en effet quatre médecins-chirurgiens (R. Robertson, J. Stephenson, J. Crawford et J. B. C. Thresler), trois hommes d'affaires (E. Guy, W. Lunn et J. Redpath) ainsi que deux hommes de loi (le juge Dominique Mondelet, membre du Conseil Spécial, et John Boston, seigneur de St-James et de Thwaites et futur shérif de Montréal). Pendant ses six années d'existence, la Commission connut successivement deux présidents (R. Robertson et J. Boston) et deux secrétaires (J. Stephenson et J. B. C. Thresler); elle garda cependant le même

<sup>24</sup> Doratt, «Observations... on the Custody...», 10.

<sup>25</sup> APC, RG 4 A1. Série G, vol. 576, A. Sakel au Secrétaire provincial, cité par P. Keating, *loc. cit.*

<sup>26</sup> Brown, «The Origins of the Asylum...». Bien que réclamée par plusieurs, la construction d'un asile ne semble pas avoir été une priorité pour Colborne à l'époque où il était lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (1829-1836).

<sup>27</sup> *Ordonnances Provinciales du Bas-Canada*, 4e session du Conseil Spécial (1839), 557-559.

<sup>28</sup> Brown, «The Origins of the Asylum...», 32.

<sup>29</sup> APC, British Records, Pre-Confederation, Liber 16, vol. III, C3926-C3927, folio 148.

<sup>30</sup> Dans le même ordre d'idées, il est à noter que J. B. C. Thresler se verra accorder le poste de médecin au Montreal Lunatic Asylum, tandis que le notaire Étienne Guy sera chargé des diverses transactions entourant l'achat d'un terrain choisi pour l'érection de l'asile permanent. Voir APC, RG 4 B 65, vol. 2.

trésorier (W. Lunn). Les deux membres francophones ne semblent pas avoir pris une part active aux décisions de la Commission; c'est du moins l'impression qui se dégage à l'examen des documents qui sont d'ailleurs tous rédigés en langue anglaise.

Le mandat des commissaires était double: concrétiser le projet d'un asile permanent au Bas-Canada et, dans l'intervalle, y établir un asile temporaire. Les commissaires se mirent rapidement à l'oeuvre, comme en témoigne un document signé par le secrétaire provincial, le 6 août 1839:

His Excellency perceived with great satisfaction the steps which have been taken by you ( ...) and he fully concurs with you in opinion that it would be desirable to purchase the lot recommended containing about thirty arpents situated on the Côte St-Antoine at a cost of £1 050. H. E. therefore will approve the measures being immediately adopted to secure the property and obtaining plans for an asylum of the improved modern system containing from 80 to 100 patients and which may be added thereafter. H. E. sees no reason why the foundation should not be proceeded with as soon as the purchase has been completed, he has no doubts that the legislature of the Province will provide ample means for the completion of the building.<sup>31</sup>

Le terrain fut acheté peu après et les plans du nouvel asile furent dessinés. La ville de Montréal avait été choisie comme site du premier asile permanent au Bas-Canada probablement parce que c'est là où le besoin s'en faisait le plus sentir. En effet, c'est dans la région de Montréal où la crise économique eut les plus graves effets; c'est là où se produisirent la quasi-totalité des troubles de 1837-38, c'est aussi là où se concentraient au Bas-Canada les immigrants britanniques démunis<sup>32</sup>. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà signalé, les religieuses de l'Hôpital Général de Montréal refusaient la garde des malades mentaux depuis 1831.

Notons que le choix d'un site approprié à la construction d'un asile ne devait pas être fait au hasard. Il fallait respecter certains critères, ce dont s'acquittèrent avec soin les commissaires. Dans l'opinion des réformateurs sociaux de l'époque, un asile devait être situé dans un endroit sain, c'est-à-dire à l'extérieur de la ville, loin des milieux «avilissants». Il devait s'agir d'un emplacement discret, propice à l'éloignement des aliénés de la vue des bien-portants. Et, par-dessus tout, il importait que l'endroit choisi puisse permettre aux malades de se livrer à certaines tâches manuelles. Le travail était en effet un des éléments

<sup>31</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 3, doc. 434, le Secrétaire de la province aux commissaires du Montreal Lunatic Asylum, 6 août 1839.

<sup>32</sup> F. Ouellet, «Structure des occupations et ethnicité dans les villes de Québec et Montréal (1819-1844)», *Éléments d'histoire sociale...*, 172-202.

primordiaux de la thérapie asilaire, qui visait la réinsertion de l'aliéné dans la société en tant qu'élément productif. En d'autres termes, il fallait en refaire un «membre utile pour la société»<sup>33</sup>. Les commissaires furent donc fiers d'annoncer qu'ils avaient trouvé un terrain fort convenable, situé à deux milles de Montréal, sur la côte Saint-Antoine, bien dissimulé derrière la forêt; en outre, le sol s'y prêtait à l'agriculture, ce qui, selon eux, était «d'une importance considérable»<sup>34</sup>. De l'édifice projeté, on ne sait que peu de choses, cependant; il devait pouvoir accueillir une centaine de malades et bien entendu, il avait été dessiné de façon à ce que 25 de ces patients dits «de la classe supérieure» n'aient pas à se mêler aux 75 autres<sup>35</sup>. On estimait à 7 000 livres le coût de sa construction<sup>36</sup>.

En attendant la réalisation de ce projet, on avait jugé important de retirer les lunatiques des prisons dans lesquelles ils avaient été confinés pour la plupart et de les réinstaller dans un asile temporaire. Faute de mieux, les commissaires avaient dû opter pour le troisième étage de la prison de Montréal, qui avait servi jusque-là à l'emprisonnement des débiteurs:

They (les commissaires) also made considerable exertions to procure a private house, that could be converted into a temporary asylum, but were unsuccessful: and finally they suggested to his Excellency that a certain part of the jail should be allotted to them for the present accomodation of the insane, who had hitherto been kept indiscriminately with the other prisoners confined therein, both his Excellency and the Commissioners were all aware of the unsuitableness of the Commom Jail for the care of the insane persons, both as well for the sake of the establishment itself, as for the insane, but being persuaded that a few months would enable them to erect the proposed building, they expected that the accomodation would be requisite for a very short period only».<sup>37</sup>

De temporaire, cet asile allait néanmoins devenir permanent, jusqu'à sa fermeture en 1845. En effet, peu après le départ de Colborne en 1839, on vit s'effriter la volonté politique d'établir au Bas-Canada un asile public et ce, malgré les efforts répétés de la Commission. En guise de protestation, les commissaires démissionnèrent en bloc le 5 avril 1841<sup>38</sup>, mais rien n'y fit; l'érection d'un asile permanent - qui

<sup>33</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44.

<sup>34</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44, les commissaires au gouverneur général, 25 septembre 1843.

<sup>35</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44, J. B. C. Thresler au gouverneur général, 25 septembre 1843.

<sup>36</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44, J. Boston et J. B. C. Thresler au gouverneur général, 23 août 1843.

<sup>37</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44, J. Boston et J. B. C. Thresler au gouverneur général, 4 août 1842.

<sup>38</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 39, doc. 173, les commissaires au gouverneur général, 5 avril 1841. Le gouverneur les convainquit de revenir sur leur décision.

pourtant semblait pressante en 1839 - n'était plus une priorité pour le gouvernement qui allait finalement en venir à une solution de compromis quelques années plus tard, avec l'ouverture d'un établissement semi-privé à Beauport. A quoi attribuer la mise au rancart du projet initial? Il est difficile pour le moment d'en déterminer la cause exacte, mais on peut penser que les nombreux problèmes législatifs, les crises politiques et les fréquents changements de gouverneur général qui survinrent dans la première moitié des années quarante furent autant d'obstacles à la réalisation du projet. D'autre part, il n'est pas exclu qu'une fois les Rébellions terminées et l'ordre revenu, les nouveaux gouverneurs aient tout simplement estimé que la construction d'un asile public permanent n'était plus urgente, voire même nécessaire.

### *b - Un asile à part entière*

Quoi qu'il en soit, c'est dans une prison que fut installé le premier asile au Bas-Canada. Avec ses criminels et ses prostituées remplissant les deux premiers étages, cette institution, vue de l'extérieur, n'était pas sans rappeler les Hôpitaux généraux d'autrefois. Cependant, elle en différait à maints égards, à commencer par la ferme volonté qu'avaient les réformateurs de l'époque de séparer les insensés des criminels. En effet, puisque la réforme des marginaux, des indigents et des destitués impliquait un traitement différentiel suivant le type de déviance, une certaine classification s'avérait nécessaire afin de pouvoir diriger les déviants vers les institutions appropriées - asiles, pénitenciers, écoles de réforme et autres - qui leur étaient destinées<sup>39</sup>. Cette évolution se traduisit, du point de vue pratique, par le sentiment que les deux catégories de déviants, l'insensé et le criminel, ne pouvaient plus cohabiter et qu'il leur fallait désormais des institutions distinctes. On avançait souvent à cet égard l'argument que la prison était néfaste aux malades et n'encourageait pas leur guérison:

Your Lordship will therefore see that little advantage could be expected from the present arrangement other than removing the insane from the common cell, where they had been indiscriminately handled among the prisoners, exposed to their scopts and gests, and often deprived of their ordinary meals by the rapacity of their unfeeling associates...<sup>40</sup>

<sup>39</sup> Interrogés dans le cadre de l'enquête de 1824, les shérifs de Québec et de Montréal considéraient en effet que la présence d'insensés dans leurs prisons constituait «un obstacle à la classification des autres prisonniers». «Rapport du Comité Spécial...», Appendice A (no 8). Sur toute cette question, voir aussi J.-M. Fecteau, «Régulation sociale et répression sociale de la déviance au Bas-Canada au tournant du 19<sup>e</sup> siècle (1791-1815)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38,4 (printemps 1985): 499-521.

<sup>40</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 39, doc. 173, les commissaires au gouverneur général, 5 avril 1841.

Plus nombreux encore étaient ceux qui estimaient néanmoins, comme l'a noté Foucault<sup>41</sup>, que les insensés devaient plutôt être placés à l'écart parce qu'ils dérangeaient les prisonniers<sup>42</sup>.

En principe, l'asile était destiné à accueillir les individus «dérangés dans leur esprit» ou incapables d'exercer un «contrôle sur leur raison» - on les désignait alors par les vocables passe-partout de «lunatiques», d'«aliénés», ou d'«insensés» - susceptibles de nuire à l'ordre ou à la moralité publique ou qui constituaient une source de danger pour eux-mêmes ou pour autrui. Comme c'est la famille qui jusque-là avait toujours été responsable de la garde des insensés, l'asile visait, au début surtout, les malades qui, dans le cadre urbain, étaient pour une raison ou pour une autre privés de foyer ou dont la famille n'avait pas les moyens de prendre soin<sup>43</sup>. On comprendra alors pourquoi la construction d'asiles s'avérait toujours plus impérieuse à mesure que s'accroissait la misère urbaine au Bas-Canada en cette première moitié du 19<sup>e</sup> siècle.

Ce sont les commissaires qui étaient responsables de l'admission des patients au Montreal Lunatic Asylum<sup>44</sup>. Le fait qu'une bonne partie des patients passèrent, au début en particulier, par la prison avant d'être admis dans un asile qui lui-même était installé à l'intérieur d'un édifice à caractère carcéral, ne doit pas encore une fois nous induire en erreur à propos de la spécificité du Montreal Lunatic Asylum. L'administration de cet asile était complètement indépendante de celle de la prison de Montréal et c'est pourquoi, par exemple, le Dr Arnoldi, médecin attitré de ladite prison, dut, à quelques reprises, se plaindre au Secrétaire général parce que les commissaires avaient refusé certains détenus qu'il avait tenté d'y faire admettre<sup>45</sup>. Les patients admis au Montreal Lunatic Asylum ne provenaient cependant pas tous des prisons locales. Leur nom pouvait être suggéré aux commissaires par un shérif, un médecin, un membre du clergé ou plus souvent encore par de simples particuliers<sup>46</sup>. On avait prévu à cet effet un formulaire standardisé des-

<sup>41</sup> Foucault, *Histoire de la folie*..., 401-439.

<sup>42</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 4, doc. 821, D. Arnoldi au gouverneur général, 24 février 1840. Voir aussi vol. 230, doc. 1888 et vol. 224, doc. 1449.

<sup>43</sup> Ce qui n'empêchait évidemment pas les gens aisés de vouloir faire soigner leurs insensés ou tout simplement de chercher à disposer de ceux qui pouvaient s'avérer dangereux. Comme on l'a vu plus tôt, ceux-ci disposaient généralement d'espaces réservés à l'intérieur de l'asile et les propriétaires de ces établissements comptaient beaucoup sur ces clients payants afin d'équilibrer leur budget. Voir «Rapport du Comité Spécial...», ainsi que A. Scull, *Museums of Madness: The Social Organization of Insanity in Nineteenth Century England* (New York, St. Martin's Press, 1979), 50-54 et «Rapport du Comité Spécial...», Appendice A (no 1).

<sup>44</sup> *Rules and Regulations Made and Established by the Chairman and the Commissioners of the Montreal Lunatic Asylum, for the Government of the Officers, Patients and Servants of the Institution* (Montreal, James Starke and Co., 1840), 3.

<sup>45</sup> Par exemple, APC, RG 4 C 1, vol. 4, doc. 821, D. Arnoldi au gouverneur général, 24 février 1840.

<sup>46</sup> Voir par exemple, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1845, Célestin Déry au Secrétaire provincial, 23 décembre 1845.

tiné à être rempli par le curateur ou par la personne légalement responsable du malade<sup>47</sup>.

Si l'asile constituait un instrument de régulation sociale visant à retirer de la circulation une certaine catégorie d'éléments perturbateurs, il n'en demeure pas moins qu'il avait aussi pour fonction la réforme ou la guérison des individus qui y étaient internés. C'est pourquoi, étant donné que les lieux étaient loin de correspondre à ce qui avait été prévu, des aménagements avaient été effectués au troisième étage de la prison afin que cet endroit soit en mesure de recevoir et de traiter les aliénés. Physiquement, l'asile était divisé en deux parties d'égale superficie, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes. Chaque section comptait dix pièces: huit d'entre elles (de 9 pieds sur 12 chacune) servaient de chambres pour les patients; une autre de chaque côté servait de salle de toilettes et une autre encore, dans le quartier des femmes, servait de cuisine et de salle de lavage. Dans la section des hommes, l'une des chambres servait à loger des gardiens. De plus, d'anciens passages avaient été modifiés afin d'y installer les appartements du surintendant et de la matrone (mari et femme). Chaque section était plus longue que large et elle était traversée par un corridor donnant sur un petit hall. Chacune était sous la surveillance d'un gardien du même sexe que les malades, employés qui s'ajoutaient au surintendant et à la matrone. Fait à noter, cette dernière gardait ses enfants avec elle à l'asile<sup>48</sup>. La libre circulation des malades était d'usage, de même que la vie de groupe à la cuisine. Il est aussi fait mention par un serviteur du «salon des lunatiques»<sup>49</sup>, de salles de séjour (*day-rooms*) ainsi que de réfectoires<sup>50</sup>. Il se peut qu'il s'agisse-là de chambres ou de halls transformés à cet effet, à moins qu'ils n'aient été situés dans une autre aile du troisième étage.

Dès 1839, les patients du Montreal Lunatic Asylum reçurent les soins d'un médecin, soins qui devinrent réguliers à partir de 1841 alors que le docteur Thresler (qui était aussi l'un des membres de la Com-

<sup>47</sup> *Rules and regulations...*, 15: «Gentlemen, Upon your admitting A. B. into the Lunatic Asylum at Montreal, I hereby bind and oblige myself to remove \_\_\_\_\_ when required by you to do so; to bury \_\_\_\_\_ in case of death or to pay the funeral expenses; to keep a proper stock of necessaries, and generally to fulfill all the obligations required by the regulations of the Institution. I am, Gentlemen, yours. To the acting Commissioners, Lunatic Asylum, Montreal.»

<sup>48</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1846, Worth à J. B. C. Thresler, 24 juillet 1845; RG 4 C 1, vol. 8, doc. 1369, les commissaires à Murdoch, 31 mars 1840.

<sup>49</sup> Voir APC, RG 4 C 1, vol. 31, doc. 7688, et RG 4 C 1, vol. 37, doc. 8557. Ce renseignement apparaît dans une déposition du serviteur en question qui allègue que le surintendant Worth était violent et battait certains des internés lorsqu'il était sous l'influence de l'alcool. (RG 4 C 1, vol. 31, doc. 7688). Bien que ces accusations semblent avoir été fondées, rien ne fut prouvé par l'enquête dirigée par les commissaires (RG 4 C 1, vol. 37, doc. 8557), qui n'avaient d'ailleurs à prouver quoi que ce soit. Par conséquent aucune sanction ne fut imposée et Worth et son épouse conservèrent leur poste jusqu'à la fermeture de l'asile en 1845.

<sup>50</sup> *Rules and Regulations...*, 12-13.

mission) fut nommé médecin attitré de l'asile<sup>51</sup>. Le médecin était chargé d'examiner chaque patient à son arrivée, de lui assigner une diète et de lui prescrire divers traitements à mesure qu'il le jugeait nécessaires<sup>52</sup>. En fait, la thérapie en usage correspondait à celle qui se pratiquait à l'époque dans les autres institutions asilaires d'Europe et d'Amérique du Nord. En ce qui a trait aux soins prodigués et au comportement du personnel envers le patient, ils semblent avoir été inspirés des règles générales édictées par Philippe Pinel dans son *Traité médico-philosophique*<sup>53</sup>. Ainsi, il était expressément recommandé aux membres du personnel - surintendants, matrone, infirmières (gardiens dans la section des hommes) et servantes (serviteurs) - de toujours se comporter face aux internés avec bienveillance et douceur, de les encourager par de bonnes paroles et de ne rien tenter qui puisse les effrayer ou leur faire croire qu'on pouvait se moquer d'eux. Le personnel vivait à l'asile avec les patients et devait veiller à ce que ceux-ci mènent une vie bien réglée: lever à 6:30 heures et coucher à 21:00 heures aux heures d'été (du 1er avril au 30 septembre), et à 7:30 heures et 20:00 heures respectivement aux heures d'hiver (du 1er octobre au 31 mars). Le déjeuner était servi à 8:30 heures, le dîner à 11:30 heures et le «thé» à 19:00 heures. La stricte surveillance exercée sur les aliénés ne devait cependant pas empêcher ces derniers de se sentir en parfaite liberté aux endroits qui leur étaient accessibles<sup>54</sup>. Bien entendu, le travail et les activités en plein air étaient à l'honneur. Ainsi, les patients «plus calmes» étaient amenés par groupes de quatre ou cinq dans une cour extérieure aménagée à leur intention. Là, sous la surveillance d'un gardien, ils coupaient du bois ou s'adonnaient à différents jeux<sup>55</sup>. Pour les femmes, il semble probable que les tâches ménagères (lavage, cuisine) aient constitué l'élément prépondérant de leur «thérapie de travail». Les aliénés plus agités, quant à eux, étaient soumis au traitement des bains-douches<sup>56</sup>: le malade se trouvait enfermé dans une cuve pendant une quinzaine de minutes alors que l'on déversait sur lui de l'eau froide<sup>57</sup>. Pour les patients plus dangereux et violents, on avait prévu des contentions<sup>58</sup>, ou l'isolement dans l'une des chambres<sup>59</sup>.

<sup>51</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 42, doc. 462, les commissaires au secrétaire provincial, 28 avril 1841. Le médecin recevait 75 livres annuellement (cours d'Halifax), ce qui semble démontrer que ses services étaient réguliers. A titre comparatif, mentionnons qu'un gardien recevait 25 livres par année. Tous les autres commissaires semblent quant à eux avoir agi à titre hénévole.

<sup>52</sup> *Rules and Regulations*... 8-14.

<sup>53</sup> P. Pinel, *Traité médico-philosophique* (Paris, an IX).

<sup>54</sup> *Rules and Regulations*... 7-10.

<sup>55</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 50, doc. 1659, les commissaires au secrétaire provincial, 25 août 1841, et *ibid.*, doc. 1653, J. Boston au secrétaire provincial, 24 août 1841. Le qualificatif «plus calme» semble avoir été assez relatif puisqu'à une occasion au moins, un patient profita d'un moment de relâchement dans la surveillance pour décapiter un compagnon avec la hache servant à la coupe du bois!

<sup>56</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 37, doc. 8857, les commissaires à Murdoch, 20 février 1841.

<sup>57</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 31, doc. 7688, D. Arnoldi au gouverneur général, 29 décembre 1840.

<sup>58</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 37, doc. 8857, les commissaires à Murdoch, 20 février 1841.

<sup>59</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1845, Worth à J. B. C. Thesler, 24 juillet 1845.

Au cours de ses cinq premières années d'existence, soit de 1839 à 1844, le Montreal Lunatic Asylum admit 196 patients dont 123 reçurent leur congé, 98 étant considérés comme guéris, et les 25 autres, comme améliorés<sup>60</sup>. Bien qu'un tel «taux de guérison» (60%) paraisse étonnant, il ne diffère pas de celui qu'on observe ailleurs à la même époque: les asiles de Toronto ou celui de Worcester aux États-Unis affichaient à vrai dire des taux comparables<sup>61</sup>. Ces statistiques ne font du reste que refléter une tendance générale à l'époque, née de l'élan quasi messianique qui avait vu se multiplier les asiles dans les années 1815-1830 en Europe et 1830-1840 en Amérique du Nord. En effet, comme on ne connaissait alors aucune médication ou traitement psychothérapeutique vraiment efficace, on avait mis énormément sur l'asile dans la guérison des maladies mentales. Le choix du terrain, on l'a vu, et l'architecture de l'édifice étaient devenus une véritable science dans le traitement des troubles mentaux. Il est certain qu'au début, l'érection d'institutions assez vastes, pour ne pas être surpeuplées et comprenant des salles communes, des ateliers et des terrains récréatifs, constituait une amélioration dans la condition des patients. Toutefois, ces conditions nouvelles ne justifiaient certainement pas des «taux de guérison» aussi élevés que ceux que nous avons évoqués. En fait, les médecins et directeurs d'asiles, qui s'étaient faits les promoteurs intéressés d'institutions de ce genre, avaient surestimé les propriétés curatives de l'asile et ils eurent facilement tendance à déclarer guéris ou améliorés bon nombre de patients qui, bien souvent, n'étaient atteints que de troubles mineurs ou passagers. Nombreux cependant étaient les malades qui recevaient leur congé sans vraiment être guéris et qui revenaient peu de temps après.

Un problème plus lourd de conséquence encore allait toutefois peser de façon déterminante sur l'évolution de l'institution asilaire et effacer le bel optimisme des débuts de l'ère de l'asile: le surpeuplement. En effet, à cause de l'accumulation des cas les plus sérieux, dits «incurables», qui résultait en partie de l'inexistence de moyens de guérison efficace et en partie aussi de la hausse constante des admissions, les asiles, mêmes gigantesques, devinrent rapidement saturés de cas dits incurables, au point où l'admission de cas considérés comme moins graves ou qui offraient certains espoirs de guérison devint impossible. Faute d'espace adéquat et de ressources humaines et financières suffisantes, on cessa de prodiguer le traitement moral aux patients. A partir de ce point, finis les taux de guérison mirobolants: l'asile devint un immense réceptacle où les malades n'étaient plus guéris, mais plutôt

<sup>60</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44, les commissaires au gouverneur général, 21 août 1844.

<sup>61</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier «Toronto Lunatic Asylum», voir également A. Deutsh, *The Mentally Ill in America* (New York, Columbia University Press, 1949), 154-157 et 230; L. V. Bell, *Treating the Mentally Ill* (New York, Praeger, 1980), 29.

contenus et gardés, dans l'espoir que certains d'entre eux guérissent d'eux-mêmes.

L'amorce de ce processus est particulièrement visible dans le cas du Montreal Lunatic Asylum, qui ne tarda pas lui non plus à se voir aux prises avec un problème de surpopulation:

**TABLEAU 1**  
**Accroissement de la population au**  
**Montreal Lunatic Asylum (1840-1845)**

Date	Hommes	Femmes	Ensemble
8 octobre 1840	7	12	19
5 avril 1841	14	13	27
8 juillet 1843	22	26	48
24 juillet 1845	24	23	47
28 septembre 1845*	?	?	52

Source: APC, RG 4 C 1, vol. 24, doc. 6632, les commissaires au gouverneur général, 8 octobre 1840; RG 4 C 1, vol. 39, doc. 173, les commissaires au gouverneur général, 5 avril 1841; RG 4 C 1, vol. 83, doc. 1459, W. Lunn au secrétaire provincial, 8 juillet 1843; PG 4 B 65, vol. 2, dossier 1846, Worth à J. B. C. Thresler, 24 juillet 1845; PG 4 B 65, vol. 2, dossier 1846.

\* Date du transfert des malades à l'asile temporaire de Beauport.

Dès 1841, alors que l'asile ne comptait que 27 patients, les commissaires avaient déjà commencé à se plaindre de la surpopulation:

...in the female side there are 12 patients 2 attendants and the matron with her children: 15 grown persons (excluding the childrens) in a space little more than sufficient for half this number, as several of the patients are violent and should (if possible) be confined in seperate sleeping appartments.<sup>62</sup>

A partir de ce moment, le problème n'allait cesser de croître. En 1845, alors que 51 personnes résidaient à l'asile, on pouvait compter trois patients par chambre. Deux étaient installés dans un corridor, un dans un hall où l'on avait aussi installé deux gardiens<sup>63</sup>.

En fait, le processus de surpeuplement s'était amorcé dans les tout premiers temps du Montreal Lunatic Asylum. Dès 1840, en effet, le docteur Arnoldi, le médecin affecté à la prison commune de Montréal et chargé d'y dépister les malades, se plaignait du fait qu'on avait refusé

<sup>62</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 39, doc. 173, les commissaires au gouverneur général, 5 avril 1841.

<sup>63</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1846, Worth à J. B. C. Thresler, 24 juillet 1845.

ou renvoyé de l'asile plusieurs patients qu'il avait tenté d'y faire admettre<sup>64</sup>. Les commissaires se défendirent ainsi:

...upon opening the present temporary asylum, all persons who then in confinement in the jail, in any of weak or deranged intellect and who have been committed as vagrants were transfered to the asylum, and this was unhesitatingly permitted, as the accomodation was not then required for more urgent cases. Since that period several patients have been received, most of whom are in a state of violent mental excitement. Applications were lately made to receive three women, all violent and unmanageable by their friends; in order to make room for these persons it became necessary to discharge those attended (by) Dr Arnoldi.<sup>65</sup>

Ainsi, la saturation de l'espace par des patients «chroniques» au détriment d'autres offrant quelque espoir de guérison, ce mal dont furent atteints la grande majorité des asiles occidentaux du 19e siècle, s'était rapidement répandu au Montreal Lunatic Asylum. Le président de l'institution était bien conscient du problème et ne se faisait d'ailleurs, en 1844, plus beaucoup d'illusions à ce propos:

The crowding of insane patients together as is absolutely necessary in the present limited space, can afford little hope of advantage, further than their safe custody, and besides, the occupation of this very abridged accomodation, for want of this class, neccessarily excludes any more encouraging cases, and still further, limit the utility of the present temporary asylum.<sup>66</sup>

Même si le surpeuplement taxait lourdement la qualité de ses soins, il semble cependant que le Montreal Lunatic Asylum ne resta pas ouvert assez longtemps pour qu'ils se détériorent au même point qu'ailleurs. C'est du moins l'impression qu'on a à la lecture d'un éditorial du *Montreal Medical Gazette*, daté du 1er août 1844:

Where is our lunatic asylum... Go to the commom gaol of the city, and there, in the female department, you will find them huddled together by three in the same cell, and at night made to sleep in the narrow passages which separate the miserable cells on either sides. Of the receptacle of Canada West, we hear that there is but one at Toronto and... we are informed that ours is a paradise to it.<sup>67</sup>

<sup>64</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 4, doc. 821, D. Arnoldi au gouverneur général, 24 février 1840.

<sup>65</sup> APC, RG 4 C 1, vol. 8, doc. 1369, les commissaires à Murdoch, 31 mars 1840.

<sup>66</sup> APC, RG 4, vol. 2, dossier 1844, J. Boston au gouverneur général, 21 août 1844.

<sup>67</sup> *Montreal Medical Gazette*, 1er août 1844, 194. Cet éditorial est l'un des rares témoignages publics concernant les conditions de vie à l'asile. La comparaison avec l'asile de Toronto est intéressante puisque les deux institutions ont connu, au début du moins, un développement en plusieurs points similaire. Principalement public (il possédait quelques places payantes pour les gens aisés), l'asile de Toronto était de taille comparable au Montreal Lunatic Asylum, puisqu'il comptait 57 patients au 31 août 1844 (APC, RG 4 B vol.65, vol. 2, dossier «Toronto Lunatic Asylum»). Plusieurs rapports y ont par la suite condamné les conditions faites aux malades (A. Paradis, «L'asile temporaire de Toronto (1841-1850) ou l'impossibilité provisoire de l'utopie asilaire», *Santé mentale*, 3,1 (juin 1978): 18-36) ce qui peut en partie confirmer l'évaluation du *Montreal Medical Gazette*.

Bien qu'imparfaites, il semble toutefois que les conditions de vie des patients du Montreal Lunatic Asylum aient été supérieures à celles que les malades mentaux avaient dû endurer jusque-là dans les prisons et les hôpitaux généraux. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les rapports du *Grand Jury* de la ville de Québec de 1845 à celui du *Grand Jury* de Montréal, qui faisait suite à une visite à l'asile local et dans lequel on pouvait lire:

They visited the part of the gaol used as a lunatic Asylum, under the care of Mr Worth who appears to have used his best endeavour towards contributing to the comfort of the persons confined but they cannot avoid regretting that this populous province still remains without any proper place of refuge.<sup>68</sup>

Il est à noter que ce jugement porté par le *Grand Jury* reste positif à certains égards et ce, malgré le problème aigu de surpopulation au Montreal Lunatic Asylum, avec la présence de 48 patients au moment de leur visite.

La fonction principale de l'asile était d'isoler les individus susceptibles de porter atteinte à la «sécurité» et à la «moralité» de la société et d'en faire à nouveau des citoyens productifs. Il n'est donc pas étonnant que ce soit dans les prisons que le Montreal Lunatic Asylum ait recruté la majorité de ses patients, du moins dans les débuts. Il semble en outre qu'on ait eu tendance à admettre surtout des personnes dans la fleur de l'âge, donc plus susceptibles de constituer un danger pour la société; 87% des patients (86% à l'asile de Toronto) étaient en effet âgés de 20 à 49 ans<sup>69</sup>.

La répartition des patients de la première institution asilaire bascanadienne suivant l'origine ethnique est par ailleurs fort intéressante à observer. Elle semble corroborer notre hypothèse à l'effet qu'au Bas-Canada, l'asile soit né de concepteurs britanniques, en réaction à l'accroissement brutal de l'indigence urbaine suscitée par les pressions agraires et démographiques qui agitaient la province dans le deuxième quart du 19<sup>e</sup> siècle, et par l'immigration massive d'Irlandais miséreux en particulier.

Si l'on tient compte de la proportion des différents groupes ethniques dans la population de Montréal à l'époque, il est frappant de constater à quel point avec 43% et 22% des cas respectivement, Irlandais et Écossais sont sur-représentés dans la population asilaire par rapport au maigre 23% des francophones et au 10% d'Anglais. En 1844, en effet, la ville de Montréal comptait 42,9% de francophones, 27,1%

<sup>68</sup> APC, RG 4 B 65, vol. 2, dossier 1843-44, le *Grand Jury* à la Cour des sessions de la paix du district de Montréal, 24 juillet 1843.

<sup>69</sup> APC, RG 4 B 65, dossier 1843-44, les commissaires au gouverneur général, 21 août 1844, et RG 4 B 65, dossier «Toronto Lunatic Asylum».

TABLEAU 2  
 Origine ethnique des patients au  
 Montreal Lunatic Asylum (1839-1844)

Origine ethnique	nombre	%
Irlandais	84	43,0
Canadiens (français)	46	23,4
Écossais	44	22,4
Anglais	20	10,2
Autres	2	1,0
Ensemble	196	100%

Source: APC, RG 4 B 65, dossier 1843-44, les commissaires au gouverneur général, 21 août 1844. Ce document contient une liste avec les nom, âge, sexe et origine ethnique de chacune des personnes soignées au Montreal Lunatic Asylum entre 1839 et 1844.

d'Anglais, 21,7% d'Irlandais et 6,1% d'Écossais<sup>70</sup>. Les statistiques du Montreal Lunatic Asylum n'ont cependant rien d'étonnant: elles correspondent plus ou moins à la composition ethnique de l'indigence urbaine bas-canadienne à cette époque. Les années 1830-45 furent marquées, ne l'oublions pas, par une arrivée massive d'Irlandais - et, accessoirement, d'Écossais - complètement démunis. Pauvres et miséreux, ceux-ci, souvent sans famille et ne sachant trop où aller, venaient s'entasser dans les villes espérant y trouver quelque secours. Vivant dans la rue, certains aboutissaient à la prison et de là, à l'asile. Les Canadiens français pour leur part, bien qu'ils vécussent au même moment une crise agricole, pouvaient en dernier recours être aidés par quelque membre de leur famille, à la campagne ou ailleurs. Ainsi, risquaient-ils moins d'aboutir à l'asile. Mais, bien plus que la sur-représentation irlandaise ou écossaise, c'est la sous-représentation canadienne-française, croyons-nous, qui est responsable d'une telle disproportion ethnique au Montreal Lunatic Asylum.

Comme nous l'avons mentionné, l'asile fit son apparition plus tôt dans les sociétés industrialisées comme la Grande-Bretagne que dans les sociétés à prédominance rurale et traditionnelle comme l'était alors celle du Bas-Canada. Vivant dans des taudis avec un salaire tout juste suffisant pour survivre, une bonne partie de la population britannique s'était habituée, par obligation, à envoyer ses malades dans ces institutions. Ainsi ne parut-il pas anormal aux nouveaux arrivants de placer leurs malades mentaux à l'asile alors que pour les Canadiens français, le Montreal Lunatic Asylum, qui n'était pas né de leurs besoins à eux, ne pouvait représenter autre chose qu'une institution étrangère trans-

<sup>70</sup> P.-A. Linteau, «La montée du cosmopolitisme montréalais». *Questions de culture*, 2 (1982): 23-53.

plantée dans leur milieu, imposée par la métropole à sa colonie. Administré à l'extérieur comme à l'intérieur par des anglophones, sa construction avait été désirée par la bourgeoisie d'origine britannique et ordonnée par Londres. Rien d'étonnant donc à ce que l'asile ait été rempli de patients originaires des Îles britanniques. Fortement rurale, la société canadienne-française n'était tout simplement pas prête encore à accepter aussi facilement d'envoyer ses malades à l'asile. La ferme offrait presque toujours une place pour la garde d'un parent âgé «en démence» ou un enfant «imbécile». Encore en 1856, comme le remarquait l'un des directeurs de l'asile de Beauport, les Canadiens français étaient réticents à envoyer leurs parents à l'asile<sup>71</sup>. En fait ils allaient y être ethniquement sous-représentés jusqu'aux années 1870 environ, alors que le Québec commençait à s'industrialiser et à s'urbaniser. Les patients d'origine anglaise enfin, constituaient le groupe ethnique le plus sous-représenté à l'asile (10%) par rapport à la place qu'ils occupaient dans la population montréalaise (27%). Ne faudrait-il pas s'en étonner davantage encore, du fait que l'asile de Montréal et plus tard celui de Beauport avaient été réclamés spécifiquement par des Anglo-Canadiens? Bien au contraire, croyons-nous: l'élite économique montréalaise était à l'époque en majeure partie composée de Canadiens d'origine anglaise. Puisque l'asile représentait alors pour les mieux nantis un agent de contrôle social de la pauvreté urbaine, il est normal qu'ils y aient été sous-représentés, cette institution ne leur étant pas destinée. La majeure partie des Anglais et des membres de l'élite en général qui en avaient besoin se faisaient soigner à la maison ou dans les cliniques privées.

### *c - Le transfert à Beauport*

En septembre 1845, par suite de pressions de pétitionnaires pour l'ouverture d'un asile permanent et après de longues négociations, le Montreal Lunatic Asylum fermait ses portes et transférait ses patients au nouvel asile «temporaire» de Beauport. Cet événement ne marquait en aucun cas une rupture de l'activité asilaire au Bas-Canada; en fait, il s'agissait avant tout d'un changement de site. Cet épisode de l'histoire asilaire ne va pas cependant sans susciter quelques interrogations. On peut en effet se demander ce qui amena le gouvernement à privilégier Beauport pour la construction d'un asile permanent, ou encore s'interroger sur les motifs qui ont amené les autorités à opter pour une forme institutionnelle semi-privée, qui leur avait été proposée par des médecins-hommes d'affaires de la région de Québec. A première vue,

<sup>71</sup> Canada (Province), Sessional Papers, J. Douglas, «Report to the Commissioners of the Quebec Lunatic Asylum», Appendix 2, 1856. («This reluctance to place insane persons and idiots in an asylum, is also partly attributed to the strong parental feelings, and the close ties of the Habitants...»). Voir aussi APC, RG 4 C 1, vol. 297, doc. 1136, ainsi que Paradis et al., *Essais pour une préhistoire...*, 105.

tout cela est assez étonnant si l'on considère que le gouvernement avait déjà entrepris des démarches sérieuses (achat d'un terrain, plans d'un édifice) pour la construction d'un asile public et permanent à Montréal dès 1839. De plus, avec 54,4% de la population de la province par rapport à 43,1% pour le district de Québec<sup>72</sup>, le district de Montréal était tout désigné pour l'obtention d'un nouvel asile. En fait, la réponse à ces questions est relativement simple: parce qu'elle semblait moins urgente, la construction d'un asile ne préoccupait plus autant le gouvernement, qui décida de jouer la carte de l'opportunisme économique et de négocier en vue d'une solution moins coûteuse. Certains, comme les docteurs Badgley et Sutherland, proposèrent bien un projet pour le soin des aliénés dans la région de Montréal, mais, comme leur proposition était assortie d'une entente de dix ans avec le gouvernement, elle fut refusée. On opta plutôt pour la solution des docteurs Douglas et Morrin de Québec qui acceptaient la garde des insensés pour une période de trois ans, moyennant versement par l'État d'un montant forfaitaire par tête, par année<sup>73</sup>. Le nouvel asile allait donc être situé dans une ancienne écurie<sup>74</sup>. Ajoutons qu'à travers les tractations qui entourèrent l'érection du premier asile permanent au Bas-Canada, les considérations financières semblent avoir accaparé les «réformateurs» bien plus que le bien-être des futurs patients. Selon nous, il s'agissait-là de préoccupations d'hommes d'affaires sensibles au rapport coût/bénéfice bien plus que de soucis d'humanistes désireux d'alléger le fardeau de la souffrance humaine.

### CONCLUSION

Tenter d'interpréter l'implantation de l'institution asilaire au Québec en commençant par l'ouverture de Beauport en 1845, comme l'ont fait plusieurs, est à notre avis une erreur. En effet, l'année 1845 - tout comme l'année 1841 pour Toronto - ne correspond pas à grand chose sur le plan socio-économique qui puisse justifier la naissance de l'asile à cette date précise. Les choses prennent beaucoup de cohérence lorsque l'asile semi-privé de Beauport est remis à la place qu'il a vraiment occupée dans l'évolution de la psychiatrie asilaire au Québec soit celle d'extension et de solution de rechange à un asile public qui avait ouvert ses portes à Montréal en 1839, juste après la publication du Rapport Durham.

La naissance de l'asile au Bas-Canada (et au Haut-Canada aussi, semble-t-il) s'inscrit donc dans une série de mesures envisagées par les Britanniques afin d'assainir le climat social qui avait mené aux troubles

<sup>72</sup> Canada (Province), Bureau de l'enregistrement et de la statistique, *Recensement des Canadas pour 1851-52* (Québec, Imprimeur de la Reine, 1853), xviii.

<sup>73</sup> APC, RG 4 B, 65, dossier 1846.

<sup>74</sup> *British North American Journal of Medicine and Physical Science*, 5 (nov. 1849): 193.

de 1837-38. Comme elle reconnaissait déjà l'asile comme instrument de contrôle social dans son milieu d'origine, l'élite anglophone ne pouvait en effet que voir d'un bon oeil son implantation en sol canadien, au moment même où les désordres et l'accroissement de l'indigence urbaine y menaçaient sa suprématie. Avec le retour de l'ordre, en 1839, l'établissement d'un asile permanent au Bas-Canada parut moins pressant pour le gouvernement, qui allait se contenter quelques années plus tard d'une solution de rechange, en donnant son aval à l'ouverture de l'asile de Beauport. Entre-temps, pendant ses six années d'existence, le Montreal Lunatic Asylum, avec des moyens réduits, allait remplir le rôle d'asile à part entière, usant des mêmes méthodes thérapeutiques que la plupart des autres institutions asilaires en Occident. De plus, il ne tardera pas à connaître le surpeuplement, phénomène évolutif courant dans ce genre d'institution à l'époque.

L'étude du Montreal Lunatic Asylum démontre en outre que l'asile fut implanté presque artificiellement dans la société québécoise par une puissance qui avait connu une évolution socio-économique différente et qui acceptait déjà ce genre d'institution comme une solution thérapeutique au problème de la maladie mentale. L'hésitation des Canadiens français, qui contrairement aux nouveaux arrivants britanniques semblaient méfiants face à l'asile, et leur manque total de leadership dans la mise en place des premières structures asilaires portent à croire que l'asile n'aurait été implanté que beaucoup plus tard en ce milieu, n'eut été des pressions diverses qui en favorisèrent l'implantation au lendemain des Rébellions. Une chose est sûre: ce n'est que trente à quarante ans après l'épisode du Montreal Lunatic Asylum, lors de la montée de l'industrialisation dans leur milieu, que les Canadiens français ont commencé à s'intéresser aux asiles et à y envoyer les leurs proportionnellement à leur nombre dans la population totale. C'est aussi à cette époque qu'ils remirent le contrôle de ces institutions aux communautés religieuses. Cela ne surprend guère, puisque les autorités ecclésiastiques n'avaient cessé de consolider leur emprise sur la société québécoise depuis le lendemain des Rébellions. L'Église québécoise allait d'ailleurs avoir la mainmise sur les soins aux malades mentaux pour près d'un siècle encore, jusqu'à ce que la Révolution tranquille permette à certains représentants de la nouvelle élite de contester son hégémonie et ses méthodes thérapeutiques. Avant que ne soient ébranlées les murs de Saint-Michel-Archange et de Saint-Jean-de-Dieu, cependant, des milliers d'hommes et de femmes allaient être enfermés dans ces forteresses qui caractérisèrent l'ère de l'asile. C'est là cependant un long chapitre d'une histoire qu'il reste à faire, l'histoire d'une ère qui pourtant avait débuté bien modestement au Québec en 1839 avec l'ouverture du Montreal Lunatic Asylum.



## LA CONQUÊTE DE 1760 ET LE PROBLÈME DE LA TRANSITION AU CAPITALISME<sup>1</sup>

CLAUDE COUTURE  
Département d'histoire  
Université de Montréal

Après avoir analysé, dans des articles parus en 1972 et 1974, l'historiographie de la Nouvelle-France entre 1900 et 1960<sup>2</sup>, l'historien Jean Blain a écrit: «La riposte qui contient des promesses d'avenir vient des sociologues, des politicologues et autres représentants des sciences sociales...»<sup>3</sup>.

En ce qui concerne les politicologues, certains auteurs se sont effectivement chargés, notamment au début des années 80, d'assurer cette «riposte». Ainsi, en 1981, Gérald Bernier proposait aux lecteurs de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et de la *Revue canadienne de science politique* une nouvelle interprétation de la Conquête de 1760 fondée sur l'idée d'une «rupture structurelle» de la socio-économie de l'ancienne Nouvelle-France provoquée par l'avènement d'une métropole «plus capitaliste»<sup>4</sup>. Au printemps de l'année suivante, M. Ta Van, qui avait participé aux premiers travaux de Gérald Bernier sur le sujet, publiait dans les *Cahiers d'histoire* de l'Université de Montréal un article reprenant essentiellement la même thèse<sup>5</sup>. Puis, en septembre 1982, Gérald Bernier, cette fois en compagnie de Daniel Salée, étonnait ses lecteurs de la *RHAF* en dressant un portrait révisé de la bourgeoisie

<sup>1</sup> Plusieurs personnes ont patiemment lu les premières versions de ce texte. Je tiens cependant à remercier tout particulièrement les professeurs Pierre Tousignant, Louis Michel, Pierre Trépanier et Jacques Rouillard, du département d'histoire de l'Université de Montréal, Jean-Pierre Wallot, maintenant archiviste fédéral, Yves Bourdon, étudiant au doctorat en histoire à l'Université de Montréal, Alain Noël, étudiant au doctorat en science politique à la Graduate School of International Studies de Denver et Dominique Jean, étudiante au doctorat en histoire, actuellement en scolarité à l'Université de Boston.

<sup>2</sup> Jean Blain, «Économie et société en Nouvelle-France: le cheminement historiographique dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 1 (juin 1972): 3-33, et, «Économie et société en Nouvelle-France: l'historiographie des années 50-60», *RHAF*, 28, 2 (septembre 1974): 163-176.

<sup>3</sup> Jean Blain, *op. cit.*, (septembre 1974): 185-186.

<sup>4</sup> Gérald Bernier, «Sur quelques effets de la rupture structurelle engendrée par la Conquête au Québec: 1760-1854», *RHAF*, 35, 1 (juin 1981): 69-95; «La structure de classes québécoises au 19<sup>e</sup> siècle et le problème de l'articulation des modes de production», *Revue canadienne de science politique*, 14, 3 (septembre 1981): 487-518 (surtout p. 494).

<sup>5</sup> Ta Van, «La Nouvelle-France et la Conquête: passage du féodalisme au capitalisme», *Cahiers d'histoire*, 2, 2 (printemps 1982): 3-25.

britannique qui s'installa dans la vallée du Saint-Laurent après la Conquête<sup>6</sup>.

Dans cet article, Gérald Bernier et Daniel Salée ont voulu démontrer que la bourgeoisie britannique au Canada, entre 1763 et 1846, était en *apparence capitaliste* mais au *fond féodale*, parce qu'elle oeuvrait surtout au niveau de la reproduction de la «sphère d'échange» (capitalisme marchand) et non au niveau de la «sphère de production» (capitalisme industriel). Un an plus tôt, Gérald Bernier avait pourtant écrit, comme nous le verrons plus en détail, qu'en raison de l'intervention d'une métropole «plus proche» de la phase industrielle du capitalisme, les institutions «féodales» héritées du régime français furent insérées dans une logique d'accumulation du capital menant à une accélération de la transition du féodalisme au capitalisme. Or, comme les marchands britanniques qui se sont installés après 1763 et qui ont acheté des seigneuries furent responsables de l'implantation de cette «dynamique capitaliste» exportée par la nouvelle métropole dans l'ancienne Nouvelle-France, on en déduit que ces marchands-seigneurs étaient au *fond capitalistes* bien qu'en *apparence féodaux*.

Cette «apparente» contradiction entre les deux articles est d'autant plus surprenante que ces analyses, à première vue séduisantes, se voulaient plus globales, plus rigoureuses et mieux articulées théoriquement que celles de l'historiographie, qu'elle soit nationaliste ou, au contraire, «creightonienne». Même Fernand Ouellet, peu inquiet du fait d'être l'une des principales cibles de Gérald Bernier, a manifesté un intérêt pour ces travaux lorsqu'il a écrit dans un bilan historiographique récent: «Gérald Bernier et Daniel Salée sont en voie de mettre au point une autre version marxiste plus attentive à la question nationale des transformations de la société québécoise au cours du siècle qui suit la Conquête.»<sup>7</sup> Mais à y regarder de plus près, ces contributions sont peut-être empreintes de tares plus graves encore que celles décrites par Jean Blain au sujet d'une historiographie trop centrée sur un «concept d'histoire nationaliste». Comme Gérald Bernier et Ta Van soutiennent principalement l'idée d'une «rupture structurelle» engendrée par la Conquête et l'avènement d'une métropole «plus capitaliste», c'est sur ce point que nous concentrerons notre critique.

Plus précisément, nous verrons que ces auteurs pèchent par une ignorance, lourde de conséquences, de la complexité de la révolution industrielle en Angleterre; qu'une abondante littérature en histoire économique a depuis belle lurette infirmé les conclusions de Marx au sujet

<sup>6</sup> Gérald Bernier et Daniel Salée, «Appropriation foncière et bourgeoisie marchande: éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846», *RHAF*, 36,2 (septembre 1982): 163-194.

<sup>7</sup> Fernand Ouellet, «Les classes dominantes au Québec, 1760-1840. Bilan historiographique», *RHAF*, 38,2 (automne 1984): 242.

de la «disparition de la yeomanry» anglaise après 1750 et la formation d'une main-d'œuvre «nue et libre», phénomènes que d'aucuns jugent essentiels à la transition au capitalisme industriel; qu'il est chimérique, par conséquent, d'essayer de retrouver pour le Bas-Canada de la fin du 18<sup>e</sup> siècle et du premier tiers du 19<sup>e</sup>, certains phénomènes «universels», résultant des «lois de l'histoire» régissant le passage du féodalisme au capitalisme, alors que lesdits phénomènes ne se sont même pas produits dans le pays «modèle», en l'occurrence l'Angleterre; qu'en dernière instance, il semble que l'on ait projeté sur l'Angleterre des années 1760 les bouleversements économiques des années 1820-1850, de sorte que toute la démonstration pourrait bien reposer sur un anachronisme.

Mais d'abord, en quoi consiste exactement, selon Gérald Bernier et Ta Van, la «rupture structurelle» engendrée par la Conquête?

### ***1 - LA RUPTURE STRUCTURELLE ENGENDRÉE PAR LA CONQUÊTE SELON GÉRALD BERNIER***

Au contraire des historiens «libéraux» et sociologues marxistes qualifiés de «continuistes» parce qu'ils ont écrit que la Conquête n'a pas fondamentalement modifié la socio-économie de l'ancienne Nouvelle-France<sup>8</sup>, Gérald Bernier entend démontrer que les événements des années 1759-1763 ont «amorcé une rupture structurelle»<sup>9</sup>.

Cette *rupture structurelle* résulterait de l'insertion «brutale», au sein d'une société dominée par le mode de production féodal, de structures reflétant «le capitalisme le plus avancé de l'époque»<sup>10</sup>. Globalement, ces changements structuraux auraient signifié «l'inversion de la matrice de dominance du procès d'articulation des modes de production rencontrés sous la Nouvelle-France»<sup>11</sup>. En d'autres mots, avant la Conquête, dans l'articulation des deux modes de production, le féodalisme prédominait. Après 1760, et sans que le renversement soit le résultat d'une impulsion interne, le mode de production capitaliste devint dominant à la suite du changement de métropole.

Tout repose en effet sur le fait que la France du milieu du 18<sup>e</sup> siècle serait féodale et moins capitaliste dans sa phase transitoire que la Grande-Bretagne<sup>12</sup>. Gérald Bernier attribue cette avance des Britanniques principalement au phénomène de la concentration des terres en Angleterre marqué par les «enclosures» et à la formation d'une «main-

<sup>8</sup> Gérald Bernier, «Sur quelques effets de la rupture structurelle engendrée par la Conquête au Québec: 1760-1854», *op. cit.*, 69, note 1. Les auteurs visés sont Fernand Ouellet et Jean Hamelin, d'une part, Gilles Bourque, Anne Légaré et Nicole Frenette, d'autre part.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*, 70.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> *Ibid.*, 71, note 4.

d'oeuvre nue et libre» provoquée par l'expropriation de la petite paysannerie<sup>13</sup>. Après la Conquête, l'Angleterre aurait ainsi «exporté» ses éléments structuraux dans sa nouvelle colonie<sup>14</sup>.

S'amorce alors pour la formation canadienne la phase de transition du féodalisme au capitalisme puisque sont déclenchés, dans la logique même du capitalisme anglais, le procès d'expropriation et de prolétarianisation de la paysannerie et le renversement du procès d'articulation des modes de production avec l'instauration du MPC comme matrice dominante. (...) Car le renforcement du caractère féodal du régime seigneurial, durant le premier deux-tiers de siècle qui suit la Conquête, (...) n'est qu'*apparent*. Sa signification ne répond plus à la logique de la surexploitation féodale, mais bien à celle *capitaliste* de constituer, à plus ou moins long terme, une base d'accumulation du capital et une main-d'oeuvre nue et libre.<sup>15</sup>

Dans le cas de la nouvelle dynamique capitaliste et des tendances à l'accumulation accrue, les effets auraient été *immédiats*. Par contre, dans celui de la formation d'une masse de travailleurs «nus et libres», le phénomène se serait graduellement manifesté de 1760 à 1850. Au coeur de ce processus, le rôle des marchands anglais a été, évidemment, essentiel. Bernier affirme que ces marchands auraient très rapidement adapté les seigneuries qu'ils ont achetées après la Conquête aux lois du marché parce qu'ils étaient «mieux rompus aux lois du capitalisme»<sup>16</sup>. Cependant, les activités de ces marchands-seigneurs seraient liées à la phase marchande (procès de circulation) du mode de production capitaliste. Et, consciemment, ces marchands-seigneurs auraient plutôt cherché à maintenir le statu quo, c'est-à-dire la dominance du procès de circulation (phase marchande) sur le procès de production (phase industrielle). Ce serait donc *malgré eux* qu'ils auraient contribué à accélérer l'avènement de la phase industrielle du mode de production capitaliste en accumulant des capitaux et en provoquant la formation d'une main-d'oeuvre libre.

Paradoxal fut également le rôle de la nouvelle métropole. En effet, si cette métropole a pu, en amont, fouetter la dynamique capitaliste après la Conquête, elle a exercé, en aval, une série de contraintes sur la colonie qui a prolongé la «phase marchande». Car pour la bourgeoisie métropolitaine, «la colonie existe d'abord en fonction de l'assouvissement de ses propres besoins, en l'occurrence pour s'approvisionner en matières premières et produits primaires et ouvrir une source de débouchés à ses produits manufacturés»<sup>17</sup>. Ainsi, la dimension coloniale a «médiatisé» le procès d'expulsion de la paysannerie par la bour-

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*, 76-77.

<sup>16</sup> *Ibid.*, 82.

<sup>17</sup> *Ibid.*, 89.

geoisie en freinant l'industrialisation. D'où «la mise en place des mécanismes conduisant à l'expulsion de la paysannerie avant même que ne soit développée la capacité d'absorption de ce surplus»<sup>18</sup>. D'où, conséquemment, l'émigration vers les États-Unis de Canadiens français et le fait que la première génération de prolétaires québécois se serait constituée outre-frontières. Ce n'est qu'après 1846-1851, au moment où l'Angleterre adopte le libre-échange, que les conditions réelles et complètes de développement du capitalisme industriel au Canada seront mises en place.

Nouvelle dynamique capitaliste, accumulation accrue et formation d'une main-d'œuvre disponible provoquée par l'expropriation de la paysannerie. Voilà, aux yeux de Gérard Bernier, les éléments essentiels de la rupture structurelle engendrée par la Conquête et du renversement de la «matrice de dominance» en faveur du mode de production capitaliste, phénomènes qui seraient les manifestations concrètes des «lois de l'histoire» régissant le passage du féodalisme au capitalisme ou, au moment de la transition, de la phase marchande à la phase industrielle<sup>19</sup>. Voilà pourquoi, également, les institutions héritées du régime français ne sont restées «féodales» qu'en apparence seulement puisque, fondamentalement, leur fonction après la Conquête fut de préparer l'émergence du capitalisme de la phase industrielle sous l'instigation d'une bourgeoisie marchande britannique inconsciente, agissant, selon Gérard Bernier, dans la plus parfaite ignorance des «lois de l'histoire».

## 2 - LA CONQUÊTE REVUE ET CORRIGÉE PAR TA VAN

Pour sa part, Ta Van s'attaque à l'historiographie en général, qu'elle soit «néo-nationaliste» ou «libérale»<sup>20</sup>. Si la Conquête correspond à une rupture, ce n'est pas au sens d'un «traumatisme national», mais plutôt comme conséquence de l'insertion dans la dynamique d'une nouvelle métropole *capitaliste*. Par contre, la Conquête ne fut pas non plus un «progrès» parce que le développement de l'industrie dans la colonie est freiné par la nature impérialiste de la nouvelle métropole.

<sup>18</sup> *Ibid.*, 94.

<sup>19</sup> *Ibid.*, 89. Bernier a écrit: «En bref, l'orientation prise par l'agriculture sous l'impulsion de la bourgeoisie marchande porte les germes du propre dépassement de cette classe en ce qu'il y a de plus ou moins long terme, à l'émergence du capitalisme de la phase industrielle. Telle n'est certes pas la volonté de la bourgeoisie marchande (...), mais tel est précisément le résultat, lorsque les diverses dispositions sont appréciées à la lumière des lois de l'histoire en ce qui concerne les étapes (le souligné est de nous) régissant le passage du féodalisme au capitalisme et, plus proprement, à l'intérieur du MPC lui-même, le passage de la phase marchande à la phase industrielle.»

<sup>20</sup> Ta Van, *op. cit.*, 3. L'auteur a notamment écrit: «Longtemps les quelques escarmouches entre les classiques en ce qui concerne la féodalité de la Nouvelle-France et la signification de la Conquête britannique ont dominé la scène: nous les avons subies, et nous les supportons encore. Pourtant pour reprendre ces tropes, si elles ont beau émouvoir quelques vagues et dessiner des rides à la surface, ce ne sont que tempêtes au bassin des enfants.»

La thèse, on le voit bien, est essentiellement la même que celle de Gérald Bernier. Ta Van ajoute cependant que si l'historiographie n'a pas su saisir la signification de la Conquête, c'est parce que les historiens n'ont pas compris «que les rapports féodaux ne se définissent pas (...) à partir de la grandeur ou de la quantité des redevances, mais du fait même de l'existence du surtravail extorqué»<sup>21</sup>. La Nouvelle-France était donc féodale, en raison, toujours selon Ta Van, de la prédominance des activités agricoles et de la production paysanne, sources du «surtravail extorqué»<sup>22</sup>. Le commerce des fourrures y occupait une place marginale et le mercantilisme faisait partie intégrante du féodalisme.

Tout aurait changé avec la Conquête. «Première transformation: elle a détaché le mercantilisme de la métropole française et avec altération essentielle l'intègre de force à l'Angleterre. Le capitalisme s'est rabattu sur le féodalisme»<sup>23</sup>. Ce «rabattement» aurait été rendu possible par le fait que l'Angleterre était le seul pays, au milieu du 18<sup>e</sup> siècle, où l'on retrouvait le capitalisme «sous sa forme la plus achevée». Comment expliquer cette avance? Par deux phénomènes: la séparation des paysans de leurs moyens de production et la «capitalisation» des rapports de production dans l'agriculture à la suite des fameux «enclosure acts»; l'émergence d'une fraction capitaliste foncière comme classe politique dominante à la suite des révolutions du 17<sup>e</sup> siècle (1642-1660 et 1688)<sup>24</sup>.

En somme, la concentration de la *fortune mercantile et foncière* et la formation d'une main-d'oeuvre «nue et libre» au milieu du 18<sup>e</sup> siècle, résultat de l'expropriation de la petite paysannerie, seraient, selon Ta Van, les éléments clefs de la transition du féodalisme au capitalisme. Une transition qui se serait d'abord effectuée en Angleterre pour se généraliser universellement par la suite puisque, ne l'oublions pas, il s'agit-là de *lois de l'histoire*. Le Bas-Canada n'a évidemment pas échappé à ces supposées «lois». Et Ta Van de conclure, après avoir ainsi «désintriqué» les mécanismes profonds des transformations engendrées par la Conquête: «La littérature historiographique n'est au fond qu'une parole qui dit n'importe quoi et ne se tait jamais.»<sup>25</sup>

### **LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE, L'ANGLETERRE ET LA TRANSITION AU CAPITALISME**

#### **A - La «disparition» de la «yeomanry» anglaise**

Les assertions des auteurs cités reposent essentiellement sur l'hypothèse que l'Angleterre du 18<sup>e</sup> siècle a été «le premier pays à réunir

<sup>21</sup> *Ibid.*, 7.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*, 18.

<sup>24</sup> *Ibid.*, 19. Ta Van s'inspire ici de N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales* (Paris, Maspéro, 1968), tome 1: 179.

<sup>25</sup> *Ibid.*, 23.

les conditions qui favorisent l'apparition du capitalisme de la phase industrielle»<sup>26</sup>. Et l'élément le plus déterminant, sur lequel insistent Gérard Bernier et Ta Van, fut que «l'Angleterre de 1760 amorçait les temps forts du procès d'expropriation de la paysannerie - facteur essentiel pour la constitution d'un prolétariat»<sup>27</sup>.

La thèse est classique. Elle a déjà été formulée par Karl Marx puis reprise par de nombreux auteurs, notamment Paul Mantoux, et même dans un ouvrage récent de Michel Beaud<sup>28</sup>. Dans les campagnes anglaises, particulièrement celles du sud, les initiatives des grands propriétaires nobles menèrent à la disparition du système de l'*openfield*. Phénomène séculaire, les enclosures des terres communales s'intensifièrent tout au long du 18<sup>e</sup> siècle. De 1730 à 1820, elles furent même sanctionnées par plus de 5 000 «Acts of Enclosures»<sup>29</sup>. 75 000 acres de terres communales furent ainsi enclos de 1727 à 1760; 478 000 de 1760 à 1792 et 1 000 000 de 1792 à 1815<sup>30</sup>. Quelques contemporains ont été très impressionnés par les conséquences économiques et sociales de ce mouvement, surtout dans certains comtés. S'inspirant de leurs témoignages, Marx vit dans la concentration des terres et la disparition des communaux la possibilité de la formation d'une surpopulation rurale prête à gagner les villes manufacturières naissantes et à servir de main-d'oeuvre non-qualifiée, en somme de prolétariat. Ainsi, les *squatters* et les *cottagers*, naguère simples occupants des communaux, disparurent des campagnes et gagnèrent les villes. Même chose en ce qui concerne les petits et moyens propriétaires indépendants - les *yeomen* - qui auraient dû quitter, eux aussi, les campagnes anglaises. En se référant notamment à une lettre datée de 1795 d'un gentleman du Suffolk, dans le sud-est de l'Angleterre, à Sir T. C. Banbury, «avocat fanatique du système des grandes fermes», Marx a même écrit au sujet de ces *yeomen*: «Vers 1750, la yeomanry avait disparu.»<sup>31</sup>

Mais est-ce si sûr? Depuis les années 1930, dans le cadre d'enquêtes en histoire régionale, plusieurs historiens économistes anglais ont étudié les mouvements migratoires de la population anglaise entre 1750 et 1815, à partir d'évaluations de la population des comtés au 18<sup>e</sup> siècle et des données du début du 19<sup>e</sup> siècle sur le système d'assistance à domicile (Speenhamland system of poor relief). Les conclusions aux-

<sup>26</sup> Gérard Bernier, «La rupture structurelle...», *op. cit.*, 71, note 4.

<sup>27</sup> Gérard Bernier, «La structure de classes québécoises...», *op. cit.*, 494, note 4.

<sup>28</sup> Paul Mantoux, *La Révolution industrielle au 18<sup>e</sup> siècle* (Paris, Génin, 1959) (première édition en 1928; version corrigée d'une thèse présentée en 1906), 577 pages. Michel Beaud, *Histoire du capitalisme: 1500-1980* (Paris, Seuil, 1981), 37-43.

<sup>29</sup> J.-P. Rioux, *La révolution industrielle* (Paris, Seuil, 1971), 31.

<sup>30</sup> Phyllis Deane, *The First Industrial Revolution* (Cambridge, Cambridge University Press, 1965), 42; (second edition, 1978).

<sup>31</sup> Karl Marx, *Le capital. Livre I* (Paris, Flammarion, 1969), 534 et 689, note 11 du chapitre 27.

quelles ils arrivent sont fort différentes de celles de Marx. Dès 1937, il a été démontré que pour le comté de Suffolk, entre 1797 et 1815, le nombre des petits propriétaires avait augmenté par rapport à la période d'avant 1750, donc avant l'intensification des enclosures, et qu'en aucun temps il y eut de migration vers le nord «industriel»<sup>32</sup>. Même phénomène en ce qui concerne les 119 villages du comté de Nottinghamshire dans le centre-est de l'Angleterre<sup>33</sup>. De 1780-1786 à 1832, la population rurale de ce comté a augmenté à un rythme légèrement moins rapide que celle des villes en voie d'industrialisation et n'a jamais reculé. Fait encore plus intéressant, la population des villages «enclos» a progressé plus rapidement que celle des villages d'*openfield*. Le scénario se vérifie dans le comté de Lindsey, partie de l'ancien comté du Lincolnshire<sup>34</sup>.

Après plus de trente ans de recherche en histoire régionale de l'Angleterre, on en arrive généralement à la conclusion suivante: les *yeomen*, loin de disparaître en 1750, ont en fait été progressivement plus nombreux pendant la deuxième moitié du 18<sup>e</sup> siècle et la population rurale anglaise n'a cessé d'augmenter jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle<sup>35</sup>. Comment cela a-t-il été possible?

Il faut d'abord prendre en considération la chronologie économique du 18<sup>e</sup> siècle. La période 1720-1760 fut marquée par une dépression des prix agricoles, notamment ceux du blé, qui «lamina» les profits des producteurs anglais, petits ou grands, et les rendit peu enclins à

<sup>32</sup> P. Lavrosky, «Parliamentary Enclosures in the County of Suffolk (1797-1814)», *Economic History Review*, 7 (1937), cité dans J. D. Chambers, «Enclosure and Labour Supply in the Industrial Revolution», *Economic History Review*, 5,3 (1952-1954): 325.

<sup>33</sup> J. D. Chambers, *op. cit.*, 323.

<sup>34</sup> J. D. Chambers, «Enclosure and the Small Landowner», *Economic History Review*, 10,2 (1940): 118-127.

<sup>35</sup> Plusieurs auteurs ont critiqué ces études. E. P. Thompson a écrit dans *The Making of the English Working Class* (Harmondsworth, Penguin Books, 1968), 238-239: «(...) the social violence of enclosure consisted precisely in the drastic, total imposition upon the village of capitalist property-definitions. (...) Enclosure (...) was of profound social consequence, because it illuminates, both backwards and forwards, the destruction of the traditional elements in English peasant society.» Barrington Moore dans *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie* (Paris, Maspero, 1969), 29, a exprimé le même point de vue: «Les historiens d'il y a un siècle pensaient que l'enclosure du 18<sup>e</sup> siècle avait été le principal expédient de la toute-puissante aristocratie terrienne pour en finir avec la paysannerie indépendante. Par la suite, on a lentement et patiemment ruiné cette opinion. Seuls peut-être quelques marxistes la soutiendraient encore aujourd'hui. Elle pêche évidemment dans le détail et parfois dans ses grandes lignes. On avait pourtant bien vu ce qu'on oublie aujourd'hui: les *enclosures* portent un coup fatal à la structure de la société paysanne anglaise telle qu'elle s'exprime dans le village traditionnel.» Que le village traditionnel et la culture populaire fondée sur l'*openfield* aient été détruits par les enclosures, que la société paysanne traditionnelle ait été bousculée par les méthodes «capitalistes», on l'admet volontiers. Mais là n'est pas la question qui nous préoccupe. Marx et plusieurs autres après lui ont bel et bien écrit que la *yeomanry* avait disparu vers 1750 et que la paysannerie dépossédée avait envahi les villes manufacturières naissantes de la deuxième moitié du 18<sup>e</sup> siècle. Or il n'en a rien été et continuer à l'affirmer relève de la fabulation ou de l'ignorance. Pour une critique détaillée et impitoyable des erreurs de Marx sur la Révolution agricole en Angleterre, voir Kins Collins, «Marx on the English Agricultural Revolution: Theory and Evidence», *History and Theory*, 6,3 (1967): 351-381.

poursuivre la vague des innovations agricoles amorcée au 17<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>. Par contre, la période 1760-1815 en fut une de hausse des prix agricoles stimulés, entre autres, par un gonflement du marché interne dû à une augmentation sans précédent de la population anglaise. Alors que le nombre des habitants de l'Angleterre et du pays de Galles avait été relativement stable entre 1720 et 1760, il passa d'environ 6 millions en 1760 à 12 millions en 1811<sup>37</sup>. Dans un premier temps, ce doublement de la population en un demi-siècle fut attribuable à un recul des surmortalités cycliques causées par les épidémies et les crises de subsistance. Une population mieux nourrie, de meilleures conditions climatiques et hygiéniques, une «immunisation naturelle» de la population après plusieurs générations ravagées par la peste et la variole, auraient brisé le rythme macabre des crises cycliques de surmortalité. Puis, dans un deuxième temps, aiguillonné par une économie en expansion qui offrait de nouvelles possibilités d'emplois, se produisit un abaissement de l'âge au mariage provoquant une hausse déterminante du taux de natalité à partir de 1780.

Révolution agricole et révolution démographique sont donc inextricablement liées. L'élargissement de l'offre d'emplois à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, facteur essentiel à l'abaissement de l'âge au mariage, a résulté de la progression des innovations agricoles, elle-même inconcevable sans l'accroissement du marché interne et la hausse des prix agricoles après 1760<sup>38</sup>. Voulant justement profiter de la montée de ces prix, surtout ceux du blé, les propriétaires anglais se lancèrent dans la culture intensive. Celle-ci était caractérisée par des rotations accélérées, l'utilisation de plantes fourragères, la réduction de la jachère et l'extension des emblavures sur les terres communales<sup>39</sup>. La progression des enclosures apparaît alors non pas comme la victoire définitive de l'aris-

<sup>36</sup> Louis Bergeron, «La «révolution agricole» en Angleterre», in Pierre Léon, *Histoire économique et sociale du monde: 1730-1840* (Paris, Armand Colin, 1978), tome 3: 228.

<sup>37</sup> W. A. Cole et Phyllis Deane, *British Economic Growth: 1688-1959* (Cambridge, Cambridge University Press, 1962), 6-8.

<sup>38</sup> E. A. Wrigley et R. S. Schofield, *The Population History of England: 1541-1871* (Londres, Edward Arnold, 1981), 421-435. Ce phénomène de l'abaissement de l'âge au mariage à la fin du 18<sup>e</sup> siècle a été à l'origine d'un débat entre les partisans d'une vision «optimiste» de la révolution industrielle et les «pessimistes». En fait, il est certain que l'abaissement de l'âge au mariage à partir des années 1775-1780 est lié à une plus grande possibilité d'emplois générés par la révolution agricole et l'industrie manufacturière naissante. Mais cette plus grande possibilité d'emplois ne s'est pas traduite par une hausse des revenus suffisante pour combler l'augmentation du coût de la vie caractéristique de cette période. Aujourd'hui, on s'entend généralement sur une diminution du salaire réel entre 1760 et 1820 et une dégradation des conditions de vie des masses anglaises au cours de ces années, le fardeau des guerres entre 1793 et 1815 étant particulièrement lourd à porter. Cela dit, il ne faut pas confondre cet appauvrissement avec une disparition de la *yeomanry* qui ne s'est jamais produite entre 1760 et 1815, ni avec un exode rural qui n'a pu se réaliser au moment où la révolution agricole retenait dans les campagnes une main-d'œuvre abondante. Pour une mise à jour de cette question, voir Peter H. Lindert et Jeffrey Williamson, «English Workers' Living Standards During the Industrial Revolution», *The Economic History Review*, 36,2 (February 1983): 1-25.

<sup>39</sup> Louis Bergeron, «La «révolution agricole» en Angleterre», *op. cit.*, 227.

toocratie sur la petite paysannerie, mais plutôt comme le triomphe de l'individualisme agraire... chez les grands comme chez les petits propriétaires. Voilà pourquoi, selon Phyllis Deane, il y eut en Angleterre, entre 1780 et 1815, une augmentation, vérifiée par toutes les études en histoire régionale, du nombre de petits propriétaires exploitants:

(...) regional research for period after 1780 suggests that enclosure by Acts of Parliament produced an increase in all grades of occupying owners. Under the Enclosure Acts, many common-right cottagers received compensation for their rights which permitted them for the first time to buy small plots of land.<sup>40</sup>

Lorsque la conjoncture changera après 1815, les petits propriétaires, incapables de soutenir la dépression des prix, disparaîtront peu à peu des campagnes<sup>41</sup>. Mais là encore, ce ne sera pas avant le deuxième tiers du 19<sup>e</sup> siècle que l'on assistera à un exode rural que Marx saura étudier avec plus de justesse<sup>42</sup>.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu de penser que les laissés pour compte des enclosures, qui n'ont pu s'acheter un bout de terre, à savoir les *cottagers* (qui ne possèdent que leur maison), les *squatters* (occupants illégaux des terres communales) et les *tenants at will* (qui n'ont qu'une garantie verbale d'occupation des communaux), aient davantage pris le chemin des villes entre 1750 et 1800. Le recours massif aux nouvelles techniques agricoles à partir de 1760 et les travaux d'enclosure comme tels ont provoqué dans les campagnes anglaises un écart entre l'offre d'emplois et la demande. Même l'augmentation spectaculaire de la population n'a pu y suffire, créant ainsi un problème de pénurie relative de main-d'œuvre pendant la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1815. «La nouvelle agriculture était *labour-intensive*»<sup>43</sup> et des «bras» supplémentaires étaient requis pour une foule de travaux: «L'aménagement et l'entretien des clôtures, haies et fossés; le soin d'un bétail plus nombreux; le travail plus intensif d'un sol allégé de jachères et chargé de nouvelles cultures; la clôture des zones de forêts, de landes ou de marais.» Enfin, «le développement agricole a stimulé celui d'un petit commerce et d'un artisanat ruraux»<sup>44</sup>. Tous ces travaux ont retenu dans les campagnes une population nombreuse qui n'a cessé d'augmenter jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle<sup>45</sup>.

En somme, si les enclosures ont fait d'une masse d'anciens utilisateurs des terres communales des ouvriers agricoles, elles n'ont eu

<sup>40</sup> Phyllis Deane, *The First Industrial Revolution*, 44.

<sup>41</sup> François Bédarida, *L'Angleterre triomphante: 1833-1914* (Paris, Hatier, 1974), 27.

<sup>42</sup> Karl Marx, *op. cit.*, chapitre 25, 468-479, 492-525.

<sup>43</sup> François Crouzet, «Agriculture et révolution industrielle. Quelques réflexions», *Cahiers d'histoire*, Lyon, 12 (1967): 72.

<sup>44</sup> Louis Bergeron, «La «révolution agricole» en Angleterre», *op. cit.*, 230.

<sup>45</sup> Lawrence White, «Enclosures and Population Movements in England», *Explorations in Entrepreneurial History*, 6 (1968-69): 176-186.

aucun rôle direct dans la formation d'une main-d'oeuvre industrielle. Dans les premières manufactures «modernes», c'est-à-dire les filatures de l'industrie cotonnière de la fin du 18<sup>e</sup> siècle et du début du 19<sup>e</sup>, le recrutement s'est généralement fait sur place à partir des surplus démographiques et des premiers contingents d'immigrants irlandais<sup>46</sup>. Le véritable transfert de main-d'oeuvre vers les villes commencera avec «les difficultés économiques dues à la dépression des prix après 1815, s'amplifiant considérablement avec la nouvelle Poor Law de 1834, (...) l'abolition des Corn Laws en 1846»<sup>47</sup> et la fin des travaux d'enclosure. Plusieurs facteurs ont donc provoqué ce mouvement au milieu du 19<sup>e</sup> siècle et non les seules enclosures.

Or nous avons vu dans les démonstrations de Gérald Bernier et Ta Van que la Conquête de 1760 avait engendré une «rupture structurelle» de l'économie de l'ancienne Nouvelle-France parce que la nouvelle métropole était «plus capitaliste»; que si cette métropole était plus capitaliste, c'est parce qu'elle avait procédé à un «règlement hâtif de la question paysanne», c'est-à-dire l'expropriation de la petite paysannerie; que cette dépossession des petits paysans est un élément fondamental de la transition à la phase industrielle du capitalisme; que la «rupture structurelle» fut le résultat de l'exportation par l'Angleterre de cet «élément structurel» dans la vallée du Saint-Laurent par l'intermédiaire de marchands-seigneurs qui mirent en oeuvre, quoique *inconsciemment*, le processus de «rabattement» du capitalisme sur le féodalisme en créant les conditions de dépossession massive des paysans canadiens-français. Cette thèse soulève la question fondamentale suivante: compte tenu de ce qui a été précédemment exposé, comment la nouvelle métropole britannique aurait-elle pu, à partir de 1760, «exporter» un phénomène socio-économique qui ne s'est jamais produit chez elle au 18<sup>e</sup> siècle, pas même au siècle suivant? Et faut-il alors s'étonner de ne trouver aucun indice vraiment significatif d'un tel mouvement dans le Bas-Canada de la fin du 18<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du 19<sup>e</sup>?

### **B - La révolution industrielle en Angleterre**

Gérald Bernier a écrit que l'on peut situer «les débuts de la révolution industrielle en Angleterre à peu près à l'époque où survient la Conquête» et que «toute entreprise coloniale tend à reproduire une partie des structures métropolitaines»<sup>48</sup>. La rupture serait immédiate après 1760 puisque, on l'a vu, sous l'effet de la métropole britannique, le procès d'articulation des modes de production est inversé en faveur du mode de production capitaliste et les activités des marchands-seigneurs

<sup>46</sup> François Crouzet, «Agriculture et révolution industrielle...», *op. cit.*, 73. E. P. Thompson, *op. cit.*, 470-472.

<sup>47</sup> Louis Bergeron, «La «révolution agricole» en Angleterre», *op. cit.*, 232.

<sup>48</sup> Gérald Bernier, «La rupture structurelle...», *op. cit.*, 71, note 4.

britanniques créent en partie les conditions d'émergence de la phase industrielle. Pour sa part, Ta Van insiste sur l'avance prise par l'Angleterre en raison des révolutions de 1642-1660 et 1688 qui auraient consacré comme classe hégémonique «une fraction capitaliste foncière» et marchande porteuse de «l'avenir du capitalisme anglais»<sup>49</sup>.

Mais quelle était la situation réelle de l'industrie anglaise au milieu du 18<sup>e</sup> siècle? Quel fut le processus de la révolution industrielle dans ce pays au cours de cette période? En somme, qu'est-ce que l'Angleterre aurait pu «exporter» entre 1760 et 1800 qui pourrait justifier l'idée d'une rupture structurelle immédiate?

Depuis plus d'un demi-siècle, des débats sur la révolution industrielle en Angleterre opposent les historiens de l'économie. On ne saurait, par conséquent, régler dans cet article une question aussi complexe. Il est cependant possible de préciser certains points essentiels. Ainsi, W. A. Cole<sup>50</sup> a défini la révolution industrielle en Angleterre comme l'émergence d'une croissance économique de type moderne, c'est-à-dire sans interruption brutale de crises cycliques d'Ancien Régime. Dans un premier temps, l'amélioration de l'économie à partir des années 1760 serait liée à une généralisation des innovations technologiques<sup>51</sup>, imputable à une demande accrue que les méthodes traditionnelles de production ne pouvaient satisfaire. Le gonflement du marché interne, consécutif à la croissance démographique, a forcé les pionniers de l'industrie moderne à produire plus et à un coût moindre en appliquant de nouvelles techniques. Eric Hobsbawm<sup>52</sup> a aussi vu un facteur essentiel de développement dans l'expansion d'un marché extérieur de moindre dimension que le marché interne, mais au rythme de croissance plus rapide. Enfin, à l'instar de John U. Nef<sup>53</sup>, il faut aussi considérer des phénomènes qui annoncent dès le 16<sup>e</sup> siècle et le début du 17<sup>e</sup>, les changements de la fin du 18<sup>e</sup>.

Il est en effet indéniable que l'économie anglaise progressa au cours de ce siècle. Dans l'agriculture, l'influence du modèle «hollandais» (culture intensive, rotations accélérées, recul de la jachère) permit une meilleure productivité. Dans l'industrie, certaines techniques nou-

<sup>49</sup> Ta Van, *op. cit.*, 19.

<sup>50</sup> W. A. Cole, «18th Century Economic Growth Revisited», *Explorations in Economic History*, 4 (1973): 327-348.

<sup>51</sup> David Landes a montré que la généralisation des innovations technologiques au 18<sup>e</sup> siècle fut déterminante dans le cas anglais: David Landes, «Technological Change and Development in Western Europe, 1750-1914», in H. J. Habakkuk et M. Postan, dir., *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. 6: *The Industrial Revolution and After* (Cambridge: Cambridge University Press, 1965), 274-454.

<sup>52</sup> Eric Hobsbawm, *L'ère des révolutions* (Paris, Fayard, 1969), 49-50.

<sup>53</sup> Pour un résumé des travaux de John U. Nef, voir François Crouzet, «Angleterre et France au XVIII<sup>e</sup> siècle. Essai d'analyse comparée de deux croissances économiques», *AESC*, 21,2 (mars-avril 1966): 254-255, et Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. Le temps du monde* (Paris, Armand Colin, 1979), tome 3: 477-480.

velles et une plus grande utilisation du charbon créèrent un «climat» favorable aux innovations qui fut d'une grande importance au 18e siècle. Dans le domaine financier, la création de la Banque d'Angleterre (1694) allait donner à ce pays certains avantages, notamment par rapport à la France qui échoua à appliquer ces nouvelles méthodes avec la faillite de Law (1720)<sup>54</sup>. Ces améliorations furent cependant réalisées sans bouleversement de l'équilibre économique traditionnel.

Après une première moitié du 18e siècle moins brillante que les années 1600-1650, il fallut attendre les années 1760-1820 pour que la combinaison de plusieurs facteurs rende possible la révolution industrielle. Les effets conjugués de la hausse démographique, du gonflement consécutif du marché interne, de l'expansion du marché colonial, de l'augmentation de l'offre d'emplois résultant de la modernisation de l'agriculture et de l'application de nouvelles techniques dans le secteur manufacturier naissant, elles-mêmes déterminées par une pression accrue de la demande, créèrent les conditions d'émergence de transformations économiques fondamentales sans pour autant modifier de façon substantielle, entre 1760 et 1820, les taux annuels de croissance du revenu national et de la formation de capital par rapport à ce qu'ils étaient entre 1700 et 1760<sup>55</sup>. C'est pourquoi il est important de distinguer la première phase de la révolution industrielle, celle de 1760 à 1820, de la deuxième, de 1820 à 1850, qui fut beaucoup plus spectaculaire et qui se traduisit par des taux de croissance supérieurs et continus.

Au cours de cette première phase, le *leading sector* fut l'industrie du coton. Pourquoi cette industrie plutôt qu'une autre? Parce qu'au début de la révolution industrielle, il a fallu, selon Peter Mathias<sup>56</sup>, une industrie liée à un marché expansible, dont la mécanisation d'un secteur, réalisable sans *investissements considérables*, puisse entraîner la mécanisation des autres étapes de fabrication et, à plus long terme, transformer complètement le procès de production. Stimulée par la demande d'une vaste clientèle, notamment celle des colonies, à la recherche de tissus légers, l'industrie du coton a été la première à

<sup>54</sup> François Crouzet, «Angleterre et France au XVIIIe siècle...», *op. cit.*, 259.

<sup>55</sup> Jeffrey G. Williamson, «Why Was British Growth so Slow During the Industrial Revolution?», *The Journal of Economic History*, 44,3 (September 1984): 687, 689, et, Charles Feinstein, «Capital Formation in Great Britain», in Peter Mathias et Michael Postan, dir., *The Cambridge Economic History of Europe*, volume 7: *The Industrial Economics Capital, Labour and Enterprise* (Cambridge, Cambridge University Press, 1978), 28-96. Le taux annuel de croissance per capita du «revenu national» aurait été de 0,33% entre 1770 et 1815 contre 0,86% entre 1815 et 1841 et 1,5% après 1850. Quant à la part du revenu national consacrée à l'investissement intérieur, elle passe de 9% dans les années 1760 à 14% dans les années 1850. Jusqu'à tout récemment, on croyait, à l'instar de Phyllis Deane et W. Cole, que les taux de croissance avaient été à partir des années 1780 très supérieurs. Mais ces travaux sont aujourd'hui dépassés. Pour une critique détaillée de Deane et Cole, voir F. R. Crafts, «British Economic Growth: Review of the Evidence», *The Economic History Review*, 36,3 (May 1983): 177-199.

<sup>56</sup> Peter Mathias, *The First Industrial Nation. An Economic History of Britain: 1700-1914* (Londres, Methuen, 1969), 129-133.

répondre à ces conditions. Pour Fernand Braudel, «la révolution du coton se distingue des révolutions antérieures par un fait crucial: elle a réussi; elle n'a pas sombré dans un retour à la stagnation de l'économie; elle inaugure une croissance longue qui finira par être une «croissance continue»<sup>57</sup>. Lors de l'étape initiale de la révolution industrielle, soit de 1760 à 1820, seules les opérations de filage dans l'industrie du coton furent mécanisées. La période charnière, celle des transformations irréversibles qui allaient faire basculer l'Angleterre dans le monde massivement industriel, fut celle des années 1820-1850. La mécanisation des opérations de tissage dans l'industrie cotonnière fut complétée uniquement au cours de ces trente années. Quant à l'industrie lainière, longtemps en retrait, son retard fut comblé entre 1835 et 1850, période au cours de laquelle le nombre des métiers mécaniques dans cette industrie passa de 3 000 à 33 000, provoquant la ruine dramatique d'artisans encore très puissants au tout début du 19<sup>e</sup> siècle. Dans l'ensemble, l'utilisation plus systématique de la machine à vapeur et son perfectionnement, le développement du secteur minier et de la métallurgie, l'émergence spectaculaire du chemin de fer ont fait de l'Angleterre du deuxième tiers du 19<sup>e</sup> siècle l'«atelier du monde»<sup>58</sup>.

Pourtant, même en drainant à son profit, vers le milieu de ce siècle, plus du tiers des échanges mondiaux, l'Angleterre ne vivait pas encore complètement à l'heure de la grande industrie. Ainsi, en 1851, sur 1 000 manufactures d'étoffes de laine, 500 comptaient moins de 10 ouvriers et 82 plus de 100<sup>59</sup>. La même année, sur les 677 plus importantes firmes métallurgiques, les deux tiers ont moins de 10 ouvriers, 34 plus de 100 et 14 plus de 350; sur 1 800 usines de cotonnades, 113 seulement emploient plus de 350 ouvriers<sup>60</sup>. En 1850, les «travailleurs de l'agriculture», malgré l'intensification du transfert de main-d'oeuvre des campagnes vers les villes, «composent encore le premier groupe professionnel du pays» et l'on estime le nombre des ouvriers salariés de la grande industrie à moins de 2 millions sur une population de 21 millions<sup>61</sup>.

On voit donc que les premières manifestations de la révolution industrielle en Angleterre, entre 1760 et 1820, bien qu'essentielles, n'ont pas totalement chamboulé ce pays. Dans ces conditions, comment, concrètement, l'Angleterre, entre 1760 et 1820, aurait-elle pu «exporter», dans l'une de ses colonies, une nouvelle dynamique capitaliste susceptible de provoquer une «rupture» des structures économi-

<sup>57</sup> Fernand Braudel, *op. cit.*, 494.

<sup>58</sup> François Caron, «La Grande-Bretagne vers 1815-1850», in Pierre Léon, dir., *op. cit.*, 3: 385-452.

<sup>59</sup> Roland Marx, *La révolution industrielle en Grande-Bretagne* (Paris, Armand Colin, 1970), 231.

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> François Bédarida, *op. cit.*, 27.

ques, lorsqu'elle-même ne traverse qu'à partir de 1820 seulement et jusqu'en 1850, la phase cruciale qui la propulse dans le monde industriel? Certes, l'Angleterre de la fin du 18<sup>e</sup> siècle possède, par rapport à son concurrent d'outre-Manche, une certaine avance sur le plan économique, même s'il est difficile de préciser à quel degré une différence est significative entre ces deux pays<sup>62</sup>. Mais en laissant entendre que l'Angleterre des années 1760-1780 bouillonnait d'une effervescence industrielle qui s'est en fait réalisée presque un demi-siècle plus tard, on commet un anachronisme qui ne fait guère avancer l'interprétation de la Conquête. Ici, comme dans le cas de la question paysanne, il n'y a aucune preuve que les événements de 1760 aient amené une transformation majeure des structures économiques de l'ancienne Nouvelle-France. Plusieurs auteurs, pourtant rarement associés (Paquet et Wallot, Ouellet et Hamelin)<sup>63</sup>, ont soutenu que le mercantilisme est demeuré après la Conquête le cadre économique de cette colonie perdue dans la vallée du Saint-Laurent avec, comme principale base d'accumulation du capital marchand jusqu'au début du 19<sup>e</sup> siècle, le commerce des fourrures. Comment aurait-il pu en être autrement? Il n'y a rien dans les articles de Gérald Bernier et de Ta Van qui nous permette d'en douter.

### C - Les révolutions anglaises et la Révolution américaine

Pour terminer, il est deux points sur lesquels nous voudrions faire quelques brèves remarques. D'abord, le rôle joué par l'aristocratie foncière anglaise pendant la révolution industrielle. Nous avons vu qu'outre la «dépossession de la petite paysannerie», l'autre facteur essentiel de la transition du féodalisme au capitalisme en Angleterre aurait été la

<sup>62</sup> Pierre Léon, «L'élan industriel et commercial», in Fernand Braudel et Ernest Labrousse, dir., *Histoire économique et sociale de la France* (Paris, Presses universitaires de France, 1970), 2: 499-524; François Crouzet, «Angleterre et France au 18<sup>e</sup> siècle. Essai d'analyse comparée de deux croissances économiques», *op. cit.* Selon les calculs présentés dans ces articles, les croissances industrielle et commerciale de la France entre 1720 et 1780 étaient légèrement supérieures à celles de l'Angleterre. L'agressivité des marchands français de cette époque, particulièrement sur le continent où ils supplantèrent sur presque tous les marchés leurs concurrents anglais, la réussite de l'industrie sucrière française des Antilles et celle de la soie ont, entre autres, contribué au «rattrapage» de la France. Malgré cet élan, le retard contracté par la France au 17<sup>e</sup> siècle ne fut pas, selon François Crouzet, complètement rattrapé. Il faut aussi tenir compte du fait que la France du 18<sup>e</sup> siècle était un pays beaucoup plus habité (de 20 à 26 millions entre 1720 et 1780) que l'Angleterre (de 5 à 8 millions pour les mêmes années) et aux contrastes régionaux plus marqués. D'ailleurs, il est intéressant de constater qu'au départ la révolution industrielle en Angleterre a été un phénomène régional. Enfin, il est possible que la Révolution de 1789 et les guerres à partir de 1792 aient ralenti l'élan économique de la France au 18<sup>e</sup> siècle, bien que le débat sur ce sujet reste entier; voir Hubert Bonin, «La Révolution française a-t-elle bloqué la croissance économique?», *L'histoire*, 77 (avril 1985): 98-100.

<sup>63</sup> Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, «Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique du Québec: une hypothèse», *RHAF*, 35,4 (mars 1982): 500-501. Fernand Ouellet, dans son *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850* (Montréal, Fides, 1971), 1: 13: «L'annexion du Canada à l'empire britannique ne signifiait pourtant pas une révolution susceptible de modifier profondément et en peu de temps son rôle dans l'économie impériale. En Angleterre comme en France, le système mercantiliste était bien vivant.»

victoire lors des révolutions du 17<sup>e</sup> siècle d'une «fraction capitaliste foncière et marchande porteuse de l'avenir du capitalisme anglais». Dominante aussi bien dans l'historiographie marxiste que dans l'historiographie libérale, cette proposition n'est aucunement fondée. La «fraction capitaliste foncière et marchande» n'a joué aucun rôle direct dans les changements économiques de la fin du 18<sup>e</sup> siècle.

Si l'aristocratie a participé indirectement à la révolution industrielle par la construction de routes et de canaux, dans l'ensemble, les pionniers de l'industrie moderne en Angleterre furent des gens des *classes moyennes*, artisans de la métallurgie, comme certains maîtres de forge, ou des yeomen devenus industriels. «Les capitaux qui permirent la création de la grande industrie vinrent en bonne partie de l'industrie elle-même.»<sup>64</sup>

Dans l'industrie textile, les aristocrates furent absents, hormis quelques exceptions que des historiens ont montées en épingle. Les premières filatures «modernes» de l'industrie cotonnière ont été mises sur pied par de petits entrepreneurs, très souvent des artisans habiles et ambitieux. Au départ, ils furent avantagés par le bas niveau de capital fixe requis soit pour l'achat ou la location de machines à filer facilement adaptables et bon marché, soit pour l'utilisation de locaux rudimentaires où l'on pouvait entasser quelques dizaines de travailleurs. Les taux de profit par contre étaient excellents: «de l'ordre de 20% du capital engagé, dans les bonnes années, 30% chez McConnell et Kennedy, fileurs à Manchester de 1795 à 1810.»<sup>65</sup> Robert Owen a commencé de cette façon.

En ce qui concerne l'industrie du charbon, le cas des *landlords* du Pays de Galles montre qu'ils préféraient louer leurs mines à des entrepreneurs, surtout après 1750. En effet, à partir de cette date, les grands propriétaires ont investi dans les enclosures et les nouvelles techniques agricoles. Pas dans l'industrie<sup>66</sup>.

Quant aux très riches négociants, les nababs des Indes orientales, les propriétaires de plantations antillaises et les «West India merchants», leurs fortunes furent surtout consacrées à l'achat de domaines fonciers dans la métropole ou en prêts hypothécaires aux planteurs. Certes, les entrepreneurs manufacturiers bénéficièrent de l'infrastructure du commerce extérieur. Mais il n'y eut pas de transfert massif du grand négoce vers l'industrie «moderne»<sup>67</sup> au moment de la révolution industrielle.

<sup>64</sup> François Crouzet, «La formation du capital en Grande-Bretagne pendant la révolution industrielle», in *Deuxième conférence internationale d'histoire économique, Aix-en-Provence, 1962* (Paris, Mouton, 1964), 598.

<sup>65</sup> Louis Bergeron, «La révolution industrielle...», *op. cit.*, 331.

<sup>66</sup> François Crouzet, «Agriculture et révolution industrielle...», *op. cit.*, 72.

<sup>67</sup> François Crouzet, «La formation du capital...», *op. cit.*, 606-607.

Au contraire de certaines idées reçues, le seul transfert significatif de capitaux, entre 1760 et 1820, s'effectua de l'industrie vers la propriété foncière. Sitôt enrichis, les nouveaux industriels, comme Sir Richard Arkwright, Mathew Boulton et Simon Whitebread<sup>68</sup> se sont empressés d'acheter des grands domaines et d'entrer dans le monde très sélect de l'aristocratie foncière.

Car il ne faudrait pas exagérer le caractère «démocratique» des révolutions du 17<sup>e</sup> siècle en Angleterre. Après 1688, la classe dirigeante anglaise demeure la haute noblesse ou «nobility», composée d'environ 300 familles: ducs de Devonshire, de Norfolk, de Bedford, de Rutland, de Newcastle; comtes de Derby, de Durham, etc. Vient ensuite la petite noblesse ou «gentry»: 3 000 familles. Quelques bourgeois, banquiers, grands négociants, se grefferont à cette aristocratie. Il n'en sera pas autrement au 18<sup>e</sup> siècle, ni pendant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle<sup>69</sup>. Dans cette Angleterre des années 1760-1850, se trouve au faite de la pyramide sociale une classe de rentiers qui tire l'essentiel de sa richesse de l'exploitation de grands domaines fonciers confiés à des fermiers efficaces et qui profite d'institutions politiques et juridiques taillées sur mesure pour elle. Même le «Great Reform Bill» de 1832, qui fit passer le nombre des électeurs de 440 000 à 717 000, laissa presque intacte la prépondérance de l'oligarchie. «The county families that sent MPs to Westminster in 1865 would have been familiar to George III in 1765, though their members wore top hats and trousers instead of cocked hats and breeches and travelled by train instead of coach.»<sup>70</sup> De plus, les *squires* conserveront «en étroite alliance de fait et de droit avec les ministres de l'Église anglicane, des pouvoirs d'administration, de justice et de police, tout comme les «junkers» prussiens, jusqu'à la fin du [19<sup>e</sup>] siècle. Il faut attendre 1888 dans les villes, 1894 dans les campagnes, pour que des conseils élus remplacent les vieilles institutions nobiliaires»<sup>71</sup>.

<sup>68</sup> *Ibid.*, 603, 606. R. Arkwright (1732-1792). Inventeur d'une «mule jenny» perfectionnée, machine semi-mécanique à filer le coton. Fait chevalier en 1787. Voir André Parreaux, *La société anglaise de 1760 à 1810* (Paris, Presses universitaires de France, 1966), 12-13.

<sup>69</sup> Les chiffres provenant des évaluations de la société anglaise dans les fameuses «social tables» de Gregory King (1688), Joseph Massie (1759) et Patrick Colquhoun (1801-1803 et 1812) montrent bien cette permanence d'une aristocratie prospère. Les analyses récentes de ces chiffres, si elles modifient les estimations trop pessimistes de King sur le nombre de pauvres en 1688, confirment le maintien de l'oligarchie. Voir Peter H. Lindert et Jeffrey Williamson, «Revising England's Social Tables 1688-1812», *Explorations in Economic History*, 19,4 (October 1982): 385-408.

<sup>70</sup> Norman Gash, *Aristocracy and People, Britain 1815-1865* (Londres, Arnold, coll. «The New History of England», 1979), 347.

<sup>71</sup> Yves Lequin, «La résistance des aristocraties», in Pierre Léon, dir., *Histoire économique et sociale du monde* (Paris, Armand Colin, 1978), tome 4: *La domination du capitalisme*, 314. Voir également. Arno Mayer, *La persistance de l'Ancien Régime* (Paris, Flammarion, 1983), 11-22 et 151-163, et. W. L. Guttsman, *The British Political Elite* (Londres, McGibbon, 1965), 34-60.

En somme, la révolution industrielle n'a pas détruit dans l'immédiat les pouvoirs sociaux et politiques de la noblesse anglaise. Bien sûr, les années 1820-1850 furent marquées par l'émergence de phénomènes comme la pénétration du marché, la stabilisation de la monnaie, l'adoption du credo libre-échangiste et du laisser-faire tempérés par des interventions pragmatiques qui firent de l'Angleterre le moule de l'ordre économique libéral, avant même que le triomphe de la grande industrie ne soit complet<sup>72</sup>. Il est incontestable que la bourgeoisie industrielle marqua des points importants lorsqu'en 1846, le ministre Peel abrogea les «Corn Laws», répondant ainsi aux vœux de l'«Anti-Corn-Law-League» de Richard Cobden. Mais une partie de l'aristocratie, à l'instar du comte Russell (père du «Reform Bill» de 1832) et de Sir Robert Peel, avait très bien compris que le maintien de ses prérogatives était lié à une subtile adaptation au changement. Et il a fallu la crise agricole des années 1875-1895 pour assister à un net affaiblissement économique de l'aristocratie et, du coup, à son véritable recul social et politique. Symboles de ce phénomène, Lloyd George fut, en 1905, le premier homme du peuple à siéger au gouvernement, alors que Herbert H. Asquith devint, en 1908, le premier politicien non-noble à être élu premier ministre sans avoir été coopté par la noblesse, comme le fut Disraéli.

L'idée selon laquelle l'Angleterre de Tom Jones et de Barry Lindon serait issue des révolutions «bourgeoises» du 17<sup>e</sup> siècle n'est donc pas recevable. Pas plus, d'ailleurs, que les explications de Gérard Bernier et de Ta Van sur le comportement des marchands britanniques qui s'installèrent à Montréal et à Québec après 1760. Loin de répondre à une logique capitaliste souterraine conduisant à «l'expropriation de la paysannerie», leur empressement à acquérir des seigneuries correspondait plus vraisemblablement à la logique d'une société métropolitaine dominée par la noblesse.

Ce dernier aspect avait pourtant été mis à jour par Pierre Tousignant<sup>73</sup>. Et, récemment, Jean-Marie Fecteau a bien montré que le modèle de régulation sociale installé par l'Angleterre au Canada après la Conquête n'était pas celui d'une société bourgeoise<sup>74</sup>.

Par ailleurs, il est curieux que l'on puisse disserter ad nauseam des relations économiques entre l'Angleterre et la «Old Province of Quebec» à la charnière du 18<sup>e</sup> et du 19<sup>e</sup> siècles sans mentionner une seule fois l'existence des Treize colonies américaines. Pourtant, s'il y eut après la Conquête un événement susceptible de provoquer un change-

<sup>72</sup> Karl Polanyi, *The Great Transformation* (Boston, Beacon Press, 1957), 320 p.

<sup>73</sup> Pierre Tousignant, «Problématique pour une nouvelle approche de la Constitution de 1791», *RHAF*, 27,2 (septembre 1973): 181-234.

<sup>74</sup> Jean-Marie Fecteau, «Régulation sociale et répression de la déviance au Bas-Canada au tournant du 19<sup>e</sup> siècle (1791-1815)», *RHAF*, 38,4 (printemps 1985): 499-521.

ment radical de l'économie, ce fut bien la Guerre d'Indépendance américaine.

Dans la lutte qui opposa, très rapidement après leur arrivée au Canada, les «Montrealers» aux Bostoniens, les premiers poursuivaient un objectif fondamental: faire du fleuve, au détriment de la façade atlantique, le centre commercial de l'Amérique du Nord. Les Todd, Frobisher, Henry, Peter Pond, Paterson, Grant, McTavish, McGill, etc. ont rêvé d'un tel empire commercial<sup>75</sup>. La Révolution américaine aurait dû être l'occasion unique de distancer les concurrents de la Nouvelle-Angleterre. Il n'en fut rien. Au contraire. Par la signature du traité de Versailles (1783), les négociateurs britanniques, en retour d'une liberté commerciale entre les deux pays très avantageuse pour l'Angleterre, consentirent aux Américains le tracé d'une frontière qui leur concédait tout le bassin sud des Grands Lacs qu'ils n'avaient pourtant jamais conquis militairement. L'unité géographique du commerce des fourrures, qui avait Montréal comme point de départ, était ainsi détruite. Le traité de Jay (1794), en confirmant les frontières de 1783, brisa les espoirs des marchands montréalais. Ainsi, la Grande-Bretagne, en fonction d'une logique certes impérialiste, mais aux rouages différents de ceux décrits par Gérald Bernier et Ta Van<sup>76</sup>, porta des coups très préjudiciables aux intérêts économiques canadiens.

En s'assurant de liens d'échanges commerciaux avec les États-Unis, les diplomates britanniques protégeaient le marché extérieur le plus important de leur pays. Les États-Unis absorbaient 37% des produits fabriqués et exportés par l'Angleterre en 1772, 57% en 1797<sup>77</sup>. Avec leurs 3 734 000 habitants en 1790, les Américains furent les principaux clients des Anglais et ils le restèrent encore un certain temps, tout en fournissant des matières premières aussi indispensables que le coton. On comprend alors que les réclamations des «Montrealers» ne furent pas entendues, ni en 1783, ni en 1794, ni en 1815. De même, un demi-siècle plus tard, lorsque le ministère Peel, malgré la vive opposition d'une partie de l'aristocratie, adopta le libre-échange à partir de 1846, créant ainsi une véritable rupture structurelle, les descendants de la première génération de marchands montréalais anglophones n'eurent pas plus de succès, les problèmes de la colonie étant de peu de poids face aux intérêts économiques supérieurs de la Grande-Bretagne. La suite est bien connue: manifeste annexionniste (1849), réciprocité avec

<sup>75</sup> Donald Creighton, *The Empire of the St-Lawrence* (Toronto, MacMillan, 1956), 440 p.

<sup>76</sup> Gérald Bernier et Ta Van montrent que la Grande-Bretagne «plus capitaliste» a suscité l'avènement de la «phase commerciale» et freiné l'émergence de la «phase industrielle». Mais, concrètement, les intérêts diplomatiques et économiques de la Grande-Bretagne l'ont conduit à réduire l'élan de la «phase commerciale» telle qu'envisagée par les marchands montréalais.

<sup>77</sup> P. J. Cain et A. G. Hopkins, «The Political Economy of British Expansion Overseas, 1750-1914», *Economic History Review*, 33,4 (1282 November 1980): 463-490.

les Américains (1854), refus américain de reconduire ce traité de réciprocité, Confédération.

### CONCLUSION

En se référant aux philosophes de l'histoire du début du 20<sup>e</sup> siècle, René Rémond eut ce commentaire:

Des mauvaises langues insinueraient que les philosophes de l'histoire sont d'autant plus libres d'échafauder leurs synthèses et de proposer des interprétations synthétiques et unitaires de l'évolution historique qu'ils ne sont pas le moins du monde embarrassés par une connaissance de l'histoire sur laquelle ils exercent leur activité spéculative. A eux les larges horizons, les synthèses audacieuses, les raccourcis saisissants.<sup>78</sup>

Méfiant à l'endroit de ces «raccourcis saisissants», les historiens ont peut-être trop tendance à verser dans l'excès contraire. Or, «pas de théorie, pas d'histoire», professait Werner Sombart. Mais nous avons vu dans quel obscurantisme nous plongent les révélations des «lois de l'histoire» qui se manifestent par des phénomènes imaginaires et des anachronismes.

Tel que posé dans les articles que nous avons étudiés, le problème de la transition du féodalisme au capitalisme apparaît comme une comparaison de gros sabots qui ne laisse guère de place à l'appréhension de dynamiques économiques, sociales et politiques très complexes. Ce qui n'est pas du «féodalisme» fait partie intégrante du seul «vrai» capitalisme, celui de la «grande industrie», et ce qui n'est pas du capitalisme industriel est «féodal», ce mot étant manifestement entendu chez ces auteurs au sens d'une «grande noirceur» politique et sociale. De plus, selon la théorie, le passage d'un mode de production à un autre s'expliquerait par le fait qu'à un certain moment, la poussée des forces productives est telle qu'elle conduit à l'éclatement des rapports sociaux de production et, surtout, à l'émergence d'une nouvelle classe dominante correspondant au nouveau mode de production. Mais en Angleterre, entre 1780 et 1850, des changements économiques fondamentaux se produisirent et pourtant l'aristocratie resta puissante jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Comment alors rendre compte théoriquement de cette Angleterre du 19<sup>e</sup> siècle? Car même si l'Angleterre des années 1780-1850 est toujours dominée par une classe qui tire sa richesse de l'exploitation du travail de la terre, même si la grande industrie, malgré les mutations économiques de cette période, n'y est pas encore tout à fait la norme généralisée, cette Angleterre est-elle pour autant «féodale»? Et les activités de John Richardson, grand bourgeois montréalais, l'un

<sup>78</sup> René Rémond, cité dans, Maurice Lagoux, *Cours de philosophie de l'histoire*, Université de Montréal, 1967, texte photocopié, 6.

des fondateurs de la Banque de Montréal (1817) et des promoteurs du canal de Lachine (1824), sans relever du capitalisme de la grande industrie, sont-elles nécessairement «féodales»? En fait, ce que l'on qualifie lapidairement de «phase transitoire» pourrait recouvrir des particularités essentielles qu'une approche théorique fondée sur une succession simpliste de modes de production ne peut saisir.

A remarquer également les imprécisions au coeur même de l'argumentation. On nous apprend en effet que l'histoire du Canada est marquée entre 1760 et 1850 d'un «double procès de transition»: celui du féodalisme au capitalisme et à l'intérieur de ce dernier, celui de la «phase marchande» à la «phase industrielle». Mais plus loin, il est affirmé que le capitalisme marchand relève *toujours* du féodalisme et que le «vrai» capitalisme apparaît avec la grande industrie. Que signifie alors exactement cette notion de «transition», l'apparition du «vrai» capitalisme ne pouvant être que soudaine puisque tout ce qui la précède est défini comme «féodal»?

Dans sa rigoureuse critique des théories de Marx sur la révolution agricole en Angleterre, Kins Collins a écrit: «Proof of the falsity of the theory is not based on Marx's having used false statements to construct it, but rather solely on the fact that after the theory was constructed, false statements were derived from it.»<sup>79</sup> Voilà sans doute le plus grave danger des contributions de certains politicologues.

Enfin, si la Conquête n'a pas provoqué de rupture immédiate des structures économiques, elle reste l'événement à partir duquel prend racine la question nationale. Un modèle théorique devrait donc être *construit* de façon à intégrer une telle spécificité et l'interaction des différentes dimensions d'une société. En somme, si le questionnement de l'ensemble est indispensable, il doit éviter les explications trop centrées sur un seul facteur, se méfier de l'application mécanique d'une vision téléologique de l'histoire et tenir compte des travaux des historiens.

<sup>79</sup> Kins Collins, *op. cit.*, 368.

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

## NOTE DE RECHERCHE

### FAMILLE, PARENTÉ ET COLONISATION EN NOUVELLE-FRANCE<sup>1</sup>

YVES BEAUREGARD  
SERGE GOUDREAU  
ANDRÉE HÉROUX  
MICHELE JEAN  
RÉNALD LESSARD  
JOHANNE NOEL  
LUCIE PAQUET  
*Université Laval*  
ALAIN LABERGE  
*Université York*

#### INTRODUCTION

La connaissance des sociétés pré-industrielles s'est considérablement élargie depuis plusieurs années grâce aux recherches sur les structures familiales et le rôle de la parenté. Il n'est plus possible aujourd'hui de tenter d'appréhender la réalité sociale passée sans reconnaître à la famille une place et une force hautement déterminante dans les pratiques sociales.

En Nouvelle-France, l'intérêt de ces questions réside surtout dans l'évaluation de la nature et de la fonction de la famille et de la parenté dans un contexte de faible densité démographique. Cette adaptation à un milieu neuf contraste avec l'occupation des terroirs pleins d'Europe où ont été réalisées les premières études sur la famille. L'immigrant français, issu d'une société où la tradition familiale s'exerce depuis des générations, se retrouve dans un environnement physique et social différent. Les ajustements et les évolutions découlant de cette situation représentent autant de pistes de recherche.

Pour sa part, notre groupe de recherche s'est penché sur la formation de nouvelles communautés sous le Régime français. La synthèse de ces recherches nous permet dans un premier temps de tracer un portrait du migrant basé sur une série de données démographiques. En second lieu, nous étudions l'importance des liens familiaux dans le

<sup>1</sup> Le présent texte a fait l'objet de communications au Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, le 20 octobre 1984 et à celui de la French Colonial Historical Society, le 10 mai 1985. Nous tenons à remercier Jacques Mathieu, professeur au département d'histoire de l'Université Laval et directeur du CELAT. Tout au long de notre démarche, sa disponibilité, son appui et ses avis judicieux ont été d'un précieux secours.

processus d'enracinement de l'arrivant. Cette synthèse constitue un apport nouveau à l'histoire de la colonisation à l'époque de la Nouvelle-France.

### ***1 - LES AIRES D'OBSERVATION***

Le choix des aires d'observation repose uniquement sur les intérêts de recherche des participants, si bien que l'origine informelle et volontaire de notre groupe a produit certains déséquilibres. Par exemple, on ne retrouve qu'une seule seigneurie du gouvernement de Montréal (Chambly) et aucune du gouvernement de Trois-Rivières. De même, les seigneuries dont l'observation débute dans le dernier quart du 17<sup>e</sup> siècle sont les plus nombreuses dans notre échantillon.

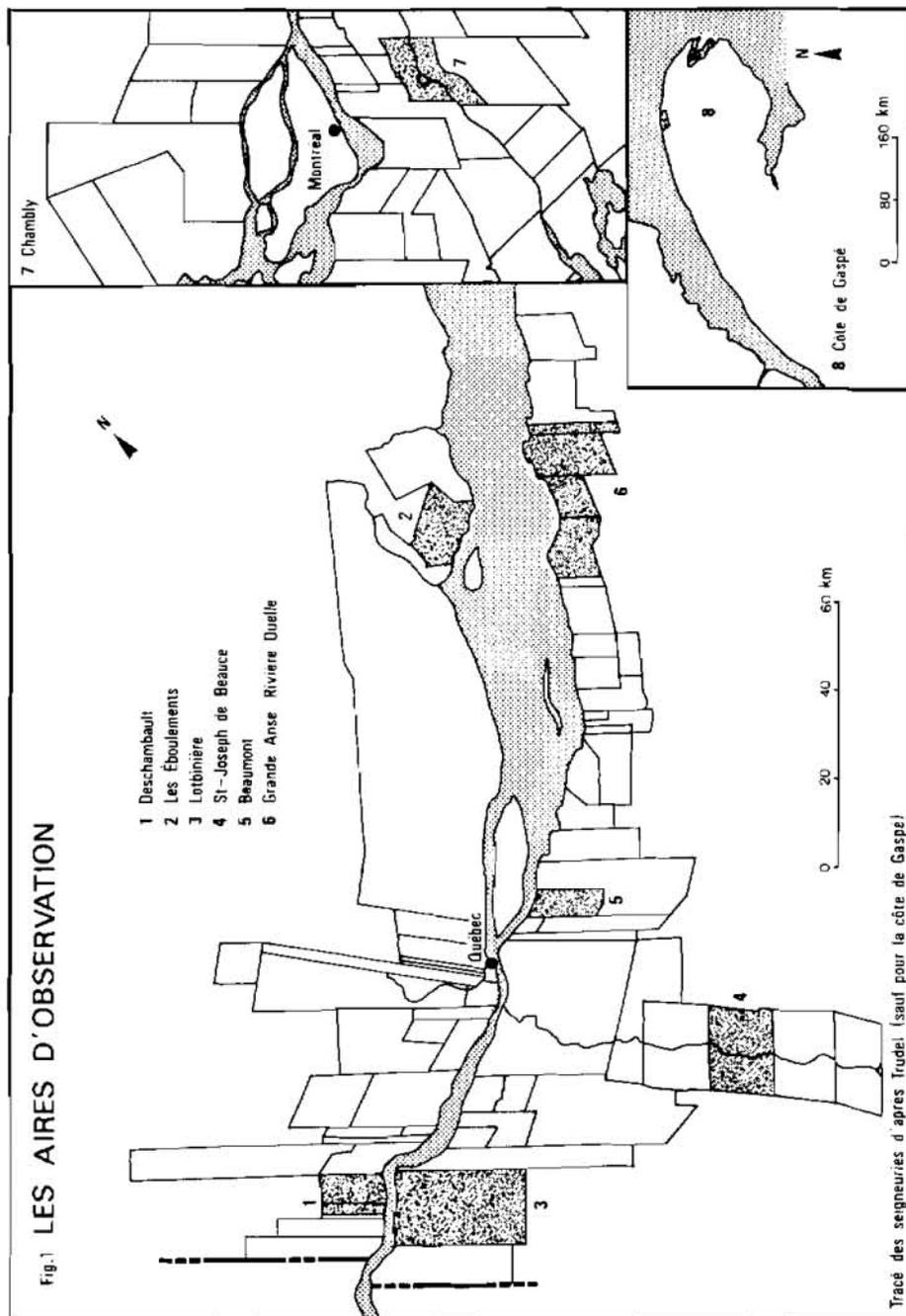
**TABLEAU 1**  
**Les aires d'observation<sup>2</sup>**

Seigneuries	Appellation retenue	Dates d'observation
Beaumont	Beaumont	1672-1709
Chambly	Chambly	1668-1694
Deschambault/Lachevrotière	Deschambault	1674-1725
Les Éboulements	Les Éboulements	1709-1729
Côte de Gaspé	Gaspé	1750-1760
Lotbinière	Lotbinière	1672-1709
Aulnaies/Pocatière/ Rivière-Ouelle	Rivière-Ouelle	1672-1704
Fleury	St-Joseph	1737-1747

Ces seigneuries évoquent des contextes de peuplement variés tant par le milieu, le temps, les types, les conditions et les rythmes d'établissement. En somme, elles reflètent les étapes et les différentes formes de pénétration du territoire laurentien.

Deschambault et les seigneuries de la rive sud (Lotbinière, Beaumont et la région de Rivière-Ouelle) reçoivent leurs premiers arrivants dans les dernières décennies du 17<sup>e</sup> siècle alors qu'elles absorbent le surplus de population que ne peuvent retenir les zones de colonisation plus anciennes. Dans certains cas bien précis, comme à Beaumont et à Rivière-Ouelle, la présence du seigneur sur les lieux, dès le début, garantit une certaine avance dans le peuplement. Mais dans l'ensemble, on sent bien la cadence irrégulière des arrivées comme en font foi les

<sup>2</sup> Voir la figure 1.



périodes d'observation d'au moins trente ans nécessaires à la composition de corpus assez larges.

A la même époque, mais pour des raisons qui tiennent davantage à la sécurité de la colonie, la seigneurie de Chambly est concédée et les autorités tentent d'y fixer des soldats licenciés. Dans cette communauté frontalière, les arrivées comme les départs se font en vagues successives selon les périodes de paix ou de guerre. Le type particulier des colons et les conditions précaires de leur établissement entraînent l'instabilité du peuplement de Chambly pendant tout le 17<sup>e</sup> siècle.

Au 18<sup>e</sup> siècle, dans une conjoncture de croissance démographique rapide, l'avancée se poursuit et touche des zones excentriques comme la Beauce et Charlevoix. Dans la seigneurie de Fleury (Saint-Joseph-de-Beauce), le seigneur Joseph Fleury de la Gorgendière voit promptement à la mise en place d'infrastructures favorisant l'implantation des censitaires. Ceux-ci viennent nombreux et en l'espace d'une dizaine d'années, la population de la seigneurie de Fleury atteint un niveau fort respectable. Il en va tout autrement aux Éboulements alors que les fils et les filles du seigneur Pierre Tremblay monopolisent l'espace seigneurial dès le départ, instituant du même coup un type de peuplement très fermé à l'étranger. Les migrants y seront donc en petit nombre.

Enfin, les seigneuries de la côte de Gaspé représentent une région où l'exploitation d'une ressource particulière, la pêche, détermine le caractère saisonnier des migrations. Dans ce sens, les communautés de pêcheurs de Gaspésie sont évidemment bien différentes de celles de autres aires d'observation où prédomine l'agriculture. Cependant, dans le cadre de la présente étude, le cas de la côte de Gaspé est une occasion de considérer l'influence des liens familiaux sur un type de migration qui semble attirer de plus en plus de gens à la fin du Régime français<sup>3</sup>.

Le nombre et la diversité des aires d'observation nous ont incités à élaborer une méthodologie rigoureuse qu'il convient d'exposer brièvement afin de bien comprendre l'usage et la signification de plusieurs termes employés par la suite.

## 2 - LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Il était impératif au départ de relever le plus exactement possible le nombre de personnes ayant migré dans l'une ou l'autre des aires d'observation retenues. A cet égard, les registres d'état civil et les greffes de notaires ont constitué les principaux instruments de repérage. Nous avons complété au besoin par d'autres sources comme le recensement

<sup>3</sup> Le corpus utilisé pour Gaspé n'inclut que les individus qui s'engagent devant un notaire du gouvernement de Québec. Les pêcheurs engagés en Europe ne sont pas retenus aux fins de l'étude.

de 1681, la carte de Gédéon de Catalogne, des procès-verbaux d'arpentage et des aveux et dénombrements.

Ces documents nous ont servi à identifier les arrivants à partir des évidences d'établissement. Si des mentions fréquentes dans les registres d'état civil d'une paroisse ou l'acquisition d'une terre dans le même lieu constituaient de bons indices, elles devaient dans la mesure du possible être corroborées par une mention formelle de résidence. Tous les détenteurs de censives n'ont donc pas été considérés comme arrivants mais uniquement ceux qui, pour reprendre l'expression du temps, ont tenu feu et lieu.

On définit comme arrivant chacun des conjoints d'un couple marié, les veufs et les veuves, tout en excluant leurs enfants, même ceux en âge de s'établir. Les célibataires venus sans ou après leurs parents et les conjoints que des résidents iront chercher en dehors de l'aire d'observation sont également considérés comme des arrivants. Au total, notre corpus s'est composé de 608 arrivants.

Chacun des arrivants a fait l'objet d'une fiche signalétique contenant d'abord des renseignements permettant de dresser son portrait, soit: le nom, la date d'arrivée, le sexe, l'âge, le statut matrimonial, l'ancienneté du mariage et le nombre d'enfants à l'arrivée, le lieu de naissance et la provenance.

Viennent ensuite les données relatives aux liens familiaux. Nous avons privilégié trois situations de parenté. La première, la parenté à l'arrivée, s'applique à un groupe d'arrivants parents entre eux et venus investir un espace ensemble. Elle concerne également un arrivant qui va rejoindre un ou des parents déjà sur place. La deuxième situation, la parenté attirée, est simplement le pendant de ce dernier cas et se rapporte au(x) parent(s) en question. Troisièmement, il y a la parenté créée qui consiste en la formation de liens de parenté entre les résidants et qu'on retrouve exclusivement par le biais des mariages et des remariages.

Enfin, après un suivi de chacun des arrivants, nous avons pu déterminer la permanence ou non de leur établissement. L'acte de sépulture est évidemment la meilleure preuve d'une installation permanente dans la communauté. Cela implique toutefois que des arrivants qui meurent peu de temps après leur arrivée se trouvent classés comme étant permanents tandis que d'autres arrivants qui repartent même plusieurs années après leur venue se rangent dans la catégorie des migrants temporaires.

Un tel cadre méthodologique n'élimine cependant pas les difficultés rattachées à l'état de la documentation utilisée. Des registres paroissiaux manquants et des concessions de terre ou des transactions sous seing privé disparues peuvent cacher des arrivants, nécessairement tem-

poraires dans ce cas, qui n'auraient pas laissé d'autres traces de leur passage. Malgré cela, nous avons la conviction que notre corpus rejoint la très grande majorité des arrivants.

### 3 - LE PORTRAIT DE L'ARRIVANT

Diverses stratégies de peuplement caractérisent l'appropriation du territoire laurentien. Les paroisses agricoles situées à proximité des anciennes zones de colonisation se distinguent nettement de Chambly et de Gaspé. En conséquence, le portrait du migrant sera sensiblement différent à l'intérieur des communautés rurales de ce qu'il est dans des lieux marqués par le caractère saisonnier ou temporaire de l'établissement.

Tracer un profil général de l'arrivant constitue une étape essentielle. A cette fin, nous avons retenu les caractéristiques suivantes: lieu de naissance, âge à l'arrivée et statut matrimonial.

Le tableau 2 nous permet de constater que plus de la moitié des arrivants sont des Canadiens de naissance.

**TABLEAU 2**  
Lieu de naissance de l'arrivant, par aire d'observation

Aire d'observation	Lieu de naissance							
	Extérieur colonie		Canada		Indéterminé		Ensemble	
	n.a.	%	n.a.	%	n.a.	%	n.a.	%
Beaumont	50	41	65	53	8	6	123	100
Chambly	51	69	5	7	18	24	74	100
Deschambault	21	22	71	73	5	5	97	100
Les Éboulements	1	3	31	97	0	0	32	100
Gaspé	29	58	21	42	0	0	50	100
Lotbinière	25	55	16	36	4	9	45	100
Rivière-Ouelle	43	41	54	52	7	7	104	100
St-Joseph Beauce	17	20	54	65	12	15	83	100
Ensemble	237	39	317	52	54	9	608	100

n.a. : nombre absolu

Les proportions obtenues varient toutefois considérablement d'une communauté à l'autre. En effet, nous observons à Chambly et sur la côte de Gaspé un grand nombre de gens natifs de l'extérieur de la colonie.

Cette situation s'explique aisément. Le développement initial de Chambly repose sur un fort contingent d'immigrants recrutés dans les différentes compagnies du régiment de Carignan. Quant à la côte de Gaspé, l'engagement collectif de pêcheurs du pays basque et de la Normandie y prend une importance insoupçonnée jusqu'alors.

Nous constatons également que les communautés qui se développent au 17<sup>e</sup> siècle comptent un nombre sensible d'immigrants français. Lotbinière, Beaumont et Rivière-Ouelle ont profité de l'immigration française du dernier tiers du 17<sup>e</sup> siècle. D'autre part, Deschambault, les Éboulements et St-Joseph doivent une grande part de leur développement à la croissance naturelle des anciennes zones de colonisation. En somme, ces communautés réfèrent à des modes de peuplement diversifiés qui n'excluent pas certaines similarités.

Dans chacune de ces communautés, il semble que le phénomène migratoire touche particulièrement les jeunes adultes (tableau 3). Toutefois, un nombre passablement important de personnes plus âgées apparaissent également comme migrants. Par groupes quinquennaux d'âges, la distribution des arrivants est la suivante pour chacune des aires d'observation:

**TABLEAU 3**  
Distribution des arrivants par groupes quinquennaux d'âges  
et par aire d'observation

Aire d'observation	Groupes d'âges						Ind.	Ensemble
	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40 + ans		
Beaumont	10	23	20	17	18	27	8	123
Chambly	6	14	11	9	0	9	25	74
Deschambault	4	19	24	9	13	20	8	97
Les Éboulements	3	9	12	4	0	2	2	32
Gaspé	3	8	8	6	4	3	18	50
Lotbinière	6	6	3	9	6	13	2	45
Rivière-Ouelle	10	22	21	18	11	16	6	104
St-Joseph de Beauce	5	17	21	9	4	15	12	83
Ensemble								
nombre absolu	47	118	120	81	56	105	81	608
nombre relatif (%)	9	22	23	15	11	20	—	100

Les migrants se répartissent donc dans un éventail très large des tranches d'âges. On y retrouve un bon nombre de jeunes adultes (54%

ont moins de 30 ans) mais signalons que 20% des arrivants ont plus de 40 ans. Il semble donc, en matière d'âge à l'arrivée, que le portrait du migrant soit tout de même assez diversifié. Il sera d'ailleurs révélateur de distinguer les migrants en fonction de leur état matrimonial à l'arrivée (tableau 4).

**TABLEAU 4**  
**État matrimonial de l'arrivant, par aire d'observation**

Aire d'observation	État matrimonial							
	Mariés(es)		Célibataires		Veufs(ves)		Ensemble	
	n.a.	%	n.a.	%	n.a.	%	n.a.	%
Beaumont	94	78	21	18	5	4	120	100
Chambly	16	25	47	73	1	2	64	100
Deschambault	71	76	19	20	4	4	94	100
Les Éboulements	26	81	6	19	0	0	32	100
Gaspé	22	44	28	56	0	0	50	100
Lotbinière	35	78	10	22	0	0	45	100
Rivière-Ouelle	75	72	25	24	4	4	104	100
St-Joseph Beauce	53	64	30	36	0	0	83	100
Ensemble	392	66	186	32	14	2	592*	100

\* 16 indéterminés n.a.: nombre absolu

Le peuplement de la majorité de ces communautés se réalise par la venue de gens mariés. En effet, 66% des arrivants sont déjà mariés lors de leur installation. Toutefois, Chambly et Gaspé se distinguent nettement des six autres aires d'observation. A Chambly, on retrouve un modèle particulier de peuplement basé sur l'arrivée massive de célibataires qui devront chercher leur conjointe à l'extérieur. A Gaspé, des préoccupations d'ordre économique prédominent car le peuplement est surtout formé d'hommes célibataires qui pour la majorité ne s'établissent que le temps d'une saison de pêche.

Dans les six autres communautés, il se révèle une constante pour le moins intéressante. Le couple joue un rôle de premier plan dans le mouvement colonisateur. En effet, 74% de ceux-ci sont déjà mariés à leur arrivée. Le migrant célibataire, principalement de sexe masculin et relativement jeune (69% ont moins de 30 ans), constitue donc un groupe qui se fondera à une communauté composée principalement de couples. Il devient essentiel de procéder à une description détaillée de ce couple migrant. A cette fin, nous avons retenu deux caractéristiques

principales: la durée du mariage ainsi que le nombre d'enfants du couple lors de son arrivée.

Dans le premier cas (tableau 5), 36% des couples sont mariés depuis moins de 5 ans alors que les couples avec 10 ans et plus de mariage apparaissent dans une proportion similaire (40%). Il semble donc que les couples mariés depuis de nombreuses années affichent une mobilité pour le moins surprenante. En conséquence, ces couples se déplacent vraisemblablement avec des enfants. Le tableau 6 nous permet de préciser davantage cet aspect.

**TABLEAU 5**  
Durée du mariage du couple à l'arrivée, par aire d'observation

Aire d'observation	Durée du mariage				Ind.	Ensemble
	0-4 ans	5-9 ans	10-14 ans	15 et + ans		
Beaumont	13	10	7	8	0	38
Chambly	0	1	1	1	0	3
Deschambault	10	9	6	5	1	31
Les Éboulements	5	3	0	1	0	9
Gaspé	0	1	1	2	0	4
Lotbinière	3	3	3	5	0	14
Rivière-Ouelle	15	5	5	8	0	33
St-Joseph Beauce	9	3	5	4	0	21
Ensemble						
nombre absolu	55	35	28	34	1	153
nombre relatif (%)	36	23	18	22	—	100

Comme le laissait prévoir le tableau 5, les couples migrants possèdent un nombre relativement élevé d'enfants lors de leur installation. En effet, ils comptent en moyenne près de 4 enfants à leur arrivée. Le tableau 6 nous permet de constater que la taille de la famille ne semble pas être véritablement un obstacle à leur déplacement.

Les situations qui poussent les familles à migrer sont des plus diverses. Le jeune couple sans enfant qui cherche à s'installer à demeure est bien présent dans le processus migratoire. De plus, l'opportunité d'assurer éventuellement des terres à leurs enfants peut inciter des couples âgés à s'installer également dans ces nouvelles communautés.

Pour conclure le portrait du migrant, il semble évident que la venue de couples exerce un poids considérable dans l'avènement de ces nou-

**TABLEAU 6**  
Nombre d'enfants du couple à l'arrivée, par aire d'observation

Aire d'observation	Nombre d'enfants								Ensemble
	0	1	2	3	4	5	6 et +	Ind.	
Beaumont	10	2	2	3	6	6	9	0	38
Chambly	0	0	0	0	0	2	1	0	3
Deschambault	7	4	3	2	4	2	8	1	31
Les Éboulements	0	3	4	1	0	0	1	0	9
Gaspé	0	1	2	0	1	0	0	0	4
Lotbinière	1	1	1	5	2	3	1	0	14
Rivière-Ouelle	6	7	1	7	4	4	4	0	33
St-Joseph de Beauce	4	3	2	2	1	1	8	0	21
<b>Ensemble</b>									
nombre absolu	28	21	15	20	18	18	32	1	153
nombre relatif (%)	18	14	10	13	12	12	21	—	100

velles communautés. Bien plus, l'arrivée de couples âgés avec des enfants en âge de s'établir pourrait permettre le développement de réseaux de parenté, consolidant ainsi des noyaux de familles bien enracinées. Les migrants célibataires y verraient alors l'opportunité de s'intégrer à une communauté en formation.

#### 4 - RÉSEAU DE PARENTÉ ET PERMANENCE

La problématique de notre étude consiste à évaluer le rôle de la parenté au moment de l'arrivée du migrant et dans le processus d'enracinement. Certes, d'autres éléments interviennent également dans le choix d'un lieu d'établissement. Nous avons perçu lors de cette étude l'existence de solidarités de provenance. A titre d'exemples, signalons que la côte de Beupré fournit 40% des pionniers de St-Joseph. C'est le cas également à Deschambault où 20% d'entre eux arrivent de Sainte-Famille de l'île d'Orléans. Dans cette présente étude, nous porterons

toute notre attention à la solidarité familiale comme stratégie de colonisation.

Notre première démarche visa à évaluer l'importance des solidarités familiales pour chacune des communautés choisies. Ainsi, fallait-il pour chacun des migrants identifier s'il avait des parents à l'arrivée. Nous avons traduit ce phénomène par l'expression «taux de parenté à l'arrivée» (nombre de migrants ayant un parent à l'arrivée/nombre total de migrants). Le processus d'enracinement du migrant s'est exprimé par le «taux de permanence» (nombre total de permanents/nombre total de migrants). Le tableau 7 nous précise pour chacune des communautés les résultats obtenus.

**TABLEAU 7**  
Taux de parenté à l'arrivée et de permanence des migrants, par aire d'observation

Aire d'observation	Parenté à l'arrivée <sup>4</sup> %	Permanence %
Beaumont	38	71
Chambly	0	28
Deschambault	34	58
Les Éboulements	75	69
Gaspé	24	4
Lotbinière	27	56
Rivière-Ouelle	45	70
St-Joseph	42	61

Les liens de parenté jouent différemment, selon les zones concernées, dans l'établissement et l'installation des migrants. Ainsi, à Chambly comme à la côte de Gaspé, le faible taux de parenté à l'arrivée a pu concourir à l'instabilité des premiers migrants. Dans les deux cas, ce peuplement s'est inscrit également dans une politique dirigée de prise de possession du territoire (militaire et pêche).

La situation est tout à fait différente dans les six autres communautés agricoles. En effet, 41% des migrants avaient alors des liens de

<sup>4</sup> Dans certaines seigneuries (Deschambault et Lotbinière entre autres), le taux de parenté calculé peut souffrir de l'arbitraire des limites seigneuriales. En effet, des arrivants déclarés sans parenté dans leur seigneurie de résidence auront un frère ou un beau-frère installé quelques terres plus loin, mais dans la seigneurie voisine.

parenté avec des résidants. Il apparaît donc que les liens de parenté constituent véritablement un facteur d'attraction. L'établissement des nouveaux arrivants s'en trouve sans doute facilité car l'existence de liens familiaux leur permet de s'intégrer à une communauté en formation. D'ailleurs, le succès relatif de ces aires de colonisation (taux de permanence global de 64%) semble indiquer que les liens familiaux favorisent l'établissement des nouveaux arrivants.

Existe-t-il d'autres facteurs liés à la parenté qui puissent influencer un migrant à devenir permanent que le seul fait d'avoir un parent sur place? Certes, il est impossible de suivre tous les destins individuels avec précision et surtout de connaître chaque fois les raisons qui incitent à partir ou à s'installer. Cependant, nous tenterons de cerner par le biais des solidarités familiales des éléments de réponse au comportement d'enracinement du migrant.

Quel groupe de migrants est le plus susceptible de devenir permanent? Existe-t-il un taux d'enracinement différent selon que le migrant est célibataire ou marié, qu'il ait un parent ou non à l'arrivée, ou qu'il se crée ou non des liens de parenté dans sa communauté?

Globalement, 64% des migrants deviennent permanents dans ces communautés. L'état matrimonial du migrant à l'arrivée fait ressortir des comportements différents. En effet, les migrants célibataires constituent le groupe où le taux d'enracinement est le plus faible (56%). Les conjointes de résidants demeurent un groupe ayant un fort taux de permanence (78%). Ce dernier résultat n'a rien pour surprendre car les conjointes de résidants, par définition, rejoignent un époux déjà sur place, et qui, dans maints cas y possèdent déjà des parents. Quant aux gens mariés, ils sont permanents dans près de deux cas sur trois (64%). Une analyse plus élaborée du tableau 8 nous permet d'apporter certaines précisions.

En effet, les résultats deviennent particulièrement révélateurs lorsque nous établissons des comparaisons dans le taux de permanence en distinguant les migrants avec parenté à l'arrivée et ceux n'en ayant pas. 70% des migrants ayant de la parenté à l'arrivée deviennent permanents tandis que cette proportion tombe à 60% pour les migrants n'ayant aucun parent à l'arrivée. C'est donc dire que le fait d'avoir un parent sur place incite plus à la permanence mais ne constitue pas nécessairement un gage de stabilité car malgré tout 30% d'entre eux vont quitter.

Il semble plutôt que ce soit les liens de parenté créés dans le milieu qui prédominent avant tout. Les migrants qui se créent des liens familiaux, qu'ils aient de la parenté ou pas à l'arrivée, semblent les groupes les plus permanents, avec respectivement des taux de 82% et 75%. Quant aux groupes de migrants qui ne se créent aucun lien de parenté, ils affichent des taux de permanence particulièrement bas: 36% pour

**TABLEAU 8**  
**Permanence de l'arrivant selon l'état matrimonial à l'arrivée et le type de parenté**

TAUX DE PERMANENCE (%)												
État matrimonial à l'arrivée												
TYPE DE PARENTÉ	Mariés et veufs			Célibataires			Conjointes de résidents			Ensemble		
	n.a.	n.t.	%	n.a.	n.t.	%	n.a.	n.t.	%	n.a.	n.t.	%
I- Sans parenté à l'arrivée												
a) et qui ne s'en crée pas sur place	29	75	39	8	31	26	2	3	67	39	109	36
b) et qui s'en crée ou en attire sur place	82	113	73	34	44	77	16	20	80	132	177	75
Ensemble	111	188	59	42	75	56	18	23	78	171	286	60
II- Avec parenté à l'arrivée												
a) et qui ne s'en crée pas sur place	18	40	45	6	14	43	17	25	68	41	79	52
b) et qui s'en crée ou en attire sur place	66	78	85	13	20	65	19	21	90	98	119	82
Ensemble	84	118	71	19	34	56	36	46	78	139	198	70
<b>ENSEMBLE</b>	<b>195</b>	<b>306</b>	<b>64</b>	<b>61</b>	<b>109</b>	<b>56</b>	<b>54</b>	<b>69</b>	<b>78</b>	<b>310</b>	<b>484</b>	<b>64</b>

n.a.: nombre absolu n.t.: nombre total

ceux n'ayant aucun parent à l'arrivée et 52% pour ceux ayant déjà un parent sur place. En somme, il semble exister une relation très nette entre la création de liens familiaux sur place et la permanence des arrivants.

Un autre exemple s'avère particulièrement révélateur, celui des célibataires sans parent à l'arrivée. Ceux qui ne réussissent pas à s'intégrer à une famille par le biais d'un mariage ne deviennent permanents que dans un cas sur quatre (26%). A l'opposé, ceux qui, bien que sans lien à l'arrivée, s'en créent après ou attirent des parents, s'installent à demeure trois fois sur quatre (77%). C'est donc dire l'importance pour les célibataires de créer des liens avec des familles déjà bien établies s'ils veulent s'intégrer à la communauté. Puisque 90% des célibataires sont des hommes, le rôle des femmes devient essentiel. Ce sont elles qui, dans bien des cas, permettent au mari de s'intégrer dans un réseau familial et qui par le fait même facilitent leur installation permanente.

Cette possibilité pour les célibataires de s'intégrer à un réseau met en lumière l'existence de noyaux stables formés par des familles anciennes comptant généralement plusieurs enfants, souvent assez âgés pour s'établir. Dans chacune des seigneuries agricoles, on retrouve de ces familles pionnières qui vont accaparer le terroir tout en permettant à des célibataires de s'intégrer.

Les solidarités de parenté ont donc un rôle de premier plan dans le processus d'intégration. Toutefois, il semble que les liens familiaux créés sur place ont nettement plus de poids que les liens antérieurs à la migration. Si elle vise la stabilité et l'enracinement, la stratégie de tout pionnier doit inclure la recherche de liens, principalement de liens familiaux, et sans cette dimension toute tentative d'occupation du sol risque de s'avérer fort vaine.

### **CONCLUSION**

Dans une problématique visant à mieux connaître les pratiques sociales régissant la colonisation, nous avons cherché à démontrer le rôle dynamique de la parenté dans la formation d'une nouvelle communauté. Ce rôle apparaît en deux temps spécifiques: lors de l'arrivée et dans le processus d'enracinement.

En premier lieu, la motivation de migrer et de s'installer dans une nouvelle seigneurie résulte souvent de la présence d'un parent déjà rendu sur place. Cette situation mérite d'être explorée davantage car nous pourrions ainsi en connaître beaucoup plus sur la force relative des niveaux de parenté dans le phénomène d'attraction de l'arrivant. De même, il faudrait suivre de façon plus attentive les groupes d'arrivants liés entre eux afin de bien cerner leurs stratégies d'occupation du sol

dans les premières années d'installation. Nous pourrions ainsi vérifier la durabilité du dynamisme des liens familiaux.

Quant au processus d'enracinement, on a vu l'impact décisif de la création de liens à l'intérieur de la communauté. Mais une analyse en profondeur reste à faire concernant l'importance des solidarités familiales. Quel est leur poids dans le choix des conjoints des migrants célibataires ou des enfants d'arrivants? Jusqu'à quel point influencent-elles la sélection des parrains, marraines et tuteurs ou les conditions d'un éventuel remariage? Peuvent-elles jouer sur les modalités de transmission du patrimoine familial? Voilà autant de questions dont les réponses nous permettraient de mieux cerner les stratégies de reproduction de la famille comme celles de la société rurale dans son ensemble.



## NOTE CRITIQUE

**GREER, Allan, *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1985. 304 p.**

Voici un livre que marquera une étape importante dans l'historiographie du Québec. Plus qu'une simple étude de cas, c'est une véritable synthèse d'histoire régionale, qui allie tout à la fois des préoccupations d'ordre conceptuel et factuel, dans un territoire suffisamment large et une durée suffisamment longue pour que se dégagent les traits différenciés d'une socio-économie que d'aucuns auraient pu croire uniforme.

Agencé en deux parties conceptuellement distinctes mais complémentaires, l'ouvrage comprend huit chapitres, qui ont pour but d'étudier la rencontre du capital marchand et de la paysannerie québécoise dans trois paroisses de la basse vallée du Richelieu, Sorel, Saint-Ours et Saint-Denis, dont les territoires s'inscrivent plus ou moins dans ceux des seigneuries du même nom. Les cinq premiers chapitres sont consacrés à l'analyse des structures socio-économiques régionales, tandis que les trois autres sont consacrés à l'étude de l'intrusion du capital marchand dans le territoire et à son impact sur l'évolution de la société locale.

Dès son avant-propos Greer rompt avec les images accoutumées de l'habitant canadien pour prôner une reconnaissance, depuis l'intérieur, de ce qu'il perçoit comme la version nord-américaine du type de paysan que l'on retrouve en Europe. Fort de dossiers patiemment montés, à partir de sources variées où figurent en bonne place les archives notariales et les papiers d'un marchand d'envergure, Samuel Jacobs, il prend le contre-pied des thèses qui affirment que parce qu'elle est «féodale», la société rurale québécoise avait résisté aux changements introduits par la montée du capitalisme, pour proposer une explication plus nuancée, fondée sur une analyse au sol de cette société, vue dans le contexte particulier d'une région. Thèse ambitieuse, certes, mais dont Greer lui-même fixe les limites, en notant qu'une monographie, si complète soit-elle, ne peut étudier tous les aspects d'une société, ni l'ensemble des événements auxquels celle-ci se retrouve invariablement confrontée, d'autant moins que l'ouvrage ici ne s'en tient qu'à trois acteurs de cette société régionale: l'habitant, le marchand et le seigneur.

Dans le développement de sa thèse, Greer s'inscrira d'emblée dans le prolongement de l'oeuvre de Louise Dechêne sur Montréal. Mais il entretiendra aussi un dialogue constructif avec d'autres historiens, tels Fernand Ouellet et Jean-Pierre Wallot. Cela étant, il ne se limite tou-

tefois pas aux enseignements de l'historiographie nationale: il va également puiser des éléments de réflexion et de comparaison dans l'histoire européenne et américaine, ce qui donne une touche originale à ses travaux. Aussi le résultat est-il impressionnant. Qu'il s'agisse des modalités premières de la mise en valeur de la région ou de l'évolution de son agriculture en regard de la pénétration croissante de l'économie de marché à la campagne, Greer enrichit notre connaissance de la période, mettant en lumière aussi bien les contraintes auxquelles se heurtent les marchands et les titulaires de fiefs dans leurs entreprises, que les mécanismes de reproduction de la paysannerie et la logique interne de ses activités, eu égard aux charges qui l'affectent et à l'inégale qualité des sols qu'elle exploite. Ce faisant, il est amené à s'insérer dans le débat qui anime depuis plus de quinze ans l'historiographie nationale sur la crise agricole des années 1800-1830. Sans nier les difficultés qui confrontent alors la paysannerie, il récuse l'hypothèse d'une crise généralisée dans l'agriculture au cours de la période, pour prendre aussi le contre-pied d'une «commercialisation» croissante de cette activité dès les premières décennies du siècle et conclure au faible niveau d'articulation de cette paysannerie au marché, en dépit de tous les changements importants qui ont affecté l'économie de la région depuis les années 1740. Adoptant un point de vue proche de celui de Chayanov, il ne voit dans l'augmentation de la production qu'une réponse aux besoins accrus de la famille (paiement des redevances seigneuriales, achats de biens de consommation, financement du processus de reproduction sociale, etc.), sans ambition du côté de l'accumulation de capital et sans que cette réponse entraîne de réorganisation fondamentale de l'économie familiale. L'habitant produit simplement un peu plus de ce qu'il a toujours produit, ce qui le laisse sensible aux catastrophes naturelles et ce qui entraîne, parfois, des chutes temporaires de la production. Mais de 1800 à 1830, les difficultés pour Greer sont surtout d'ordre démographique et social, reliées à la faible disponibilité de terres, au rôle qu'elle joue dans le processus de reproduction sociale, et aux surfaces qu'il faut mobiliser pour les emblavures. Une trop grande population compromettant le mode traditionnel d'expansion dans le territoire (colonisation de proche en proche du sol), il en résultera des tensions qui entraîneront un double phénomène de prolétarianisation et d'émigration massives des effectifs hors de la paroisse d'origine. Loin, toutefois, d'être partout semblable, le phénomène se nuance localement, en fonction de la qualité du milieu. A Sorel, où les sols sont plus pauvres, la paysannerie en est rapidement réduite à un semi-prolétariat, vivant d'une petite agriculture de subsistance sur terroir morcelé et de toutes les occasions qu'offre le travail extérieur à la ferme. C'est là, surtout, que l'on retrouve les «habitants-voyageurs», engagés depuis longtemps dans le circuit du commerce des fourrures. A Saint-Denis, au contraire, où les terres sont plus riches, l'on tentera plutôt de préserver le patrimoine foncier familial, par une exclusion volontaire des effectifs en sur-

nombre. D'où la nécessité, pour Greer, de dépasser les études de trop grande ampleur territoriale en histoire, puisque c'est à l'échelle locale ou micro-régionale que l'on peut le mieux saisir toute la diversité de développement que connaît alors le Bas-Canada. Aux découpages ethniques ou bio-physiques de l'espace (l'opposition, par exemple, seigneuries/cantons ou plaine/bouclier), il faudrait donc préférer des territoires plus restreints, seuls capables de témoigner du jeu de forces qui façonnent les campagnes.

Rarement aura-t-on vu thèse plus proche d'un genre qui avait fait autrefois le succès de la géographie québécoise. En naturelle sympathie avec son objet d'étude, Greer a une connaissance remarquable de la région qu'il observe et, d'une manière plus générale, de la société qui l'habite. Nuancé par rapport aux travaux qui le précèdent, et soucieux de dépassement face à une démarche purement empirique, il construit sa thèse honnêtement, sur la base de ses convictions intellectuelles, en tenant compte des limites que lui imposent ses sources. Dans l'état actuel des chantiers de l'histoire et de la géographie historique au Québec, on ne peut donc faire autrement que d'en reconnaître les mérites car le matériau qu'elle apporte permet non seulement de faire progresser les connaissances, mais aussi les méthodes qui doivent présider à leur avancement. N'est-ce pas là en définitive le propre d'une oeuvre forte?

Cela dit, le livre de Greer laisse tout de même certaines questions ouvertes, qui ont trait aussi bien à la représentativité de son étude, qu'aux bases conceptuelles et méthodologiques de certaines de ses analyses. Celui-ci, d'ailleurs, en est le premier conscient, en s'efforçant toujours de définir ses termes et en se montrant très prudent dans l'élargissement de ses conclusions à l'ensemble de la société québécoise. Parmi ces questions, il en est une qui a davantage retenu notre attention et à laquelle beaucoup d'autres nous semblent rattachées, en tout cas en grande partie. C'est l'importance insuffisante que Greer accorde à la contextualité des phénomènes qu'il observe et qui le prive de ce fait, de moyens d'analyser plus à fond l'articulation de l'agriculture au marché. Passons ici sur les difficultés que pose la notion de féodalité appliquée au Canada. Passons aussi sur le glissement de perspective qu'introduit la notion européenne de petit producteur appliquée à la paysannerie québécoise. Interrogeons-nous plutôt sur un autre type de contextualité, plus en rapport celui-là avec le contexte territorial dans lequel vivait l'habitant du Bas-Richelieu. Contextualité, d'abord, du milieu géographique observé, par rapport aux autres régions du Québec. Contextualité, ensuite, de l'agriculture locale, par rapport aux organisations économiques concrètes de la région et du territoire dans lequel elle s'inscrit. Contextualité, enfin, de la production paysanne par rapport à la conjoncture et à tous les types de demande qu'introduit la montée de l'économie de marché.

Dans son avant-propos, Greer pose la question de la représentativité de son étude. Notant qu'en général ceux qui posent ce genre de question n'ont aucune idée eux-mêmes de ce qu'est une paroisse vraiment «représentative» et représentative de quoi, il contourne la difficulté en se demandant dans quelle mesure les analyses faites à plus grande échelle (nationale ou provinciale) sont elles-mêmes représentatives des expériences vécues par les communautés locales. Tout en reconnaissant la pertinence d'une telle remarque, il nous semble que des nuances s'imposent. En effet, si, par représentativité il faut entendre une similarité de vécu, quelle que soit l'échelle du territoire observé, Greer a raison. Mais il existe aussi d'autres façons de poser le problème, en questionnant, par exemple, plus avant les caractéristiques physiques du milieu observé.

Au plan climatique, la basse vallée du Richelieu connaît des conditions que l'on ne retrouve nulle part ailleurs au Québec et qui surpassent même celles qui prévalent dans le Haut-Richelieu. Avec 140 jours sans gel en moyenne (contre 135 dans le Haut-Richelieu; il s'agit de la plus forte moyenne du Québec), une saison de croissance de 194 jours (191 dans le Haut-Richelieu), 3 400 degrés-jours d'intensité de chaleur (100 de moins dans le Haut-Richelieu; par comparaison on en compte 2 400 au lac Saint-Jean), 45 jours où la température dépasse 26,6°C et des précipitations saisonnières de 40,6 cm qui, combinées avec une humidité relative moyenne de 60% entre mai et septembre, rabaisent le déficit hydrique d'été à moins de 2,54 cm, la basse vallée du Richelieu offre à l'agriculture des possibilités uniques dont seront privées les autres régions. Il en va de même aux plans du relief, de l'hydrographie et des sols, qui composent avec les conditions climatiques pour définir un contexte très particulier de développement dont il n'existe pas non plus d'équivalent ailleurs au Québec. Nous avons affaire, ici, est-il besoin de le rappeler, à une vallée, occupée par une voie d'eau importante, dont le profil a été façonné par l'action des eaux de la mer de Champlain à l'époque post-glaciaire. On y retrouvera donc un relief doux, ondulé, sans pentes sévères, caractérisé tout à la fois par des terrasses de sable, de gravier et d'argile, entrecoupées de traînées limoneuses et de till glaciaire remanié, où se sont développés des sols au potentiel certes variable, mais dont l'inégale qualité se retrouve en quelque sorte compensée par les avantages du climat. Comprenons-nous bien! Il ne s'agit pas de nier le poids de la variable pédologique dans le bilan des conditions faites à l'agriculture locale. Il est indubitable qu'à Sorel cette activité sera défavorisée par la présence de terrasses de sable alors qu'à Saint-Denis elle sera avantagée par l'argile, ses seules vraies limites, dans cette dernière paroisse, tenant aux difficultés de drainage des terres, encore que les pentes ici soient favorables. Il s'agit plutôt de voir en quoi une gamme de sols somme toute assez semblable à celle que l'on retrouve ailleurs au Québec se retrouve ici

avantagée par rapport à celle des autres régions. Par-delà le différentiel qu'introduit le climat régional, la réponse, on le sait, passe par l'étude de la position géographique de la région observée dans l'ensemble du territoire. A ce titre, celle qui nous intéresse occupe une position encore là unique dans la plaine sud de Montréal. Bien desservie par une voie d'eau dont le débit au printemps et à la période d'étiage pose sans doute certains problèmes mais qui n'en demeure pas moins «flottable» et «navigable» une grande partie de l'année, elle constitue un espace ouvert et facilement accessible, plus susceptible que d'autres d'entretenir des relations privilégiées avec l'extérieur. En outre, aux atouts que lui confère cette voie d'eau, s'ajoutent aussi ceux d'un réseau routier rendant plus facile encore l'accès au marché! Aucune autre vallée affluente du Saint-Laurent n'offre autant d'avantages réunis, ce qui ne la rend représentative d'aucune d'entre elles, ni sur le plan physique, ni sur le plan climatique, ni sur celui, tout aussi important, de son désenclavement géographique.

Cela expliquera plus tard la spécialisation autour du blé, dont Greer nous dit qu'elle se maintient jusqu'aux années 1830, en dépit d'une chute apparente de la production, explicable surtout par la part relative accrue que prendront désormais les autres productions (avoine, pommes de terre, etc.) dans la récolte totale. Certes, cette notion de spécialisation prend une teinte particulière chez Greer, pour qui le volume total de la production de blé dans la région est davantage lié à tous les petits surplus de production que génèrent les fermes, qu'à une véritable spécialisation qui n'atteint que quelques gros producteurs. On peut se demander, toutefois, si cette façon de voir ne pose pas plus de problèmes qu'elle n'en résout, les deux principaux étant de postuler que l'alimentation de la famille paysanne repose principalement sur le blé, vu comme céréale de civilisation, et que seule la production de blé peut témoigner de l'articulation de l'agriculture au marché.

Nous avons déjà discuté ailleurs des limites qu'impose ce double postulat dans l'analyse de la production paysanne, l'une d'entre elles étant de sous-estimer souvent la part du blé réellement destinée aux échanges, et une autre, d'ignorer la diversité de petites demandes que peut satisfaire la ferme en contexte de montée croissante de l'économie de marché et qui pourront même paraître, aux yeux de l'habitant, tout aussi rentables, sinon plus, que le blé, parce que moins sensibles à la conjoncture, et surtout moins soumises aux prélèvements et aux contrôles qui grèvent la production et la commercialisation du blé. Il faudrait, ici, interroger plus avant les stratégies paysannes, en regard notamment de la montée des industries rurales dans l'espace et des nouveaux marchés qu'entraîne la croissance villageoise, non seulement dans la région observée, mais aussi à l'extérieur. Quels rapports, par exemple, s'établissent dans l'espace entre les lieux d'implantation de ces industries et les aires de répartition des cultures ou de certains éle-

vages à finalité possiblement commerciale? Se peut-il que des productions, perçues jusqu'ici uniquement dans leur finalité domestique aient aussi alimenté, dans les faits, de petits circuits locaux d'échanges échappant aux grands circuits reconnus du blé? Quels rapports, aussi, s'établissent entre les activités nouvelles que génèrent certains centres (villes ou villages) et qui, par la main-d'œuvre qu'elles occupent aussi bien que par la clientèle qu'elles desservent, favorisent l'émergence d'une demande dont l'ampleur réelle nous demeure inconnue, faute de données plus précises? C'est à l'intérieur de ce système d'échelles, croyons-nous, que devraient aussi se discuter les liens qui unissent le petit producteur au marché puisque, en changeant d'échelle, c'est à une tout autre vie de relations que l'on accède, faite souvent de petites ententes gré à gré, dont l'écrit ne porte pas toujours la trace, mais que l'on peut déceler à travers les organisations spatiales de l'agriculture, surtout quand celle-ci est analysée en regard des structures d'habitat et des autres secteurs de l'activité économique régionale. Greer, dans sa thèse, ne s'intéresse pas vraiment à cette question, ses préoccupations étant globalement d'un autre ordre. Insistant sur les échecs, ou en tout cas le peu de succès qu'ont connu certaines initiatives «industrielles» des marchands, il ne procède qu'à une présentation sommaire des activités économiques nouvelles qu'accueille la région, pour l'étudier plutôt à travers l'évolution de son agriculture. En outre, comme il privilégie une analyse où domine le poids du blé dans l'explication, il lie la réalité du petit producteur à la lumière d'un principe d'optimisation beaucoup plus que de satisfaction, ne s'intéressant qu'accessoirement aux motivations individuelles et aux changements de mentalité qu'entraînent la pénétration de l'économie marchande dans la région et la place beaucoup plus grande qu'occupera désormais le crédit dans l'univers mental de la paysannerie.

En d'autres termes, aux paramètres reconnus d'évaluation de l'agriculture, il faudrait peut-être en substituer ici d'autres, plus sensibles aux choix du producteur et à ce qui les explique, qu'au volume de la production ou à sa structuration générale autour d'un produit dont on connaît mieux la demande. Ce faisant, il faudrait peut-être aussi s'affranchir des limites qu'impose une notion comme celle d'agriculture de subsistance, dont on a peine à croire qu'elle puisse intégrer aussi une fonction «commerciale», surtout aux époques étudiées. Greer, après d'autres, nous a mis sur la piste d'une notion beaucoup plus riche, qui suggère une tout autre façon d'aborder l'étude de l'agriculture au Québec et ce, quelle que soit la période étudiée. C'est la notion d'agriculture paysanne, qui définirait un stade intermédiaire de développement entre agriculture de subsistance (caractéristique au départ d'une agriculture de colonisation mais qui pourra également se maintenir dans l'espace et dans le temps, sous la forme d'une activité d'appoint visant à satisfaire les besoins immédiats de la famille) et agriculture «commerciale», chaque époque pouvant voir les trois formes coexister à des

degrés divers, selon les données du contexte. Sans être commerciale au sens moderne du terme, cette agriculture paysanne pourra paraître toutefois beaucoup mieux articulée au marché que l'agriculture dite de subsistance, parce que plus stabilisée et surtout beaucoup mieux intégrée dans l'espace. Il faudrait peut-être pousser plus avant dans cette direction, ne serait-ce que pour éviter de confondre, dans le vocabulaire tout au moins, l'agriculture pratiquée par l'habitant canadien avec les types d'agriculture autarcique pratiqués dans les sociétés dites primitives et dont on ne retrouve pas véritablement d'exemples au Québec, même sous le Régime français.

A l'idée qu'il y a agriculture de subsistance tant que le marché et son organisation n'entraînent pas de hausse majeure de la récolte, pourrait alors s'en substituer une autre à l'effet que l'on cesse d'avoir affaire à une agriculture de subsistance dès l'instant où se produit un changement significatif d'attitudes et de comportements face au marché. Autrement dit, il s'agirait ici de mettre l'accent sur les préoccupations nouvelles qui animent désormais le producteur, si petit soit-il, les questions à son niveau devenant alors beaucoup plus qui va acheter quoi et à quel prix, plutôt que comment augmenter une production dont on sait par ailleurs les contraintes et les risques. Peut-être même trouverait-on là une explication à l'accumulation de terres que l'on observe à l'époque et que l'on a toujours eu tendance à attribuer par le passé au seul souci d'établir les enfants. Certes, c'est faire là beaucoup de place à une connaissance du marché que n'ont peut-être pas les petits producteurs. Mais il faudrait alors expliquer pourquoi les habitants du Bas-Richelieu persistent tout de même à produire du blé jusque dans les années 1830 et sans doute bien au-delà des besoins immédiats de la famille! Sûrement pas pour alimenter un élevage par ailleurs assez faible dans cette région céréalière. L'avoine et le foin conviendraient mieux! Quoi qu'il en soit, et en dépit des embûches qui attendent le chercheur intéressé par l'agriculture du Bas-Canada, il faudra bien tôt ou tard poser ce genre de questions si l'on veut véritablement saisir l'évolution du monde rural québécois pendant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Sinon, comment prétendre aux vertus d'une étude qui, parce qu'elle change d'échelle, serait plus capable que d'autres d'expliquer les rapports de la paysannerie au marché?

Voilà, bien succinctement, quelques-unes des réflexions que nous a suggérées le livre de Greer et qui témoignent, à leur manière, de l'hommage qu'il faut rendre à l'auteur. En plus de nous fournir un bel exemple d'histoire régionale, sa thèse montre tout l'intérêt des rapprochements avec les autres sciences sociales et en particulier avec la géographie. Des pas significatifs ont été franchis en ce sens, qui en laissent entrevoir les avenues. N'est-ce pas là une perspective stimulante pour l'avenir de nos disciplines?

*Département de géographie  
Université Laval*

SERGE COURVILLE



## COMPTES RENDUS

DUBÉ, Jean-Claude, *Les intendants de la Nouvelle-France*. Montréal, Fides, Coll. «Fleur de Lys», 1984. 327 p. 24,95\$

Roland Mousnier déplorait récemment dans la séculaire *Revue historique* que l'histoire des institutions de la France n'était plus ou peu pratiquée dans son pays et qu'elle était devenue le lot des historiens américains ou canadiens. J.-C. Dubé, dans sa rigoureuse enquête sur les intendants de la Nouvelle-France, en offre la probante démonstration. En effet, à bien lire le titre ou parcourir la bibliographie des sources et études consultées, on est rapidement convaincu qu'il s'agit là d'un ouvrage qui s'intéresse moins à mesurer les succès ou insuccès de telle intendance en Nouvelle-France (exercice futile la plupart du temps) qu'à cerner les contours sociaux, familiaux, économiques, démographiques, culturels et religieux des quinze individus qui ont été nommés (tous ne sont pas venus ou arrivés) à l'intendance de Québec. En ce sens, la très minutieuse recherche de J.-C. Dubé colle davantage à la métropole qu'à la colonie, rejoint surtout les historiens de l'Hexagone et risque de décevoir les spécialistes de la Nouvelle-France qui espéraient y trouver matière à meubler leurs cours. En effet, l'essentiel de ce bel ouvrage renvoie à l'histoire de France: les individus analysés, les dépôts d'archives fréquentés (leur seule nomenclature nous convie à un véritable tour de France qui témoigne des recherches héroïques de l'auteur), les modèles historiographiques retenus.

Solidement appuyée sur les archives notariales et paroissiales (les plus riches et les plus monotones à dépouiller), la synthèse de J.-C. Dubé s'articule autour d'un plan thématique à multiples volets qui s'inscrit dans le temps long de l'intendance canadienne: 1663-1760. Thèmes retenus qui tracent bien les nouvelles avenues de l'histoire institutionnelle qui a répudié la sèche description des séances du cabinet royal, l'irrespirable procession des ministres, de leurs fonctions et gestes, et s'est convertie à la stimulante histoire sociale des institutions. En d'autres termes, puisque l'appareil gouvernemental est connu dans des moindres coulisses, il faut dès lors en étudier socialement (entendez totalement) les individus qui l'ont animé. Si l'histoire des institutions veut survivre, elle doit obligatoirement passer par cette voie qui a réussi à réanimer depuis peu cette discipline moribonde.

Au fil des huit chapitres qui, des histoires de famille, aux alliances, à la fortune, au cadre de vie, à la culture et à la religion, captent notre attention sans lassitude, proposons une pesée globale de cette fonction d'intendant perçue à travers les quinze individus qui l'ont occupée.

Pour replacer le groupe dans la longue durée sociale et démographique, en reconstituer les composantes, identifier les pôles d'alliances, de fidélités et de clientèles, il fallait d'abord que l'auteur se livre à de longues explorations généalogiques qui sont ordonnées dans un ensemble de tableaux dont le plus clair est renvoyé en appendices (on aurait souhaité qu'ils soient intégrés aux chapitres pour mieux suivre le texte). Les acquis d'une enquête aussi fouillée s'expriment ainsi. Démographiquement, le groupe est original. Les intendants

se marient à un âge avancé (35 ans) dans une société où le mariage est déjà tardif (4 restent célibataires dont le vertueux Talon qui dans sa vie presque monacale affiche simplicité et sobriété); ils ont peu d'enfants et pratiquent sans doute à l'instar des élites les «funestes secrets»; enfin ils meurent vieux (70 ans). Ce rapide aperçu qui repose sur un faible échantillon a cependant le mérite de proposer quelques chiffres révélateurs des comportements démographiques de l'élite française d'Ancien Régime dont l'étude reste à faire.

Socialement, les conclusions dégagées par l'auteur rejoignent celles qui sont déjà connues sur les grands corps d'officiers de la France pré-révolutionnaire. Les ancêtres des intendants sont tous à des degrés divers mêlés à l'argent et à la finance qui dans tous les cas constituent les tremplins majeurs à la promotion économique et sociale de leurs descendants. Ils ont suivi plus tard les étapes classiques de la mobilité en passant par les facultés de droit, les offices de justice et de finance, la magistrature enfin. Ils ont quitté leurs provinces (confondues avec le domaine primitif des Capétiens qui ne va pas au-delà de la Loire), rejoint la capitale et très vite se sont intégrés aux «lobbies» les plus importants, en l'occurrence ceux des ministres de la marine (celui de Colbert est le plus remarquable), par le jeu savant des alliances, des clientèles et des fidélités. Rapprochement à mettre en parallèle avec la tendance plus marquée au 18<sup>e</sup> siècle de recruter à l'intendance des candidats spécialisés dans l'administration de la marine. La génération des intendants concrétise ensuite l'homogénéité des élites quand la robe, l'Église et l'épée sont réunies par les mariages. Les quinze intendants sont tous nobles avant leur nomination et résument dans leur promotion la réussite de ces familles provinciales qui lentement, de la «marchandise», la finance et la robe, ont conquis la noblesse toujours perméable jusqu'à l'aube du 18<sup>e</sup> siècle. J.-C. Dubé apporte la preuve, après tant d'autres, que la France des deux premiers siècles de la Modernité est demeurée une société ouverte où la mobilité sociale est permise au prix de temps et de beaucoup d'argent.

Économiquement, le groupe est fort bien assis. Les pères des intendants qui participent aux finances publiques et contractent d'heureuses alliances assurent au lignage richesse et promotion. Aucun pauvre en effet dans ce milieu puisque les avoirs frôlent en moyenne les 200 000 livres et se partagent, à l'instar des plus belles fortunes françaises, entre les rentes, les offices, les terres et les maisons. Cela annonce de plus belles réussites, celles des intendants, dont les fortunes rejoignent en moyenne les 300 000 livres et excèdent à deux occasions (L. Robert et F. Bigot) le million. Dans la majorité des cas, Bigot bien sûr n'y est pas inclus, les intendants ne se sont pas enrichis au Canada; bien au contraire plusieurs y trouvèrent la ruine. Cette richesse ne s'accorde pas généralement avec le décor de la vie qui, sauf exceptions, (les deux millionnaires mènent grand train) n'est jamais à l'image de celui qu'affiche la noblesse de cour. La tendance générale est à la simplicité... toute relative puisqu'elle commande des sommes accessibles à fort peu de Français.

Le beau livre de J.-C. Dubé se ferme sur deux chapitres bien ramassés qui nous convainquent aisément par les recherches érudites qu'il a menées, que les intendants ne sont pas des ignares mais affichent au contraire une culture quelquefois savante. Ils sont issus de milieux cultivés, à l'occasion brillants, où ne font défaut ni les savants, ni les hommes de lettres, ni les juristes de renom. De surcroît (la documentation de l'auteur est ici plus fra-

gile), ils sont dans l'ensemble pieux ou dévots, Talon est toujours le modèle, et l'Église suffisamment présente dans le groupe pour attester que les chemins du pouvoir doivent passer par l'autel.

En conclusion, nous serions tenté d'aller plus loin que l'auteur et de souligner que sa démonstration offre sans équivoque la preuve que la Nouvelle-France est sur le plan administratif une province de France semblable aux autres. Le personnel de son intendance est dans son origine, son recrutement, sa formation, sa fortune et sa culture, au diapason de celui qu'on retrouve outre-atlantique. Les intendants de la Nouvelle-France n'avaient donc rien à envier à leurs collègues de la métropole... sinon, peut-être, de ne l'avoir jamais quittée.

Département d'histoire  
Université de Montréal

LOUIS LAVALLÉE

STANLEY, George F. G., *The War of 1812. Land Operations*. Ottawa, National Museums of Canada et Macmillan of Canada, 1983. 489 p. 29,95\$

Dans *The War of 1812. Land Operations*, G. F. G. Stanley, un maître de l'histoire bataille donne sa pleine mesure. C'est à la demande du Musée canadien de la guerre que l'auteur s'est mis à la tâche de reconstituer minutieusement le conflit tel qu'il s'est déroulé sur la terre ferme. Un second volume devant traiter des opérations navales a été confié à la plume de W. A. B. Douglas, le directeur de la section historique à la Défense nationale du Canada. Une traduction française du présent ouvrage, quoique enrichie d'une contribution de Jean Pariseau également du service historique à la Défense nationale, semble souffrir d'une pauvre diffusion. Cette politique des éditeurs est peut-être due à la mince place que Stanley réserve aux Canadiens français dans son livre.

Une excellente première section de trois chapitres sert de mise en situation et d'introduction. Elle concerne principalement les causes de la guerre et le potentiel militaire des deux belligérants. Les autres sections coïncident chacune avec une année du conflit et les chapitres correspondant aux «théâtres d'opérations». Cette division ne va pas sans quelques errements puisque l'engagement de Lacolle se retrouve dans le chapitre 4, «The Detroit Frontier» et l'affaire du fort Astoria sur la côte du Pacifique dans le chapitre 6, «The Erie Frontier», par exemple. L'auteur s'efforce de jeter un regard critique sur tous les théâtres de la guerre, si petits soient-ils, de Halifax à Astoria (p. xviii). Du récit comme tel, il faut retenir les bonnes descriptions américaines des événements. Elles viennent enrichir l'ouvrage et elles permettent de mieux comprendre l'échec des tentatives américaines de s'emparer du Haut-Canada. Tout au long du livre, il s'avère évident que les troupes régulières forment une force autrement plus redoutable que les milices tant d'un côté que de l'autre. Les déboires des Américains provenaient souvent de ce qu'ils s'en remettaient à leur milice. Ils corrigeront cette lacune plus tard pour obtenir des victoires comme à Chippawa en juillet 1814.

Stanley ne néglige pas l'étude des Amérindiens. Il souligne leurs frustrations (le traité de Greenville de 1795), leurs échecs (la bataille de Tippecanoe en 1811), leurs revendications et leur implication dans la guerre. Lorsque pour

chaque bataille l'auteur nous fait part des effectifs du camp britannique, l'importance des forces amérindiennes, toutes indisciplinées qu'elles soient, oblige à se pencher sur leur sort. D'ailleurs, Stanley l'a fait depuis longtemps puisqu'il signait un article dans la *Canadian Historical Review* en juin 1950 intitulé «The Indians in the War of 1812». L'intérêt semble toutefois moindre pour les Canadiens français. Stanley leur consacre peu d'espace et rares sont ses propos qui font référence aux quelques ouvrages d'historiens en ayant traité. Ainsi, le chapitre que Fernand Ouellet consacre à la guerre de 1812 dans son *Bas-Canada, 1791-1840* (un livre largement diffusé au Canada dans les deux langues officielles) ne récolte qu'une maigre citation.

Le style alerte de l'auteur soutient notre intérêt jusqu'à la fin. Néanmoins, Stanley se permet d'utiliser un procédé de narration qui cadre mal avec ce qu'il qualifie lui-même de «...work of academic research» (p. xix) en rapportant certains détails morbides comme celui-ci: «...one British shell, penetrating an embrasure, burst in the officers' mess, killing no fewer than four occupants and spattering their brains over the walls» (p. 108); ou encore à l'occasion du récit de l'arrêt d'un commandant américain par le sergent Fraser dont Stanley ne met pas en doute la détermination «...for Fraser had bayonnetted seven Americans that night, and his young brother four» (p. 188). Heureusement, il s'agit de cas isolés. D'autre part, il est quelque peu agaçant de voir l'auteur montrer un respect exagéré envers certains personnages figurant au panthéon des héros britanniques au point de conduire Stanley à s'effacer pour laisser le soin de la conclusion de son volume au duc de Wellington. Et que dire de l'évocation du nom de l'amiral Nelson à la page 305 pour une comparaison avec Sir James Yeo, le commandant de la flotille britannique sur les Grands Lacs.

*The War of 1812. Land Operations* n'apporte rien de neuf comme s'en confesse d'ailleurs Stanley dans la préface. A la vérité, il a employé une recette éprouvée par ses prédécesseurs et collègues J. Mackay Hitsman, C. P. Stacey, William Wood et Ernest A. Cruikshank: description des batailles, recherches d'explications sur l'issue de ces dernières, jugement des hommes, quelques anecdotes et culte des chefs de guerre. Ainsi, la photo d'Isaac Brock accompagne la page-titre comme pour les ouvrages de William Wood remontant au début du siècle. Un genre et un thème qui auraient pu sentir le réchauffé si Stanley ne maîtrisait pas aussi bien son art descriptif. De plus, l'ouvrage est abondamment illustré et riche en cartes. Dans l'ensemble, un volume bien fait dans le genre qui mérite d'être connu. Il reste à souhaiter que l'étude de la guerre de 1812 n'en demeure pas là et que l'avenir saura renouveler sa problématique puisque la guerre, phénomène complexe, ne saurait se résumer à la seule description des opérations militaires.

Département d'histoire  
Université de Montréal

ROCH LEGAULT

AKENSON, Donald H. dir., *Canadian Papers in Rural History*, vol. III, Gananoque, Ont., Langdale Press, 1982.

Au cours des vingt dernières années, l'historiographie a eu tendance à se fragmenter. L'histoire urbaine a été parmi les secteurs qui se sont développés le plus rapidement. L'histoire rurale, par contre, a été laissée pour compte.

Alors que l'histoire urbaine a ses revues savantes au Canada et à l'étranger, l'histoire rurale n'a pas voix au chapitre; peu d'historiens se présentent d'ailleurs comme spécialistes d'histoire rurale. Depuis 1980, D. H. Akenson s'est attaché à promouvoir l'étude du développement social en dehors du contexte urbain, au moyen de recueils d'articles publiés sous le titre *Canadian Papers in Rural History*. Dans cette entreprise, Akenson a évité les questions de définition qui assaillent l'histoire urbaine, particulièrement aux États-Unis. Implicitement, Akenson conçoit l'histoire rurale simplement comme l'histoire de tout ce qui se passe dans le milieu rural; on ne tente pas de définir ce qu'il y a de spécifiquement rural, soit dans le domaine des idées, soit dans le domaine des comportements. Comme les volumes antérieurs, le volume III, paru en 1982, contient par conséquent une collection hétérogène d'articles traitant de diverses régions canadiennes au 19<sup>e</sup> siècle.

Parmi les neuf articles du présent recueil, on retrouve deux études portant sur des personnalités du Haut-Canada. John Clarke décrit les spéculations foncières de John Askin (et de son fils) dans le comté d'Essex et Gerald Bloch esquisse le «projet de réforme agraire» qui était à l'origine de l'intérêt que portait Robert Gourlay envers le Haut-Canada. Deux autres articles portent sur l'évolution de l'architecture et de la technique dans des milieux ruraux. Darrell A. Morris et Victor Konrad abordent l'architecture populaire du comté d'Euphrasia, au sud de l'Ontario, au moyen des manuscrits des recensements, des rôles d'évaluation, des relevés d'arpenteur et d'autres sources. Alan E. Skeoch brosse une esquisse de l'évolution de la charrue depuis l'antiquité jusqu'aux transformations du 19<sup>e</sup> siècle qui conduisirent à une augmentation substantielle de la productivité agricole.

Ces quatre articles mettent l'accent sur le Haut-Canada/Ontario; l'équilibre régional est rétabli par deux autres articles sur les Prairies et Terre-Neuve. Bruce E. Batchelor raconte rapidement comment la *Saskatchewan Land and Homestead Company* a échoué dans sa tentative d'établir des communautés méthodistes dans le Nord-Ouest. Dans une acception large de l'histoire rurale, John Mannion retrace les échanges entre Terre-Neuve et le port de Waterford, en Irlande, de 1770 à 1820.

Ces six articles constituent de modestes contributions à notre connaissance de certains aspects particuliers de l'histoire du 19<sup>e</sup> siècle canadien. Les trois autres ont une portée plus large et sont de ce fait plus intéressants: ils s'attaquent à des grandes questions historiographiques. R. Marvin McInnis et D. H. Akenson font une critique serrée de l'historiographie; Peter Russell utilise des données nouvelles pour revoir un sujet connu. Son étude systématique des rôles d'évaluation des années 1812 à 1842 fait ressortir la variation dans l'étendue des terres mises en culture dans le Haut-Canada; le défrichage, particulièrement dans les petites familles ou dans les exploitations sans main-d'oeuvre auxiliaire, s'est fait à un rythme lent. Russell confirme cependant l'impression des témoins de l'époque qui voyaient dans le Haut-Canada une terre d'élection pour les petites gens.

Dans sa critique des principales études portant sur l'agriculture du Bas-Canada, McInnis met lui aussi l'accent sur l'écart entre perceptions et réalité. Il démontre que les débats souvent virulents concernant l'origine, l'ampleur et les causes de la «crise agricole» sont souvent échafaudés sur des suppositions

mal établies ou sur des perceptions erronées. McInnis critique les travaux de Séguin, Ouellet et d'autres et propose quelques observations tirées des données des comtés recensés en 1851. Il conclut que l'historiographie souffre de faiblesses importantes et que l'absence de marchés pour les produits agricoles du Bas-Canada constitue la question fondamentale qui doit retenir les chercheurs.

Le dernier article, celui d'Akenson, fait l'analyse de ce qui a été écrit sur les Irlandais en Ontario. Akenson s'élève contre l'interprétation qui voudrait que les immigrants irlandais se soient surtout installés dans les villes; il remet en cause les clichés stéréotypés des Irlandais qu'on retrouve dans la production historique. Il passe rapidement sur le fait que les Irlandais ont souvent été majoritaires dans les campagnes comme dans les villes du Haut-Canada/Ontario et que, à l'instar des autres immigrants, ils ont dû se déplacer, dans les milieux urbains ou dans les campagnes, selon ce que commandait leur destin individuel ou familial. L'auteur reprend les données disponibles sur l'immigration irlandaise et sur la distribution de la population à divers moments et propose des estimés pour remédier à la faiblesse de certaines sources. L'article insiste sur le caractère fondamentalement rural du Canada au 19<sup>e</sup> siècle et montre comment l'attention portée aux villes a biaisé la perception que nous avons de cette période. Akenson termine son article en invitant les historiens au travail. Cela est sans doute approprié; il reste cependant un certain nombre de problèmes d'ordre théorique à résoudre qui sont aussi importants que les problèmes soulevés par l'ambiguïté de certaines sources. Peut-on savoir, par exemple, si les Canadiens du 19<sup>e</sup> siècle se concevaient comme «ruraux» ou comme «urbains»? Qu'entendaient-ils par ces termes? Les mots changeaient-ils de sens d'une classe à l'autre, d'un groupe ethnique à l'autre, etc.? Ces questions ne font que souligner l'importance du travail accompli par ces *Canadian Papers in Rural History*.

Département d'histoire  
Université d'Ottawa

CHAD GAFFIELD  
Traduction: José E. Igartua

KRECH III, Shepard, ed., *The Subarctic Fur Trade. Native Social and Economic Adaptations* (Vancouver, University of British Columbia Press, 1984), xx-194 p. 28,95\$

Ce livre est un recueil de communications présentées lors du colloque de 1981 de l'American Society for Ethnohistory. Les six articles de ce volume analysent le comportement des tribus des territoires dominés par la Compagnie de la baie d'Hudson afin de déterminer l'impact de la traite sur la vie socio-économique des autochtones.

Dans un premier article, Arthur J. Ray analyse le sort des Algonquiens habitant dans les basses terres de la baie d'Hudson pour conclure que la «welfare state society» qui y existe aujourd'hui n'est pas le résultat de l'intervention massive du gouvernement fédéral depuis 1945, mais est issue de conditions créées par la traite au 19<sup>e</sup> siècle. En effet, la raréfaction des ressources animales dans cette région a détruit la viabilité de la chasse comme moyen de subsistance. Pour conserver les chasseurs et les attacher à la Compagnie, celle-ci octroya du crédit et des gratifications entraînant ainsi une dépendance. Dans l'esprit du gérant James Ray «it is true that the natives are our assets, that we

must keep them alive for future profits even though we carry them at a loss till such time shall come» (p. 16). L'Amérindien n'avait déjà plus de liberté et les structures essentielles de la «welfare state» étaient bien en place avant l'intervention massive du gouvernement fédéral. Il faut donc se garder de voir des transformations radicales, mais chercher les conditions qui ont rendu le changement nécessaire.

Charles A. Bishop conclut que la raréfaction des ressources jouent également un rôle capital dans l'évolution des autochtones dans les années suivant leur intégration dans la traite. Ces changements dans les «forces de production» ont causé des modifications dans le comportement des Cris. Toutefois l'auteur souligne que les systèmes sociopolitiques et idéologiques sont plus lents à se transformer et ce fait rend dangereux toute reconstruction de la période préhistorique à partir de données historiques. Ainsi, la société qui émerge au début du 18e siècle est une synthèse de l'ancien et du nouveau.

Pour Toby Morantz l'arrivée de la traite a eu un impact négligeable sur les Cris habitant à l'est de la baie James. Dans ce territoire difficile la première préoccupation était la subsistance et les chasseurs ne pouvaient modifier leur comportement sans courir le risque de famine. Sa principale contribution est d'attirer notre attention sur l'importance de l'archéologie pour déterminer les modes de subsistance des populations préhistoriques. Elle récusé les reconstructions faites uniquement à partir de documents européens car il ne suffit pas d'avoir habité un fort en Amérique pour comprendre tout le pays. En effet, plusieurs facteurs de la Compagnie de la baie d'Hudson ne connaissaient guère le pays en dehors de l'enceinte de leur poste de traite.

Carol M. Judd utilise la biographie pour étudier les différences dans les modes de vie des «homeguard Indians» et des «uplanders». Il est rare de trouver des biographies de personnages Amérindiens et cet article sur Sakie et Esquawenoe contribue à donner vie à ces personnages et nous fait prendre conscience que ces partenaires dans la traite ont également façonné l'histoire de ce continent.

L'implantation du Fort Simpson en 1821, et son commerce pendant la décennie suivante font l'objet de l'article de Shepard Krech III. Son analyse des articles acquis par les autochtones et les quantités de fourrures apportées au poste lui suggère que les Dogribs et Slavey ne dépendaient pas encore de la traite après dix années de fréquentation du poste. Il infirme ainsi l'affirmation de Rich à savoir que toutes les tribus en contact avec les articles de traite en devenaient entièrement dépendant dans l'espace de dix ans (p. 138-139). Son étude confirme la diversité des expériences de contact et met en garde contre les généralisations hâtives.

Le dernier article de ce recueil par Robert Jarvenpa et Hetty Jo Brumbach analyse l'expérience de bandes chipéwas du nord-est de la Saskatchewan à la fin du 19e siècle. Les livres de comptes détaillés du poste de la rivière Souris constituent la principale source et permet, tent aux auteurs d'analyser le comportement économique de plusieurs individus. Le nombre de cas examinés reste trop petit pour permettre des conclusions définitives, mais cet article ouvre des perspectives intéressantes pour l'étude de l'adaptation des Amérindiens à une situation économique en évolution constante.

Il est souvent difficile de réunir des communications présentées lors d'un colloque en un ensemble cohérent; c'est pourtant ce qu'a réussi l'éditeur de ce volume. Tous les articles apportent des considérations méthodologiques et conceptuelles intéressantes. Ils servent également à démontrer la richesse des archives de la Compagnie de la baie d'Hudson. Les époques varient, mais les thèmes sont les mêmes et confrontent tous ceux qui veulent étudier l'histoire amérindienne.

Bien que seule la communication de Toby Morantz porte directement sur des autochtones du Québec, ce petit volume demeure pertinent pour l'analyse de l'expérience de contact entre Européens et Amérindiens dans la Province. Les tribus rejointes au 19<sup>e</sup> siècle par les agents de la Compagnie de la baie d'Hudson devaient avoir des réactions similaires à celles des habitants de la région laurentienne trois siècles plus tôt. La documentation disponible concernant les premiers est très riche tandis que celle concernant les derniers est pauvre. L'étude des expériences des tribus du nord-ouest peut ainsi nous aider à mieux comprendre les événements des 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles et la grande variété des réactions possibles à l'invasion du continent par les Blancs.

Département d'histoire  
Université de Montréal

JOHN A. DICKINSON

POUYEZ, Christian, Yolande LAVOIE et al., *Les Saguenayens: Introduction à l'histoire des populations du Saguenay, XVIe-XXe siècles*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1983.

Depuis le début de la décennie, la production historique canadienne est entrée dans une ère d'accalmie. Les chauds débats théoriques et méthodologiques des années 70 se sont refroidis; la discipline a retrouvé une sérénité un peu complaisante et les champs de recherche qu'on laboure aujourd'hui sont, pour l'essentiel, ceux qu'on a défrichés depuis dix ans. Le Programme de Recherches sur la Société saguenayenne (PRSS)<sup>1</sup>, l'équipe qu'anime Gérard Bouchard de l'Université du Québec à Chicoutimi, a su échapper à cette tendance. Ses travaux se sont développés dans de nouvelles directions pleines de promesses. Les publications qui en émanent sont toujours dignes d'intérêt, novatrices et stimulantes. Il n'est donc pas surprenant d'observer toutes ces qualités dans la première monographie d'envergure produite par le groupe. *Les Saguenayens* constitue une oeuvre magistrale qui s'est tout de suite imposée à l'historiographie canadienne. On ne pourra traiter ici que de quelques aspects de cet ouvrage; le lecteur en découvrira de lui-même toute la richesse.

Le livre est le fruit de la collaboration de six auteurs dirigés par un historien (Christian Pouyez) et une démographe (Yolande Lavoie). Il ne s'agit cependant pas d'une collection d'essais mais d'un texte collectif, où les rôles ont été clairement définis, chaque auteur étant responsable d'un aspect particulier du sujet. Le livre porte sur l'ensemble de la période définie au sens large: il s'ouvre sur la population amérindienne vers 1550 et se termine par des projections démographiques pour l'an 2001. L'ouvrage comprend trois

<sup>1</sup> Devenu le Programme de Recherches sur les Sociétés Régionales (N. du T.)

appendices produits sur microfiche et quantité de cartes, de tableaux et de graphiques.

Le caractère collectif de l'ouvrage, l'étendue de la période qu'il aborde et la qualité de l'appareil d'érudition donnent déjà à ce livre un caractère particulier dans la production historiographique récente; mais c'est la richesse même de l'oeuvre qui retiendra le plus l'attention. Le livre analyse non pas, comme certains auraient pu le croire, l'énorme fichier de population en construction depuis une dizaine d'années à l'Université du Québec à Chicoutimi, mais les données agrégées provenant de trois sources principales: les recensements fédéraux, les rapports annuels des curés et les rapports annuels du Conseil d'hygiène de la Province de Québec. Lavoie et Pouyez procèdent à une critique de chacune de ces sources pour l'histoire du Saguenay et montrent comment elles ont évolué avec le temps. Les auteurs admettent que ces sources ne peuvent être exploitées qu'avec prudence; ceci s'applique particulièrement aux rapports des curés, dont la qualité et le contenu varient considérablement d'une paroisse à l'autre et d'une époque à l'autre. Malgré cette variabilité, ces rapports annuels méritent, selon les auteurs, une analyse systématique qui peut enrichir considérablement nos connaissances de l'histoire démographique du Saguenay.

Afin de situer le cas saguenayen dans un contexte plus vaste, quatre régions rurales (le Bas-Saint-Laurent, la région de Joliette-Montcalm, la région de Lotbinière et celle de Charlevoix) et deux agglomérations urbaines (Montréal et Québec) servent d'éléments de comparaison. Ces comparaisons ne font pas appel aux rapports des curés, mais on exploite un éventail considérable d'autres sources, comme les recensements, les rapports du Conseil d'hygiène, les compilations de Tanguay, etc. On a produit ainsi une gamme impressionnante de mesures démographiques qui permettent de suivre l'évolution de la natalité, de la nuptialité et de la mortalité. On examine aussi les mouvements migratoires et des variations fort intéressantes sur ce plan ressortent tant à l'intérieur de la région du Saguenay qu'entre les régions qui servent de points de comparaison. L'étude des mouvements migratoires occupe cependant une place secondaire dans le livre par rapport à l'analyse des mouvements démographiques généraux et à celle des comparaisons entre les sous-régions du Saguenay et entre le Saguenay et les autres régions.

Même dans cette perspective, les auteurs débordent largement le cadre de l'analyse démographique conventionnelle et tentent résolument de faire le lien entre l'analyse démographique et l'histoire régionale. Ainsi, le peuplement du Saguenay est présenté non seulement sous l'angle de la croissance de la population, mais aussi sous celui de l'occupation de l'espace, telle qu'elle apparaît par les dates d'établissement des missions et des paroisses. De même, les auteurs essaient de situer les comportements démographiques dans leur contexte socio-économique. L'analyse de la société amérindienne est à cet égard bien réussie. Celle du 19<sup>e</sup> siècle l'est moins, car les données agrégées ne permettent pas une analyse multivariée des données démographiques et des données socio-économiques. L'histoire régionale contenue dans *Les Saguenayens* est donc tirée, en bonne mesure, d'autres travaux, en particulier ceux des membres de l'équipe de rédaction.

L'étude des Saguenayens, à l'aide de données nominatives d'ordre démographique, économique et social, viendra plus tard. A la lumière des tendances

générales dégagées dans *Les Saguenayens*, ces travaux maintiendront sans doute le PRSS à la fine pointe de la production historique.

Département d'histoire  
Université d'Ottawa

CHAD GAFFIELD  
Traduction: José E. Igartua

LAFORCE, Hélène, *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, coll. «Edmond-de-Nevers», no 4, 1985. 237 p.

Il est heureux que l'Institut québécois de recherche sur la culture ait jugé à propos de créer le Prix Edmond-de-Nevers pour couronner les efforts d'un(e) étudiant(e) de deuxième cycle ayant présenté, dans une université du Québec, une thèse portant sur la culture. La gagnante de cette année est Hélène Laforce, étudiante au département d'histoire de l'Université Laval. Inspirée par l'idéologie féministe contemporaine, elle a rédigé une étude originale sur le rôle des sages-femmes, de la Nouvelle-France au 20<sup>e</sup> siècle, dans les paroisses s'échelonnant de Rivière-Ouelle aux Grondines. Ouvrage original, en effet, parce que si cette profession séculaire a été quelque peu étudiée aux États-Unis, en France et au Canada, elle n'avait pas encore trouvé son historien(ne) au Québec. Alors que le courant féministe se conjugue aux critiques de la médecine «professionnelle», surtout dans le domaine de l'obstétrique, il n'est pas étonnant que ces deux mouvements aient guidé l'approche adoptée par l'auteur.

Avant de reconstituer l'univers de la sage-femme et l'évolution de cette profession, l'A. évoque l'univers de l'accouchement. Le milieu immédiat où se déroulait la naissance, l'entourage présent, est recréé grâce à l'analyse des ondolements retracés dans les registres paroissiaux. On y voit les différentes étapes dans l'histoire de l'accouchement, de l'événement social où s'y retrouvaient parents et voisins, alors que les femmes s'entraidaient, à la sage-femme du rang, puis du lieu, jusqu'à celles qui furent «reconnues» ou autorisées. On arrive à l'intervention médicale qui s'accompagne d'une naissance plus privée et finalement institutionnalisée.

Des auteurs français(es) et américain(es), R. et D. Wertz, C. Fouquet et Y. Knibiehler, J. Gélis, B. Ehrenreich et D. English, fournissent la grille d'analyse et Laforce confronte le fruit de sa recherche à leurs ouvrages pour tenter de délimiter la spécificité québécoise. Car l'expérience obstétricale en Nouvelle-France était différente et au 18<sup>e</sup> siècle la sage-femme y jouait un rôle plus valorisé que celui de sa consœur française. L'auteur en brosse un portrait dans les tableaux 19 à 23 qui nous fournissent le taux d'alphabétisation, la profession du mari et les inventaires après décès.

Même si elle soulève une foule de questions qui restent souvent sans réponse - et on eut voulu qu'elle abandonne parfois la forme interrogative -, l'A. fournit des éléments d'explication à l'élimination progressive de cette profession à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle. A l'encontre d'une interprétation féministe radicale qui y voit une lutte de pouvoir entre hommes et femmes, ou de l'interprétation médicale qui insiste sur la victoire de l'efficacité contre l'obscurantisme, Laforce y constate un débat de civilisation alors que l'interventionnisme médical s'impose. Débat dans la lignée de celui qui aboutit

aujourd'hui à la technologie reproductive à laquelle viennent de s'opposer énergiquement les féministes allemandes réunies à Bonn en avril.

Comme tous les ouvrages publiés par l'IQRC, celui-ci est fort bien présenté. Le texte contient plusieurs tableaux et quelques annexes. Il est suivi d'une bibliographie qui, sans être annotée et quoiqu'il faille déplorer l'absence de références à l'historiographie canadienne-anglaise sur le sujet, sera quand même utile aux personnes qui se penchent sur l'histoire de la maternité.

Il est regrettable qu'ayant accordé le Prix Edmond-de-Nevers, l'IQRC n'ait pas laissé à l'auteur l'occasion de remettre une dernière fois son texte sur le métier. Au lieu d'une thèse, nous aurions alors un ouvrage bien rodé. On aurait ainsi relégué aux notes les discussions sur les sources. Une réorganisation des chapitres aurait pu éviter certains recoupements et retours en arrière. L'A. aurait aussi pu faire confiance à son auditoire et ne pas lui rappeler que les choses se passaient vraiment différemment dans la chambre de la parturiente du 18<sup>e</sup> siècle que dans la salle d'accouchement d'aujourd'hui (p. 38). Enfin, son style pourrait être plus uniforme, soit académique soit familier, en éliminant les formules qui «charrient» des visions et inventent la «sage-femmerie». Ces critiques, qui peuvent sembler dures à l'endroit d'une étudiante, s'imposent lorsqu'il s'agit d'un livre publié. Elles ne doivent pas nous faire sous-estimer la richesse de la documentation, la pertinence du sujet et la richesse d'un ouvrage qui pose un jalon de plus à la reconstitution de l'histoire des femmes au Québec.

Département d'histoire  
Université McGill

ANDRÉE LÉVESQUE

FÜHRER, Charlotte, *The Mysteries of Montreal. Memoirs of a Midwife*. Peter Ward, ed. Vancouver, University of British Columbia Press, 1984. 170 p. 19,95\$

Charlotte Führer est une de ces nombreuses Européennes qui après avoir suivi une formation de sage-femme a poursuivi ses activités dans cette nouvelle terre d'accueil qu'est l'Amérique du 19<sup>e</sup> siècle. Née à Hanovre en 1834, mariée au-dessus de son niveau social en 1853, elle suit quelques semaines plus tard son mari aux États-Unis où ce dernier tentera en vain de se tailler une place dans le milieu des affaires. C'est après avoir réalisé la pénurie de sages-femmes en Amérique, mais aussi pour soutenir économiquement son ménage, qu'elle entreprend son instruction comme sage-femme dans une maternité de Hambourg. Cette formation lui permettra d'ouvrir une petite maternité au centre-ville de Montréal lorsque le couple tentera une seconde fois de s'implanter sur le nouveau continent.

Les mémoires de la dame Führer, présentés par Peter Ward, tiennent davantage d'une relation quasi «rocambolesque» des tribulations d'une accoucheuse dans les milieux marginaux de la nouvelle métropole canadienne que d'une véritable chronique médicale. L'historien(ne) de la médecine ou de la naissance y trouvera peu de matière pour ses recherches. Le préfacier en convient d'ailleurs lui-même. Les informations concernant les techniques, les lieux d'exercice, les pratiques médicales ou le type de pharmacopée qu'utilisaient ces intervenantes, encore nombreuses à cette époque, y sont rares.

C'est sans doute pour pallier cette lacune que Peter Ward, qui a préparé la présente édition, a tenu à joindre dans son introduction une véritable synthèse de l'histoire de la sage-femmerie canadienne. Dans un survol qui comporte plus d'une trentaine de pages cet historien de la Colombie Britannique cerne à grands traits l'évolution de l'obstétrique canadienne. Dans un style simple mais précis, le présentateur décrit la pratique des sages-femmes au moment de la colonisation, la découverte des forceps, la création des maternités, l'évolution graduelle du savoir des médecins, leur lente ingérence à l'intérieur du territoire obstétrical, l'hospitalisation de l'accouchement et la victoire finale du corps médical non seulement dans les institutions mais aussi dans le cœur des accouchées. Cette tentative relève d'un véritable défi si l'on considère l'état des sources et de la recherche actuelle sur le sujet.

Pour fournir à son lecteur le maximum d'informations sur un thème riche en multiples facettes, Peter Ward met à profit différentes approches méthodologiques allant d'une suite chronologique à variantes thématiques à quelques minutieuses études de textes d'époque. Sa recherche en ressort enrichie d'une vision plus large mais elle laisse le lecteur quelque peu désorienté. Privilégiant une approche factuelle, Peter Ward parvient à bien cerner les grandes étapes d'une histoire qui n'est pas pauvre en bouleversements, cette méthode l'empêche cependant d'aborder les faits de façon plus critique. Une synthèse n'est pas le lieu idéal pour une analyse très approfondie mais le préfacier s'attarde parfois à l'étude de faits qui semblent mineurs alors que sont laissées de côté des questions plus fondamentales.

Ainsi l'on réalise très bien à la fin d'une telle lecture que l'envahissement du territoire de l'obstétrique par les médecins est lié à l'amélioration des techniques obstétricales, à l'appauvrissement du savoir des sages-femmes et à la valorisation d'un accouchement plus sécuritaire dans les hôpitaux auprès d'une clientèle effrayée par les affres de l'accouchement traditionnel. Mais l'on ne s'interroge nulle part sur les motifs qui ont pu pousser les médecins à investir un domaine autrefois méprisé. L'appauvrissement graduel du savoir des sages-femmes reste l'une des explications les plus plausibles de leur mise au rancart, mais quel fut exactement le rôle des médecins dans la mise au ban des sages-femmes des facultés de médecine, ce qui allait les éloigner tout autant des progrès de la médecine que de la construction d'un discours sur leur corps? Si l'apprentissage de la majorité des accoucheuses relevait effectivement d'une pratique empirique, cela ne doit pas nous faire sous-évaluer l'existence de sages-femmes licenciées ayant étudié dans des cliniques ou des maternités sous la tutelle de médecins. Dans le processus de dégradation de leur fonction via l'ensemble social, quelle fut l'importance du facteur mode, qui lui aussi a ses promoteurs et son sens?

Mais revenons aux mémoires de madame Führer en tant que tels. C'est un document d'un tout autre ordre que celui de Peter Ward. Ce n'est pas tant le quotidien médical que veut nous faire partager cette sage-femme montréalaise mais plutôt celui plus mystérieux des multiples intrigues bourgeoises où l'on retrouve les amantes bafouées, les pauvres domestiques déshonorées par leurs maîtres, les bâtards devenus honorables à force de travail. En fait, c'est cette autre partie de la fonction de sage-femme, celle de la conseillère morale ou de l'aide complice, sur laquelle Charlotte Führer lève le voile. Rôle social qui est peut-être tout aussi important que son pendant technique, puisque cette

femme introduite dans l'intimité des couples devait avoir accès à bien des secrets.

A travers un style simple, souvent moralisant, à la manière du temps, cette sage-femme nous relate quelques histoires vécues d'où ressortent les conventions sociales, les tabous et les forces de pression régularisant l'univers des femmes au tournant du siècle. Même si elle charrie la plupart du temps les clichés moraux de son époque, madame Führer n'en démontre pas moins une profondeur humaine qui nous aide à mieux comprendre ce qui pouvait pousser alors une femme à l'avortement, à l'infanticide, à l'alcoolisme ou bien à l'hystérie. C'est dans ce contexte qu'il faut lire les propos de madame Führer, une fois sensibilisé par les commentaires de Peter Ward sur le texte de Charlotte Führer.

CÉGEP de Limoilou

HÉLENE LAFORCE

CHARLAND, Jean-Pierre, *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982. 482 p.

CHARLAND, Jean-Pierre et Nicole THIVIERGE, *Bibliographie de l'enseignement professionnel, 1850-1980*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982. 282 p.

Dans son ouvrage sur l'enseignement technique, Jean-Pierre Charland veut «brosser un tableau du siècle d'existence de l'enseignement spécialisé» (p. 25). Essentiellement descriptif, l'ouvrage se divise en quatre parties définissant autant de périodes. La première identifie une «préhistoire interminable» qui s'étendrait de 1869 à 1925. La seconde période de l'histoire de l'enseignement technique mènerait «du piétinement au foisonnement» entre 1926 et 1945, alors qu'après la Seconde Guerre, et ce jusqu'au début des années soixante, cet enseignement connaîtrait plutôt une période d'expansion et de plafonnement. Enfin la quatrième partie est consacrée à la réforme scolaire de 1960 à 1982 et à ses effets sur l'enseignement technique. Chacune des parties débute avec un chapitre qui présente le contexte social et économique de la période étudiée.

Bien que l'auteur nous prévienne dès le début que «les deux premières parties», soit la moitié de l'ouvrage, peuvent «laisser le lecteur insatisfait» et qu'il attribue ces lacunes aux sources elles-mêmes (p. 25), je crois qu'en dépit des sources limitées, la première partie de l'ouvrage aurait facilement pu être moins confuse. L'auteur reste en effet trop près de ses sources et présente de façon trop morcelée les diverses institutions. Le chapitre 2 par exemple, présente successivement les *mechanics' institutes*, le cours de sciences appliquées aux arts proposé par l'Université McGill et le Conseil des arts et manufactures. Au chapitre suivant on parle des cours de dessin, des collèges industriels et de la création de l'École polytechnique sans jamais indiquer clairement le niveau d'enseignement visé par ces différentes institutions ni ce que leur création doit au contexte socio-économique des années 1850-1880. Ainsi, l'auteur mentionne (p. 52) le mémoire présenté au ministre de l'Éducation en 1869 par le Principal de l'Université McGill en vue d'obtenir des fonds du gouvernement pour fonder une école de génie civil. Cependant, il aurait dû préciser que cette

initiative avait été précédée par la création, en 1857, d'un premier programme de génie civil qui, en raison de difficultés financières, avait dû être abandonné en 1863. De plus les cours offerts par McGill et plus tard par l'École polytechnique visent la formation d'ingénieurs et non de techniciens ou d'ouvriers spécialisés. Comme le note l'auteur, ce domaine relève du Conseil des arts et manufactures créé en 1869 par le gouvernement du Québec. Encore qu'il ne s'agissait pas là d'une première initiative car en 1857 une loi du Canada-Uni avait créé le *Lower Canada Board of Arts and Manufactures*. Cherchant les origines de l'enseignement technique, Charland note que «on a parlé d'une école des arts et manufactures qui dès 1859 accueillerait déjà deux cent onze élèves et donnerait de l'emploi à six professeurs, mais on n'en sait rien de plus» (p. 76). Il s'agissait-là probablement d'une référence à la loi de 1857. Comme le suggèrent ces quelques exemples, pour bien faire comprendre le sens que revêt l'émergence de diverses institutions liées à l'enseignement technique il aurait fallu remonter jusqu'au début des années cinquante et expliquer qu'à cette époque, et partout au Canada, émerge un nouvel intérêt pour le génie civil et l'enseignement pratique suscité par une première vague d'industrialisation marquée avant tout par le développement du chemin de fer, nouveau symbole de la modernité. Plusieurs francophones, les «rouges» en particulier, réclament un enseignement secondaire plus pratique. L'ouverture à l'Université McGill d'un programme de génie civil et la création du Conseil des arts et manufactures, deux événements survenus en 1857, ne sont pas le fruit du hasard mais d'une conjoncture favorable au développement d'un intérêt pour les choses techniques tant chez les anglophones que chez les francophones. A la même époque, les Universités de Toronto et du Nouveau-Brunswick commencent elles aussi à offrir des cours de génie civil aux étudiants. En isolant le contexte économique dans un chapitre introductif, au lieu de l'intégrer au corps même de l'ouvrage, l'auteur rend difficile la mise en relation des différents facteurs qui expliquent les diverses interventions dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel.

Avant la promulgation, en 1907, de la loi sur les écoles techniques, la formation professionnelle des ouvriers se limite aux cours du soir dispensés dans une dizaine des principales villes manufacturières de la province. Bien que l'auteur considère que la préhistoire de l'enseignement technique se poursuive jusqu'en 1925, il me semble que 1907 marque un nouveau tournant. La loi adoptée cette année-là met en effet en place un premier réseau d'écoles techniques avec ses programmes, ses professeurs et ses étudiants. En 1911, les écoles de Montréal, de Québec et de Shawinigan ouvrent leurs portes suivies en 1921 par celles de Hull et de Trois-Rivières. Ce premier réseau se «rode» lentement jusqu'à ce que, en 1925, le secrétaire de la province convoque un premier congrès pour faire le point sur la situation. La différence de nature qui sépare les activités régies par le Conseil des arts et manufactures de celles des écoles techniques proprement dites justifie amplement de limiter la «préhistoire» (quoique ce terme soit inadéquat) à la période de 1850-1907. Ce tournant du milieu des années 1900 correspond aussi à l'intervention du gouvernement fédéral dans le domaine de la formation de la main-d'oeuvre professionnelle. Une commission royale d'enquête sur l'enseignement technique et industriel est en effet mise sur pied en 1909 et elle remet son volumineux rapport (devenu une source importante d'informations pour les historiens) en 1913.

Suite au congrès de 1925, une nouvelle loi est votée dans le but d'uniformiser l'enseignement dans les différentes écoles qui d'après la loi de 1907 étaient des corporations autonomes. À côté des écoles techniques dont le cours s'étend sur trois ans, la nouvelle loi crée des écoles de métier dont le cours n'est que de deux années. On espère ainsi faire augmenter le taux de réussite qui, dans les écoles techniques, n'est que de 25%. La revue *Technique* est aussi créée «afin d'initier la population ouvrière aux questions techniques et lui inculquer le goût des études» comme le note le secrétaire de la province dans son rapport annuel (p. 151).

Avec la multiplication des écoles après la Seconde Guerre mondiale et vu le grand nombre de ministères impliqués dans des programmes de formation professionnelle, il devient difficile de se retrouver dans le fouillis des écoles «spéciales», «techniques», «hautement spécialisées», etc. et les différentes sections consacrées à chacune des institutions et aux divers intervenants sont bienvenues. De même, les sections consacrées aux cours, aux élèves et aux professeurs et les quelque 63 tableaux et graphiques seront utiles aux historiens qui voudront se faire une idée globale du mode de fonctionnement du réseau de l'enseignement technique, qui ne sera véritablement «rationalisé» qu'avec la réforme scolaire des années soixante.

Bien que la présentation détaillée de plusieurs projets de loi ait son utilité, on aurait aimé voir une analyse plus serrée du rôle joué par certains intervenants comme Arthur Tremblay qui, à partir du milieu des années cinquante, participe activement à la réforme de l'enseignement technique. Bien que le contenu du rapport Tremblay sur l'enseignement technique et professionnel, préparé en 1962, soit décrit pendant vingt pages, on ne nous explique jamais pourquoi ce rapport considère que 40% des élèves de quatorze à vingt ans devraient recevoir une formation technique ou professionnelle (p. 356). De plus, constatant que le rapport Tremblay suggère la continuation de l'accord survenu en 1960 entre les gouvernements fédéral et provincial concernant la formation professionnelle, Charland ne trouve rien de mieux à dire que «les temps ont bien changé depuis qu'Arthur Tremblay unioniste et conservateur, recommandait au gouvernement duplessiste, en 1955, de refuser toute intervention du gouvernement central, au nom de la sacro-sainte autonomie...» (p. 351). Au lieu d'ironiser, l'auteur aurait mieux fait de nous montrer comment la nouvelle conjoncture était favorable à l'adoption d'une stratégie de négociation différente. Après tout, un rapport est aussi le résultat d'un rapport de force et même Arthur Tremblay devait composer avec la situation du moment. Malgré tous ses défauts, l'enquête orale auprès de certains personnages aurait pu être utilisée pour éclairer cet aspect de la réforme de l'enseignement.

En somme, malgré son apport limité à l'analyse de l'évolution de l'enseignement technique dans ses rapports avec le développement social et économique, le volume de Jean-Pierre Charland est bienvenu car il procure au chercheur un volume de référence. Malheureusement, l'absence d'un index thématique, pourtant nécessaire dans un ouvrage de cette nature, ne facilitera pas sa consultation.

Préparée par Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge, assistés de Claire Côté et Jacques Saint-Pierre, la *Bibliographie de l'enseignement professionnel, 1850-1980*, est un outil essentiel pour ceux qui désirent étudier plus en

détail un aspect particulier du vaste domaine de l'enseignement professionnel. Curieusement, la périodisation retenue pour cette bibliographie me semble plus adéquate que celle retenue par Charland dans son volume. Intitulé «les premières tentatives», le premier chapitre couvre la littérature de (et sur) la période 1850-1909. Le second porte sur «la mise en place d'un réseau d'enseignement (1910-1936)» et le troisième sur la période d'expansion (1937-1960). Les deux derniers sont consacrés respectivement à la réforme de l'enseignement et à «l'après-révolution» (tranquille, bien entendu).

Chaque chapitre est divisé en sections couvrant d'abord les généralités, ensuite les enseignements agricole, commercial, ménager et des arts et métiers. Plusieurs sous-sections recensent les articles portant sur les institutions, les programmes, les manuels, la formation des maîtres et des élèves. Alors que les sections sur les enseignements agricole et commercial contiennent peu d'entrées, celles relatives à l'enseignement ménager et à l'enseignement technique sont beaucoup plus riches d'informations ce qui reflète naturellement l'expertise des deux auteurs principaux. Pour préparer la bibliographie, les auteurs ont consulté une quinzaine de bibliographies et dépouillé systématiquement 39 revues liées de près ou de loin au domaine de l'enseignement professionnel. Bien entendu, en consultant son fichier personnel, chacun pourra ajouter quelques nouveaux titres mais on ne peut demander à aucune bibliographie d'être exhaustive.

Pris conjointement, le volume de Jean-Pierre Charland et la bibliographie qu'il a compilée avec Nicole Thivierge, apportent une contribution importante au domaine de l'histoire de l'enseignement technique et professionnel au Québec car ils ouvrent la voie à des études plus circonscrites et surtout plus analytiques de ce domaine important de l'histoire du Québec.

Département d'histoire des sciences  
Université Harvard

YVES GINGRAS

MacEWAN, Grant, *French in the West: Les Franco-Canadiens dans l'Ouest*. Saint-Boniface, Éditions des Plaines, 1984. 219 p. 11,95\$

J'aurais tellement préféré écrire un compte rendu louangeur sur ce sujet qui me tient tant à cœur. Mais, tel que je l'avais fait pour le travail de l'historien James MacGregor dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (juin 1977: 103-105), je me dois à nouveau de diagnostiquer un cancer presque généralisé.

Tout ce que dit MacEwan est loin d'être mauvais et je ne veux surtout pas lui prêter de mauvaises intentions. Mais, comme le font la plupart de ses congénères, il étudie le problème à partir du «dehors», ne réussit pas à pénétrer la croûte qui distingue la nationalité canadienne-française de celle qui se dit *Canadian*, et interprète rarement les faits historiques à partir du «dedans».

De fait, on peut se demander pourquoi l'auteur aborde le chapitre 2: «De Cartier à Montcalm - la naissance d'une nouvelle communauté», si ce n'est dans le seul but de rappeler au lecteur que le piètre effort français en Amérique s'est soldé par la conquête britannique. D'ailleurs, l'évocation des seuls exploits de Champlain, de Radisson et de Des Groseilliers - les plus racontés dans les

manuels d'histoire - sont loin de rendre justice à tous les explorateurs français qui ont parcouru le continent nord-américain. L'auteur sait-il que pas moins de 30 États des États-Unis ont été découverts par des Français? Pourquoi ne fait-il que mentionner en passant la cinquantaine de forts situés dans les limites de la partie ouest du Canada et dans le centre-nord des États-Unis? En outre, les silences sont parfois plus éloquents encore que l'histoire racontée. L'auteur ne dit pas, par exemple, que la poignée de marchands et aventuriers de la Nouvelle-Angleterre et de l'Écosse, venue conquérir le commerce des fourrures, s'est enrichie grassement (sinon crassement) aux dépens des voyageurs canadiens-français et des Indiens. Pourquoi ne pas dire simplement que les dits voyageurs ont montré, par leur dur travail mal rémunéré, combien moins intelligents ils étaient que leurs patrons?

Malgré l'apport de l'historiographie récente, dans laquelle la majorité des historiens s'accordent à dire que l'incident de la Rivière-Rouge en 1869 n'était pas une révolte, l'auteur continue de l'appeler une «insurrection» (p. 128), une «révolte» (p. 142). Mais contre qui les Métis se sont-ils révoltés? Personne ne saurait prétendre que c'était contre la Couronne britannique, tout de même! Contre qui, alors? Contre la Compagnie de la baie d'Hudson? On sait que le gouverneur Semple était incapable de gouverner depuis quelque temps; c'est ce qui a poussé les Métis à se donner un gouvernement provisoire. Mais peut-on appeler ce geste une «révolte»? Est-ce contre le gouvernement du Canada, qui a envoyé des arpenteurs et un lieutenant-gouverneur? Il est indiscutable que les Métis se sont objectés à ce que les arpenteurs fassent leur travail sans tenir compte des divisions de terres existantes, de même qu'ils ont empêché le lieutenant-gouverneur désigné de s'installer chez eux. Mais est-ce cela une révolte dans le sens politique du mot? Peut-on vraiment dire que «le territoire était en pleine guerre» (p. 152)? D'ailleurs, l'auteur admet que «Riel a les pleins pouvoirs» (p. 166). Le résultat de l'exécution de Thomas Scott est donné en détail sans cependant que l'auteur n'en explique jamais la cause première: la crainte des Orangistes de l'Ontario de se voir cerner par des Canadiens français catholiques au Québec et au Manitoba.

Ce n'est qu'au chapitre 10 que l'auteur aborde enfin, quoique rapidement, les questions soulevées par la fédération canadienne et l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. La question scolaire du Manitoba est étudiée en détail mais celle des Territoires du Nord-Ouest y est à peine effleurée, et toujours dans le sens que la lutte de la minorité francophone était vouée à l'échec dès le début. Jamais n'y lit-on une citation quelconque à l'effet que, par grandeur d'âme, la majorité (anglophone) aurait dû protéger la culture et les droits de sa minorité (francophone) comme le faisait la majorité (francophone) du Québec pour sa propre minorité (anglophone). L'auteur a-t-il jamais su qu'au moment de la victoire de la Compagnie de la baie d'Hudson sur la Compagnie du Nord-Ouest (1821), la langue française avait été parlée presque partout au nord de la région formée par une ligne tirée entre Winnipeg et Edmonton? Il est grand temps que lui et ses congénères le sachent, afin qu'ils cessent d'avoir honte inutilement pour les Canadiens d'expression française.

«La lutte contre l'assimilation pour la sauvegarde d'une culture», abordée au chapitre 12 - titre qui caractérise on ne peut mieux la vie des Franco-Canadiens dans l'Ouest - n'a mérité que huit pages et demie, alors que l'histoire des quelques familles venues directement de France en a valu autant. On effleure

à peine quelques éléments de la vie littéraire de l'Ouest canadien, malgré la publication récente d'un excellent livre à ce sujet par la même maison d'édition.

Avant d'entreprendre la lecture du texte français je me demandais pourquoi on avait publié le texte original (anglais) côte à côte. J'en ai bien compris la raison, cependant, lorsque j'ai souvent été obligé de me référer à l'original pour comprendre la pensée de l'auteur! La traduction n'est pas des plus heureuses en de nombreux endroits et les bourdes sont nombreuses. Et si le travail du traducteur a été difficile, que dire de celui du réviseur de texte?

La majorité des histoires populaires publiées dans l'Ouest sont remplies de demi-vérités et de préjugés, en ce qui concerne les Canadiens français. A moins que nous ayons recours à des historiens professionnels de la trempe de Donald B. Smith, je suis on ne peut plus persuadé, tel que je l'avais déjà écrit au sujet du travail de James MacGregor, qu'il nous incombe à nous, Franco-Canadiens de l'Ouest, d'écrire notre propre histoire. Une dernière remarque s'impose, cette fois à l'endroit des éditeurs: celle d'assurer dorénavant la révision d'un texte historique semblable par un historien compétent.

Service historique  
Défense nationale

JEAN PARISEAU

RAMIREZ, Bruno. *Les premiers Italiens de Montréal. L'origine de la Petite Italie du Québec*. Montréal, Boréal Express, 1984. 136 p.

Traduction et remaniement d'un texte originellement publié en langue anglaise en 1978, ce petit livre est une contribution majeure à l'historiographie du Québec et à celle des groupes ethniques du Canada. En levant le voile sur l'histoire des migrants italiens qui firent de Montréal leur lieu de résidence, temporaire ou permanent, avant 1930, Bruno Ramirez rend aussi un immense service aux Montréalais d'ascendance italienne et au public québécois en général, à qui la perspective historique fait cruellement défaut dans ses relations avec les communautés culturelles.

L'ouvrage est divisé en quatre parties. Dans un premier temps, l'auteur traite brièvement des «précurseurs», c'est-à-dire des Italiens qui habitaient à Montréal dans le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle. Peu nombreux, appartenant aux milieux artisanaux et commerçants, ils avaient un fort degré d'interaction avec la société hôte, comme en font foi leurs mariages fréquents avec des Canadiennes françaises. Malgré cela, la mobilité géographique était très grande. Des 55 personnes relevées en 1871, il n'en restait que quatorze dix ans plus tard. Il est évident que, pour cette période, les sources sont rares et Ramirez a dû s'en tenir aux listes nominatives de 1871 et 1881, ce qui, forcément, limite sa perspective.

Avec «la période de transition», qui constitue la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur entre dans le vif de son sujet. Cette période, qui s'étend grosso modo de 1900 à 1910, est caractérisée par l'apparition d'une migration de masse vers le Canada, migration qui, le plus souvent, est temporaire. Comme la plupart des migrants originaient du Molise, Ramirez a effectué des incursions dans les archives de cette région, ce qui lui permet de présenter au lecteur

les causes de l'émigration et aussi ses conséquences sur le développement régional.

Les 4 000 Italiens qui résidaient à Montréal en 1905 étaient, pour la moitié, des «travailleurs sans famille». L'existence de cette colonie était à la fois cause et conséquence du «commerce de migration». Les migrants avaient besoin de travail, de logement, de banquiers, pour expédier à leurs familles demeurées au «paese» l'argent durement gagné. Des intermédiaires surgirent, «padrone», «banchisti», qui exploitèrent leurs compatriotes sans merci. Comme pour les autres groupes immigrants en Amérique du Nord, les conditions résidentielles des Italiens de Montréal étaient très mauvaises. Ils s'aggloméraient dans un quadrilatère du centre-ville où la surpopulation était chronique. Les autorités et l'opinion publique s'inquiétaient de cette concentration de travailleurs saisonniers, par définition souvent en chômage, l'hiver en particulier, et qui semblaient être prompts à jouer du couteau. D'où la naissance de préjugés tenaces sur le caractère italien.

L'auteur consacre aussi plusieurs pages aux notables de la communauté italienne. Il met en exergue le conflit de leadership qui les opposa au «padrone» Antonio Cordasco, le «roi des travailleurs italiens». Il a de la difficulté, cependant, à expliquer l'enjeu de cette «guerre». Constitue-t-elle un conflit d'intérêts pour le contrôle du commerce de migration ou une lutte de pouvoir pour «la représentativité (...) face à une population fluctuante» (p. 51)? L'auteur aurait peut-être eu avantage à comparer les Italiens de Montréal avec d'autres groupes ethniques dont les querelles intestines ont fait l'objet d'analyses.

Ramirez termine cette partie par une discussion de l'adaptation socio-économique des immigrants, qui a marqué le passage de la migration temporaire à la migration permanente, vers 1910. C'est pendant ces années que se dessina un mouvement résidentiel vers le nord de la ville.

La troisième partie traite de l'implantation de la Petite Italie durant les décennies 1910 et 1920. On y apprend que la population s'accrut en même temps qu'elle se stabilisa. Ainsi, le nombre d'individus seuls diminua et le nombre de familles augmenta. Le rapport de masculinité était aussi à la baisse. L'auteur s'attarde aux institutions et à leur fonction de contrôle social. Il montre que la paroisse du Mont-Carmel était incapable d'affirmer son autorité sur une population mobile de journaliers, souvent sans famille. La situation changea quelque peu avec la stabilisation de la population italienne et avec la fondation de la paroisse Notre-Dame-de-la-Défense dans le nord. Mais encore en 1915 le curé estimait qu'un tiers des paroissiens ne pratiquait pas. L'auteur a des commentaires fort pertinents sur la situation scolaire qui, à long terme, poussait les parents à envoyer leurs enfants dans des écoles protestantes, donc anglophones. De même, les pages sur le rôle des épiceries de quartier et sur les pensions sont parmi les meilleures du livre.

Huit interviews constituent la dernière partie de l'ouvrage et illustrent à merveille les propos de l'auteur. Elles aident le lecteur à saisir la réalité immigrante italienne: la migration en chaîne, la difficile recherche d'emploi, la situation des femmes, restées au «paese» à prendre soin du lopin de terre et des jeunes enfants pendant que le mari travaillait en Amérique; puis, émigrées à leur tour, le confinement à la maison où, souvent, pour joindre les deux

bouts, elles devaient prendre des pensionnaires. Certains passages sont émouvants.

Si l'apport des *Premiers Italiens de Montréal* est certain, trois problèmes marquent néanmoins le livre. Le premier a trait à sa structure. La division en tranches chronologiques correspondant aux trois grandes étapes de l'immigration italienne avant 1930 était probablement la meilleure façon de rendre compte du mouvement. Mais, ce faisant, la continuité des phénomènes est souvent diminuée. Ainsi, on a presque l'impression qu'il n'y a plus eu d'émigration temporaire après 1912-13. Dans le même sens, il n'y a pas d'analyse des structures d'encadrement avant la partie sur l'implantation. Et il faut attendre cette même partie pour que l'auteur discute de la vie des «bordanti». Pourtant, n'étaient-ils pas plus nombreux à la période précédente, s'il faut en croire ses statistiques sur les journaliers «sans famille»?

Le deuxième reproche qui peut être adressé à l'auteur est de ne pas avoir situé son étude dans la foulée des nombreux travaux publiés sur l'immigration italienne aux États-Unis. Nous pensons en particulier aux ouvrages de Humbert Nelli, de Virginia Yans-McLaughlin et de John Briggs. N'y aurait-il pas trouvé matière à alimenter sa réflexion sur la communauté italienne de Montréal?

Enfin, nous nous devons de noter la lourdeur de plusieurs passages. Il nous a parfois fallu relire un paragraphe deux ou trois fois pour comprendre son sens. Ici, ce n'est pas tant l'auteur qui est à blâmer mais plutôt l'éditeur.

Ces remarques n'enlèvent rien à la valeur des *Premiers Italiens de Montréal*. Comme les individus de son premier chapitre, Bruno Ramirez est un précurseur. Nous souhaitons que son exemple soit suivi. Nous souhaitons aussi qu'il poursuive ses recherches et qu'il nous donne, dans un avenir pas trop éloigné, un travail définitif sur la communauté italienne de Montréal.

Seattle, Washington

YVES FRENETTE

GRANATSTEIN, J. L., *A Man of Influence: Norman A. Robertson and Canadian Statecraft, 1919-68*. Ottawa, Deneau Publishers, 1981, xv-488 p.

Auteur d'une douzaine de livres importants sur Mackenzie King, la deuxième guerre mondiale, le Parti conservateur et les relations canado-américaines, J. L. Granatstein est l'un des historiens canadiens contemporains les plus prolifiques et les plus admirés. Dans cet ouvrage volumineux, Granatstein a dépouillé les archives publiques et privées pour reconstituer la carrière d'un des plus importants serviteurs de l'État des administrations libérales de Mackenzie King et de Saint-Laurent.

Même s'il touche une période mouvementée de l'histoire politique de 1929 à 1965, soit la durée de la carrière de Robertson auprès du gouvernement canadien, ce livre n'aborde pas la vie politique directement. Les bouleversements apportés par la Crise, la deuxième guerre mondiale et la guerre froide ne constituent qu'un arrière-plan à la fructueuse carrière de Robertson comme diplomate à Ottawa et à l'étranger. Robertson faisait partie de cette équipe de hauts fonctionnaires acharnés et âpres au travail dont Mackenzie King s'était entouré et que Granatstein a dépeints dans un autre ouvrage, *The Ottawa Men*.

La vie sous King n'était pas facile, mais on pouvait s'y tailler un avenir passionnant, à condition d'être d'origine anglaise, d'être protestant ou agnostique, et d'avoir frayé dans les milieux universitaires. Déterminé à accomplir ce que le gouvernement lui demandait, particulièrement dans le domaine économique et dans celui de la sécurité nationale, Robertson s'aménagea une place enviable au sein du mandarinat canadien. A l'âge de 37 ans, il commence sa carrière en haut de l'échelle, comme premier fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures sous King. En 1946, il passe à Londres comme Haut-Commissaire canadien, dans la difficile période de l'après-guerre. Il revient à Ottawa en 1951 et devient Secrétaire du Cabinet et Greffier du Conseil Privé. Il repasse ensuite à Londres jusqu'à ce que la crise du canal de Suez mette fin à son deuxième mandat de Haut-Commissaire. En 1958, il reprit le poste de Sous-Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures. Atteint d'un cancer du poumon, il acheva sa longue carrière au service de son pays comme représentant canadien aux discussions du GATT à Genève.

Les bureaucrates consciencieux et dévoués comme Robertson font l'admiration de Granatstein. L'auteur partage l'opinion de son sujet que la fonction publique constitue la plus noble des professions. Granatstein relate avec beaucoup de minutie les difficultés tant internes qu'externes auxquelles Robertson dut faire face dans l'exécution de ses différents mandats. Robertson se sentait à l'aise d'exercer son influence considérable dans l'ombre, à l'abri des regards publics. L'auteur partage le jugement emballé d'un collègue de Robertson, John Holmes, pour qui Robertson fut une sorte de «Paul Bunyan of the public service and the legend will not be much exaggerated».

L'allusion au héros légendaire américain n'est pas dépourvue de fondement: Robertson était un bourreau de travail. Le lecteur hésitera cependant à voir dans Robertson un véritable héros de légende. Granatstein nous montre comment Robertson renonce, au début de sa carrière, aux penchants socialistes auxquels il s'était adonné à Oxford, comme d'autres membres de la classe bourgeoise universitaire. Il se transforme en fonctionnaire de tempérament plutôt conservateur et prudent, signolant des notes de services «often designed to conceal his own views as much as to explicate them». Robertson devint un administrateur d'un grand tact et d'une prudence extrême. Sa vie privée demeure un mystère: les vœux de Mme Robertson, le manque de sources et l'accent mis par l'auteur sur la carrière de Robertson nous cachent sa vie personnelle. On se demande s'il y aurait eu matière à tirer une vraie biographie d'un fonctionnaire aussi prudent, discret et fermé. Ce n'est pas un hasard si Mike Pearson apparaît ici, par contraste, comme un personnage plus chaleureux, plus inventif, quoique plus superficiel que Robertson; Mackenzie King, tout comme Robertson, le considérait comme un ambitieux activiste.

Granatstein a réussi le tour de force de suivre les dédales de la carrière et des politiques qu'a connus Robertson au ministère des Affaires extérieures. L'auteur nous laisse voir que Robertson n'était ni un administrateur chevronné ni un ardent défenseur de la démocratie. Son intelligence indubitable se laissait prendre de court par les événements et se sentait quelque peu démunie devant les questions de principe. Nationaliste, Robertson se préoccupait cependant davantage des questions internationales que des problèmes internes du Canada. Il avait d'autre part de la difficulté à prendre des décisions. «By choice, Robertson had turned himself into a deliberate, cautious man, from whom

decisions ordinarily flowed very slowly.» Personnage effacé, et qui désirait le demeurer, Robertson n'était pas d'un commerce aisé avec la presse ou avec les étrangers. Ce «model civil servant», selon l'expression de l'auteur, est demeuré «completely unknown to the general public and in some ways to his colleagues as well». Sa timidité fit de son mandat comme directeur de l'école de relations internationales de l'Université Carleton, vers la fin des années 60, une période pénible de sa vie; il fut incapable de se sentir à l'aise avec les étudiants ou les professeurs et composait difficilement avec l'esprit de synthèse des universitaires.

L'auteur traite de la façon la plus neutre les questions épineuses auxquelles Robertson fut confronté tout au long de sa carrière, et particulièrement des problèmes économiques. Granatstein présente la carrière de Robertson avec beaucoup de respect pour le métier qu'il exerçait; les quelques jugements un peu négatifs touchent les années passées à Carleton et l'inefficacité de Robertson comme Secrétaire du Cabinet. Le livre est le fruit d'une recherche méticuleuse, même si l'énorme éventail de sujets abordés ne permet pas toujours une analyse approfondie. On arrive mal à saisir les grandes idées directrices de Robertson concernant les relations internationales. Par ailleurs, les aspects pratiques et économiques de son métier ressortent mieux. Ce livre sera utile aux spécialistes de la période contemporaine désireux de connaître la mise en oeuvre des grandes décisions politiques par l'administration publique.

Département d'histoire  
Université d'Ottawa

ROBERT H. KEYSERLINGK  
Traduction: José E. Igartua

HOLMES, John W., *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957: vol. II.*

Malgré sa taille modeste, le ministère des Affaires extérieures du Canada a eu l'avantage de compter dans ses rangs, aux années 40 et 50, plusieurs individus hautement compétents qui ont laissé leur marque sur la diplomatie internationale. Parmi ceux-ci, certains, tels les Lester B. Pearson, Escott Reid et John Holmes, ont rédigé des travaux importants qui jettent un nouvel éclairage sur ce qui fut peut-être l'âge d'or de la politique extérieure canadienne.

De 1943 à 1960, l'auteur occupa divers postes au sein du ministère dont celui de sous-secrétaire d'État aux affaires extérieures. Même si ses occupations lui assurèrent un poste d'observation privilégié, du moins en rapport avec certains dossiers, Holmes ne présente pas ici ses mémoires. Il nous offre plutôt une description et des interprétations basées partiellement sur des souvenirs mais surtout sur des recherches archivistiques et sur la lecture des nombreux travaux déjà publiés sur le sujet.

Alors que le volume I de cet ouvrage met en vedette les attitudes et politiques canadiennes à la fin de la deuxième Grande Guerre, ce deuxième tome fait état de la décennie suivant la guerre. L'ONU y occupe une place de choix mais l'établissement et l'évolution de l'OTAN, le développement du Commonwealth ainsi que les grands dossiers des relations canado-américaines constituent aussi des thèmes importants.

Les «succès» de la diplomatie canadienne sont nombreux à cette époque au point peut-être d'attiser la nostalgie des Canadiens d'aujourd'hui, habitués

à ce que leur pays joue un rôle plutôt sans éclat dans le domaine international. Au lendemain de la guerre, le pays s'implique profondément dans les comités et commissions des Nations-Unies dont le conseil de sécurité où il remplit un mandat. En ce qui concerne la fondation de l'OTAN, «la contribution du Canada à la fois sur le plan personnel (Pearson, Wrong, Reid, etc) et au niveau national a été considérable quoique difficile à mesurer». Au moment de la guerre de Corée, Ottawa décide de mettre sur pied un contingent spécial qui - c'est là un précédent - sera disponible lors de missions collectives.

A l'époque où le Commonwealth amorce son évolution vers une communauté multi- raciale, le Canada contribue à rendre l'organisation plus hospitalière pour les nouveaux membres. Puis, à la suite de la guerre d'Indochine, ce pays accepte de participer aux commissions internationales de contrôle pour le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Lors de la crise de Suez, Pearson joue un rôle de premier plan dans l'établissement de la force d'urgence des Nations-Unies et mérite, pour ses efforts, le prix Nobel de la paix. Finalement, dans ses relations avec son voisin du Sud, le Canada remporte plusieurs succès dont l'accord en vue de construire la Voie maritime du Saint-Laurent. Voilà une litanie certes bien connue mais présentée de façon beaucoup plus approfondie dans ces pages par Holmes.

Il ne suffit pas d'étaier l'évidence du rôle significatif joué par le Canada, encore faut-il expliquer pourquoi il en fut ainsi, comment le Canada, surtout à l'ombre de son puissant voisin, a pu faire sentir son influence dans l'évolution de plusieurs grands dossiers. A ce sujet, Holmes rappelle que le Canada, à cette époque, fut vraiment *la* puissance moyenne par excellence. Au lendemain de la guerre, alors que l'Europe commence à peine à se relever de ses cendres, il se classe troisième parmi les pays commerçants du monde. Ce n'est qu'aux années 50 que la compétition devient plus serrée et les puissances moyennes beaucoup plus nombreuses.

Malgré ses relations étroites avec les États-Unis et le Royaume-Uni, qui l'amènent à prendre place naturellement parmi les pays du Bloc de l'Ouest, le Canada affiche une certaine indépendance qui lui attire le respect des pays de moindre importance. Comme Escott Reid l'a dit: «le fait que nous soyons dans le même bateau avec les États-Unis nous autorise à dire aux Américains d'arrêter de faire basculer le vaisseau ou d'y pratiquer des trous dans le fond... Si nous jouons bien nos cartes nous pouvons exercer une influence qui dépasse notre importance relative en temps de guerre.» Et c'est bien ce que le Canada réussit à faire... du moins parfois.

De nombreux commentateurs des années 60 et 70, prétendant que le Canada devrait tenter de gagner une plus grande mesure d'autonomie face aux États-Unis, n'ont pas hésité à blâmer les politiciens des années 40 et 50 qui auraient sacrifié l'indépendance canadienne. Holmes aborde cette question à plusieurs reprises mais il soutient que le Canada a fait les choix qui paraissent évidents à l'époque. Même si Ottawa n'était pas toujours d'accord avec la façon des Américains d'envisager les relations avec l'Union soviétique et les pays communistes, il était évident que les Canadiens reconnaissaient à peu près unanimement le danger militaire que posait Moscou; donc, une alliance comme l'OTAN paraissait nécessaire et il était tout à fait normal que le Canada y soit. Pour ce qui est de la défense de l'Amérique du Nord à un moment où la

technologie évoluait rapidement, il paraissait normal que les deux pays collaborent et qu'à bien des égards les Américains affirment leur suprématie. Finalement, pour ce qui est du développement des relations économiques - sujet à peine effleuré dans cet ouvrage - les Canadiens voyaient dans le commerce accru avec le partenaire du Sud comme dans l'afflux d'investissements américains la base de la prospérité de l'après-guerre. Sauf en ce qui concerne les détails, l'opposition conservatrice était généralement d'accord avec le gouvernement libéral dans ces divers dossiers.

Le lecteur trouvera dans l'ouvrage de Holmes un bilan passionnant, rédigé avec brio, d'une époque qui était, pour les Canadiens, modestement glorieuse. Nul doute que cet ouvrage servira à compléter les travaux publiés par les grands spécialistes de la politique extérieure canadienne comme James Eayers.

*Département d'histoire  
Université Laval*

RICHARD JONES

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

PELLENS, Karl, Siegfried QUANDT et Hans SÜSSMUTH. dir., *Geschichtskultur - Geschichtsdidaktik: Internationale Bibliographie*. Paderborn, Ferdinand Schöningh, 1984. 378 p. (Geschichte, politik: Studien zur Didaktik; Band 3).

Cette bibliographie internationale de didactique de l'histoire et de culture historique est sûrement la plus vaste et la plus complète jamais publiée au confluent des champs du savoir qui constituent son titre. Elle comprend des bibliographies nationales pour quatorze pays: neuf pays d'Europe occidentale, trois d'Europe de l'Est, les États-Unis, la Turquie.

Chacune des bibliographies nationales commence par présenter, en quelques pages, la place que l'histoire et l'enseignement de l'histoire tiennent dans le pays en question et décrit habituellement la situation locale de la didactique. Suivent les entrées bibliographiques, d'une cinquantaine pour certains pays à plus de quatre cents pour d'autres, reproduites dans la langue d'origine. Les entrées sont distribuées selon un canevas commun, bien que plus ou moins respecté par les collaborateurs nationaux (et même pas du tout dans un cas). On y trouve des rubriques sur les instruments de travail, les ouvrages généraux, les revues et les périodiques, d'autres sur les principes et l'histoire de la didactique, sur la recherche, sur l'histoire à l'école et hors de l'école, etc. En tout une dizaine de rubriques, la plupart décomposées en sous-rubriques.

L'ouvrage s'ouvre sur deux essais, l'un examinant diverses conceptions de la didactique de l'histoire, l'autre réfléchissant à la dimension internationale de cette discipline. Il se clot sur les présentations des principales revues qui s'intéressent à l'enseignement de l'histoire en Europe et en Amérique du Nord. Ces textes sont en allemand et, sauf le dernier, risquent d'être d'accès moins facile que les bibliographies pour ceux qui ne sont pas familiers de la langue.

Cette bibliographie, dont c'est la première édition, n'est pas sans quelques faiblesses: les concepts qui la portent, culture historique et didactique de l'histoire, restent flous ou diversement compris; ses rubriques ne sont pas toujours bien ajustées ni entendues de la même manière d'un collaborateur à l'autre; elle est très inégalement sélective; trop de pays en sont absents, dont certains ont pourtant une production importante dans le domaine... Mais déjà, dans son état actuel, et vu les besoins et le manque d'instruments de travail, nul doute qu'elle est appelée à rendre des services importants.

Département de didactique  
Université Laval

CHRISTIAN LAVILLE

AUBIN, Paul et Louis-Marie COTÉ, *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1976-1980. Tomes I et II*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985.

Nous signalons avec plaisir aux lecteurs de la *Revue* la parution de deux nouveaux tomes de la *Bibliographie*. Ils font suite à la *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1966-1975*, publiée aussi en deux volumes (voir *RHAF*, 38,3 (hiver 1985): 449-450). Ce répertoire contient quelque vingt

mille titres portant sur l'histoire au sens très large et saura donc rencontrer les besoins non seulement des historiens mais aussi des praticiens des sciences connexes.

Dans la préparation de cet ouvrage, les auteurs ont eu largement recours à la bibliographie publiée trimestriellement dans les pages de la *RHAF* et déjà grandement appréciée de nos lecteurs. En tout, ils ont dépouillé plus de 500 revues, de l'*Abegweit Review* au *York Pioneer*. *Canadiana* et *Bibliographie du Québec* ont fourni la plupart des titres de livres qu'on cite dans l'ouvrage. En plus, les auteurs nous assurent que les thèses ont fait l'objet d'une attention toute particulière. C'est là une dimension particulièrement heureuse. Les utilisateurs auront donc droit à un ouvrage qui, sauf en ce qui concerne les journaux, se veut complet.

En se référant à la *Bibliographie*, l'utilisateur trouvera trois classements. Le premier, dit «classement systématique», comporte six subdivisions principales, dont une, «l'occupation euro-canadienne», comprend à elle seule 90 pour cent des pages dans cette rubrique. Pour se retrouver dans cette vaste subdivision, de nombreuses subdivisions secondaires s'avèrent nécessaires; une grille, de consultation facile, guidera la démarche du chercheur.

Le deuxième classement est analytique et comprend, dans l'ordre alphabétique, des mots-clés qui n'ont pas été utilisés dans le classement systématique. Par exemple, dans le classement systématique, l'on ne retrouvera que les subdivisions «démographie» et «groupes ethniques», avec des listes de titres pour chaque région canadienne pendant chaque période historique. Dans le classement analytique, on utilise des thèmes tels «Immigration, Japonais, Juifs, Portugais», etc.

Finalement, si on veut connaître les publications d'un auteur particulier, on utilisera le «classement par auteur».

Il est à noter que la consultation par nos collègues de langue anglaise sera facilitée puisque les tableaux et les index sont bilingues. Cependant, il aurait fallu vérifier les titres de publications en anglais car ils comportent beaucoup de petites fautes de transcription.

Les auteurs et l'IQRC méritent donc toutes nos félicitations et notre reconnaissance pour ce travail colossal. Ils travaillent présentement à une rétrospective pour la période 1946-1965, qu'ils souhaitent publier fin 1986. Quant à la bibliographie pour les années 1981-1985, il y a de la volonté mais il faudra aussi, vous l'aurez deviné, de l'argent!

Département d'histoire  
Université Laval

RICHARD JONES

BOGLIONI, Pierre et Benoît LACROIX, éd., *Les pèlerinages au Québec*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981. 161 p.

Le 4 octobre 1970 avait lieu à Saint-Gervais de Bellechasse le premier colloque du groupe d'étude des religions populaires lancé par le semeur d'idées Benoît Lacroix. Douze colloques annuels (sauf en 1979) ont suivi. Malgré l'objet quelque peu fuyant et imprécis du groupe, les colloques ont donné lieu à des travaux historiques de valeur. Sans résoudre la question complexe à

souhait de la religion populaire, à commencer par la notion même de religion populaire, les colloques ont fourni une belle démonstration de la fécondité de ce champ en histoire religieuse. La plus réussie de ces rencontres, tant par la qualité des interventions que par la netteté du thème, reste celle qui porta sur les pèlerinages au Québec tenue à l'Université du Québec à Trois-Rivières le 2 octobre 1976.

Il est devenu à la mode de décrire nos ancêtres comme des migrants (coureurs des bois, colons qui vont d'une terre à l'autre comme le père Chapdelaine, émigrés aux quatre coins de l'Amérique française). N'oublions pas que ces hommes et ces femmes se déplaçaient aussi dans leur espace culturel à l'occasion des pèlerinages dont la tradition, importée de France, remonte aux débuts de la colonie. Pierre Boglioni rappelle à propos quelques notions d'anthropologie et d'histoire sur le pèlerinage en Occident. Il ajoute une précieuse bibliographie où figure en bonne place du moderniste Alphonse Dupront, précurseur dans cette curiosité contemporaine. Avec son sens du bel ouvrage, Guy LaPerrière de l'Université de Sherbrooke fournit une vue dans le temps et dans l'espace des lieux de pèlerinage au Québec. De précieuses listes de lieux de pèlerinage et des annales suivent l'exposé. Il faut regretter que l'auteur n'ait pas poussé son enquête méticuleuse hors des frontières de l'État québécois. À la vérité, l'espace des pèlerins a peu à faire avec celui des Pères de la Confédération ou des défenseurs de l'État québécois à l'ère des Bourassa et des Lévesque. Claire Dolan analyse le discours sur les trois grands pèlerinages québécois dont elle dégage trois phases: discours sur la dévotion au saint et les miracles; discours sur le sanctuaire même; discours sur les pèlerins. La sociologie religieuse aidant, l'auteur voit dans cette dernière phase comme une subtile tentative de justification moderne du pèlerinage. Vient ensuite une précieuse bibliographie sur les trois grands sanctuaires. Ces trois grands centres font aussi l'objet d'un survol des sources archivistiques par Yves Drolet. Nive Voisine, connaisseur du milieu et de l'homme, rappelle le rôle de Luc Désilets, curé du Cap-de-la-Madeleine de 1864 à 1888, dans la fondation du pèlerinage de la Vierge à cet endroit. Anne Doran-Jacques propose une analyse du quantitatif dans l'analyse de la prière à Sainte-Anne-de-Beaupré. Cette étude ingénieuse et fragile apporte des réponses que l'histoire traditionnelle ne peut fournir et pose de belles questions. Le repli final de l'auteur sur le qualitatif en dit long sur les affres de l'historiographie religieuse. Henri Bernard, lui, projette sur l'Oratoire un éclairage psycho-sociologique. Article du praticien et de l'observateur à la fois, unique dans ce recueil. À l'instar des aumôniers ou évêques de jadis, Fernand Dumont dit le mot de la fin. Jamais banales comme tout ce qu'écrit le sociologue conscience du Canada français, les six petites pages méritent lecture et relecture.

Département d'histoire  
Université d'Ottawa

PIERRE SAVARD

MONTBARBUT, Johnny. *Les colons de l'Aunis et de la Saintonge au Canada. Régime français, 1608-1763*. Préface de J.-M. Soyez. Le Poiré-sur-Vie, Vendée, Imprimerie Graphique de l'Ouest, 1985. 223 p.

L'importance de l'émigration des régions du centre-ouest de la France aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles n'est plus à démontrer. Comme les férus d'histoire

sociale ou les amateurs de généalogie le savent déjà, il existe plusieurs sources d'importance dont les auteurs ont mis à jour ce facteur indiscutable de l'histoire de l'Amérique du Nord durant la période de domination française. Johnny Montbarbut, vice-président de l'Association France-Canada-Brouage, s'est efforcé dans cet ouvrage de recenser tous les colons de l'actuel département de la Charente-Maritime qui ont émigré au Canada durant les années 1608-1763.

Le livre est divisé en deux parties d'inégale longueur. La première est la plus brève et consiste en une série de courts rappels historiques qui aident le lecteur plus attiré par l'aspect généalogique. L'auteur parle d'abord des premiers Saintongeais en Nouvelle-France (Champlain, Pierre du Gua) et des épreuves auxquelles ils durent faire face dans les premières années de la colonie. Pendant le Régime français, il a été estimé qu'environ 10 000 colons arrivèrent au Canada et qu'environ 15% d'entre eux venaient d'Aunis et de Saintonge.

La seconde partie est composée d'environ 1 400 notices biographiques consacrées aux personnes dont les noms furent recueillis dans de précédentes études généalogiques (celles du R. P. Archange Godbout en particulier), dans des documents légaux (actes notariés, listes d'embarquement, certificats d'engagement, listes de mariages, baptêmes, etc.), dans des études biographiques saintongeaises (celle de Damien-Radiguet en particulier) ou encore dans des documents familiaux publiés et dans des collections particulières. Les noms sont classés par ordre alphabétique avec des sous-sections pour les enfants ou les épouses successives comme il est coutumier dans les compilations de ce style. De plus, certains renseignements particuliers sont ajoutés (cf. le cas de Pierre Baudoin, ancêtre des Bawdoin de Boston, identifié parmi les trois Baudoin mentionnés, p. 49).

Il existe déjà un nombre non négligeable d'études sur l'émigration saintongaise et aunisienne au Canada, ainsi que sur la généalogie des émigrés du 17<sup>e</sup> et du 18<sup>e</sup> siècles et l'auteur est conscient de l'existence de ces travaux. Il mentionne les études essentielles du R. P. Godbout ainsi que celles de Lebanc et Tanguay mais il semble avoir négligé celle de Bona Arsenault. Montbarbut indique aussi qu'il a utilisé des compilations plus générales telles celles de Gaucher, Delafosse et Debien sur les engagés, de Dumas sur les «filles du roi» ou de Bédart sur les Protestants, mais il omet celle de Delafosse sur La Rochelle et le Canada au 17<sup>e</sup> siècle. Une liste des lieux d'origine des colons en Charente-Maritime complète l'ouvrage.

Montbarbut a indubitablement consacré maints efforts à la réalisation de cet ouvrage qui est principalement destiné aux Aunisiers ou aux Saintongeais et à ceux qui savent (ou veulent savoir) qu'ils en sont descendants. Le titre du livre indique exactement ce que l'auteur a entrepris. Le généalogiste saluera avec respect la parution de ce livre tandis que l'historien - auquel l'ouvrage n'est pas primordialement destiné - en tirera plus difficilement profit.

PILCHER, Edith. *Castorland: French Refugees in the Western Adirondaks, 1793-1814*. Harrison, N. Y., Harbor Hill Books, 1985. 254 p. 22,50\$ (U.S.)

Fuir la Révolution pour fonder une colonie agricole en Amérique. Voilà le projet d'une quarantaine d'aristocrates français qui fondèrent la Compagnie de New York en 1792. Ce livre raconte les aventures et les déboires des agents, Pierre Pharoux et Simon et Geoffrey Desjardins, dans leur tentative d'arpenter et de préparer le terrain à recevoir des colons éventuels. Fondé presque exclusivement sur le Journal des opérations, le récit est alerte et aide à faire comprendre les difficultés qui confrontaient les colons dans des régions isolées. Malgré l'effort considérable déployé par nos héros pour arpenter, faire des routes de colonisation et défricher quelques clairières, l'entreprise fut un échec. Pharoux se noya et les frères Desjardins furent destitués de leurs fonctions par des administrateurs parisiens inconscients des difficultés rencontrées sur le terrain. Castorland attira temporairement une vingtaine de familles françaises avant d'être transformé par un flot de colons venus de la Nouvelle-Angleterre. Le caractère français de la région ne fut maintenu que par le domaine de James LeRay. C'est aussi l'histoire d'une spéculation foncière qui ne profita à personne.

L'auteure veut réhabiliter la mémoire des trois auteurs du Journal qui ont été perçus comme des visionnaires idéalistes n'ayant aucune compétence pour entreprendre leur oeuvre. Elle réussit à démontrer leur dévouement et leur sérieux, mais on se demande toujours si l'entreprise avait la moindre chance de réussite. La constatation que les 210 000 acres étaient mal situés auraient dû amener une réévaluation immédiate du projet. L'entêtement à poursuivre démontre une volonté peu commune, mais aussi un manque de réalisme.

Outre son intérêt pour l'histoire locale de Jefferson County, ce volume a le mérite de faire connaître le Journal de Castorland. Il est regrettable que l'auteure n'ait pas choisi de publier cet inédit qui contient de nombreuses indications sur les pratiques agricoles, les techniques de transport et sur l'outillage des colons. La publication des observations précises des frères Desjardins rendraient des services aux historiens des deux côtés de la frontière et contribuerait davantage à la gloire des héros de l'auteure.

Département d'histoire  
Université de Montréal

JOHN A. DICKINSON

SAINT-PIERRE, Jocelyn, texte établi par, *Débats de l'Assemblée législative du Québec: 1897-1898*. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1983. 407 p. BÉDARD, Marc-André, texte établi par, *Débats de l'Assemblée législative du Québec: 1899*. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1983. 466 p.

L'oeuvre monumentale que représente la reconstitution des *Débats de l'Assemblée législative du Québec* progresse à rythme régulier et encourageant. La voilà tout près d'enjamber le 20<sup>e</sup> siècle.

On peut rappeler que c'est Marcel Hamelin qui a eu l'initiative d'établir, d'après les publications connues, le texte des *Débats législatifs* qui manquaient aux chercheurs pour les périodes 1867-1879 et 1893-1963.

Des équipes de chercheurs se sont succédées à la tâche d'appliquer la méthodologie éprouvée dans les volumes déjà parus: dépouiller les sources, constituer un dossier de base, confronter les textes retenus, établir une version définitive, la plus conforme possible au texte original. On devine qu'il s'agit là d'une tâche ardue, minutieuse, délicate, qui s'apparente à celle du bénédictin. Et on sait combien il est important pour les chercheurs qu'elle soit faite, et bien faite.

Département d'histoire  
Université de Sherbrooke

ANDRÉE DÉSILETS

BEAULIEU, André, Jean HAMELIN *et al.*, *La presse québécoise*, tome VI: 1920-1934.

Voici un volume attendu pour lui-même et pour le complément qu'il apporte à une collection bien connue et fort utile. L'oeuvre devenait nécessaire puisqu'elle couvre une période de plus en plus étudiée de notre histoire et que les chercheurs se sont habitués à pareil instrument de recherches. Même dans le travail intellectuel, on devient vite gâté. Mais non pas ici, sans être reconnaissant envers Beaulieu et Hamelin, qui restent fidèles au rôle d'initiateurs qu'ils se sont donné il y a plus de 20 ans.

Il serait inutile de répéter les règles de compilation et d'analyse qui ont présidé à l'élaboration de cet inventaire comme aux cinq premiers de la collection. Beaulieu, Hamelin et leur équipe de collaborateurs recensent les publications qui sont nées entre 1920 et 1934: journaux et périodiques spécialisés touchant notamment les loisirs, la littérature, les arts, les associations professionnelles, la vie féminine, la finance, le commerce, les sciences et les techniques. Pour chacune des publications, ils présentent une courte notice historique.

En chercheurs gâtés, il ne nous reste qu'à attendre impatiemment les volumes qui doivent compléter la collection et éclairer les périodes historiques subséquentes.

Département d'histoire  
Université de Sherbrooke

ANDRÉE DÉSILETS

LEBEL, Maurice, *Association canadienne d'éducation de langue française, 35e anniversaire, 1947-1982: Souvenirs historiques*. Québec, Éditions le Livre du Pays. 1984. 273 p.

Tout comme les biographies qui, pour être de qualité, se doivent de situer un personnage dans le temps et l'espace, les histoires d'institutions doivent aussi lier l'évolution de l'organisme au contexte qui l'entoure. Par ailleurs, elles doivent être rédigées avec un certain souci d'objectivité. Lorsqu'on évalue cette histoire de l'ACELF en appliquant ces deux critères, l'ouvrage déçoit.

Maurice Lebel a certes connu une carrière distinguée mais il a été surtout un littéraire, non un historien. Même s'il dit se rendre compte de la nécessité de placer les événements dans leur contexte, l'auteur prétend le manque d'espace pour justifier sa décision de ne faire que les plus brèves allusions à la

société canadienne des années 1947 à 1982. Pourtant, n'aurait-il pas été possible, pour trouver l'espace voulu, de supprimer certains des appendices, comme les hommages, qui s'étalent sur pas moins de 120 pages?

Le préfacier fait l'éloge du désintéressement et du détachement de l'auteur. Pourtant, l'auteur a été proche de l'ACELF à ses débuts et, dans cet ouvrage, il semble vouloir surtout souligner la contribution exemplaire de tous ceux liés à l'institution. Il n'est guère surprenant que ses recherches l'amènent à conclure que l'ACELF «mérite de la Patrie».

L'ACELF a sans doute joué un rôle important au Canada français, particulièrement chez les minorités. A ce chapitre, elle mérite plus que l'histoire-maison qui nous est servie ici.

Département d'histoire  
Université Laval

RICHARD JONES

LAMBERT, Ronald D., *The Sociology of Contemporary Quebec Nationalism. An Annotated Bibliography and Review*. New York and London, Garland Publishing Inc., 1981. 152 p.

Le Québec a toujours eu son importance dans l'historiographie canadienne. De tous les thèmes de son histoire, c'est sûrement le nationalisme qui a le plus fasciné les chercheurs en sciences humaines du Canada. On a vu paraître des études complètes sur le nationalisme québécois lui-même, sur ses principaux chefs ou sur les moments forts de son histoire. Au-delà de ces études, c'est toute l'histoire canadienne et québécoise qu'on a interprétée avec en arrière-plan le nationalisme québécois.

Il n'est donc pas surprenant que Ronald D. Lambert, professeur de sociologie à l'Université de Waterloo, ait senti le besoin de dresser une bibliographie sur le thème du nationalisme québécois. Il l'a fait, dit-il, en pensant aux autres professeurs et chercheurs canadiens qui croient aussi que leurs étudiants «have a right and a duty to acquaint themselves with the major forces at work in Canadian society».

L'ouvrage n'est pas une bibliographie critique. L'auteur le précise au départ. La note qui accompagne chacun des titres recensés ne porte que sur le contenu de l'oeuvre, sans que Lambert n'émette de jugement sur l'interprétation. Par contre, dans un chapitre préliminaire, celui-ci présente une brève étude historiographique sur le nationalisme québécois contemporain, ce qualificatif ayant une dimension très restreinte. Il est clair que Lambert est marqué par les événements des décennies 60 et 70. D'ailleurs, ses recherches s'arrêtent à la veille du Référendum de mai 1980. Notons que pour les oeuvres ultérieures, l'auteur nous invite à consulter la chronique *Annotated Bibliography of Works in Nationalism* qui paraît annuellement dans la revue *Canadian Review of Studies in Nationalism*.

Département d'histoire  
Université de Sherbrooke

ANDRÉE DÉSILETS

# BIBLIOGRAPHIE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

## (PUBLICATIONS RÉCENTES)

préparée depuis 1967 par le

### Centre de bibliographie historique de l'Amérique française

sous la direction de Paul AUBIN (Institut québécois de recherche sur la culture)  
et Paul-André LINTEAU (Université du Québec à Montréal)

Cette bibliographie est réalisée à partir du dépouillement systématique de plus de 400 périodiques.

Tous ces titres, de même que ceux-là que, faute d'espace, nous ne mentionnons pas dans la chronique de la Revue, sont ensuite versés dans la banque informatisée HISCABEQ: le recours à cette banque offre au chercheur la possibilité d'une mise à jour cumulative des données bibliographiques dans le ou les champs de recherche qui l'intéressent.

#### 1 - LES CIVILISATIONS AMÉRINDIENNES ET LES PREMIÈRES DÉCOUVERTES

1. ARTHURS, David William. *The Long Sault Site, Cultural Dynamics in the Rainy River Valley of Northwestern Ontario*. Thèse de M. A., University of Manitoba, 1982.
2. BARTLETT, Richard H. «Mineral Rights on Indian Reserves in Ontario», *Canadian Journal of Native Studies/La revue canadienne des études autochtones*, 3,2 (1983): 245-276.
3. BERENGER, Jean. «Les États de Bretagne et la colonisation nord-américaine», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (déc. 1984): 7-17.
4. BLANCHARD, David. «The Seven Nations of Canada: an Alliance and a Treaty», *American Indian Culture and Research Journal*, 7,2 (1983): 3-24.
5. COOKE, Alan. «The Montagnais», *The Beaver*, 316,1 (Summer 1985): 13-19.
6. DAVIDSON, Malcolm. «Indian Economic Development in «The Indian News» (1954-1982)», *Canadian Journal of Native Studies/La revue canadienne des études autochtones*, 3,2 (1983): 321-340.
7. DAWSON, Kenneth C. A. *Prehistory of Northern Ontario*. Thunder Bay, Thunder Bay Historical Museum Society, 1983. iv-40 p.
8. DEMPSEY, Hugh A. *Big Bear: the End of Freedom*. Vancouver, Douglas & McIntyre, 1984. 227 p.
9. EDWARDS, Ann. «Bref parcours du long sentier des Indiens d'Oka», *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, 6,2 (déc. 1983): 22-37.
10. FLANAGAN, Thomas. «Louis Riel and the Dispersion of the American Metis». *Minnesota History*, 49,5 (Spring 1985): 179-190.
11. GAGNON, François-Marc. *Ces hommes dits sauvages: l'histoire fascinante d'un préjugé qui remonte aux premiers découvreurs du Canada*. [Montréal], Libre Expression, 1984. 190 p.

[446]

12. «Government Policy Respecting Native people: its Development and Purpose», Bill Robb, *One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983. 27-32.
13. HALL, Robert L. «Medicine Wheels, Sun Circles, and the Magic of World Center Shines», *Plains Anthropologist*, 30,109 (August 1985): 181-193.
14. HARROD, Howard L. «Missionary Life-World and Native Response: Jesuits in New France», *Sciences religieuses/Studies in Religion*, 13,2 (1984): 179-192.
15. HESSEL, Peter. «The Algonkians of Golden Lake», *The Beaver*, 314,3 (Winter 1983): 52-57.
16. HUTCHINSON, Roger. «The Dene and Project North: Partners in Mission», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 391-410.
17. «Indian Lands and Canada's Responsibility - The Saskatchewan Position», Bill Robb, *One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983. 51-53.
18. JAENEN, Cornelius J. «Amerindian Responses to French Missionary Intrusion, 1611-1760: a Categorization». William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 182-197.
19. JAENEN, Cornelius J. «Education for Francisation: the Case of New France in the Seventeenth Century», *Canadian Journal of Native Education*, 11,1 (1983): 1-19.
20. JAMES, William C. A. A. *Chesterfield: Ungava Portraits, 1902-04*. Kingston, Agnes Etherington Art Centre, 1983. 47 p.
21. JOHNSTON, Susan Marie. *Epidemic Effects as Causes of Warfare in the Northeast After 1640*. Thèse de M. A., Carleton University, 1982.
22. KATZENBERG, Mary Anne. *Chemical Analysis of Prehistoric Human Bone from Five Temporally District Populations in Southern Ontario*. Ottawa, National Museum of Man, National Museums of Canada, 1984. xviii-146 p.
23. LASCELLES, Thomas A. *Mission on the Inlet: St. Paul's Indian Catholic Church, North Vancouver, B. C., 1863-1984*. [Vancouver, St. Paul's Province. Order of the Oblates of Mary Immaculate], 1984. 64 p.
24. LEE, Thomas E. «On the Trail of the Northmen», *The Beaver*, 314,3 (Winter 1983): 31-38.
25. LESPAGNOL, André. «Saint-Malo et la découverte du Canada», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (déc. 1984): 19-23.
26. MAROIS, Roger J. M. *La céramique préhistorique canadienne: essai de systématisation de l'analyse de la décoration/La ceramica prehistorica canadiense: ensayo de sistematización del análisis de las decoraciones/Canadian Prehistoric Pottery: a Tentative Systematization of Decoration Analysis*. [Ottawa], National Museum of Man, National Museums of Canada/Musée national de l'Homme, Musées nationaux du Canada, 1984. xxxvi-364 p.
27. MICHEA, Hubert. «Note concernant les procédés de navigation à «latitude constante» au XVIIe siècle», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 225ss.
28. MUELLER, Lyle. «Scrip and Speculation», Bill Robb, *One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983. 91-94.
29. MURPHY, Michael. «A Review of: Documents Relating to Indian Education in Saskatchewan, 1870-1950». Bill Robb, *One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983. 61-67.
30. PENDERGAST, James F. «The Iroquoians», F. C. L. Wyght, *Archaeological Historical Symposium*. Lombardy, F. C. L. Wyght, 1982. 70-80.
31. PETOUT, Philippe. «Saint-Malo au temps de J. Cartier», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (déc. 1984): 25-28.
32. PRIEST, Gordon E. «Les langues des autochtones au Canada», *Langue et culture*, 15 (hiv. 1985): 13-19.
33. RICHTER, Daniel K. «Iroquois Versus Iroquois: Jesuit Missions and Christianity in Village Politics, 1642-1686», *Ethnohistory*, 32,1 (1985): 1-16.
34. RUSSELL, Bill. «The White Man's Paper Burden: Aspects of Records Keeping in the Department of Indian Affairs, 1860-1914», *Archivaria*, 19 (Winter 1984-1985): 50-72.

35. SIMON, Michael P. P. «The Haldimand Agreement: A Continuing Covenant», *American Indian Culture and Research Journal*, 7,2 (1983): 27-50.
36. SMYTH, David. «The Struggle for the Piegan Trade: the Saskatchewan Versus the Missouri», *Montana*, 34,2 (Spring 1984): 2-15.
37. SUTTON, Gerald. «Aboriginal Rights», Bill Robb, *One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983, 57-60.
38. SYKES, Clark Mansfield. *An Archaeological and Ethnohistorical Analysis of Huron Intra-Community Exchange Systems*. Thèse de Ph. D., University of Toronto, 1983.
39. TANNER, Adrian. «Algonquian Land Tenure and State Structures in the North», *Canadian Journal of Native Studies/La revue canadienne des études autochtones*, 3,2 (1983): 311-320.
40. TAYLOR, J. Garth. «The Two Worlds of Mikak», *The Beaver*, 314,3 (Winter 1983): 4-13; 4 (Spring 1984): 18-25. (Une femme inuit en Angleterre en 1767).
41. THOMSON, Colin Argyle. *Swift Runner*. Calgary, Detselig Enterprises, 1984. 114 p.
42. VAUCHERET, Étienne. «Les mœurs guerrières des Indiens selon les premières découvertes», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 125-136.
43. VINCENT, Sylvic. «La tradition orale montagnaise: comment l'interroger?», *Cahiers de Clio*, 70 (1982): 5-26.
44. WATSON, Gordon D. «Prehistoric Peoples of the Rideau Waterway», F. C. L. Wyght, *Archaeological Historical Symposium*. Lombardy, F. C. L. Wyght, 1982, 24-55.
45. WESLER, Kit W. «Trade Politics and Native Policies in Iroquoia and Asante», *Comparative Studies in Society and History*, 25,4 (Oct. 1983): 641-660.
46. WHITESIDE, Don. *A Look into Indian History*. Ottawa, Aboriginal Institute of Canada, 1983. 66 p.
47. WRIGHT, Phillip. «The Woodland Occupation of Charleston Lake», F. C. L. Wyght, *Archaeological Historical Symposium*. Lombardy, F. C. L. Wyght, 1982, 58-68.
48. WRIGHT, James V. «Ontario Prehistory», F. C. L. Wyght, *Archaeological Historical Symposium*. Lombardy, F. C. L. Wyght, 1982, 2-22.
49. ZLOTKIN, Norman et Donald R. COLBORNE. «Internal Canadian Imperialism and the Native People», Bill Robb, *One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983. 33-37.

## II - LA COLONISATION FRANÇAISE EN AMÉRIQUE

### 1 - HISTOIRE GÉNÉRALE

50. BIDEAUX, Michel. «Qui est l'auteur de la Relation de 1534?», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 83-90.
51. BOSHER, J. F. «Les origines cosmopolites du commerce canadien à Bordeaux de 1671 à 1684», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 29-36.
52. JAMET, Albert. *Les annales de l'Hôtel-Dieu de Québec: 1636-1716*. [Québec], Hôtel-Dieu de Québec, 1984. xlvii-444 p.
53. KELLY, E. A. «Bones of Contention: Gustave Lanctôt's Pursuit of Jacques Cartier's Remains», *Archivaria*, 20 (Summer 1985): 105-115.
54. LAHONTAN, Louis-Armand de. *Neueste Reisen nach dem mitternächtlichen Amerika*. Berlin, Freitag Verlag, 1982. 249 p.
55. LEBEL, Maurice. «Observations sur le vocabulaire et les images dans les trois récits de voyage de Jacques Cartier au Canada», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 73-82.
56. STABLER, Arthur. «En marge des récits de voyage: André Thevet, Roberval, Jean Alfonse et Jacques Cartier», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 69-72.
57. WEISSENBORN, Georg K. «La germanophonie canadienne: 300 ans d'histoire», *Langue et société*, 9 (print. 1983): 16-19. (Autre titre: L'allemand au Canada: ses chances de survie).

VOIR AUSSI: 11; 18.

## 2 - TERRE-NEUVE, L'ACADIE ET L'ILE ROYALE JUSQU'EN 1760

58. CARTER, John. «Spanish Olive Jars From Fermeuse Harbour, Newfoundland», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 16 (hiv. 1982): 99-108.
59. DOIRON, Normand. «Sainte-Croix: le nom et le lieu», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 99-106. (Autour de Jacques Cartier).
60. DRAKICH, Sophie. «Eighteenth Century Coarse Earthenwares Imported into Louisbourg», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 16 (hiv. 1982): 83-98.
61. JOHNSTON, A. J. B. «Louisbourg: the Twists of Time», *The Beaver*, 316.1 (Summer 1985): 4-12.
62. PATTERSON, George. *Sable Island, its History and Phenomena*. Toronto [Canadiana House], 1984. 49 p.
63. SWANJCK, Eric L. *New Brunswick History: a Checklist of Secondary Sources, Second Supplement/Guide en histoire du Nouveau-Brunswick: une liste de contrôle des sources secondaires, deuxième supplément*. Fredericton, Legislative Library/Bibliothèque de l'Assemblée législative. 1984. vi-214 p.

## 3 - LE CANADA JUSQU'EN 1760

64. BOIVIN, Aurélien. «Jacques Cartier, héros de roman québécois», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 175-184.
65. BRENNAN, John. «Role-Playing: the «Brandy Parliament» New France, 1678», *The History and Social Science Teacher*, 20.2 (Winter 1985): 91-98.
66. DAWSON, Nelson. «Les filles du roi: des pollueuses? La France du XVIII<sup>e</sup> siècle», *Historical Reflections/Reflexions historiques*, 12.1 (print. 1985): 9-38.
67. EVANS, Brian L. «Ginseng: Root of Chinese - Canadian Relations», *Canadian Historical Review*, 66.1 (March 1985): 1-26.
68. FOURNIER, Robert. «Ce lieu est assez gentil», *L'histoire au pays de Matane*, 20.1 (av. 1985): 34-35. (Propos de Champlain relatifs à Matane).
69. GOMEZ-GERAUD, Marie-Christine. «Jacques Cartier devant les corps malades», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 91-98.
70. GRIMARD, Jos.-E. «Une autre signification du nom Matane», *L'histoire au pays de Matane*, 20.1 (av. 1985): 10.
71. HILGAR, Marie-France. «Le Ouisconsin, découverte française», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 18 (juin 1985): 7-15. (17<sup>e</sup> siècle).
72. *Histoire de la paroisse Saint-François-Xavier de Batiscau, 1684-1984*. Trois-Rivières, Éditions du Bien public. 1984. 498 p.
73. LASSERRE, Jean-Claude. «Jacques Cartier et le Saint-Laurent: hasards et grandeurs d'une «découverte»», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 137-148.
74. LEBLANC, Alonzo. «Jacques Cartier et la baie des Chaleurs», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 119-124.
75. MARMIER, Jean. «Un Jacques Cartier pour la jeunesse canadienne», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 169-174.
76. MATHIEU, Jocelyne. «Le mobilier contenant. Traitement comparatif Perche-Québec, d'après des inventaires de biens après décès des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 20 (aut. 1984): 1-18.
77. MOLLAT DU JOURDAIN, Michel. «Quelques documents inédits concernant le troisième voyage de Cartier et Roberval», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 39-52.
78. PAGEALX, Daniel-Henri. «Jacques Cartier et la France des lumières», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 155-160.
79. QUESNEL, Albert. *Procès de Jean-Baptiste Dubord dit Latourelle, accusé d'avoir abusé et engrossé Marie-Magdeleine Maugras, à Trois-Rivières, le 3 septembre 1707*. Vanier, Éditions Quesnel de Fomblanche [1984?], 18-3 p.
80. ST-PIERRE, Jacques. *L'aménagement de l'espace rural en Nouvelle-France, les seigneuries de la Côte-du-Sud*. Thèse de M. A., Université Laval, 1983.

81. SANCHEZ, Jean-Pierre. «Jacques Cartier et le royaume du Saguenay», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 107-118.
82. SYLVESTRE, Guy. «Jacques Cartier et les lettres», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 221-224.
83. TRUDEL, Marcel. «Pour une mesure plus exacte du rôle de J. Cartier», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 149-154.
84. VEILLEUX, Christine. *L'évolution de l'alphabétisation dans le comté de Portneuf, 1690-1849*. Thèse de M. A., Université Laval, 1983.
85. VERMETTE, Luce. *La vie domestique aux Forges du St-Maurice*. Thèse de Ph. D., Université Laval, 1981.

VOIR AUSSI: 14; 19; 21; 33.

### III - LA COLONISATION ANGLAISE EN AMÉRIQUE

#### 1 - HISTOIRE GÉNÉRALE

86. BURANT, Jim. «The visual World in the Victorian Age», *Archivaria*, 19 (Winter 1984-1985): 110-121.
87. COLLARD, Elizabeth. *Nineteenth Century Pottery and Porcelain in Canada*. Kingston, McGill-Queen's University Press, 1984. xx-477 p.
88. FILSHIE, Margaret A. «Sacred Harmonies: the Congregational Voice in Canadian Protestant Worship, 1750-1850», William Westfall, Louis Ronsseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 287-309.
89. GAUTIER, Maurice P. «Un ancien de la «Royal Navy» au Canada, 1837-1839», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 197-206.
90. HERON, Craig. «Industrial Habits: Two Centuries of Work in Canada», *The History and Social Science Teacher*, 20,3-4 (Spring 1985): 57-68.
91. KOSCHE, Ludwig. «Contemporary Portraits of Isaac Brock: an Analysis», *Archivaria*, 20 (Summer 1985): 22-66.
92. McCALLA, Douglas. «The Relevance of Canadian Business History: Some Nineteenth Century Examples», *The History and Social Science Teacher*, 18,2 (Dec. 1982): 83-90.
93. McTAVISH, David. *Canadian Artists in Venice 1830-1930*. Kingston. Agnes Etherington Art Centre, 1984. vi-50 p.
94. PIVA, Michael J. «Continuity and Crisis: Francis Hincks and Canadian Economic Policy», *Canadian Historical Review*, 66,2 (June 1985): 185-210.
95. TRAVES, Tom. «Business-Government Relations in Canadian History», *The History and Social Science Teacher*, 18,2 (Dec. 1982): 75-82.
96. WYLIE, William. «Nebulous Substance: the Portrayal of Iron and Steel Employment in the Printed Census Reports of British North America, 1851-1891», *Archivaria*, 19 (Winter 1984-1985): 122-136.

VOIR AUSSI: 34; 57.

#### 2 - LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

97. ARSENEAULT, Samuel. «Les paroisses civiles au Nord-Est: 1786-1946», *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, 13,2 (juin-sept. 1985): 58-68.
98. CRAIG, Melodie et Stacy HOWROYD. *King's College: a School in the 1800's*. Fredericton, Easy Reading for Adults, 1984. 21 p.
99. *East Point United Baptist Church, 1833-1983: Historical Record*. [East Point, I.-P.-E., s.n., 1983]. 83-38-46 p.
100. ELLIOTT, Shirley B. *The Legislative Assembly of Nova Scotia, 1758-1983: a Biographical Directory*. [Halifax] Province of Nova Scotia, 1984. xv-397 p.

101. LANDRY, Nicolas. «La petite et moyenne entreprise dans la Péninsule acadienne 1864-1897», *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, 13,2 (juin-sept. 1985): 25-33.
102. LÉGER, Maurice-A. *Chimougoûi monographie paroissiale: 230 années d'histoire*. Shemogue, Paroisse Saint-Timothée, 1984. 160 p.
103. NASON, Roger P. *Meritorious but Distressed Individuals, the Penobscot Loyalist Association and the Settlement of the Township of St. Andrews, New Brunswick, 1783-1821*. Thèse de M. A., Université du Nouveau-Brunswick, 1982.
104. THÉRIAULT, Léon. «L'évolution des relations extérieures de l'Acadie de 1763 à 1978» *Égalité*, 12 (print. 1984): 19-48.
105. VAUDRY, Richard W. «Peter Brown, the Toronto Banner, and the Evangelical Mind in Victorian Canada», *Ontario History*, 72,1 (March 1985): 3-18.

VOIR AUSSI: 62; 63.

### 3 - LE QUÉBEC, LE BAS-CANADA ET LE CANADA-UNI

106. BÉLISLE, Jacinthe. «The Arrival of the French Canadians in the Eastern Townships», *Bishop's Historical Review*, 4 (1982-1983): 20-37.
107. BLOUIN, Claude et al. *Une cure sans dîme: St-Louis de France de Terrebonne au XIXe siècle*. [Terrebonne] Société d'histoire de la région de Terrebonne, 1978. 39 p.
108. BOIVIN-FOURNIER, Zoé et Emma MALTAIS-GIRARD, *Notre-Dame de Laterrière: petite histoire de chez nous*. [Latcrrière] Age d'or du Grand-Brûlé, 1983. 36 p.
109. BOULET, Fernand. *Traditions du Collège de l'Assomption au cours de ses 150 ans d'existence: 1832-1833:1982-1983*. Johette, R. Olivier, 1985. 94 p.
110. BRADBURY, Bettina. «Pigs, Cows, and Boarders: Non-Wage Forms of Survival Among Montreal Families, 1861-91», *Labour/Le travail*, 14 (Fall 1984): 9-48.
111. BRODEUR, Raymond. «Les fonctions de la religion dans la vie quotidienne d'après *Le Petit Catéchisme du Diocèse de Québec*, approuvé et autorisé par Mgr Plessis, 1815», *SR:Sciences religieuses/SR:Studies in Religion*, 13,4 (1984): 479-488.
112. CASAUBON, Jacques. *L'histoire de la paroisse Saint-Joseph de Maskinongé*. [Québec, s.n.] 1982. 548 p.
113. CHARLEBOIS-DUMAIS, Hélène et Danielle PIGEON. «La cartographie a un maire: Jacques Viger», *Plus (La Presse)* (samedi 8 juin 1985): 12-13.
114. CHOLINARD, Roger. *Analyse de l'évolution architecturale des halles de marché de la ville de Québec au cours du XIXe siècle*. Thèse de M. Arch., Université Laval, 1982.
115. CORMIER, Marie-Anna. *Sous le vent de la mémoire: programme souvenir: 1857-1858, Îles-de-la-Madeleine à Pte aux Esquimaux*. [Havre Saint-Pierre]. Société historique Havre Saint-Pierre, 1982. 166 p. (Havre Saint-Pierre).
116. DUHAMÉL, Mgr. «Tribune sacrée. Oraison funèbre du R. P. Reboul, O.M.I. Prononcée à l'église de Notre-Dame de Hull, par sa Grandeur Mgr Duhamel, le 7 mars 1877», *Asiicou. Revue d'histoire de l'Outaouais*, 32 (juill. 1985): 17-23.
117. DUSSALLET, Huguette, Michel DUFRESNE et al. *Le patrimoine québécois, guide de l'étudiant*. 2e édition [Québec], Université du Québec, Télé-Université [1981]. 1978. 29-[84] p.
118. FABRE, Joseph. «Le P. Jean-Louis Reboul (1827-1877)», *Asiicou. Revue d'histoire de l'Outaouais*, 32 (juill. 1985): 24-32.
119. FORTIN, Réal. *Potiers et faïenciers de Saint-Jean*. Saint-Jean-sur-Richelieu. 1981. [24] p.
120. FRASER, J. *Skulking for the King: the World of the Frontier Loyalist*. [Kingston, J. Fraser]. 1984. 93 p. (Guerre 1775-76).
121. GADOURY, Lorraine et Jean-François LECLERC. «Profil de quelques bourgeois de Montréal, 1820-1825», *Cahiers d'histoire*, 5,2 (print. 1985): 7-23.
122. GALARNEAL, Claude. «Les Français au Canada (1815-1860)», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 215-220.

123. «La Commission scolaire de Chieoutimi a 125 ans», *Saguenayensia*, 27,2 (av.-juin 1985): 33-84.
124. LACROIX, Laurier. «Religion et peinture: bilan de la question au Canada français», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 310-316.
125. LALANDE, Germain. «Les tribulations d'une borne seigneuriale», *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, 6,2 (déc. 1983): 10-14. (Bornage des deux seigneuries des Millelles et du Lae-des-Deux-Montagnes).
126. LAMARRE, Jean. «L'émigration des Canadiens français aux États-Unis: essai historiographique», *Cahiers d'histoire*, 5,2 (print. 1985): 99-115.
127. «Le patriote de l'Ardèche», notice sur la vie du R. P. Reboul. Oblat de Marie-Immaculée. Détails sur ses derniers moments et le transport de ses restes», *Asticou. Revue d'histoire de l'Outaouais*, 32 (juill. 1985): 11-16.
128. LEFEBVRE, Marie-Thérèse. «Le rôle de l'Église dans l'histoire de la vie musicale au Québec», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 274-286.
129. LEMIRE, André. *Le personnel de direction du Collège de l'Assomption de 1833 à 1983*. [L'Assomption], le Collège, 1983. [39] p.
130. [LEMOINE, Réjean]. «La vie à l'Asile de Beauport, il y a un siècle», *Droit de parole. Journal des groupes populaires*, 12,3 (av.-mai 1985): 16-17.
131. LEMOINE, Réjean. «1840: la grève des ouvriers de la construction navale», *Droit de parole. Journal des groupes populaires*, 12,4 (mai-juin 1985): 14-15.
132. LEMOINE, Réjean. «1845. L'ouverture de l'Asile de Beauport», *Droit de parole. Journal des Groupes populaires*, 12,2 (mars 1985): 6-7.
133. OLIVIER, Réjean. *Catalogue d'une exposition d'anciens manuels scolaires de 1688 à 1874 conservés au Collège de l'Assomption*. L'Assomption, Collège de l'Assomption, Bibliothèque, 1982. 50 p.
134. OLIVIER, Réjean et Fernand BOLLET. *Du fondateur, de l'ouverture des fêtes du 150e et des auteurs anciens du Collège de l'Assomption*. L'Assomption, Collège de l'Assomption, Bibliothèque, 1983. 37 p.
135. PRENTICE, Alison. «From Household to School House: the Emergence of the Teacher as Servant of the State», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 20 (aut. 1984): 19-29.
136. PROVENCHER, Jean. *C'était l'automne: la vie rurale traditionnelle dans la vallée du Saint-Laurent*. Montréal, Boréal Express, 1984. 236 p.
137. *Sainte-Hénédine, Dorchester: album-souvenir, 1852-1977*. Sainte-Hénédine, le Comité [1977?]. 106 [i.e. 239] p.
138. STANLEY, George F. G. *La guerre de 1812: les opérations terrestres*. Montréal, Éditions du Trécaré en collaboration avec le Musée national de l'Homme, 1984. xx-489 p.
139. WARNANT-FOISY, Marie-Thérèse. *Chronique de la vie quotidienne de St-Paul l'Ermite, petit village, Ville de Le Gardeur, 1856-1981*. [St-Paul l'Ermite. Club optimiste St-Paul l'Ermite, 1982?]. 61 p. (Manuel scolaire).

**VOIR AUSSI: 35; 72; 76; 82; 84.**

#### 4 - LE HAUT-CANADA ET LE CANADA-UNI

140. COEDY, W. et J. D. MacARTHUR. «Characterization of Selected Nineteenth Century Southern Ontario Domestic Earthenwares by Chemical Analysis», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 16 (hiv. 1982): 69-73.
141. CRAVEN, Paul. «Workers' Conspiracies in Toronto, 1854-72», *Labour/Le travail*, (Fall 1984): 49-72.
142. CROWDER, Norman Kenneth. *The Loyalists and Nepean*. Nepean, Crowder Enterprises, 1985. 67 p.
143. DEWAR, Keith. *Resort Development in the Rideau Lakes Region of Eastern Ontario, 1826-1955*. Thèse de M. A., Carleton University, 1983.

144. DOUGLAS, W. A. B. «The Precursors of Colonel John By», F. C. L. Wyght, *Archaeological Historical Symposium*. Lombardy, F. C. L. Wyght, 1982, 81-99.
145. EMOND, Doris. *I Wonder What Happened to Philip*. [Cobourg, D. M. Emond, 1983]. 108 p. (Camborne).
146. HUGES, Shawn Joseph. *Pittsburgh Township 1881 Census*. Kingston, The Pittsburgh Historical Society, [1982?]. x-184 p.
147. JACKSON, John N. *St.Catharines, the Contribution of the City to Two Hundred Years of Ontario Life*. [St.Catharines], Historical Society of St.Catharines, 1984. 32 p.
148. KEANE, David Ross. *Rediscovering Ontario University Students of the Mid-Nineteenth Century, Sources for and Approaches to the Study of the Experience of Going to College and Personal, Family and Social Backgrounds of Students*. Thèse de Ph. D., University of Toronto, 1981.
149. LEGGET, Robert F. «The Rideau Canal and Some of its Builders», F. C. L. Wyght, *Archaeological Historical Symposium*. Lombardy, F. C. L. Wyght, 1982, 127-136.
150. LONG, John S. «The Reverend George Barnley, Wesleyan Methodism, and the Fur Trade Company of Families of James Bay», *Ontario History*, 72,1 (March 1985): 43-65.
151. McDERMOTT, Mark Charles. *The Theology of Bishop John Strachan: a Study in Anglican Identity*. Thèse de Ph. D., University of St.Michael's College, 1983.
152. McINTOSH, Elizabeth Anne. *Two Centuries of Witness, 1784-1984: a History of the Seven Congregations Which Comprise Williamsburg United Church*. [Williamsburg?, s.n.], 1984. 288 p.
153. McINTYRE, W. John. «From Workshop to Factory: the Furnitnre Maker». *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 19 (print. 1984): 25-35.
154. McPHAIL, Daniel. *Churches of the Ottawa Baptist Association, 1865: Circular Letter and a Brief History of the Churches of the Association*. [Vernon?, s.n., 1981]. 37 p.
155. MANNING, Mary E. *Street, the Man, the Family, the Village*. Streetsville, Streetsville Historical Society, 1983. x-212 p. (Timothy Street).
156. MARR, William L. *Nuptiality, Total Fertility, and Marital Fertility in Upper Canada, 1851: a Study of Land Availability, Urbanization and Birthplace*. Waterloo, School of Business and Economics, Wilfrid Laurier University. 1982. 35 p.
157. NEED, Thomas. *Six Years in the Bush, or, Extracts From the Journal of a Settler in Upper Canada, 1832-1838*. Bobcaygeon, Bobcaygeon Public Library Committee [1983?]. vii-126 p.
158. NICOLSON, Murray W. «The Irish Experience in Ontario: Rural or Urban?», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, 14,1 (June 1985): 37-46.
159. PEJERS, Stephen J. et Edward PHELPS. *Wills of Elgin County: a Selection, 1846-1852*. St.Thomas, Elgin County Public Library, 1983. 111 p.
160. REDCLIFT, M. M. «The Letters of Francis Codd From Pembroke, Canada West, 1847-8», *Canadian Historical Review*, 66,1 (March 1985): 73-79.
161. ROSENRETER, Roger Lynn. *To Free Upper Canada, Michigan and the Patriot War, 1837-1839*. Thèse de Ph. D., Michigan State University, 1983.
162. SCHAEFER, Melvyn Joseph et al. *The Cathedral of St.Catharine of Alexandria, 150th Anniversary, 1832-1982*. [St.Catharines, The Cathedral, 1983]. 72-[36] p.
163. SNEYD, R. B. «The Rideau Route in the 1840's: Triumphant Years of Canada's First Seaway», F. C. L. Wyght, *Archaeological Historical Symposium*. Lombardy, F. C. L. Wyght, 1982, 102-121.
164. S'LLIVAN, Chatherine. «The Bottles of Northrop and Lyman, a Canadian Drug Firm», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 18 (aut. 1983): 13-30.
165. *The Beaverton Story: Harvest of Dreams*. Beaverton, The Beaverton Thorah Eldon Historical Committee, 1984. x-223 p.
166. WATERSTON, Elizabeth. «Town and Country in John Galt: a Literary Perspective», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, 14,1 (June 1985): 17-22.

VOIR AUSSI: 8; 135; 138.

## 5 - L'OUEST ET LE NORD

167. BOURGEAULT, Ron. «Metis History», Bill Robb, *One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983, 77-86.
168. BOURGEAULT, Ron. «Metis History», Bill Robb, *Supplement to the One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983, 27-36.
169. BURKINSHAW, Robert Kenneth. *False Creek: History, Images, and Research Sources*. [Vancouver], City of Vancouver Archives, 1984. iv-81 p. (Vancouver).
170. DUCKWORTH, Harry W. «The Last Coureurs de Bois», *The Beaver*, 314,4 (Spring 1984): 4-12.
171. HAMILTON, Jennifer F. A. «Ceramics Destined for York Factory: an Examination of Hudson's Bay Company Archival Sources», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 16 (hiv. 1982): 47-68.
172. JAENEN, Cornelius J. «Le français au Manitoba: fruit de l'histoire ou d'une contrainte extérieure?», *Langue et société*, 13 (print. 1984): 3-16.
173. KAYE, Barry et John ALWIN. «The Beginnings of Wheeled Transport in Western Canada», *Great Plains Quarterly*, 4 (Spring 1984): 121-134.
174. MUELLER, Lyle. «Events Leading Up to the Red River Disturbances of 1869-1870», Bill Robb, *One Sky Information Kit: Native People*. Saskatoon, One Sky, 1983, 88-90.
175. PEAKE, F. A. «John Booth Good in British Columbia: the Trials and Tribulations of the Church, 1861-99», *Pacific Northwest Quarterly*, 75,2 (April 1984): 70-78.
176. RUGGLES, Richard I. «Mapping the Interior Plains of Rupert's Land by the Hudson's Bay company to 1870», *Great Plains Quarterly*, 4 (Summer 1984): 152-165.
177. WILLIAMS, Glyndwr. «The Hudson's Bay Company and the Fur Trade: 1670-1870», *The Beaver*, 314,2 (Fall 1983): 4-86.

VOIR AUSSI: 36; 41.

## IV - LA CONFÉDÉRATION

## I - HISTOIRE GÉNÉRALE

178. ALLEN, Richard. «De la providence au progrès: le cheminement d'une idée dans la pensée anglo-canadienne», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 47-63.
179. ARCHER, Keith. «The Failure of the New Democratic Party: Unions, Unionists, and Politics in Canada», *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de sciences politique*, 18,2 (June 1985): 354-366.
180. BALLARD, Elizabeth Jean. *Characteristics of Canadian Prime Ministers, Ratings by Historians and Political Scientists*. Thèse de M. A., University of British Columbia, 1982.
181. BARRIAULT, Jeannine. *Répertoire numérique simple du fonds de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française*. Montréal, Division des archives historiques, Université de Montréal, 1984. 167 p.
182. BECKWITH, John et Ruth PINCOE. *Canadian Music in the 1960: a Chronicle*. [Toronto, Canadian Music Centre], 1979. [32] p.
183. BRANDOW, Mabel. *The History of our Church Women of Trinidad, 1868-1983*. [Regina, M. Brandow], 1983. 132 p.
184. BROWN, Denise Fay et Herman W. KONRAD. *Directory of Canadian Theses on Latin American and Caribbean Topics, 1927-1980/Répertoire de thèses canadiennes sur l'Amérique latine et la Caraïbe, 1927-1980/Directorio de tesis canadienses sobre temas de la America Latina y del Caribe, 1927-1980*. [Ottawa], Canadian Association of Latin American and Caribbean Studies/Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes, 1982. vii-77 p.
185. CARPENTER, Cyril Francis Edward. *Almost a Life Sentence: an Autobiography*. [Toronto], MLH Productions, 1984. 329 p. (Banquier).

186. CHOQUETTE, Robert. «Religion et rapports interculturels au Canada», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 198-211.
187. CHRISTIAN, William. «Harold Innis: Communications and Civilization», *The Round Table*, 294 (April 1985): 123-131.
188. CONWAY, Charles Donald. *Sufficient Vision. a Reading of the Poetry and Prose Fiction of Charles G. D. Roberts*. Thèse de Ph. D., University of New Brunswick, 1982.
189. DALLAIRE, Louise. *Edward Sapir's Correspondence: an Alphabetical and Chronological Inventory, 1910-1925*. Ottawa, National Museum of Man, National Museums of Canada, 1984. xii-278 p.
190. DANDURAND, Louise. *The Nature of the Politicization of Basic Science in Canada, NRC's Role, 1945-1976*. Thèse de Ph. D., University of Toronto, 1982.
191. DELISLE, Jean. «Un demi-siècle au service du bilinguisme officiel», *Langue et culture*, 15 (hiv. 1985): 4-9. (Bureau de traduction du gouvernement canadien, 1934-1984).
192. DRAPER, Paula Jean. *The Accidental Immigrants, Canada and the Interned Refugees*. Thèse de Ph. D., University of Toronto, 1983.
193. DUFFY, Denims. «The Rejection of Modernity in Recent Canadian Fiction», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 260-273.
194. DUNAE, Patrick A. «Promoting the Dominion: Records and the Canadian Immigration Campaign, 1872-1915», *Archivaria*, 19 (Winter 1984-1985): 73-93.
195. DUROCHER, Pierre. *L'évolution de la politique sociale du logement du gouvernement fédéral canadien. 1964-1979*. Thèse de M. A., Université du Québec à Montréal, 1983.
196. EDWARDS, B. A., *Sioux Lookout CFS: 1953-1983*. [Ontario, s.n., 1983]. ca. 100 p.
197. FARRELL, Alish. «Signs of Reform: Aspects of a Protestant Iconography», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 317-329.
198. FINGARSON, Evelyn. *History of the National Council of Women of Canada (for Inclusion in the ICW Book)*, 1982. Ottawa, The Council/Conseil national des femmes du Canada, 1982. [7] p.
199. FLANAGAN, Thomas. «The Sovereignty and Nationhood of Canadian Indians: a Comment on Boldt and Long», *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 18,2 (Jnne 1985): 367-374.
200. GARDNER, Robert John Logic. *The Politics of Reform: Class Interests and Tax Reform in Canada. 1960-1971*. Thèse de Ph. D., McMaster University, 1983.
201. GORECKI, Paul K. et W. T. STANBURY. *The Objectives of Canadian Competition Policy, 1888-1983*. Montréal, Institute for Research on Public Policy/Institut de recherches politiques, 1984. xxviii-236 p.
202. GOTLIEB, Marc J. «George Drew and the Dominion - Provincial Conference on Reconstruction of 1945-6», *Canadian Historical Review*, 66,1 (March 1985): 27-47.
203. GRAY, Carolyn. «Business Structures and Records: the Dominion Power and Transmission Company, 1896-1930». *Archivaria*, 19 (Winter 1984-1985): 152-161.
204. GULKA-TIECHKO, Myron. *Inter-War, Ukrainian Immigration to Canada, 1919-1939*. Thèse de M. A., University of Manitoba, 1983.
205. GUTZMAN, Waldemar Leonhart. *The Canadian Patriotic Post Card Handbook, 1904-1914*. Toronto, Unitrade Press, 1985. 139 p.
206. HALL, Alfreda. *A Baptist Minister, a Woman: the Story of the Reverend Mae Benedict Field, Canadian Baptist Missionary and Minister*. Toronto, A. Hall, 1983. 36 p.
207. HALLETT, William Doran. *A History of Federal Government Involvement in the Development of Sport in Canada, 1943-1979*. Thèse de Ph. D., University of Alberta, 1981.
208. HAMEL, Michel. «Les Canadiens arabes», *Cahiers d'histoire*, 5,2 (print. 1985): 54-60.
209. HANDY, Robert T. «Dominant Patterns of Christian Life in Canada and the United States: Similarities and Differences», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 344-355.

210. HARRIS, Stephen J. «Canadian Military History», *The History and Social Science Teacher*, 20,2 (Winter 1985): 81-84.
211. HARVEY, J. Douglas. *Laughter-Silvered Wings: Remembering the Air Force II*. Toronto, McClelland and Stewart, 1984. 277 p.
212. HILLIWEEL, John F., Mary E. MacGREGOR et André PLOURDE. *Changes in Canadian Energy Demand, Supply and Policies, 1974-1986*. Vancouver, University of British Columbia, Department of Economics, 1983. 31 p.
213. HERON, Craig. «Labourism and the Canadian Working Class», *Labour/Le travail*, 13 (Spring 1984): 45-76.
214. HILLMER, Normand et Roger SARTY. «The Mythology of Canada's War, 1939-1945», *The History and Social Science Teacher*, 20,2 (Winter 1985): 70-80.
215. JAMES, William C. «Religious Symbolism in Recent English Canadian Fiction», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 246-259.
216. JEAN, Dominique. «Notes de lectures. Les enfants immigrants au Canada: 1865-1925», *Cahiers d'histoire*, 5,2 (print. 1985): 87-97.
217. JONES, Richard A. «Canada and the Jewish Refugees of Nazi Europe», *Historical Reflexions/Réflexions historiques*, 11,1 (Spring 1984): 83-98.
218. KEALEY, Gregory S. «1919: the Canadian Labour Revolt», *Labour/Le travail*, 13 (Spring 1984): 11-44.
219. KEALEY, Linda. «Canadian Socialism and the Woman Question, 1900-1914», *Labour/Le travail*, 13 (Spring 1984): 77-100.
220. KEYSERLINGK, Robert H. «Agents Within the Gates»: the Search for Nazi Subversives in Canada During World War II», *Canadian Historical Review*, 66,2 (June 1985): 211-240.
221. KULA, Sam. «Theatres of War: Propaganda, 1918-45», *Archivaria*, 20 (Summer 1985): 172-178.
222. LATRAVERSE, François. «Les études wittgensteiniennes au Canada: état de la recherche, 1970-1984», *Philosophiques*, 12,1 (print. 1985): 197-210.
223. LICARI, Wilfrid-Guy. «L'élaboration et la pratique de la politique canadienne en Afrique», *Revue canadienne des études africaines*, 18,2 (1984): 417-422. (Depuis 1967 surtout).
224. LOWE, Graham S. «The Enormous File»: the Evolution of the Modern Office in Early Twentieth Century Canada», *Archivaria*, 19 (Winter 1984-1985): 137-151.
225. LOWRY, Malcolm. *Under the Volcano*. New York, New American Library, 1984. xxiii-328 p.
226. LUPASTIN, Eileen Floria P. *Lupăstean Family From Bucovina: a Monograph of One of Canada's People, the Romanians: a Readable Story of Early Canada and of One Group of Its People*. Regina, E. F. P. Lupastin, 1983. xix-383 p.
227. McCREADY, John. *Political Ideology and Social Policy, Expenditure and Revenue in Three Canadian Provinces, 1947-60*. Thèse de Ph. D., University of Toronto, 1983.
228. MacDONALD, L. Ian. *Multroney: de Baie-Comeau à Sussex Drive*. Montréal, Éditions de l'Homme, 1984. 393 p.
229. MacLEOD, Jack et McILROY, Thad. *A Rose is a Rose: a Tribute to Pierre Elliott Trudeau in Cartoons and Quotes*. Toronto, Doubleday Canada, 1984. 160 p.
230. MacQUARRIE, Heath. *Canada and the Palestinians, 1947-1982*. Ottawa, Jerusalem International Pub. House [1982]. 44 p.
231. MAIR, Nathan H. *Education for Ministry in the United Church of Canada: an Historical Probe*. Toronto, Division of Ministry Personnel and Education of the United Church of Canada/l'Église Unie du Canada, 1983. iv-109 p.
232. MAIR, Nathan H. *Education for Ministry in the United Church of Canada as Reflected in the Manual Regulations re the Course of Study, 1928-1981*. Toronto, Division of Ministry Personnel and Education of the United Church of Canada/l'Église Unie du Canada, 1983. 25 p.
233. MARSHALL, David B. «Methodism Embattled: a Reconsideration of the Methodist Church and World War I», *Canadian Historical Review*, 66,1 (March 1985): 48-64.

234. MICHAEL, Betti et al. *Les maîtres de poste canadiens*. Ottawa, Association canadienne des maîtres de poste et adjoints/Canadian Postmasters and Assistants Association, 1983. ii-163 p.
235. MILLS, Howard M. *Ordination in the United Church of Canada: an Historical Analysis*. Toronto, Division of Ministry Personnel and Education of the United Church of Canada/ l'Église L'née dn Canada, 1983. 54 p.
236. MOIR, John S. «A Vision Shared? *The Catholic Register* and Canadian Identity Before World War I», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 356-366.
237. MORTON, Desmond. «Canada in the First World War: Exploring Some Myths», *The History and Social Science Teacher*, 18,4 (May 1983): 193-226.
238. MUSK, George. *Canadian Pacific: the Story of the Famous Shipping Line*. Newton Abbot, Devon, David & Charles, 1981. 272 p.
239. NORRIS, Ken. *The Little Magazine in Canada, 1925-80: its Role in the Development of Modernism and Post-modernism in Canadian Poetry*. Toronto, ECW Press, 1984. 203 p.
240. ORNSTEIN, Michael D. *The Work Experience of Immigrants to Canada: 1969-1976*. Downsview, Institute for Behavioral Research, York University, 1983. 48 p.
241. O'TOOLE, Roger. «Society, the Sacred and the Secular: Sociological Observations on the Changing Role of Religion in Canadian Culture», William Westfall, Louis Rousseau et al. *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 99-117.
242. PANITCH, Leo et Donald SWARTZ. «Toward Permanent Exceptionalism: Coercion and Consent in Canadian Industrial Relations», *Labour/Le travail*, 13 (Spring 1984): 133-158.
243. PERIN, Roberto. «Religion, Ethnicity and Identity: Placing the Immigrant Within the Church», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 212-230.
244. PILLI, Arja. *The Finnish-Language Press in Canada, 1901-1939: a Study in the History of Ethnic Journalism*. Helsinki, Suomalainen Tiedekatemia, 1982. 328 p.
245. PORTES, Maurice P. «1938: le 400e anniversaire du voyage de Jacques Cartier en perspective», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 207-214.
246. PRANG, Margaret. «The Girl God Would Have Me Be»: The Canadian Girls in Training, 1915-39», *Canadian Historical Review*, 66,2 (June 1985): 154-184.
247. PRICE, Morgan. *A Decade of Change: Submissions and Reforms of Canadian Sexual Assault Legislation, 1970-1983: a Report Presented to the Alberta Law Foundation in Conjunction with the Calgary Sexual Assault Centre*. [Calgary, The Centre], 1984. 10-[3] p.
248. PROSS, A. Paul. «Parliamentary and the Diffusion of Power», *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 18,2 (June 1985): 235-266.
249. RUSH, Anita. «The Bicycle Boom of the Gay Nineties: a Reassessment», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 18 (aut. 1983): 1-12.
250. RUSSELL, Hilary. «Canadian Ways»: an Introduction to Comparative Studies of Housework, Stoves, and Diet in Great Britain and Canada», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 19 (print. 1984): 1-12.
251. RUTHERFORD, Paul. «Researching Television History: Prime-Time Canada, 1952-1967», *Archivaria*, 20 (Summer 1985): 79-94.
252. RYAN, Leonard J. [*Criminal Code (Tremear, 1964)*, *Supplement Tremear's 1971-1984 Criminal Annotations: (Being the 1984 Supplement to Tremear's Annotated Criminal Code, Sixth Edition)*]. Toronto, Carswell, 1984, lxiii-906 p.
253. SEMPLE, Neil. «Ontario's Religious Hegemony: the Creation of the National Methodist Church», *Ontario History*, 72,1 (March 1985): 19-42.
254. SIMPSON, John. «Federal Regulation and Religious Broadcasting in Canada and the United States: a Comparative Sociological Analysis», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 152-163.

255. SMITH, Gladys Evangeline. *Forty Nights to Freedom: the True Prisoner of War Story of Wing Commander Steward F. Cowan*. Winnipeg, Queenston House Pub., 1984. 219 p.
256. SOUSTER, Raymond. *Jubilee of Death: the Raid on Dieppe: the Moving Story of the Suffering and Achievement of the Canadian at Dieppe on August 19, 1942, Told by the Men Who Were There, in the Words of One of Canada's Greatest Living Poets*. [Ottawa], Oberon Press, 1984. 154 p.
257. STACEY, C. P. «Canadian Leaders of the Second World War», *Canadian Historical Review*, 66,1 (March 1985): 64-72.
258. STRUTHERS, James. *Canadian Unemployment Policy in the 1930's*. Peterborough, Canadian Studies Programme, Trent University, 1984. [23] p.
259. SUTHERLAND, Anthony Xavier. *The Canadian Slovak League: a History, 1932-1982*. Toronto, Canadian Slovak League, 1984. 208 p.
260. VANDERMEY, Albert. *Beatrix in ballingschap: vijf jaren uit de jeugd van onze koningin, 1940-1945*. Ede, Zomer & Keuning, 1983. 143 p.
261. VAN LOAN, Rick. «Reforming Welfare in Canada». *Policy Studies Review Annual*, 5 (1981): 220-255. (Période 1971-78).
262. VERMEIRRE, André. «Un ciel de pluie contre des arpens de neige», *Cahiers d'histoire*, 5,2 (print. 1985): 61-69.
263. VIPOND, Robert C. «Constitutional Politics and the Legacy of the Provincial Rights Movement in Canada», *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 18,2 (June 1985): 267-294.
264. WAI, Lokky, Suzanne SHIEL et T. R. BALAKRISHNAN. *Annotated Bibliography of Canadian Demography, 1966-1982*. London, Centre for Canadian Population Studies, University of Western Ontario, 1984. v-314 p.
265. WESTFALL, William. «The End of the World: an Aspect of Time and Culture in Nineteenth Century Protestant Culture», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 72-85.
266. WHALE, Mary E. et Janet I. BAILEY. *On Wings of Faith*. [Don Mills]. Women's Missionary Society, W. D. Presbyterian Church in Canada [1984]. 62 p.
267. WHITEMAN, Bruce. *A Literary Friendship: the Correspondence of Ralph Gustafson and W. W. E. Ross*. Toronto, ECW Press, 1984. [124] p.
268. WILLIAMS, David Ricardo. *Duff: a Life in the Law*. Vancouver, University of British Columbia Press et Osgoode Society, 1984. 311 p.
269. WILLIAMS, Jeffery. *Byng of Vimy: General and Governor General*. London, L. Cooper, 1983. xvi-398 p.

VOIR AUSSI: 6; 34; 37; 57; 86; 87; 90; 91; 92; 93; 95; 96.

## 2 - LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

270. ALI-KHODJA, Mourad. «Connaissance et politique: quelques réflexions sur le développement de la sociologie en Acadie», *Égalité*, 13-14 (aut. 1984/hiv. 1985): 217-238.
271. ALLAIN, Grcg et Serge COTÉ. «Le développement régional, l'État et la participation de la population: la vie courte et mouvementée des Conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick (1964-1980)», *Égalité*, 13-14 (aut. 1984/hiv. 1985): 187-216.
272. BAIKIE, Margaret. *Labrador Memories: Reflections at Mulligan*. Happy Valley, Them Days [1983]. 63 p. (Autobiographie).
273. BAKER, William M. «The Personal Touch: Mackenzie King, Harriett Reid, and the Springhill Strike, 1909-1911», *Labour/Le travail*, 13 (Spring 1984): 159-176.
274. BUSH, Briton Cooper. «The Newfoundland Sealers' Strike of 1902», *Labour/Le travail*, 14 (Fall 1984): 73-102.
275. COAKER, William Ford. *Twenty Years of the Fishermen's Protective Union of Newfoundland from 1909-1929*. St. John's, Creative Printers and Publishers, 1984. 395 p. (Édition originale: 1930).

276. CRAIGS, Melodie. *Dr. Everett Chalmers*. Fredericton, Easy Reading for Adults, 1984. 14 p.
277. CRAIGS, Melodie. *Lord Beaverbrook*. Fredericton, Easy Reading for Adults, 1984. 17 p.
278. DELUREY, Thomas. *The Lives of the Delurey Family: an Autobiography*. [St. John's, T. Delurey], 1982. 149 p.
279. EMBREE, Charles, M. J. BLENKHORN et B. J. McLAUGHLIN. *Changes in the Fruit Tree Inventory of the Annapolis Valley of Nova Scotia: 1939-1982*. [Kentville?, Nova Scotia Fruit Growers' Association], 1984. 30 p.
280. GADBOIS, Albert. «Le climat entrepreneurial au Nouveau-Brunswick», *Égalité*, 13-14 (aut. 1984/hiv. 1985): 31-52.
281. GAUTREAU, G.-A. «Les chantiers (suite et fin)», *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, 13,2 (juin-sept. 1985): 34-57.
282. MacDONALD, Bertha M. M. *Through All the Days Gone By*. [Charlottetown, B. M. M. MacDonald, 1983]. 116 p. (Autobiographie).
283. MONTGOMERY, Robin Clair. *People and Stuff*. [Charlottetown, R. C. Montgomery, 1983?]. 160 p. (Autobiographie).
284. PITT, David George et Marion PITT. *Goodly Heritage: a Centennial History of the Congregation of Wesley United (Formerly Alexander Street Methodist) Church, St. John's, Newfoundland, 1884-1984*. St. John's, Jespersion Press, 1984. x-111 p.
285. POWELL, Ben W. *Labrador by Choice*. St. John's, Jespersion Press, 1984. xi-200 p. (Autobiographie).
286. RAVAUULT, René Jean. «Du village acadien au village global... ou de l'autarcie culturelle à l'indépendance économique», *Égalité*, 12 (print. 1984): 49-72.
287. ROBICHAUD, Donat. «L'horloge des St-Coeur», *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, 13,2 (juin-sept. 1985): 75-76. (A l'Évêché de Bathurst).
288. ROBICHAUD, Donat. «Théophilus Van de Moortel (1843-1924)», *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas-Denys*, 13,2 (juin-sept. 1985): 3-24.
289. ROGERS, Joseph S. *Rogers' Photographic Advertising Album, Halifax, 1871*. [Halifax], Heritage Trust of Nova Scotia, [1984?]. 108 p.
290. ROWE, Frederick W. *The Smallwood Era*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1985. 245 p.
291. SAINT-CYR, Jean. «Les relations Québec-Acadie dans les pêches maritimes», *Égalité*, 12 (print. 1984): 109-125.
292. SAVOIE, Donald J. «L'Acadie: de la dépendance gouvernementale à l'autonomie économique», *Égalité*, 13-14 (aut. 1984/hiv. 1985): 11-30.
293. SCOTT, Berth I. *The «Springhill and Oxford» Railway*. [Musquodoboit Harbour, Yagar Book Services], 1981. 4 p.
294. SWEENEY, Robert. «Other Songs of Liberty: a Critique of «All the Atlantic Mountains Shook»», *Labour/Le travail*, 14 (Fall 1984): 161-172.
295. *The First Forty Years: Royal Canadian Legion Branch 25*. [Halifax, The Branch, 1982]. ca. 100 p.
296. WEBSTER, Donald Blake. «The Prince Edward Island Pottery, 1880-1898», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 16 (hiv. 1982): 75-81.
297. YOUNG, Robert A. «L'édification de l'État provincial et le développement régional au Nouveau-Brunswick», *Égalité*, 13-14 (aut. 1984/hiv. 1985): 125-152.

**VOIR AUSSI: 62; 63; 99; 100; 101; 102; 104.**

### 3 - LE QUÉBEC

298. *Album souvenir 50ième anniversaire ABQ. 1932-1982/QLA 50th Anniversary Souvenir Album. 1932-1982*. [Montréal], ABQ/QLA, [1982?]. 44 p.
299. ANDREW, Caroline, Jacques LÉVEILLÉE et Louise QUESNEL. «Le pouvoir local et les stratégies de réaligement dans les centres urbains du Québec», *Anthropologie et sociétés*, 9,2 (1985): 117-150.
300. ARCHAMBAULT, France. *Répertoire numérique du fonds Louis-Hémon, P 109*. Montréal, Division des archives historiques, Université de Montréal, 1983. iii-274 p.

301. ASSELIN, Mauriee. *La colonisation de l'Abitibi: un projet géopolitique*. Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamiugue, 1982. v-171 p.
302. BARITEAU, Claude. «Crise et stratégies locales: Plessisville, St-Georges, Thetford-Mines», *Anthropologie et sociétés*, 9,2 (1985): 57-84.
303. BEAUCHAMP-FORGET, Jacques. *Le ski dans les Laurentides: premiers et premières: chronologie illustrée, 1905-1982: document de travail*. Saint-Sauveur-des-Monts, Musée du ski des Laurentides, 1982. 116 p.
304. BEAUCHAMP-FORGET, Jacques. *Toponymie de Saint-Sauveur-des-Monts*. [Saint-Sauveur-des-Monts], Société d'histoire des Pays-d'en-Haut, 1982. 59 p.
305. BÉDARD, Rolland. *Rolland Bédard, comédien*. Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1984. 271 p.
306. BELLEMARE, Hélène. «La paroisse de Saint-Agapit», *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, 6,1 (oct. 1983): 57-70.
307. BERNIER, Sylvie et al. *L'édition littéraire au Québec de 1940 à 1960*. Sherbrooke, Département d'études françaises, Université de Sherbrooke, 1985. x-217 p.
308. BEYER, Peter. «La vision religieuse de Louis Riel: l'ultramontanisme canadien-français au service de la nation métisse», *SR/Sciences religieuses/SR/Studies in Religion*, 13,1 (1984): 87-100.
309. BOIVIN, Lorraine, Daniel PELLETIER et Gilles ROY. *Index de l'Écho de Fraserville, 8 et 31 mai 1884*. [Rivière-du-Loup], Cégep de Rivière-du-Loup, 1983. 43 p.
310. BOIVIN, Lorraine, Daniel PELLETIER et Gilles ROY. *Index du Bulletin politique: 17 février 1899 au 15 juin 1900*. Rivière-du-Loup, Cégep de Rivière-du-Loup, Centre d'étude régionale, 1984. xvii-170 p.
311. BOUCHER, Claude, Jacques PRIMEAL et Marc THIBEAULT. *Shops Angus, 1904-1982: ça va faire du train!* Montréal, Comité Logement Rosemont, 1982. 47 p.
312. BOULIZON, Guy et Jacques-Yvan MORIN. *Le paysage dans la peinture au Québec: vu par les peintres des cent dernières années*. Laprairie, Éditions M. Broquet, 1984. 223 p.
313. BOURGOIN, L.-M. «Le notaire Nérée Tétreau, personnage très marquant de la ville de Hull», *Asticou. Revue d'histoire de l'Outaouais*, 32 (juill. 1985): 4-10.
314. BOUTIN, André. «L'écomusée métissien», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, 11,1 (janv.-mars 1985): 10-12.
315. BOUTIN, André. «Le Estevan Lodge et les Jardins de Métis», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, 11,1 (janv.-mars 1985): 3-9.
316. BRADBURY, John. «Housing Policy and Home Ownership in Mining Towns: Québec, Canada», *International Journal of Urban and Regional Research*, 9,1 (March 1985): 1-14.
317. BRADBURY, John. «The Impact of Industrial Cycles in the Mining Sector: the Case of the Québec-Labrador Region in Canada», *International Journal of Urban and Regional Research*, 8,3 (Sept. 1984): 311-331.
318. BRUNET, Louis. «Les figures de proue de l'enseignement philosophique à l'Université Laval. 50e anniversaire de la Faculté de philosophie», *Au fil des événements*, 21,6 (10 oct. 1985): 10-11. (Louis-Adolphe Paquet, Arthur Robert, Alphonse-Marie Parent, Charles De Koninck).
319. BUA, Francesca. *Francesca*. Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1984. 165 p. (Autobiographie).
320. CALDWELL, Gary. «L'anglophonie québécoise à la croisée des chemins», *Langue et société*, 8 (aut. 1982): 8-12.
321. CHAGNON, Roland. «Les nouvelles religions dans la dynamique socio-culturelle récente au Québec», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 118-151.
322. CHAMPAGNE, Guy. *Édition critique des Premières poésies, 1876-1878 d'Eudore Évanurel*. Thèse de M. A., Université Laval, 1982.
323. CHÉNIER, Jacques. *Syndicat des métallos, métallurgistes unis d'Amérique: répertoire numérique P/144*. Montréal, Division des archives historiques, Université de Montréal, 1983. 286 p.

324. CLAVEAU, Robert et Louise B.-CLAVEAU. «Les orphelins d'Angleterre confiés aux Soeurs de la Charité à Rimouski», *L'estuaire généalogique*, 4,14 (av. 1985): 261-269.
325. COLLIN, Jean-Pierre. *Pouvoir municipal et enjeux politiques locaux dans la paroisse de Montréal, de 1871 à 1921, étude de la formation des banlieues, de l'incorporation de nouvelles municipalités et de leur activité réglementaire*. Thèse de M. A., Université du Québec à Montréal, 1983.
326. COURCY, Raymond. «L'Église catholique au Québec: de la fin d'un monopole au redéploiement dans une société plurielle», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 86-98.
327. CROCHETIÈRE, Jacques. *Recueil des correspondances journalistiques de M. Antonio Paillé au Nouvelliste des Trois-Rivières*. [Manseau], J. Crochetière, 1982. 2 vol.
328. DÉRY, Louise. *L'influence de la critique d'art de John Lyman dans le milieu artistique québécois de 1936 à 1942*. Thèse de M. A., Université Laval, 1982.
329. DÉRY, Rocray et al. *Le Bois de Coulonges: dix années d'utilisation irrationnelles d'un environnement forestier en milieu urbain*. Québec, Déry Rocray, 1981. v-77 p.
330. DESCHAMPS, Pierre. «Granger... cent ans plus tard». *Livre d'ici* (av. 1985): 22-23. (Histoire d'un éditeur montréalais).
331. DESGAGNÉ, Raymond. «L'Église au diocèse de Chicoutimi», *Saguenayensia*, 27,1 (janv.-mars 1985): 28-30.
332. DESMARTIS, André. «Vingt années d'enseignement de la nutrition à l'Université Laval». *Au fil des événements*, 21,8 (24 oct. 1985): 12.
333. DESROSIERS, Yvon. «Mythes et symboles fondamentaux dans la littérature québécoise», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 232-245.
334. DU BERGER, Jean. «Folklore et littérature enfantine», *Lurelu*, 4,3 (aut. 1981): 1-6.
335. DUCROCQ-POIRIER, Madeleine. «Eva Bouchard - prétendu modèle de Maria Chapdelaine - démasquée par Marie Le Franc», *Saguenayensia*, 27,1 (janv.-mars 1985): 24-25.
336. DU MAIS, Monique. *La mère dans la société québécoise: étude éthique d'un modèle à partir de deux journaux féministes: La bonne parole, 1913-1958 et Les têtes de pioche, 1976-1979*. Ottawa, Institut canadien de recherches pour l'avancement de la femme/ Canadian Research Institute for the Advancement of Women, 1983. 83 p.
337. DU MAIS, Monique. «Religion catholique et valeurs morales des femmes au Québec au XXe siècle», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 164-180.
338. DUMONT, Fernand. «Mutations de la culture religieuse au Québec», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 10-21.
339. DUMOULIN, Huguette-B. «Résumé des délibérations du conseil de la municipalité de Saint-Eustache-sur-le-Lac à partir des minutes des années 1921 à 1945», *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, 6,1 (oct. 1983): 90-131.
340. DUSSAULT, Gabriel. «Dimensions messianiques du catholicisme québécois au dix-neuvième siècle», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 64-71.
341. FILION, Anne. *Québec-Press, octobre 1969-novembre 1974, un journal critique et populaire: les causes de sa disparition: bilan*. [Montréal]. Institut canadien d'éducation des adultes [1981?]. 54 p.
342. FORBES, Jean-Charles. «La famille Forbes, un peu plus de 175 ans de présence en sol matanais», *L'histoire au pays de Matane*, 20,1 (av. 1985): 3-9.
343. FOURNIER, Robert. «Paul Lemelin, centenaire 1885-1985», *L'histoire au pays de Matane*, 20,1 (av. 1985): 32-33.
344. GAUTHIER, Jean-Marie. «Historique de l'école Saint-Jude», *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, 6,1 (oct. 1983): 71-89.
345. GENUITS, Monique. «Coordonnées Temps-Espace dans la poésie québécoise», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 16 (juin 1984): 49-58.
346. GERVAIS, Albert. *Daniel Johnson*. Outremont, Lidéc, 1984. 63 p.

347. GINGRAS, Pierre-Philippe. *Le Devoir*. [Montréal], Libre Expression, 1985. 295 p.
348. GOHIER, Christiane. «Femme et philosophie au Québec», *La petite revue de philosophie*, 6,2 (print. 1985): 83-94.
349. GOYER, Suzie. «Historique de la Christ Church United», *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, 6,2 (déc. 1983): 62-69.
350. GROULX, Lionel. *Journal, 1895-1911*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1984. 2 vol. xiv-1108 p.
351. *Guide du fonds Ludger et Paul M. Lemieux*(Centre canadien d'architecture) = *Inventory of the Archives of Ludger and Paul M. Lemieux*(Canadian Centre for Architecture). Montréal, Le Centre/The Centre, 1983. v-346 p.
352. GWIAZDA, Wojtek. «Immigration et marché du travail: les ouvriers polonais à Montréal, 1926-1944», *Cahiers d'histoire*, 5,2 (print. 1985): 81-85.
353. HUARD, Thérèse. «Le monastère Sainte-Marie des Deux-Montagnes», *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, 6,1 (oct. 1983): 1-26.
354. IOANNOU, Tina. «Les Grecs du Québec: un bref historique», *Cahiers d'histoire*, 5,2 (print. 1985): 71-80.
355. IVANO, Ivano, *doyen des magiciens du Québec: 50 ans au service de l'art québécois, 1933-1983: propos et confidences*. Montréal, Éditions de la Librairie scolaire canadienne, [1983?]. 94 p.
356. JOLY, René. «Historique de l'école Sauvé», *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, 6,1 (oct. 1983): 27-53.
357. LACOURSIÈRE, Yvan. *Clémence Desrochers, humour et solitude*. Thèse de M. A., Université du Québec à Trois-Rivières, 1982.
358. LAING, G. Blair. *Morrice: a Great Canadian Artist Rediscovered*. Toronto, McClelland and Stewart, 1984. 224 p.
359. LANTHIER, Pierre et Alain GAMELIN. *L'industrialisation de la Mauricie: dossier statistique et chronologique, 1870-1975*. Trois-Rivières, Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981. xi-489 p.
360. LAPIERRE, Carol. *Pour une lecture de Marcel Faure de Jean-Charles Harvey, «Cherchez la femme»*. Thèse de M. A., Université du Québec à Montréal, 1983.
361. LaPERRIÈRE, Guy. «Dix ans de production historique sur les Cantons de l'Est, 1975-1984», *Bulletin de recherche*, 2 (sept. 1985): 21 p. Sherbrooke, Département d'histoire, Université de Sherbrooke.
362. LAUTREDOUX, Florence. «Littérature féminine, littérature féministe dans le Québec contemporain. Ruptures et continuité», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 18 (juin 1985): 46-50.
363. LAVOIE, Fernand. «Témoignage d'un artisan des Jardins de Métis», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, 11,1 (janv.-mars 1985): 13-18.
364. LECHASSEUR, Antonio. «Le régiment de Gaspé-Bonaventure, le lieutenant-colonel Joseph Pineault et la défense des côtes gaspésiennes durant la seconde Guerre mondiale», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, 11,1 (janv.-mars 1985): 19-28.
365. LECLERC, Marie-Andrée. *Je reviens*. [Montréal], Éditions du Club Québec loisirs [1984?]. 239 P. (Autobiographie).
366. LECLERC, Michel. *Le développement institutionnel de la science politique au Québec (1920-1980)*. Thèse de M. A., Université du Québec à Montréal, 1983.
367. LEMOINE, Réjean. «Mai 1870: l'Hôtel de ville occupé par un maire défait», *Droit de parole, Journal des groupes populaires*, 12,5 (été 1985): 8-9. (Maire Tourangeau).
368. *Les 25 ans de l'Association d'éducation du Québec*. [Québec], l'Association [1982?]. 44 p.
369. LÉVESQUE, André. *Virage à gauche interdit: les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984. 186 p.
370. LINDSAY, Charles. *La censure sociale dans le roman québécois, 1950-1960*. Thèse de M. A., Université Laval, 1982.
371. MacDONALD, L. Ian. *From Bourassa to Bourassa: a Pivotal Decade in Canadian History*. [Montréal], Harvest House, 1984. 324 p.

372. McMULLEN, M.-A. «Ma première école et quelques-uns de mes souvenirs», *L'histoire au pays de Matane*, 20,1 (av. 1985): 21-23.
373. MARTEL, J.-Zébedée. *Guide de l'Assomption en 1883*. Joliette, R. Olivier, 1983. 54 p. (Édition originale: 1883).
374. MASSICOTTE, Daniel. «Immigration et ethnicité: entrevue avec M. Bruno Ramirez», *Cahiers d'histoire*, 5,2 (print. 1985): 41-53.
375. MAY, Cedric. «Pierre Perrault et la suite du monde», *Études canadiennes/Canadian Studies*, 17 (1984): 185-190.
376. *Montréal, son passé récent: en 40 ans, une grande ville évolue pour trouver son harmonie/ Montréal, the Recent Past: a Great City Finds Harmony Over Forty Years of Evolution*. [Montréal], Ville de Montréal, 1982. [12] p.
377. MORIN, Jacques-Yvan. «Le développement africain - l'engagement du Québec», *Revue canadienne des études africaines*, 18,2 (1984): 423-428. (Depuis 1975).
378. NADEAU, Yves. *Victor-Lévy Beaulieu, ou, Le roman familial*. Thèse de M. A., Université du Québec à Montréal, 1983.
379. OLIVIER, Réjean. *Hommage posthume à un fervent nationaliste!: Marcel Hamel, 1913-1974, journaliste à La Nation, 1936-1939, auteur d'une traduction française du Rapport Durham, 1948, fondateur et rédacteur en chef des journaux Le Portage, 1949-1973 et La Rumeur du Portage, 1973-1974, à l'Assomption*. Joliette, R. Olivier, 1983. 52 p.
380. OLIVIER, Réjean. *Vingt ans de recherches artistiques, bibliographiques, biographiques, culturelles, historiographiques et historiques pour mettre en valeur la région de Lanaudière ou Catalogue descriptif et chronologique des oeuvres éditées, composées et compilées par Réjean Olivier*. Joliette, R. Olivier, 1983. 80 p.
381. PAINCHAUD, Claude. *Processus migratoire, communauté et bourgeoisie italo-québécoise*. Thèse de M. A., Université du Québec à Montréal, 1982.
382. PARENT, Adrienne. *Très Saint-Sacrement, Howick: 1884-1984*. Howick, A. Parent, 1984. 116 p.
383. PERREAU, Lucille. *La Maison Dumulon*. Rouyn, La Corporation, 1982. 28 p.
384. PILOTE, Francine. *Répertoire numérique simple du fonds de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences*. [Montréal], Le service des archives de l'Université de Montréal, 1983. 75 p.
385. PILOTE, Francine. *Répertoire numérique simple du fonds de la Société de biologie de Montréal*. [Montréal], Le service des archives de l'Université de Montréal, 1983. 49 p.
386. PINARD, Guy et George WENTSER. *La Presse: 100 ans d'actualité*. Montréal, Éditions La Presse, 1984. 334 p.
387. PLETSCHE, Albert. «Les Cantons de l'Est canadien, colonisation et abandon d'une région marginale», *Norois* (Poitiers), 29,144 (av.-juin 1982): 185-204.
388. POIRIER, C.-A. «Un pionnier se raconte», *L'histoire au pays de Matane*, 20,1 (av. 1985): 28-31.
389. POTVIN, Gilles. *OSM: les cinquante premières années/The First Fifty Years: Orchestre symphonique de Montréal*. [Montréal], Alain Stanké, 1984. 199 p.
390. RABEAU, Yves. *Évolution des investissements au Québec: historique et perspectives, 1973-1995: propositions pour enrayer le déclin des investissements au Québec et en attirer de nouveaux: étude présentée au Conseil du patronat du Québec*. Montréal, Le Conseil, 1984. iv-23 p.
391. RAPHAEL, Marie. «Les cinquante ans de l'hôpital de Matane», *L'histoire au pays de Matane*, 20,1 (av. 1985): 11-19.
392. *Répertoire des thèses de maîtrise et de doctorat: 1984: Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval*. Québec, Université Laval, 1984. 1 vol.
393. RICHTER, Vaclav et al. *Répertoire des anciens de l'Université de Sherbrooke: 25 ans de diplômés, 1957-1982*. [Sherbrooke], Association générale des anciens de l'Université de Sherbrooke, 1983. xv-618 p.
394. RINGUETTE, Martin. «Portrait d'une archiviste: soeur Marcelle Boucher, Ursuline», *Archives*, 17,1 (juin 1985): 28-32.

395. RIOPEL, Marc. *Un siècle d'éducation au Témiscamingue*. [Ville-Marie], Société d'histoire du Témiscamingue [1983?]. 52 p.
396. ROBILLARD, Yves. «L'histoire des galeries Denyse Delrue», *Cahiers des arts visuels au Québec*, 7,27 (aut. 1985): 3-15. (1955-1985).
397. ROY, André. «Le contrôle hégémonique de la bourgeoisie industrielle à St-Georges-de-Beauce», *Anthropologie et sociétés*, 9,2 (1985): 171-184.
398. ROY, Max. *Parti pris et l'enjeu du récit*. Thèse de M. A., Université Laval, 1983.
399. SAINT-PIERRE, Michel-L. «Le comité du patrimoine: premier plan», *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, 11,1 (janv.-mars 1985): 29-30.
400. SENAY, Pierre et al. «Archéologie industrielle. Prospection archéologique de surface des forges Grondin, l'Îlet et Radnor», *Cahiers d'archéologie québécoise (UQTR)*, 1 (1985): 3-153. (Région de Shawinigan, 1878-1881).
401. TEBOUL, Victor. *Le Jour: émergence du libéralisme moderne au Québec*. LaSalle, Hurtubise HMH, 1984. 436 p.
402. THIVIERGE, Marise et Yves BEAUREGARD. *Répertoire numérique du fonds Félix-Antoine-Savard*. Sainte-Foy, Bibliothèque de l'Université Laval, Division des archives, 1983. 64 p.
403. THIVIERGE, Robert. *Le rôle de la municipalité de Salaberry de Valleyfield dans le développement industriel local de 1960 à 1970*. Thèse de M. A., Université du Québec à Montréal, 1983.
404. THOMSON, Dale C. *Jean Lesage et la Révolution tranquille*. Saint-Laurent, Éditions du Tréararé, 1984. 615 p.
405. THWAITES, James. «La grève au Québec: une analyse quantitative exploratoire portant sur la période 1896-1915», *Labour/Le travail*, 14 (aut. 1984): 183-204.
406. TREMBLAY, Léo. «Premiers acheteurs de lots à Sayabec», *L'estuaire généalogique*, 4,14 (av. 1985): 273-276; 15 (juill. 1985): 289-290.
407. TRÉPANIÉ, Esther. «Art moderne et catholicisme au Québec, 1930-1945: de quelques débats contradictoires», William Westfall, Louis Rousseau et al., *Religion/Culture*, numéro spécial de *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, 7 (1985): 330-342.
408. TROFIMENKOFF, Susan Mann. «Thérèse Casgrain and the CCF in Quebec», *Canadian Historical Review*, 66,2 (June 1985): 125-153.
409. VAUX, Agathe de et Jean VALLERAND. *La petite histoire de l'Orchestre symphonique de Montréal*. Montréal, L. Courteau, [1984]. 190 p.
410. VINCENT, Diane. «Le sacre au Québec: transgression d'un ordre religieux ou social?», *Culture*, 4,2 (1984): 55-61.
411. VOURIOT, Joseph-Denis-Raymond. *Le thème de la solitude dans l'oeuvre romanesque d'André Langevin*. Thèse de M. A., Université du Manitoba, 1983.
412. WINTGENS-KLIMOV, Claude. *Pouvoir social et encadrement religieux et moral des curés de Nicolet d'après les cahiers de prônes: 1870-1910*. Thèse de M. A., Université du Québec à Trois-Rivières, 1982.

**VOIR AUSSI: 20; 64; 75; 106; 107; 108; 109; 110; 112; 114; 115; 116; 117; 118; 119; 123; 124; 125; 126; 127; 128; 129; 130; 133; 134; 135; 136; 137; 139; 245; 291.**

#### 4 - L'ONTARIO

413. *Around the Group of Seven*. Regina, Norman Mackenzie Art Gallery, University of Regina, [1983]. [9] p.
414. BAILEY, Thomas Melville. *They Knew What They Wanted: a History of Local 18, the United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, Hamilton, Ontario, Canada*. [Hamilton], The Local, 1983. 46 p.
415. BARBER, Marilyn J. «Below Stairs: the Domestic Servant», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 19 (print. 1984): 37-46.
416. BLACK, L. T. *Profiles of the Presidents of the Women's Canadian Historical Society of Ottawa*. Ottawa, Historical Society of Ottawa/Société historique d'Ottawa, 1983. 12 p.

417. CRAIG, Barbara Lazenby et Ronald K. MacLEOD. *A Separate and Special Place: an Appreciative History of Toronto's Queen Elizabeth Hospital on the Occasion of its 110th Anniversary*. Toronto, The Hospital, 1984. 108-[32] p.
418. DEAN, Misao. *Canadian Nationality in Sara Jeannette Duncan's International Novels, Growing Goldenrod in Simla*. Thèse de M. A., Carleton University, 1982.
419. DEISEACH, Donal et Donald POWER. «Evaluation in Social Studies in Ontario», *The History and Social Sciences Teacher*, 20,1 (Fall 1984): 9-13.
420. GARY, K. E. et Norma SMITH. «The Marian Engel Archives», *McMaster University Library Research News*, 8,2 (1984): xi-95 p.
421. HAYWOOD, Marjorie. *Lutheran Campus Ministry: London, Ontario. 1948-1983*. London, London Council of Lutheran Campus Ministry, 1983. 60 p.
422. HEIDORN, K. C. *Air Quality Trends in Ontario, 1971-1982*. [Toronto]. Ontario Ministry of the Environment Air Resources Branch. 1984. 53 p.
423. HICKS, Bruce A. *Reflections: First-hand Accounts of Life in St. Marys From 1900 to 1929*. St. Marys, St. Marys-on-the-Thames Historical Society, 1984. 74 p.
424. LEWIS, Isobel Kennedy. *The Vernon Public School, S. S. 20, 1882: Recollections of the Past*. Vernon (Ont.), Osgoode Twp. Historical Society & Museum, 1982. 13 p.
425. McCLELLAND, Joe. *A Collection of Writings by Joe McClelland: Reporter, Columnist, London Free Press: 1926-1976*. [London, London Free Press], 1981. iii-203 p.
426. McDOWALL, Duncan L. *Steel at the Sault: Francis H. Clergue, Sir James Dunn and the Algoma Steel Corporation, 1901-1956*. Toronto, University of Toronto Press. 1984. x-326-[12] p.
427. McLEAN, Maxwell. *Lobo Mutual Fire Insurance Company Century of Service. 1882-1982*. [Ilderton?, s.n., 1983]. 138 p.
428. MARR, William L. *The Geographical Distribution of Tenant Agriculture in Ontario. Canada. 1871*. Waterloo, School of Business and Economics, Wilfrid Laurier University, 1983. 29 p.
429. MILLER, Orlo. *Talk by Baconian Orlo Miller at the Mid-Winter Dinner of the Baconian Club of London in the Heliotrope Room, Fanshawe College, January 10th, 1984, During the 100th Year of the Club*. [London, The Club, 1984]. [7] p.
430. MOUGEON, Raymond. «Le maintieu du français et les jeunes Franco-Ontariens», *Langue et société*, 13 (print. 1984): 17-20.
431. NESMITH, Tom. «Pen and Plough» at Ontario Agricultural College, 1874-1910», *Archivaria*, 19 (Winter 1984-1985): 94-109.
432. PANKO, Andrew et Peter BOWEN. *Niagara, St. Catharines and Toronto Electric Railway in Pictures*. Niagara-on-the-Lake, NiagaRail Publications, 1984. 144 p.
433. PARROTT, Donald Fleming. *The Second Gold Rush to Red Lake, 1946*. [Thunder Bay], D. F. Parrott, 1983. 148 p.
434. PENNEFATHER, Robert S. et Hereward SENIOR. *The Orange and the Black: Documents in the History of the Orange Order, Ontario and the West, 1890-1940*. [Toronto], Orange and Black Publications, 1984. xv-187 p.
435. RADFORTH, Ian. «In the Bush: the Changing World of Work in Ontario's Pulpwood Logging Industry During the Twentieth Century», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 19 (print. 1984): 13-24.
436. SÉGUIN, Gilles. *Simple Numerical Register of Record Group 73, School of Nursing, 1930-1973/Répertoire numérique simple du fonds 73, École des sciences infirmières, 1930-1973*. [Ottawa], University of Ottawa Archives/Archives de l'Université d'Ottawa, 1983. 88 p.
437. SKELTON, Ruta. *Sixty Years of Service: a History of the Ontario Hospital Association, 1924-1984*. [Toronto], Ontario Hospital Association, 1984. 44 p.
438. WATT, Robert D. *Symbols of Spendor: Heraldry in British Columbia 1778-1983: an Exhibition at the Robson Square Media Centre, Vancouver, 13-16 September, 1983*. North Vancouver (B. C.), and Yukon Chapter of the Heraldry Society of Canada, 1983. [28] p.
439. WHITEMAN, Bruce. *Collected Poems of Raymond Souster: Bibliography*. [Ottawa], Oberon Press, 1984. 240 p.

440. WHITEMAN, Bruce. «The Macmillan Archives: Part One», *McMaster University Library Research News*, 8.1 (1984): xii-97 p.
441. WILLIAMS, Clifford J. *Decades of Service: a History of the Ontario Ministry of Community and Social Services, 1930-1980*. [Toronto], Ontario Ministry of Community and Social Services, 1984. ix-134 p.
442. WILLIAMS, Jack. *Wings Over Niagara: Aviation in the Niagara District, 1911-1944*. St. Catharines, Niagara Aviation Pioneers, [1983?]. [31] p.
443. WILSON, Donald M. *The Ontario & Quebec Railway: a History of the Development of the Canadian Pacific System in Southern Ontario*. Belleville, Mika Pub. Co., 1983. 262 p.
444. WONG, Chuck. *Thèses de maîtrise et mémoires de recherche acceptés par l'Université Laurentienne entre 1962 et juin 1981, et conservés à la Bibliothèque principale/Master's Theses [...]*. Sudbury, Bibliothèque de l'Université Laurentienne, 1982. 52 p.

VOIR AUSSI: 2; 135; 140; 141; 143; 145; 147; 152; 153; 154; 155; 162; 164; 165; 186; 253.

#### 5 - L'OUEST

445. *A Season or so: a History of the People of Bjorkdale and Surrounding Districts*. [Bjorkdale], Bjorkdale Historical Committee, 1983. viii-553 p. (Saskatchewan).
446. *Across Border and Valley: the Story of Maryfield & Fairlight & Surrounding Districts*. Maryfield (Saskatchewan), Maryfield & District Historical Society, 1984. viii-1202 p.
447. *Across the Years*. Chauvin, The Chauvin Committee, 1982. 917 p.
448. ARCHER, John H. *Lake Katepwa: Memories of Yesterday With Notes for Today*. Fort Qu'Appelle (Saskatchewan), Lake Katepwa Historical Society, 1984. vii-264 p.
449. BEATTIE, Allan Wilson. *Trails in the Sunset: a Tribute to People*. [Calgary, Alberta Wheat Pool, 1983]. 158 p.
450. *Binscarth Memories*. Binscarth (Manitoba), Binscarth History Committee, 1984. v-281 p.
451. BENTSEN, Barbara. *Growing in Grace: a History of Grace Lutheran Church: Sixtieth Anniversary, 1924-1984*. Edmonton, Uvisco Press, 1984. xii-84 p.
452. BOJANOWSKI, Belle C. et al. *Research on Aging in British Columbia: an Annotated Bibliography, 1950-1983*. Burnaby, Gerontology Research Centre, Simon Fraser University, 1984. v-139 p.
453. BOWEN, Lynne. «The Great Vancouver Island Coal Miners' Strike 1912-1914», *Journal of the West*, 23,4 (Oct. 1984): 33-39.
454. BOWERS, Viviean. «Faces From the Past: B. C. Archival Photos», *Canadian Geographic*, 105,4 (Aug.-Sept. 1985): 60-67.
455. BRADO, Edward. *Cattle Kingdom: Early Ranching in Alberta*. Vancouver, Douglas & McIntyre, 1984. 298 p.
456. BROWN, Violet. «Over the Red Deer: Life of a Homestead Missionary», *Alberta History*, 33,3 (Summer 1985): 9-18.
457. BUYNJAK, Victor O. «Documents of Western History Doukhobor Immigration: the Potato Dilemma», *Saskatchewan History*, 38,2 (Spring 1985): 72-76.
458. CAMPBELL, Maria. *Halfbreed*. Lincoln, University of Nebraska Press, 1982. 157 p.
459. CASORSO, Victor. *The Casorso Story: an Account of 100 Years of Social Life in the Okanagan Valley*. Okanagan Falls, Rima Books, 1983. 188 p.
460. CHURCH, Gordon Cameron. *An Unfailing Faith: a History of the Saskatchewan Dairy Industry*. Regina, Canadian Plains Research Center, University of Regina, 1985. xv-308-[32] p.
461. CIMICHELLA, André-M. *Le Père Furlan, le saint homme de l'Ouest*. Montréal, Éditions Servites de Marie [1984?]. 78 p.
462. CZUBOKA, Michael. *They Stopped at a Good Place: a History of the Beausejour, Brokenhead, Garson and Tyndall Area of Manitoba, 1875-1981*. [Beausejour], Beausejour-Brokenhead Historical Committee, 1982. xv-1075 p. (Manitoba).
463. DUNCAN, Helen. *Kate Rice, Prospector*. Toronto, Simon & Pierre, 1984. 200 p.

464. DUROCHER, Georges et Odette TAMER-SALLOUM. *Georges Bugnet Journal, 1954-1971*. Edmonton, Institut de recherche de la faculté Saint-Jean, Université d'Alberta, 1984. 187 p.
465. *Edmonton's Lost Heritage*. [Edmonton, The Heritage Board], 1982. 46 p.
466. FAY, Terence J. «Winnipeg and Minneapolis Bank Resources Compared, 1876-1926», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, 14,1 (June 1985): 23-36.
467. FRIESEN, Gerald A. «Preparing for Western Settlement, 1870-1890», *Journal of the West*, 23,4 (Oct. 1984): 5-10.
468. *Furrow to the Future: Oxbow & Glen Ewen*. Oxbow (Saskatchewan), Oxbow-Glen Ewen History Book Committee, 1984. vi-1189 p.
469. GELLATLY, Dorothy Hewlett. *A Bit of Okanagan History*. [Westbank, D. H. Gellatly], 1983. viii-224 p.
470. GILPIN, John F. *Edmonton, Gateway to the North: an Illustrated History*. [Woodland Hills (Calif.)] [Burlington], Windsor Publications, 1984. 319 p.
471. *Glenboro and Area Centennial and Homecoming 1980*. [Glenboro, Glenboro and Area Historical Society, 1981], 55 p. (Manitoba).
472. HAIG, Bruce et Janice TILLEY. *The Lethbridge 100th Anniversary Plan Book*. [Lethbridge], Historic Trails Society, 1982. [160] p.
473. *Hamiota, Grains of the Century, 1884-1984*. Hamiota (Manitoba), Hamiota Centennial History Committee, 1984. viii-741 p.
474. HARDY, Ken. *A Follow-up Study of the Business Teacher Education Program, Red River Community College, 1973-1977, With Guidelines and Suggestions for the Improvement of Business Teacher Education*. Thèse de M. Ed., University of Manitoba, 1982.
475. HATFIELD, Randall. *The Metropolitan Development of Edmonton, the City, the Province and the Strategy of Neglect*. Thèse de M. A., University of Alberta, 1982.
476. *Hemstiches and Backamores: a History of Holden and District*. Holden, Holden Historical Society, 1984. xii-764 p. (Alberta).
477. HIEBERT, Susan. *Morden: Mori Cheval Pinancewaywinning, Lake Agassiz*. Morden, Morden Centennial Committee, 1981. 382 p. (Manitoba).
478. HICKEY, Eric Wakem. *Suicide and Marital Status in Alberta, 1968-1973*. Thèse de M. A., University of Alberta, 1982.
479. HOP, Dennis Jay. *The Development of Private Schools in Alberta*. Thèse de M. A., University of Calgary, 1982.
480. HUNT, Katharine Hoskin. *Peace River Remembers: Peace River, Alberta and Adjacent Districts*. Peace River, Sir Alexander Mackenzie Historical Society, 1984. x-774 p.
481. JAMESON, Sheilagh S. W. J. *Oliver: Life Through a Master's Lens*. Calgary, Glenbow Museum, 1984. 147 p.
482. JARVIN, Sheila. *Reflections of Sylvan Lake*. Sylvan Lake, Sylvan Lake Historical Society, 1984. xii-426 p. (Alberta).
483. KISIOW, Elaine. *George F. Chipman, a Prairie Cooperator, an Analysis of Editorials Written From 1911 to 1916 in Relation to the Cooperative Movement in Western Canada by George F. Chipman, Editor-in-Chief of the Grain Growers' Guide 1911 to 1935*. Thèse de M. A., University of Manitoba, 1983.
484. KLASSEN, Henry C. «I. G. Baker and Company in Calgary, 1875-1884», *Montana*, 35,3 (Summer 1985): 40-55.
485. KROTKI, Joanna E. *Local Histories of Alberta: an Annotated Bibliography*. Edmonton, Department of Slavic and East European Studies, University of Alberta, 1983. xvii-429 p.
486. KUN, Gail. *Growing With Alberta, a Historical Review of University in Alberta*. [Edmonton, University of Alberta], 1983. 40 p.
487. *Langruth Along the Crocus Trail*. [Langruth, Langruth Historical Society, 1984]. 360 p. (Manitoba).
488. LEYTON-BROWN, Myrl B. *The History of Estevan During the Territorial Period*. Thèse de M. A., University of Regina, 1982.
489. LOCKERY, A. R. «The Value of Place Names in Teaching the History of Manitoba», *The History and Social Science Teacher*, 19,4 (May 1984): 199-204.

490. *Log Cabin Tales and Changing Trails: History of Choiceland and District*. Choiceland (Saskatchewan). Choiceland Historical Society, 1984. vi-561 p.
491. McALLISTER, James Alexander. *The Government of Edward Schreyer: Democratic Socialism in Manitoba*. Kingston, McGill-Queen's University Press, 1984. x-214 p.
492. McCARDELL, William. «Discovery of the Cave and Basin», *Alberta History*, 33,3 (Summer 1985): 19-26. (Sources thermales).
493. McCONNELL, Gail. *Arbos 1983: Memories 1933-1983*. [Saskatoon], Saskatchewan Teachers' Federation, 1983. 68 p.
494. McKENZIE, Diane. «Reminiscences of Dr Charles McKenzie», *Saskatchewan History*, 38,2 (Spring 1985): 53-65.
495. MECK, Richard Jack. *The Royal Art: a History of Royal Arch Masonry in British Columbia and the Yukon 1867-1982*. Vancouver, Grand Chapter of Royal Arch Masons of B. C. and Yukon, 1984. xiii-260 p.
496. *Michener Centre: a History 1923-1983*. [Edmonton], Alberta Social Services and Community Health [1984?]. 32 p.
497. MILLS, Allen. «Co-operation and Community in the Thought of J. S. Woodsworth», *Labour/Le travail*, 14 (Fall 1984): 103-122.
498. MONAGHAN, David W. *Professor Oliver Buell (1844-1910). Photographer*. [Montreal], Concordia Art Gallery [1984?]. 11 p.
499. MOTT, Morris. «Ball Games in the Canadian West: an Historical Outline», *Journal of the West*, 23,4 (Oct. 1984): 19-25.
500. *Our Treasured Roots: a History of Gibbons and Surrounding Areas*. Gibbons (Alberta), Gibbons History Committee, 1982. vi-384 p.
501. PERRY, Madeline F. *BGH - 100, a History of the Brandon General Hospital, 1883-1983*. Brandon, The Hospital [1983]. iv-284 p.
502. PETERSON, Larry. «Revolutionary Socialism and Industrial Unrest in the Era of the Winnipeg General Strike: the Origins of Communist Labour Unionism in Europe and North America», *Labour/Le travail*, 13 (Spring 1984): 115-132.
503. PITSULA, James Michael. *Let the Family Flourish: a History of the Family Service Bureau of Regina, 1913-1982*. Regina, Family Service Bureau of Regina, 1982. 162 p.
504. *Prairie Progress Commemorating the Macrorie District*. Macrorie (Saskatchewan), Macrorie History Book Committee, 1983. vii-698 p.
505. *Prairie Tapestry: Davidson, Girvin and District*. [Davidson, Davidson and District Historical Society, 1983]. x-830 p. (Saskatchewan).
506. PROKOP, Dmytro. *Ukrainci v Zakhidni Kanadi: do istarii ikhno'ho poselennia ta postupu: zbirnyk sikavykh stattei i dopysiv dlia starshykh i molodi*. Edmonton [b.i.], 1983. 291 p. (Ukrainiens).
507. *Recalling our Heritage, 1962 to 1982: Vancouver South Presbyterial United Church Women*. [Vancouver, The Presbyterial, 1982]. [3]-32 p.
508. RICHESON, David E. «Canadian Government Involvement in Telegraphic Communication in Western Canada», *Journal of the West*, 23,4 (Oct. 1984): 11-18.
509. ROSS, Rachel. *Early Sports Fishing 1890-1940*. Campbell River, Campbell River Museum & Archives, 1983. [6] p.
510. ROY, Patricia E. «The West Shore's View of British Columbia, 1884», *Journal of the West*, 23,4 (Oct. 1984): 26-32.
511. SAUM, Lewis O. «From Vermont to Whoop-Up Country: Some Letters of D. W. Davis, 1867-1878», *Montana*, 35,3 (Summer 1985): 56-71.
512. SCOTT, Jack David. *Four Walls in the West: the Story of the British Columbia Penitentiary*. [New Westminster], Retired Federal Prison Officers' Association of British Columbia, 1984. ix-158 p.
513. SEAGER, Allen. «Nineteen Nineteen: Year of Revolt», *Journal of the West*, 23,4 (Oct. 1984): 40-47.
514. SCHROEDER, Denis William. *Deposits Fully Guaranteed: a History of Saskatchewan's Credit Union Mutual Aid Board, 1953-1983*. [Regina], Credit Union Central of Saskatchewan, 1983. 137 p.

515. SNELL, James G. «The West and the Supreme Court of Canada: the Process of Institutional Accomodation of Regional Attitudes and Needs», *Manitoba Law Journal*, 14,3 (1985): 287-304.
516. STOBIE, Margaret R. «The Bremner Furs», *The Beaver*, 316,1 (Summer 1983): 36-44.
517. TAFT, Michael. *Inside These Greystone Walls: an Anecdotal History of the University of Saskatchewan*. [Saskatoon], The University, 1984. 230 p.
518. TANNAHILL, Cecil C. *First Addendum to Saskatchewan Trade Tokens*. [White Rock (C.-B.)], Tannahill, 1982. 24 p.
519. TAYLOR, Doug. *For Dignity, Equality and Justice: a History of the Saskatchewan Government Employees' Union*. Regina. The Union, 1984. xii-100 p.
520. *The Ties That Bind. Estlin, Gray, Riceton. Bechard*. Riceton (Saskatchewan), Bechard, Riceton, Gray and Estlin History, 1984. xv-1092 p.
521. THOMSON, Lesley. *100 Years of Caring: the History of the Convalescent Home of Winnipeg, 1883-1983*. Winnipeg. Archives Committee Convalescent Home of Winnipeg, 1982. x-53 p.
522. *Trails Along the Pipestone*. Reston (Manitoba), R. M. of Pipestone History Project, 1981. xii-855 p.
523. *Treasured Memories*. [Burstall (Saskatchewan), s.n., 1983]. v-469 p.
524. VARGA, Vincent. «Gentleman Ranchers - High-Class Cowboys», *Journal of the West*, 23,4 (Oct. 1984): 48-56.
525. VOISEY, Paul Leonard. *Forging the Western Tradition. Pioneer Approaches to Settlement and Agriculture in Southern Alberta Communities*. Thèse de Ph. D., University of Toronto, 1983.
526. WAISER, W. A. «Surveyors at War: A. O. Wheeler's Diary of the North-West Rebellion», *Saskatchewan History*, 38,2 (Spring 1985): 41-52.
527. WALSH, Mark. «By Packtrain and Steamer: the Hudson's Bay Company's British Columbia District Manager's Correspondance, 1897-1920», *Archivaria*, 20 (Summer 1985): 127-135.
528. WHITE, Anthony G. *The Architecture of Vancouver, British Columbia: a Selected Bibliography*. Monticello (Ill.), Vance Bibliographies, 1982. 7 p.
529. WICHERN, Phil H. *Evaluating Winnipeg's Unicity: Citizen Participation and Resident Advisory Groups, 1971-1984*. Winnipeg, Institute of Urban Studics, 1984. iii-55 p.
530. WIGMORE, Rork. «Saskatchewan School Superintendents, 1944-1964», *Saskatchewan History*, 38,2 (Spring 1985): 66-71.
531. WILSON, Donald C. «Social Studies Assesment in British Columbia», *The History and Social Sciences Teacher*, 20,1 (Fall 1984): 26-32.
532. WILSON, L. J. Roy. «Cultural Life in Medicine Hat 1883-1905», *Alberta History*, 33,3 (Summer 1985): 1-8.
533. YOUNDS, Mike. *Firing Iron: the History of the Invernational Union of Operating Engineers Local 115, 1909-1982*. Vanconver, The Local, 1982. 96 p.

**VOIR AUSSI: 8; 10; 17; 23; 28; 41; 167; 168; 169; 171; 172; 173; 174; 175; 176; 177; 218; 308; 434; 438.**

#### 6 - LE NORD

534. BERTON, Pierre. *The Golden Trail*. Richmond, Scholastic-TAB Publications, 1984. 110 p.
535. GRANT, Robert S. «Norseman: Tribute to a Great Bush Plane», *Canadian Geographic*, 105,4 (Aug.-Sept. 1985): 28-35.
536. GOODSSELL, John Walter. *On Polar Trails: the Peary Expedition to the North Pole, 1908-09*. Austin (Texas), Eakiu Press, 1983. xi-202 p.
537. ROBERTSON, Heather. *A Gentleman Adventurer: the Arctic Diaries of R. H. G. Bonnycastle*. Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1984. 217-[1] p.

**VOIR AUSSI: 16; 495.**

## V - HISTOIRE GÉNÉRALE

538. BENOIT, M. M. et G. P. SCARDELLATO. «The Flesh Made Word: the Vatican Archives and the Study of Canadian History, 1600-1799», *Archivaria*, 20 (Summer 1985): 67-78.

## VI - INSTRUMENTS DE TRAVAIL

539. CAYA, Marcel. «La description des dessins architecturaux», *Archives*, 17,1 (juin 1985): 11-27.
540. CLAVEAU, Robert et Louiselle B.-CLAVEAU. «Inventaire des contrats de mariage déposés à Rimouski (11<sup>ème</sup> partie)», *L'estuaire généalogique*, 4,13 (janv. 1985): 241-243.
541. COOK, Terry. «From Information to Knowledge: an Intellectual Paradigm for Archives», *Archivaria*, 19 (Winter 1984-1985): 28-49.
542. DE CHAMPLAIN, A.-A. «Index des contrats de mariage. Notaire Jacques Colin (1783-1792)», *L'estuaire généalogique*, 4,13 (janv. 1985): 250-252.
543. «Index», *Archives*, 16,1 (mars 1985): 4-71. (Index général de la revue depuis sa fondation).

**VOIR AUSSI: 52; 63; 79; 100; 133; 146; 157; 159; 181; 189; 252; 264; 267; 275; 300; 309; 310; 323; 327; 342; 350; 351; 359; 373; 380; 384; 385; 393; 402; 420; 436; 439; 440; 452; 456; 464; 485; 492; 494; 526; 528.**

## VII - GÉNÉALOGIE

544. ARNOLD, John R. *The Descendants of Benedict Arnold in Canada*. Peterborough, J. R. Arnold, 1984. 100 p.
545. BEAULIEU, Carl. «Généalogie. Famille Hudon dit Beaulieu. «Descendants saguenéens d'Antoine Hudon dit Beaulieu et de Scholastique Dubé», *Saguenayensia*, 27,1 (janv.-mars 1985): 2-20.
546. BELLIVEAU, John Edward. *Belliveau Family History: 1645-1983/La famille Belliveau: 1645-1983*. [Shediac, J. E. Belliveau], 1984. xxxvi-144 p.
547. BÉRUBÉ, Laurent. «Première mention d'un nom de famille apparaissant dans les mariages de Rimouski (1701-1925)», *L'estuaire généalogique*, 4,13 (janv. 1985): 253-254; 4,14 (av. 1985): 271-272; 4,15 (juill. 1985): 291-300.
548. BINETTE, Yvette. *Répertoire des mariages de la paroisse Saint-Irénée de Montréal, rue Atwater, coin Delisle: 1904-1982*. Ottawa, Centre de généalogie S. C., 1984. 196 p.
549. BOOS, Jodine Beynon. *The Descendants of John Beynon*. [Barrie (Ont.)], J. J. B. Boss [1984]. 2 vol.
550. BUSSIERES, Jean-Paul. *Jacques Bussière: jalons pour une histoire de ses descendants*. Charlesbourg, J.-P. Bussières, 1983. 221 p.
551. DENIS, Jean-Paul. *Mariages de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Paix, Comté de Papineau, P. Q., 1902-1981*. Notre-Dame-de-la-Paix, G. Lavigne [1982?]. 53 p.
552. DÉRY, Gustave. *Généalogie de la famille Déry: leurs origines, l'histoire des arrivants - biographies enrichies de nombreuses photos/Déry genealogy [...]*. Anjou, G. Déry, 1984. 383 p.
553. FAUCHER-ASSELIN, Jacqueline. *Les Asselin dans l'Estrée ou La mère aux cinq noms*. Sillery, J. Faucher-Asselin, 1983. 39 p.
554. LINDNER, Margaret Duncan L. *Alexander and Mary Armstrong Masson of Hastings County, Ontario: their Ancestors and Descendants*. Ypsilanti, Budget Press [1984]. viii-125 p.
555. LINDNER, Margaret Duncan L. *William and Isabella Masson Campbell of Hastings County, Ontario: their Ancestors and Descendants*. Ypsilanti, Budget Press, 1983. xvi-319 p.
556. MONTEITH, J. Ernest. *Monteighs & Monteith Descendants, or, Cousins by the Dozens: a Compilation of Memories, Memorabilia and Research*. Oshawa, Ranfeld Rapid Reproductions, 1984. vii-418-(79) p.

557. OLIVIER, Ernest et Alphonse HOULE. *Généalogie des Olivier dit Lavictoire*. Joliette, R. Olivier, 1983. 88 p.
558. POULIOT, Lorenzo. *Mon arbre généalogique Pouliot: 8ième génération, mon père et ma mère, famille Joseph Pouliot et Marie-Louise Côté, 9ième génération, nous-mêmes, nos frères et nos soeurs, 10ième génération, nos enfants, nos neveux et nos nièces, 11ième génération, nos petits-enfants, nos petits-neveux et nos petites-nièces*. Québec, L. Pouliot, 1982. 39 p.
559. *Répertoire des sépultures de la paroisse de St-Adelphe pour les années 1890-1924, 2e partie de A à Z*. 3e éd. St-Adelphe, Société historique de St-Adelphe, 1984. 169 p.
560. ROBERT, Viateur. *Généalogie des pionniers de La Prairie*. [La Prairie?, s.n., 1982?]. 243 p.
561. ROBICHAUD, Danat Ola. *La famille Gray: St-Charles et environ[s]*. [Nouveau-Brunswick], D. O. Robichaud [1981?]. 12 p.
562. ST-LOUIS, Gilles. «L'ancêtre des St-Louis de notre région un pionnier de la région de Matane», *L'estuaire généalogique*, 4,13 (janv. 1985): 247-248.
563. ST-LOUIS, Gilles. «L'ancêtre des St-Louis de notre région, un pionnier de la région de Matane», *L'histoire au pays de Matane*, 20,1 (av. 1985): 24-27.
564. *Some Augusta Twp, Cemeteries, Grenville Co.: Bissell Cemetery, Kingston Cemetery, McQuin Cemetery, Carpenter Cemetery*. Brockville, Grenville County Historical Society [1984]. 8-8 p.
565. *The Athens, Village Cemetery, Including Hillsdate Cemetery: Twp, Rear, Yonge, Leeds County, Ont.* Brockville, Leeds and Grenville Branch, Ontario Genealogical Society, 1984. [58] p.
566. WALKER, Peter. *Memories of the Hives Family*. [Victoria, s.n.], 1984. 72 p.

**VOIR AUSSI: 324; 406; 542.**

#### VIII - HISTORIOGRAPHIE

**VOIR AUSSI: 126; 187; 199; 222; 270; 531.**

#### IX - DIVERS

567. BATTIS, John Stuart. «Fishing for Identity: Establishing Authorship of a Mid-Nineteenth Century Manuscript Diary», *Archivaria*, 20 (Summer 1985): 136-141.

**VOIR AUSSI: 53.**

## CHRONIQUE D'ARCHIVES

### ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, Centre régional de Montréal, 100 rue Notre-Dame est, Montréal, Qué. H2Y 1C1.

Le Centre s'est enrichi de la collection et du fonds suivants:

- La collection *C. R. Allebone*, qui comprend 0,11 mètre linéaire de documents pour la période 1840-1951. Il s'agit de copies d'actes notariés relatifs à la maison du 226-228-230 de la rue Notre-Dame ouest (Cote P242).

- Le fonds du *Ministère des Transports du Québec*, renfermant 5 mètres linéaires de documents pour la période 1976-1979. On y trouve des dossiers de travaux, des dossiers de subventions pour les comtés de Beauharnois, Bertrand, Brôme-Missisquoi, Chambly, Châteauguay, Huntingdon, Iberville, Laporte, Laprairie, Marie-Victorin, Richelieu, Taillon, Saint-Jean, Vachon et Verchères (Cote E 23-15).

Plusieurs nouveaux instruments de recherche ont également été mis à la disposition des chercheurs. En voici quelques titres:

- *Répertoire du fonds de la Fédération des collègues classiques* (no 601630).
- *Répertoire du fonds des seigneuries de la région de Montréal* (no 601773).
- *Répertoire du fonds de l'Association catholique du secours mutuel* (no 601802).
- *Répertoire du fonds François-Marie-Maximilien-Bibaud* (no 602047).
- *Répertoire du fonds Ville de Montréal* (no 602049).
- *Répertoire numérique simple du fonds de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)* (no 602051).
- *Répertoire du fonds Romuald-Trudeau* (no 602055).

### ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, Centre régional du Saguenay/ Lac Saint-Jean, 555 Bégin, Chicoutimi, Qué. G7N 4N7.

Le Centre annonce l'acquisition de la collection et des fonds suivants:

- La collection *Jean-Paul Simard* qui contient 6 mètres linéaires de documents couvrant la période 1842-1981. Elle se compose de dossiers concernant les Amérindiens, l'histoire économique et sociale de la région du Saguenay/Lac Saint-Jean, des plans, des photographies, etc. Un inventaire sommaire et une biographie de l'abbé Jean-Paul Simard existent.

- Le fonds de la *Compagnie de Pulpe de Chicoutimi* qui comprend 924 cartes et plans créés entre 1845 et 1960. Un index thématique et un répertoire numérique détaillé existent.

- Le fonds *Desgagné et Laberge, architectes* qui comprend 6 028 plans et planches créés entre 1929 et 1975 concernant plusieurs projets d'édifices publics, d'églises et de résidences familiales.

**ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, Centre régional du Bas Saint-Laurent/Gaspésie et Iles-de-la-Madeleine, 337 rue Moreault, Rimouski, Qué. G5L 1P4.**

Le Centre conserve sur microfilm - avec possibilité de prêt entre bibliothèques - tous les registres d'état civil des paroisses des Iles-de-la-Madeleine (1851-1884), de la Gaspésie (1801-1884), Rimouski (1842-1884), Bonaventure (1811-1884). Sont également disponibles sur microfilms les actes notariés des protonotaires de Rimouski, New Carlisle, Gaspé et Iles-de-la-Madeleine. Enfin, les archives judiciaires du Palais de Justice de Rimouski ont été versées aux ANQ. Il s'agit des documents de la Cour Supérieure et de la Cour des Sessions de la paix. Ces archives représentent 99 mètres linéaires de documents couvrant la période 1879-1952.

Le Centre a également acquis les fonds suivants:

- Le fonds *Paul-Hubert*, ancien inspecteur d'écoles. Ce fonds comprend 1,88 mètre linéaire de documents pour la période 1908-1958.

- Le fonds *Nicolas-Rioux* qui renferme les archives de la seigneurie de Trois-Pistoles. Il contient 0,44 mètre linéaire de documents couvrant la période 1807-1901.

- Le fonds des *Pères Capucins* qui se compose de 20,2 mètres linéaires de documents créés entre 1813 et 1967. On y trouve des dossiers relatifs à l'oeuvre des Pères Capucins et du Père Pacifique de Valiguy à Sainte-Anne de Restigouche.

**ARCHIVES PUBLIQUES DU CANADA, 395 rue Wellington, Ottawa, Ont. K1A 0N3.**

*Division des manuscrits*

La division a récemment fait l'acquisition de documents relatifs à la famille du premier ministre Louis Stephen St-Laurent. Ces documents ont été obtenus de Parcs Canada qui a aménagé le Parc Louis St-Laurent à Compton, Québec. Une partie des documents a été intégrée au fonds déjà existant de *L. S. St-Laurent* (MG 26, L). Il s'agit de livres, photographies et négatifs, d'enregistrements, diplômes, certificats et prix, de spicilèges et cahiers scolaires relatifs à la *Famille St-Laurent*, 28,8 m, vers 1880-1973. L'autre partie constitue le fonds *Jean-Baptiste-Moïse St-Laurent* (père). Le fonds se compose de 10,4 m

de livres de comptes et autres documents financiers du magasin général de J.-B.-M. St-Laurent à Compton, 1872-1968 (MG 28 III 103).

La collection de la *Famille de Salaberry* (MG 24, G 45) est maintenant disponible sur microfilm ainsi que l'instrument de recherche no 58 (bobines H-1658 - H-1661). La collection se compose de correspondance, 1762-1871, originaux, 15 cm; 1775-1819, transcriptions, 4,5 cm. Commissions et brevets, 1748-1867, originaux, 3 cm; photocopies, 13 pages; transcriptions, 4 pages. Actes de baptêmes, mariages et sépultures, 1788-1839, originaux, 0,5 cm; actes notariés, 1737-1880, originaux, 1 cm; duc de Kent, 1794-1812, originaux, 7,5 cm. L'instrument de recherche no 58 comprend des listes descriptives de la correspondance en ordre alphabétique et des autres documents en ordre chronologique.

#### *Division de l'iconographie*

La division a récemment fait l'acquisition de 80 caricatures politiques, dessinées à la plume et à l'encre par Normand Hudon au cours de sa carrière, 1948-1979.

La division a également acquis les portraits suivants: de *Théophile Hamel*, M. et Mme Charles Garneau, 1847, huile sur toile; *Jean-Baptiste Roy-Audy* (attribué à), l'honorable Joseph-Edouard Faribault, vers 1830, huile sur toile; de *William Berczy*, père, Louise-Amélie Panet (Mme William Berczy, fils), vers 1808, huile sur cuivre; de (*Léopold?*) *Bendix*, le patriote Guillaume Lévesque, 1842, huile sur toile.

#### **BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU QUÉBEC, 1700 rue Saint-Denis, Montréal, Qué. H2X 3K6.**

Voici la description des fonds acquis récemment par la BNQ:

- Le fonds *Robert-Choquette*, poète et romancier qui renferme 1,20 mètre linéaire de documents couvrant la période 1912-1977. On trouvera dans ce fonds la plupart des scripts inédits et originaux des émissions *Métropole*, *Le Curé de village*, *La pension Velder*, etc. Le fonds comprend également des articles, des conférences, des coupures de presse, de la correspondance, des manuscrits d'œuvres publiées dont: *La pension Leblanc*, *Suite marine*, *Élise Velder*. Des photographies, des disques, des bandes sonores, des diapositives, des dessins complètent cette documentation.

- Le fonds *Alain-Ara-Kermoyan*, éditeur, comprend 0,45 mètre du matériel ayant servi en 1982, à la préparation du livre d'artiste *Cybèle* de Yves Beauchemin. En plus, des tableaux de Stanley Cosgrove, Henri Masson, Miyuki Tanobe, Claude Le Sauter, André l'Archevêque, on trouvera les différentes étapes menant à l'impression des sérigraphies, aussi plusieurs épreuves, des essais, dessins et maquettes diverses.

**CENTRE DE RECHERCHE EN CIVILISATION CANADIENNE-FRANÇAISE, Université d'Ottawa, 550 Cumberland, Ottawa, Ont. K1N 6N5.**

Parmi les plus récentes acquisitions du Centre, voici les descriptions des fonds suivants:

- Le fonds de la *Fédération des francophones hors Québec* composé de 12,4 mètres linéaires de documents pour la période 1968-1984. La FFHQ veut assurer l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique globale de développement des communautés de langue et de culture françaises. La Fédération compte dix associations-membres et quatre organismes associés. On peut consulter dans ce fonds, la constitution, les statuts et règlements, des historiques, des dossiers de congrès et de colloques nationaux, des procès-verbaux, de la correspondance, des circulaires et des rapports des associations membres, des publications, etc.

- Le fonds du *Regroupement culturel franco-ontarien* qui occupe 1,8 mètre linéaire de rayonnage et couvre la période 1975-1983. Le Regroupement rassemble des associations culturelles franco-ontariennes auxquelles il offre des services d'information, de formation et de promotion. Il regroupe la Fédération des clubs sociaux franco-ontariens, la Fédération des organismes culturels franco-ontariens du Nord et le Regroupement culturel franco-ontarien de l'Est. Le fonds se compose de procès-verbaux, statuts et règlements, constitution, correspondance, etc.

- Le fonds *Séraphin-Marion*, qui fut critique littéraire, historien, fonctionnaire aux Archives publiques du Canada, professeur de littérature canadienne à l'Université d'Ottawa et fervent défenseur de la cause française en Ontario. Ce fonds se compose de 7,2 mètres linéaires de documents produits entre 1911 et 1983. On peut y lire des biographies, de la correspondance, des oeuvres manuscrites et imprimées, des textes de conférences et discours, des coupures de presse, etc. Cette documentation témoigne de la participation active de Séraphin Marion à divers organismes dont la Société des conférences de l'Université d'Ottawa, la Société canadienne d'histoire de l'Église, la Société des écrivains canadiens, la Société historique du Canada et la Société royale du Canada.

- Le fonds *Gustave-Lauctôt*, historien et archiviste aux Archives publiques du Canada. Ce fonds se compose de 0,4 mètre linéaire de documents couvrant la période 1880-1966. On y trouve de la correspondance, des manuscrits, des poèmes, des comptes rendus de conférences, des articles sur l'histoire, la politique, la littérature et la musique, etc.

**CENTRE UNIVERSITAIRE DE MONCTON, Université de Moncton, Moncton, Nouveau-Brunswick, E1A 3E9.**

Le Centre a reçu récemment les fonds suivants:

- Le fonds *Blanche-Bourgeois* qui renferme 1 mètre linéaire de documents créés entre 1913 et 1983. Cette femme a fait preuve d'une activité étonnante

dans les oeuvres d'éducation, de vie nationale acadienne, de promotion de la femme ainsi que des personnes âgées. Elle a fondé l'Université du Troisième Age à Moncton, et s'est impliquée dans les comités de l'Age d'or et de gérontologie. Elle a fait partie du Conseil consultatif de la situation de la femme. Sa correspondance est presque entièrement en rapport avec ces activités.

- Le fonds de la *Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick* se compose de 2 mètres linéaires de documents qui nous renseignent sur la Société depuis sa fondation jusqu'en 1973. Nous y trouvons de la correspondance, des dossiers administratifs, des mémoires, etc.

### **CONGRES JUIF CANADIEN, Édifice Samuel-Bronfman, 1590 avenue Docteur Penfield, Montréal, Qué. H3G 1C5**

Le Congrès a reçu récemment les fonds suivants:

- Le fonds de l'*Institut Baron de Hirsch de Montréal* qui comprend 6,4 mètres linéaires de documents créés entre 1891 et 1974. L'Institut est né de la Young Men's Hebrew Benevolent Society qui fut fondée en 1963 par un groupe de jeunes célibataires qui accomplirent un travail d'ordre philanthropique parmi les Juifs pauvres de Montréal. Lorsqu'une importante vague d'immigrants juifs vint à Montréal en 1881, la petite association se trouva surchargée par les cas d'aide et fit une demande au Baron Maurice de Hirsch à Paris pour obtenir son concours. Après avoir reçu un octroi assez important du Baron, l'Association changea son nom en celui de l'Institut Baron de Hirsch en 1891. Elle mit sur pied rapidement une école gratuite pour les enfants d'immigrants, une bibliothèque, un orphelinat, un foyer pour personnes âgées, et fournit des services financiers, juridiques, de santé et funéraires pour les pauvres. L'Institut Baron de Hirsch fut le ferment à partir duquel tous les services sociaux juifs et services de santé juifs se développèrent en un réseau très complexe de services qui existent à l'heure actuelle. Le fonds comprend des dossiers administratifs, des procès-verbaux des réunions, des rapports annuels, de la correspondance, des enquêtes et des publications de l'Institut.

- Le fonds de la Synagogue de Sherbrooke qui contient 0,13 mètre linéaire de documents couvrant la période 1906-1985. La communauté juive de Sherbrooke, qui fut à une certaine époque vibrante et auto-suffisante, a désormais perdu la majorité de ses membres qui sont allés vers Montréal et d'autres centres plus vastes. Après la fermeture de la Synagogue Agudath Achim, les dossiers de la synagogue furent transférés aux Archives du Congrès juif canadien. Celles-ci comportent le registre des naissances, des mariages et des décès (1906-1985), et le livre des procès-verbaux (1928-1929).

- La collection de documents sur l'*Association Scouts du Canada* composée de 0,19 mètre linéaire de documents créés entre 1917 et 1945. Ces documents concernent les troupes juives des scouts du Québec. Ils proviennent de Norman Friedman, A. M. Machlovitch et Irving Berlin qui furent tous très actifs dans le mouvement scout. On y trouve le registre des procès-verbaux du

Conseil consultatif juif des scouts, les registres des troupes, les ordres émis par les officiers, des coupures de journaux et des photographies.

**DIVISION DES ARCHIVES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, Pavillon Bonenfant, Sainte-Foy, Qué. G1K 7P4**

La division des archives de l'Université Laval a récemment acquis le fonds d'archives suivant:

- Le fonds de la *Coop étudiante Laval* (110) comprend 0,60 mètre de documents originaux de 1944 à 1983. On y retrouve les procès-verbaux du Conseil d'administration (1944-1980), du Conseil exécutif (1977-1980) et des assemblées générales et spéciales (1946-1966), les états financiers (1950-1981) et autres documents à connotation commerciale et financière. La Coop étudiante Laval a été créée en 1944 et elle continue à oeuvrer dans le milieu universitaire. Une liste des dossiers sert d'instrument de recherche et il faut l'autorisation du Conseil d'administration pour les consulter.

Les instruments de recherche suivants sont maintenant disponibles sur microfiches. Les personnes intéressées à obtenir ces publications sont priées de s'adresser à Gilbert Caron, archiviste responsable des archives institutionnelles et privées, téléphone (418) 656-3722.

- *État général des fonds et collections d'archives privées* (2e édition) par Gilbert Caron et Rodrigue Leclerc, novembre 1984. Publication no 1.

- *Répertoire numérique du fonds du Syndicat national catholique des employés de maisons d'éducation de Québec inc. (SNCEMEQ)* par Hélène Bernier, janvier 1985. Publication no 3.

- *Répertoire numérique du fonds Jean-Marie-Martin* par Jeannette Larouche, janvier 1985. Publication no 4.

- *Répertoire numérique du fonds de l'Alliance des professeurs de Montréal* par Hélène Bernier et Jeannette Larouche, janvier 1985. Publication no 5.

- *Répertoire numérique du fonds Gérard-Dion* par Hélène Bernier, mars 1985. Publication no 6.

- *Répertoire numérique du fonds de la Société des professeurs de géographie (SPGQ)* par Jeannette Larouche, avril 1985. Publication no 7.

- *Répertoire numérique du fonds de l'Union protectrice des cordonniers-monteurs de la ville de Québec (UPCMQ)* par Jeannette Larouche, avril 1985. Publication no 8.

- *Répertoire numérique du fonds Grenico* par Jeannette Larouche, avril 1985. Publication no 9.

- *Répertoire numérique du fonds Jean-Charles-Bonenfant* par Louise Gagnon-Arguin, mai 1985. Publication no 10.

**DIVISION DES ARCHIVES DE LA VILLE DE QUÉBEC, 350 rue Saint-Joseph est, Québec, Qué. G1K 3B2.**

Les archives de la Ville de Québec se sont enrichies des documents suivants:

- Le fonds *Thaddée-Lebel*, photographe, (P37) qui compte 1 495 pièces pour les années 1920-1940. Il s'agit de négatifs et de plaques de verre représentant des vues de Québec, des monuments, des immeubles, des rues, des travaux publics, des personnages, la construction du Château Frontenac, etc.

- Une collection de 1 080 enveloppes de négatifs produits par les photographes des différents services municipaux en 1977 et 1979.

- Une collection de 68 photographies prises vers 1900 représentant des familles, des enfants, divers personnages. Ces photographies, réalisées par différents studios de photographies, illustrent bien la mode d'une époque.

- Deux plans des «Cove Fields» réalisés en 1844 et 1876: plan d'étaux de regrattiers au marché de la Haute-Ville; projet de subdivision en lots à bâtir du champ de l'Anse, au sud de la Grande-Allée et à l'ouest des Fortifications; plan d'étaux autour de la halle du marché.

**SERVICE DES ARCHIVES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTRÉAL, C. P. 8888, Succ. «A», Montréal, Qué. H3C 3P8**

Le Service annonce l'acquisition des fonds suivants:

- Le fonds du journal *Québec-Press* qui comprend 9 mètres linéaires de documents et couvre la période 1969-1974. Durant son existence ce journal scra l'expression d'une contestation «de la gauche indépendantiste» liée à un mouvement syndical conjoncturellement forcé de jouer un rôle politique. Le fonds regroupe les procès-verbaux des assemblées générales, du conseil d'administration, du comité exécutif, des comités régionaux, de la correspondance générale, des documents comptables et financiers, des rapports de campagnes d'abonnements, des statuts et règlements, etc.

- Le fonds du *Regroupement Action-Montréal (RAM)* qui contient 0,13 mètre linéaire de documents produits de 1973 à 1974. Le RAM dont plusieurs militants se retrouvaient au Comité régional intersyndical de Montréal (CRIM) et avaient travaillé pour le Front d'Action Politique (FRAP), s'opposait à la création d'un parti municipal regroupant les forces «progressistes» d'opposition au maire Drapeau. Il prônait plutôt la constitution d'un parti politique des travailleurs, indépendant de tout groupe existant et s'appuyant sur le mouvement syndical. Il trouvait «malheureux» la création du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) en 1974, qu'il jugeait comme une tentative de récupération du Parti québécois. Ce fonds se compose de procès-verbaux, de publications, de programmes, de textes d'orientation, de coupures de journaux, de dossiers du Comité intersyndical de Montréal, etc.

- Le fonds de l'*Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA)* qui est constitué de 31,5 mètres linéaires de documents couvrant la période 1946-1982. L'ICEA est actif dans des champs d'intérêts variés touchant à l'éducation et aux communications de masse. Ses membres proviennent de groupes populaires, d'institutions publiques, des secteurs de l'éducation (Commissions scolaires, CEGEPS, Universités) et de la santé (CLSC), des syndicats, des coopératives, des organismes d'animation et de formation, en plus de membres individuels. Après avoir axé ses activités sur les besoins des mouvements d'éducation populaire entre 1946 et 1960, l'Institut constitua, de 1960 à 1967, un élément clé de la promotion d'un système public d'éducation des adultes. Amené à exercer un rôle critique face à la mise en place des structures, l'ICEA, depuis 1969, a centré de plus en plus ses efforts, d'abord sur l'éducation des adultes face au développement des milieux défavorisés, puis sur la promotion de l'éducation populaire autonome, et depuis quelque temps, sur la démocratisation des grands appareils d'éducation et de la culture. Le fonds se compose de procès-verbaux des assemblées générales, du Conseil d'administration, du comité exécutif, de différents comités, de correspondance générale, de dossiers de congrès, colloques, de dossiers de stages et de projets, de rapports, de mémoires, etc.

Le Service a également publié les répertoires suivants:

- *Répertoire numérique simple du fonds de la Ligue des Droits et Libertés*, par Tony Gyger et Anne-Marie Cadieux, avec la collaboration d'Arlette Lefrançois et Gilles Janson. Introduction historique de Lucie Laurin.

- *Répertoire numérique simple du fonds de l'Association des professeurs des écoles normales du Québec*, par Gilles Janson, avec la collaboration de Lucie Brodeur.

Ces publications sont distribuées gratuitement à ceux qui en font la demande.

GILLES JANSON  
Service des archives  
Université du Québec à Montréal



Lors du congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenu à Montréal en octobre dernier, a eu lieu la remise des prix de l'Institut. Dans l'ordre habituel, René Hardy, Juliette Rémillard, Louise Dechêne, présidente du comité des prix, et Normand Séguin.

### Le Prix Lionel-Groulx

Le Prix Lionel-Groulx, offert chaque année par la Fondation Lionel-Groulx pour le meilleur ouvrage scientifique consacré à un aspect de l'histoire de l'Amérique française, vient d'être décerné pour l'année 1984 à René Hardy et Normand Séguin pour leur ouvrage *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières 1830-1930*, publié conjointement par Boréal Express et le Musée national de l'Homme.

Cet ouvrage analyse l'évolution de la Mauricie depuis l'appropriation et l'exploitation de ses forêts par les grandes entreprises, l'ouverture des terres et la création des paroisses qui suivent le cycle forestier, jusqu'à l'essor de l'industrie des pâtes et papiers et l'urbanisation qui transforme cette société au début du 20<sup>e</sup> siècle. En plus de brosser une excellente synthèse du développement économique régional, les auteurs étudient avec beaucoup de justesse et de sensibilité les conditions de vie des travailleurs qui, dans les camps de bûcherons, les rangs de colonisation et plus tard dans les usines, ont fait cette histoire.

Professeurs à l'Université du Québec à Trois-Rivières, René Hardy et Normand Séguin animent depuis plusieurs années toute une équipe de chercheurs, qui concentre ses efforts sur l'histoire socio-économique et culturelle de la Mauricie. Dans une large mesure cet ouvrage marque la réussite de cette collaboration. *Forêt et société* est aussi un bel exemple d'un livre bien documenté et rigoureusement conçu, capable aussi de joindre un vaste public grâce à la clarté du style et à la qualité des illustrations.



Le récipiendaire du Prix Michel-Brunet pour l'année 1985, Monsieur Roch Samson de Parcs Canada à Québec, est félicité par Madame Léone Brunet.

### **Le Prix Michel-Brunet**

Le Prix Michel-Brunet de l'Institut d'histoire de l'Amérique française a été attribué cette année à Roch Samson pour son ouvrage: *Pêcheurs et marchands de la baie de Gaspé au 19e siècle*, publié par Parcs Canada en 1984.

Attentif aux réalités sociales et au contexte technologique, cet ouvrage étudie en profondeur les rapports de production entre la compagnie William Hyman et ses clients-pêcheurs, contribuant ainsi à une meilleure connaissance de l'histoire de la pêche et de celle de la population gaspésienne.

Un mois et demi après la mort de monsieur Brunet, qui a établi cette fondation pour récompenser un(e) jeune historien(ne) québécois(e), l'ouvrage de Roch Samson vient justifier la confiance que l'éminent historien a toujours témoigné aux générations nouvelles.



Monsieur Jean-Marie Fecteau, lauréat du Prix Guy-Frégault pour le volume 38 de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, reçoit son prix de Madame Lilianne Frégault.

### **Le Prix Guy-Frégault**

Le Prix Guy-Frégault, qui prime le meilleur article paru dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, a été décerné à Jean-Marie Fecteau pour son article: «Régulation sociale et répression de la déviance au Bas-Canada au tournant du 19<sup>e</sup> siècle (1791-1815)», publié dans le numéro du printemps 1985. Il s'agit d'une étude du droit et des pratiques judiciaires en matière criminelle, dans laquelle l'auteur a su lier avec maîtrise l'étude de cas et l'analyse théorique.



Lors du banquet de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenu à l'Institut d'hôtellerie du Québec, le vendredi 18 octobre dernier, les membres présents ont fait un chaleureux accueil à leur nouvelle présidente, Madame Andrée Désilets.

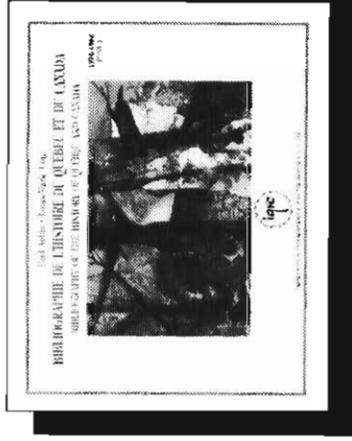
# P • U • B • L • I • C • A • T • I • O • N

**Paul Aubin et Louis-Marie Côté**

**BIBLIOGRAPHIE DE L'HISTOIRE  
DU QUÉBEC ET DU CANADA**

**BIBLIOGRAPHY OF THE HISTORY  
OF QUEBEC AND CANADA**

**1976-1980**



- 1 316 pages/2 volumes
- Index en français et en anglais
- Guide d'utilisation
- Liste des périodiques dépouillés

ISBN 2-89224-055-7  
**60,00 \$**

Ce recueil bibliographique constitue un outil de premier plan pour l'enseignement et la recherche en histoire du Québec et du Canada.

Plus de 20 000 titres ont été répertoriés, couvrant la période de 1976 à 1980. Un classement systématique par périodes, par régions et par thèmes, un classement analytique à l'aide de mots-clés, et un classement des auteurs par ordre alphabétique, permettent à l'utilisateur de s'y retrouver rapidement.

Le présent ouvrage fait suite à la *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1966-1975* dont il adopte le plan. Ce premier ouvrage a fait l'objet de nombreux comptes rendus dans les revues

spécialisées; parmi plusieurs, nous retenons les commentaires suivants:

«La publication de cette bibliographie sera certainement marquante au tableau des instruments de recherche en histoire nationale.» Gaëtan Drolet/Gilles Gallichan, *Document et bibliothèque*, juillet-septembre 1982.

«Cette bibliographie [...] me paraît être, à maints égards, la plus importante jamais publiée au Canada français.» André Vachon, de la société Royale du Canada, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, hiver 1985.

Ces ouvrages sont disponibles dans toutes les librairies ou à



**Institut québécois  
de recherche sur la culture**  
93, rue Saint-Pierre  
Québec (Québec)  
G1K 4A3  
tél.: (418) 643-4695



1774 La côte nord-ouest du Pacifique, dernière région d'Amérique du Nord inconnue des Européens, est visitée par l'Espagnol Juan Pérez.

1786 Arrivée du navigateur Lapérouse et des premiers «Voyageurs»  
1793 dans la région.

Début du 19e siècle: Compagnie du Nord Ouest et Compagnie de la baie d'Hudson, dont la majorité du personnel était francophone.

Et depuis: les Francophones n'ont cessé de participer activement à l'histoire de l'édification de la province de la Colombie-Britannique.

### DEVENEZ MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ

#### BON D'ABONNEMENT ET D'ADHÉSION

Veuillez cocher la case appropriée

	régulier	étudiants et âge d'or
<input type="checkbox"/> membre actif	\$20	\$10
<input type="checkbox"/> membre de soutien	10	5
<input type="checkbox"/> membre groupe associé	15	15
<input type="checkbox"/> abonné	5 /par an	5 /par an
<input type="checkbox"/> dons (reçu émis pour fins d'impôt)		

profession \_\_\_\_\_ année de naissance (facultatif) \_\_\_\_\_

lieu d'origine \_\_\_\_\_ intérêts \_\_\_\_\_

Téléphone à domicile \_\_\_\_\_ au bureau \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Découpez, joindre chèque ou mandat-poste et faire parvenir à l'adresse mentionnée ci-dessous.

La S.F.H.C. est chargée de documenter l'histoire francophone de la Colombie-Britannique. Dans ce but elle est en train de se doter d'un Centre de documentation ouvert aux universités et au public. Elle publie une revue trimestrielle, «Le Chronographe».

Aidez la S.F.H.C. à atteindre ces buts qui sont aussi les vôtres. Souscrivez au Chronographe. Faites partie de la Société. Envoyez vos dons en ouvrages et documents historiques dès aujourd'hui.

Des bords du Pacifique, nous vous remercions.

### INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT PARTICIPEZ À VOTRE HISTOIRE

SOCIÉTÉ HISTORIQUE FRANCO-COLOMBIENNE

9 AVENUE BROADWAY E.  
VANCOUVER, C.B. V5T 1V4  
(604) 879-3911

**VENTE DE SÉRIES COMPLÈTES DE LA  
REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE**

**Nous disposons de 20 séries complètes de la RHAF**

du volume 22 au volume 38, soit 17 années,  
pour 150,00\$

et

de 50 séries complètes pour  
les 8 dernières années

(volumes 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38)

pour 100,00\$

---

Certains numéros des 20 premières années  
sont également disponibles pour \$8.00 chacun.

---

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS,

ÉCRIVEZ OU TÉLÉPHONEZ À :

**Revue d'Histoire de l'Amérique Française**

**261 avenue Bloomfield**

**Outremont, Qué.**

**H2V 3R6**

**271-4759**

Une grande figure de l'histoire du Québec

# Lionel Groulx *Journal (1895-1911)*

Édition critique par  
Giselle Huot et Réjean Bergeron

Préface

Benoît Lacroix

Sous la direction de

Benoît Lacroix, Serge Lusignan  
et Jean-Pierre Wallot

Biochronologie, Notices biographiques et Index thématique par  
Juliette Lalonde-Rémillard

### *Un texte inédit*

- Rédigé alors qu'il était adolescent et jeune adulte
- Étudiant au Petit Séminaire de Sainte-Thérèse
- Professeur au Collège de Valleyfield
- En voyage d'études en Europe
- Un regard posé sur la société québécoise pré-industrielle
- Expression d'un nationalisme à ses premières heures
- Témoignage d'une écriture qui se fait

2 volumes, 1 000 pages, reliés toile, boîtier 65\$

Pour commander:  
Fondation Lionel-Groulx  
257-261 Bloomfield  
Outremont, Qué.  
H2V 3R6 514-271-4759

# POLITIQUE DE LA REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

## CHAMP D'ÉTUDE

La *RHAF* a pour champ d'étude l'histoire du Québec, du Canada français et de l'Amérique française. Cette définition inclut l'étude des relations avec d'autres groupements et les travaux de comparaison. Font implicitement partie de ce champ d'étude des réflexions méthodologiques et théoriques sur l'histoire moderne et contemporaine.

## CARACTÈRE

La *RHAF* publie des articles, notes de recherche, notes critiques et comptes rendus d'ouvrages, qui contribuent au progrès de la connaissance historique. Sont exclus, de façon générale, les travaux de pure vulgarisation.

La revue a pour politique d'ouvrir ses pages au plus grand nombre possible de collaborateurs. Elle favorise la collaboration des jeunes auteurs et des étudiants en rédaction de thèse. Suite à la tenue de congrès ou de colloques sur des thèmes particuliers, la revue peut publier des numéros spéciaux. Mais, le comité de rédaction ne s'engage pas à accepter tous les textes soumis.

## LANGUE

La *RHAF* ne publie que des textes en français. Des textes présentés en anglais peuvent être acceptés, mais ils doivent être traduits en français, normalement aux frais de l'auteur. La revue n'a pas pour politique de publier en français des textes déjà parus en anglais et faciles d'accès. Des textes peuvent être refusés si, malgré des qualités de fond, ils impliquent un trop lourd travail de révision au plan de la présentation ou de la langue.

## CONTENU

La *RHAF* reçoit de ses collaborateurs externes cinq sortes de textes:

**ARTICLES** de 20 à 25 pages de revue

**NOTES DE RECHERCHE**, textes plus courts, relatifs à des analyses documentaires, à des instruments de travail, à des problématiques de recherche, à des points d'érudition, etc.

**NOTES CRITIQUES**, articles qui font le point sur la production historique relative à un sujet particulier, qui traitent des travaux d'un historien ou qui font la critique d'une œuvre particulièrement importante.

**COMPTES RENDUS** demandés par le Comité de rédaction des ouvrages fournis par les éditeurs.

**NOTES BIBLIOGRAPHIQUES**, courts textes descriptifs sur des ouvrages qui méritent plus qu'une mention dans les *Livres reçus*.

## SELECTION DES TEXTES POUR PUBLICATION

L'étude des textes est faite par deux lecteurs externes, qui font rapport au Comité de rédaction. Celui-ci décide collectivement d'accepter ou de refuser un texte, en fonction du champ d'étude et du caractère de la *Revue*.

Dans le cas où un texte est accepté conditionnellement à un certain nombre de corrections, l'auteur est invité à faire ces corrections en liaison avec une personne déléguée par le Comité, qui l'informe des demandes de correction et qui reçoit le texte corrigé avant de le remettre au secrétariat pour publication.

## CONTRAINTES MATÉRIELLES

Les auteurs sont priés de bien vouloir soumettre leurs textes dactylographiés à double interligne sur du papier 8 1/2 x 11, en tenant compte des normes de longueur suivantes.

**ARTICLES** 25 à 35 pages dactylographiées

**NOTES DE RECHERCHE** 10 à 20 pages dactylographiées

**NOTES CRITIQUES** 10 à 20 pages dactylographiées

**COMPTES RENDUS** 2, 4 ou 6 pages (400, 800 ou 1 200 mots), longueur déterminée par le Comité lui-même selon l'importance de l'ouvrage dans le cadre du champ d'étude et du caractère de la revue.

**NOTES BIBLIOGRAPHIQUES** 200 mots, une page dactylographiée

Les auteurs qui veulent illustrer leur texte sont priés de soumettre les photographies sur papier glacé.

# LA FONDATION LIONEL-GROULX

(corporation enregistrée le 17 mai 1956)

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr Jacques Genest, *président*  
Roger Larose, *vice-président*

Roger Charbonneau, *trésorier*  
Juliette Rémillard, *secrétaire*

Solange Chaput-Rolland, *directeur*  
Rosaire Morin, *directeur*  
J-Z-Léon Patenaude, *directeur*

Lucien Saulnier, *directeur*  
Lucien Tremblay, *directeur*  
Jean-Pierre Wallot, *directeur*

Le président de l'IHAF ex-officio

### Objectifs:

Favoriser l'étude du fait français en Amérique

Recevoir, créer, alimenter et augmenter un ou plusieurs fonds et promouvoir l'avancement et la diffusion de la science de l'histoire... et, particulièrement, aider l'IHAF et sa *Revue* à poursuivre son œuvre suivant les desseins et dans l'esprit des fondateurs.

### La Fondation Lionel-Groulx possède:

- Une bibliothèque d'au moins 12 000 volumes, 3 000 brochures (spécialisée en Histoire du Canada), périodiques canadiens, européens, américains, etc
- Le Fonds Lionel-Groulx, comprenant manuscrits, correspondance, spicilèges, bandes magnétiques, etc
- Le Fonds Michel-Brochu, portant sur le Nouveau-Québec, l'Arctique d'Amérique du Nord, manuscrits scientifiques et autres documents
- Le Fonds Léo-Paul-Desrosiers comprenant des manuscrits inédits
- Le Fonds J.-J.-Girouard, ayant pour sujet les patriotes de 1837-1838
- Le Fonds André-Laurendeau, comprenant manuscrits, correspondance, spicilèges, etc
- Le Fonds Georges-Pelletier, comprenant correspondance, cours sur le journalisme, spicilèges, etc
- Le Fonds Maxime-Raymond, comprenant manuscrits, correspondance, divers dossiers, etc
- Le Fonds du Bloc populaire canadien
- Le Fonds de la Commission Laurendeau-Dunton (lié à Laurendeau)
- Le Fonds d'Études latino-américaines
- Le Fonds de la Ligue de la défense du Canada, comprenant correspondance, signature, etc
- Le Fonds René-Desmarais, comprenant coupures de journaux sur divers sujets et personnages
- Fonds J.-Z.-Léon-Patenaude
- Fonds de la Ligue d'Action Nationale
- Fonds Anatole-Vanier
- Des documents spéciaux sur divers sujets: l'Action française, l'ACJC, les Jeunes-Canada, les Jeunesses patriotes, Louis-Joseph Papineau, photostats, vieilles cartes, journaux, etc
- Fonds de l'Ordre de Jacques-Cartier.
- Fonds Gérard-Filion.
- Fonds Maurice-Huot.
- Fonds Girouard-Genest

Tout ceci constitue un

### CENTRE DE RECHERCHE EN HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

**Accès:** Le Centre est ouvert aux étudiants du niveau universitaire et aux autres chercheurs, sur rendez-vous

**Instruments de recherche:** Inventaires provisoires des fonds — fichier par ordre d'auteurs, de titres et de matière — renseignements donnés par correspondance — photocopie sur place

**Secrétariat:** Juliette Rémillard, Berthe Stapinsky.

**Heures d'ouverture:** 9 heures à 5 heures, du lundi au vendredi, inclusivement.

**Adresse:** 257-261 avenue Bloomfield, Outremont, Montréal H2V 3R6

**Téléphone:** (514) 271-4759

Le Centre de recherche recevra avec plaisir toute documentation, correspondance manuscrite ou autre, concernant l'un ou l'autre de ces fonds, en particulier le Fonds Lionel-Groulx. Nous assumons les frais de toute photocopie relative aux envois que l'on voudra bien nous faire.

# La Société Historique du Canada

Fondée en 1922

Tous les membres recevront le *Bulletin*, les *Communications historiques*, les brochures historiques et la série «Les groupes ethniques du Canada». Les membres professionnels participeront également à la Fédération canadienne des sciences sociales.

## CATÉGORIES DE COTISATION

Membres professionnels ( <i>historiens de métier et professeurs d'histoire</i> )	40.00\$
Membres étudiants ( <i>étudiants à plein temps, une lettre du directeur/trice et du département dont on compagne cette demande</i> )	10.00
Membres émérites ( <i>personnes âgées de 65 ans et plus</i> )	10.00
Membres ordinaires ( <i>personnes intéressées à l'histoire du Canada et aux objectifs de la Société</i> )	25.00
Sociétés affiliées ( <i>organisations ayant un intérêt particulier aux objectifs de la Société</i> )	40.00
Institutions ( <i>organisations, sociétés, bibliothèques, etc.</i> )	30.00
MEMBRES À VIE	400.00

## ABONNEMENTS DISPONIBLES PAR L'ENTREMISE DE LA SOCIÉTÉ AUX MEMBRES SEULEMENT

	Individus	Étudiants	Institutions
<i>Acadiens</i>	12.00\$	5.00\$	18.00\$
<i>Annales canadiennes d'histoire</i>	12.00	8.00	15.00
<i>Archivaria</i>	16.00	16.00	25.00
Autres pays, prière d'ajouter \$4.00			
<i>Canadian historical review</i>	20.00	14.00	37.00
* tarif spécial pour sociétés d'histoire locale			20.00
Autres pays, prière d'ajouter \$3.00			
<i>Études ethniques au Canada</i>	27.00	12.00	32.00
<i>Histoire sociale/Social history</i>			
Autres pays, prière d'ajouter \$3.00	15.00	10.00	20.00
<i>History and social science teacher</i>	13.00	6.50	16.00
<i>Labour/Le travail</i>	15.00	12.00	20.00
Autres pays, prière d'ajouter \$5.00			
<i>Réflexions historiques</i>	16.00	8.00	37.00
<i>Répertoire des thèses en cours</i>	4.00	4.00	4.00
<i>Revue d'histoire de l'Amérique française</i>	30.00	14.00	30.00
Individus ou Institutions en dehors du pays sont prêts d'ajouter \$4.00			
<i>Revue d'histoire urbaine</i>	15.00	15.00	20.00

## COMMUNICATIONS HISTORIQUES

Des index des travaux publiés dans les *Communications* entre 1922 et 1968 sont disponibles à un prix minime de même que certains des volumes des *Communications*, remontant aux années 1920.

## BROCHURES

Voici la liste des brochures parues à ce jour:

1. C.P. Stacey, *La Frontière sans défense, le mythe et la réalité*
2. G.F. G. Stanley, *Louis Riel: patriote ou rebelle?*
3. Guy Frégault, *La Société canadienne sous le Régime français*
4. W.S. MacNutt, *L'Émergence des provinces maritimes, 1713-1784*
5. A.L. Burt, *Guy Carleton, lord Dorchester, 1724-1808*
6. Marcel Trudel, *Le Régime seigneurial*
7. F.H. Soward, *Le Ministère des Affaires extérieures et l'autonomie du Canada, 1899-1939*
8. F.H. Underhill, *Les Paris politiques canadiens*
9. W.L. Morton, *L'Ouest et la Confédération, 1857-1871*
10. G.O. Rothney, *Terre-Neuve: son histoire*
11. Fernand Ouellet, *Louis-Joseph Papineau: Un être divisé*
12. D.C. Masters, *La Réciprocité, 1846-1911*
13. Michel Brunet, *Les Canadiens et les débuts de la domination britannique, 1760-1791*
14. T.J. Oleson, *Les Scandinaves en Amérique*
15. P.B. Waite, *La Conférence de Charlottetown*
16. Roger Graham, *Arthur Meighen*
17. J. Murray Beck, *Joseph Howe: amiconfédéré*
18. W.J. Eccles, *Le Gouvernement de la Nouvelle-France*
19. Paul G. Cornell, *La Grande Coalition*
20. W.M. Whitelaw, *La Conférence de Québec*
21. J.-C. Bonenfant, *Les Canadiens français et la Confédération*
22. Helen I. Cowan, *L'immigration britannique avant la Confédération*
23. Alan Wilson, *Les Réserves du clergé du Haut-Canada*
24. Richard Wilbur, *L'Administration Bennett, 1930-1935*
25. Richard A. Preston, *La politique de défense et le développement de la nation canadienne*
26. Lewis H. Thomas, *Les Territoires du Nord-Ouest, 1870-1905*
27. Eugène A. Forsey, *Le Mouvement ouvrier au Canada, 1812-1902*
28. Irving Abella, *Le Mouvement ouvrier au Canada de 1902 à 1960*
29. Joseph Levitt, *Henri Bourassa — Critique catholique*
30. Bruce G. Trigger, *Les Indiens et l'âge héroïque de la Nouvelle-France*
31. R.C. Macleod, *La Police à cheval du Nord-Ouest, 1873-1919*
32. J.M.S. Careless, *L'Expansion des villes canadiennes avant 1914*
33. Ian MacPherson, *Le mouvement coopératif dans les Prairies, 1900-1955*
34. Alan F.J. Artibise, *L'Expansion urbaine dans les Prairies, 1870-1930*
35. Richard Jones, *Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale*
36. Ernest R. Forbes, *Certains aspects du régionalisme dans les provinces maritimes, 1867-1927*
37. Ruth Roach Pierson, *Les Canadiennes et la Seconde Guerre mondiale*

## LES GROUPES ETHNIQUES DU CANADA

Voici la liste des brochures parues à ce jour:

1. J.M. Bumsted, *Les Écossais au Canada* (traduction)
  2. David Higgs, *Les Portugais au Canada* (traduction)
  3. W. Peter Ward, *Les Japonais au Canada* (traduction)
  4. D.H. Avery et J.K. Fedorowicz, *Les Polonais au Canada* (traduction)
- Pour tout renseignement, prière d'écrire au trésorier de la Société historique du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa, Ont., K1A 0N3.